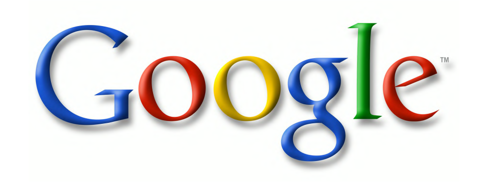






HISTOIRE

DE

FRÉDÉRIC LE GRAND

Imprimerie de Gustave GRATIOT, rue de la Monnaie, 11.

HISTOIRE

DE

FRÉDÉRIC LE GRAND

PAR

M. CAMILLE PAGANEL

CONSEILLER D'ÉTAT

DEUXIÈME ÉDITION

TOME II

CHEZ L. HACHETTE ET CIE

A PARIS
RUE PIERRE-SARRAZIN, N° 12
(Quartier de l'École-de-Médecine)

A ALGER
RUE DE LA MARINE, N° 117
(Librairie centrale de la Méditerranée)

1847

HISTOIRE

DE

FRÉDÉRIC II.

LIVRE V.

Coup d'œil sur l'Europe après la paix d'Aix-la-Chapelle. — La cour de Vienne supporte impatiemment la perte de la Silésie. — Voyage du comte de Kaunitz en France; caractère de ce personnage; son influence sur le cabinet de Versailles. — Révolution dans la politique générale : alliance entre Louis XV et Marie-Thérèse. — Les princes de l'Empire embrassent la cause de l'Autriche; imprudence de cette conduite. — Frédéric observe attentivement toutes les démarches de ses ennemis; il demande au cabinet de Vienne des explications; on les lui refuse; il envahit la Saxe.

L'Europe chrétienne se trouvait comme partagée 1753-
en deux grandes fractions; dans l'une, l'Impératrice- 1756
Reine de Hongrie, une partie de l'Allemagne, la Russie, l'Angleterre, la Hollande, la Sardaigne; dans l'autre, la France, l'Espagne, les Deux-Siciles, la Prusse, la Suède.

La France n'avait rien acquis, parce qu'elle n'avait rien demandé : la Maison de Bourbon consolidée en Italie, Gênes affranchie du joug des Impériaux, le cap Breton restitué par les Anglais, et ses possessions d'A-

1753-1756 mérique garanties sur le pied de la paix d'Utrecht, tels étaient, pour elle, les seuls résultats de ses victoires. « Mon maître, avait dit le marquis de Saint-Séverin en arrivant au congrès, veut faire la paix, non en marchand, mais en roi. »

L'Espagne protestait hautement contre le traité d'Aix-la-Chapelle, indignée que, sans son agrément, sans le concours du roi de Naples, on eût stipulé que Parme, Plaisance et Guastalla rentreraient sous la domination autrichienne, lorsque don Carlos, appelé, par sa naissance, au trône d'Espagne, laisserait celui de Naples à son frère don Philippe. Mais, comme les beaux jours de la puissance espagnole étaient passés, le cabinet de Madrid, trop faible pour recommencer la guerre, se contentait d'une protestation.

Non moins blessée qu'on eût réglé ses affaires sans la consulter, la cour de Naples joignait ses plaintes à celles de l'Espagne[1]. Mais elle marquait trop peu encore en Europe, pour que son courroux pût en renouveler les troubles.

Quant au Portugal, subissant les quarante années du règne de son dévot Jean V, il rétrogradait, en silence, vers les siècles de barbarie; le monachisme avait envahi le royaume. Bientôt un fléau terrible devait apprendre au peuple de Lisbonne, presque ensevelie toute vivante dans les entrailles de la terre, que des sacrifices humains et de hideux auto-da-fé n'attirent pas la protection divine.

[1] Peyssonnel, *Situation politique de la France*, tom. I.

Occupée à guérir ses blessures; à relever son crédit national; contente surtout de ses diplomates qui lui avaient ménagé un prétexte de guerre avec la France, l'Angleterre gardait le règlement des limites du Canada pour un moment plus opportun. 1753-1756

En Pologne, deux partis s'agitaient : soutenus par Vienne et Saint-Pétersbourg, les royalistes secondaient les mesures du monarque, impatient de transformer son État en une province russe et autrichienne; les républicains, subventionnés par la France et encouragés par la Porte, s'efforçaient de défendre, contre les attentats des Russes et les intrigues du Roi, l'indépendance nationale.

Tourmentée de dissensions intestines, en proie aux influences du dehors, la Suède maudissait le jour où Charles XII introduisit les Russes dans la politique européenne.

Sa redoutable voisine, la tzarine Élisabeth, docile aux ressentiments de Marie-Thérèse, formait, chaque année, pour inquiéter le roi de Prusse et la Suède, des camps menaçants sur les frontières des deux royaumes; elle pressentait l'alliance de leurs monarques avec la France. Imparfaitement réglées par le traité d'Abo, les limites de la Finlande lui offraient un motif spécieux de guerre contre la Suède, dès que ses intérêts exigeraient une rupture. D'un autre côté, elle violait, sans pudeur, ses traités avec la Porte Ottomane. Toute cette étendue de pays, situés entre le fleuve Bog et les frontières de l'Ukraine, et qui, aux termes du traité de Belgrade, devaient rester incultes et inhabités pour séparer les deux

1752-1756 empires par un désert immense, la Russie s'en était emparée; elle y fondait une province, sous le nom de Nouvelle-Servie, et la fortifiait. Protégeant officiellement les Kabardains[1] et les Circassiens, elle envoyait chez eux des émissaires avec des troupes, y bâtissait des casernes, y formait de vastes magasins, et travaillait à soustraire ces peuples à l'autorité du Khan des Tartares. Mais tant d'usurpations semblaient inaperçues; la Porte fermait les yeux en silence.

Depuis longtemps, étrangère aux grands démêlés de la politique générale, Venise observait une impassible neutralité. Mais on ne s'y trompait plus; cette neutralité n'était que de l'impuissance.

La Hollande, qui avait voulu prendre part aux derniers événements, n'avait pas lieu de s'en féliciter. Gênes reconnaissante élevait une statue au duc de Richelieu. Fatigué de ses récents efforts, le roi de Sardaigne sentait tout le prix d'un repos devenu nécessaire[2].

Tel était l'aspect général de l'Europe.

L'Autriche souffrait encore des blessures reçues durant la dernière guerre; sa jeune souveraine s'efforça de les cicatriser. Le rétablissement des finances, une nouvelle organisation de l'armée, furent le premier objet de ses soins. Aussi les revenus annuels de la couronne, qui, sous Charles VI, ne montaient pas à 30,000,000 de

[1] Cette contrée de la région caucasienne a pour limites, au N. le Térek et la Malka, au S. le pays des Ossètes, et à l'O. l'Abascie.

[2] Peyssonnel, *Situation politique de la France*, tome I.

florins, s'élevèrent-ils bientôt à 36,000,000, malgré la perte du royaume de Naples, et celle de la Silésie, province qui, à elle seule, en produisait 6,000,000[1]. 1753-1756

Jusqu'alors, la manière d'exercer les troupes n'avait point été la même pour tous les régiments : ce défaut d'harmonie, dans un jour de combat, causait une confusion très-préjudiciable. Le comte de Daun fut chargé d'établir un système uniforme; c'est ce même Daun que, depuis, la cour de Vienne opposa si souvent à Frédéric.

Une foule d'abus avaient envahi la justice, confiée aux mêmes tribunaux que la police : ces deux branches du service public furent séparées, les chancelleries provinciales abolies, et l'on créa un tribunal suprême, pour juger, en dernier ressort, toutes les causes des États autrichiens, la Hongrie exceptée; car, en ce royaume, nul changement ne pouvait avoir lieu que du consentement de la Diète. Un autre grand Conseil fut chargé des finances, de la police, et de tout le reste de l'administration. Chaque semaine, son président adressait un rapport à l'Impératrice.

L'aptitude de Marie-Thérèse au gouvernement semblait d'autant plus remarquable, que son éducation première n'avait été propre qu'à l'en éloigner. Charles VI, qui fit tant d'efforts pour lui assurer l'héritage de ses vastes domaines, ne songea pas même à la rendre capable de les régir. Ce prince, il est vrai, avait donné à sa fille entrée au Conseil; mais ce n'était qu'une

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.

1753-1756 pure formalité. Néanmoins, Marie-Thérèse se révéla dès lors : touchant à peine à sa quinzième année, elle montrait, dans cette grave assemblée, une attention fort au-dessus de son âge, une sagacité qui ressemblait déjà à de l'expérience.

Composé d'hommes médiocres, quand elle monta sur le trône, le Conseil de Conférence, lors de la paix d'Aix-la-Chapelle, offrait moins de talents encore. La mort du comte de Sinzendorff, en 1742, fut donc une grande perte pour la cour de Vienne ; malgré ses défauts, malgré sa négligence, son excessif amour des plaisirs et la fougue de son caractère, plus de trente années de ministère l'avaient environné d'une haute considération. Le comte d'Uhfeld, autrefois ambassadeur à La Haye et à Constantinople, succéda à Sinzendorff dans la dignité de Chancelier ; c'était un honnête homme, mais pointilleux, méfiant, chicaneur, ne rachetant, par aucune sorte d'agrément, la pesante monotonie de son travail et un vice de prononciation qui rendait toute négociation verbale avec lui très-fatigante. Magnifique dans sa dépense, et dérangé dans ses affaires, d'Uhfeld, impérieux envers tout autre, se laissait entièrement dominer par le référendaire Bartenstein, si puissant sous Charles VI, toujours si disposé à le devenir sous sa fille. Fils d'un professeur de Strasbourg, Bartenstein, établi à Vienne, dès le commencement de l'année 1714, était agent ou solliciteur près d'un tribunal. Parvenu à se concilier la bienveillance du comte de Staremberg, en gagnant un procès que soutenait ce ministre, il obtint de l'emploi à la chancellerie des affaires étrangères : la

rédaction de plusieurs mémoires importants avait déjà prouvé combien il pouvait se rendre utile dans cette carrière. Promu ensuite au poste de référendaire ou secrétaire de cabinet, Bartenstein, grâce à ses talents, justifia ce choix. Bientôt même l'Empereur, qui traitait par écrit toutes les affaires, ne correspondit plus avec ses ministres que par son entremise. Possédant à fond toutes les ressources de la chicane, fécond en subtilités, habile dans l'art de multiplier à propos les difficultés, plus habile encore à caresser la vanité de son maître, et à bercer mollement Charles VI dans ses rêves de prééminence universelle; infatigable agent d'une correspondance secrète que ce prince entretenait avec ses ambassadeurs; violent, jaloux, implacable, mais poli dans ses manières, et composé dans toutes ses habitudes; vain de ses écrits, mais incorruptible, et invariablement dévoué aux intérêts de la Maison d'Autriche : tel était l'homme qui, dans un rang subalterne, avait su dominer les conseils de Charles VI[1], et qui s'efforçait d'obtenir la même influence sur Marie-Thérèse. 1753-1756

Les comtes de Staremberg, de Harrach, de Kinsky n'étaient plus. Membres du Conseil de Conférence, les comtes de Colloredo, vice-chancelier de l'Empire, de Khevenhuller, grand chambellan de la cour, de Bathiani, feld-maréchal autrichien, l'un des premiers magnats de Hongrie, et gouverneur de l'archiduc Joseph, siégeaient au Conseil.

Convaincue de son inexpérience, la jeune souveraine

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche.*

1753-1756 examinait attentivement tous les mémoires et contre-mémoires, écoutait avec patience les explications des ministres étrangers, en un mot ne négligeait rien pour se former une opinion juste et précise sur tout objet important. Mais, bien disposée à marcher par elle-même et à prouver que, quand une femme est sur le trône, ce ne sont pas toujours les hommes qui gouvernent, Marie-Thérèse était choquée de la présomption hautaine et brusque de Bartenstein. Peu à peu, la faiblesse ou la nullité des membres de son conseil se révélèrent à ses yeux : l'Impératrice sentit enfin la nécessité de commettre à des mains habiles, sûres et probes, la conduite des affaires, sans rien abdiquer pourtant de sa suprématie ; elle voulait, dans le même personnage, talents, probité, haute position sociale. Le comte de Kaunitz-Rietberg, alors ambassadeur près la cour de Versailles, devint l'objet de son choix.

Ce diplomate, aussi immuable à la tête du ministère que la politique autrichienne dans ses maximes, devait voir, durant le cours de sa longue carrière, se renouveler autour de lui tous les cabinets de l'Europe. Profond dans les affaires, léger dans ses goûts, c'était un singulier mélange de prudence et de frivolité, de sagacité et de présomption. A de grands talents, trop célébrés pendant sa vie, trop contestés après sa mort, il alliait une intégrité inattaquable, la connaissance exacte de l'Europe politique, et l'art de présenter, sous un jour lucide, les affaires les plus compliquées ; sans ami intime, sans confident, ses secrets étaient impénétrables ; la dissimulation se parait en lui de tous les dehors de la

franchise. Ennemi du roi de Prusse, sa haine ne s'endormit jamais. 1753-1756

A peine âgé de quarante-deux ans, d'une taille élevée et assez élégante, la physionomie peu animée, mais spirituelle, des traits réguliers, un regard vif et pénétrant, une politesse froide et compassée, une habitude de galanterie contractée à la cour de France, des airs de petit-maître joints au flegme germanique, et un inaltérable contentement de toute sa personne[1], voilà le comte de Kaunitz.

Cependant la cour de Vienne, inconsolable de la perte de la Silésie, de Parme, de Plaisance et de Guastalla; mécontente des Anglais[2], auxquels elle reprochait, en partie, cette diminution de puissance, et cherchant de plus utiles alliés, tourna ses regards vers le cabinet de Versailles. Déjà même, Kaunitz, plénipotentiaire de l'Impératrice-Reine au congrès d'Aix-la-Chapelle, ayant su démêler dans l'âme des négociateurs français un secret ressentiment contre Frédéric, avait fait au comte de Saint-Séverin quelques insinuations à ce sujet. Mais Louis XV était fatigué des efforts qu'une guerre récente avait coûtés à sa mollesse; madame de Pompadour, arbitre suprême des destinées de la France, voulait, avant tout, la paix : les proposi-

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome IV.

[2] Après la signature de la paix, l'ambassadeur britannique ayant sollicité une audience pour féliciter l'Impératrice à ce sujet, cette princesse lui fit répondre que des compliments de condoléance seraient moins déplacés, et qu'il l'obligerait en lui épargnant un entretien qui ne pouvait être que désagréable et pour elle et pour lui.

1752- tions du ministre autrichien passèrent donc comme
1756 inaperçues. Kaunitz ne se découragea pas; il savait attendre.

Repoussé à Aix-la-Chapelle, le plan d'alliance avec Versailles n'était point abandonné de Marie-Thérèse; chaque jour même le comte affermissait sa souveraine dans ces dispositions. L'adroit ministre qui, mieux que personne, avait compté tous les obstacles, fit entendre que sa présence seule pourrait les vaincre; une mission en France lui fut donc confiée. Pour réussir, il fallait d'abord éteindre cette haine invétérée qui, depuis François Ier et Charles-Quint, animait, l'une contre l'autre, les Maisons de Bourbon et de Hapsbourg; il fallait aussi inspirer des craintes sur l'agrandissement de la Prusse, sur l'ambition de son Roi. Jamais entreprise ne fut suivie avec plus d'astuce, de persévérance. Parmi les moyens employés pour arriver à ce but, l'histoire reproche à Marie-Thérèse de coupables complaisances, et ces lettres, tristement adulatrices, où elle ne rougissait pas de donner à la marquise de Pompadour le nom d'*amie*. Il en coûte de voir une princesse pieuse, une chaste épouse, une glorieuse impératrice, descendre à de telles concessions.

Depuis deux ans déjà l'ambassadeur autrichien déployait, à Versailles, toutes ses ressources diplomatiques, quand Marie-Thérèse, ne pouvant plus tolérer l'arrogance de Bartenstein, rappela Kaunitz pour lui confier le gouvernail. L'ex-Référendaire tenta d'abord d'intimider le nouveau ministre, puis de capter sa bienveillance, mais en vain; on le renvoya, pourvu, il est vrai,

à titre de consolation, de la dignité de vice-chancelier 1753-
de Bohême, et de l'emploi de conseiller privé. Le comte 1756
d'Uhfeld, dont les dettes furent payées, reçut une pension et devint grand-maître des cérémonies. Les autres membres du Conseil de Conférence restèrent en place. Kaunitz eut, pour successeur en France, le comte de Staremberg.

Dans ces conjonctures, la cour de Vienne, qui trouvait à Versailles des difficultés ou des lenteurs imprévues, resserrait son union avec la Russie, en s'efforçant d'animer Élisabeth contre le roi de Prusse. Tantôt les agents autrichiens rappelaient à cette princesse une plaisanterie mordante de Frédéric; tantôt ils lui représentaient ce monarque prêtant aux ennemis de sa personne une secrète assistance. Ces menées sourdes, continuellement répétées, aigrissaient Élisabeth, déjà prévenue contre Frédéric. Ceux des ministres russes qu'elle ne pouvait convaincre, Marie-Thérèse, malgré sa rigide économie, les gagnait à prix d'argent[1].

L'ascendant du cabinet de Vienne sur celui de Saint-Pétersbourg augmentait donc de jour en jour; un des ministres d'Élisabeth, Bestucheff, ne détestant pas moins les Prussiens que leur roi, y contribuait de tous ses efforts. Ce personnage, qui soupçonnait M. de Mardefeld, ministre de Frédéric, d'être d'intelligence avec l'envoyé de France, La Chétardie, pour le faire renvoyer, avait juré de se venger; il tint parole. Ce furent ses instances

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.

1753-1756 qui déterminèrent, en 1746, la Tzarine à conclure une alliance avec l'Autriche et l'Angleterre, alliance au reste avantageuse pour la Russie, puisque, en lui assurant, d'une part, un appui contre la Porte, de l'autre elle attirait à Saint-Pétersbourg les subsides de la Grande-Bretagne.

Pour rompre entièrement avec la Prusse, il restait à Bestucheff la voie d'un éclat : il ne recula point. En réjouissance du mariage du prince Henri avec la princesse de Hesse, le Roi donnait des fêtes à Charlottembourg. Tous les ministres étrangers y parurent, et furent invités au souper, un seul excepté, celui de Russie, qui, si l'on en croit Frédéric, avait eu soin de partir une demi-heure avant les autres. Que ce fait soit exact, ou que l'omission ait été volontaire, toujours est-il qu'étant à table, le Roi s'égaya, avec un peu trop d'abandon, aux dépens d'Élisabeth, de ses favoris et de ses ministres. Ces indiscrètes paroles furent aussitôt rapportées à M. de Gross, qui, dans ses dépêches, ne manqua pas de les exagérer. Dès le lendemain, ce ministre déclara qu'après l'affront fait à la Tzarine, il ne se présenterait plus à la cour, attendant, ajoutait-il, le retour de son courrier pour régler sa conduite ultérieure. Le courrier ne tarda point à revenir, et le ministre partit aussitôt de Berlin, escorté, pendant qu'il traversait la ville, des secrétaires de légation autrichien et anglais[1].

Cet événement obligea Frédéric à rappeler également M. de Mardefeld de Saint-Pétersbourg.

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.

L'ambassadeur d'Autriche et ses adhérents triomphaient : débarrassés d'un témoin importun, maîtres du terrain, ils redoublèrent d'intrigues, de calomnies, allant même jusqu'à persuader à Élisabeth que le roi de Prusse avait tramé un complot contre sa vie pour relever sur le trône le prince Iwan. Bientôt l'aversion de la Tzarine se changea en une haine implacable. Trop habile pour pousser les choses plus loin, la cour de Vienne se contenta d'avoir rendu une rupture inévitable. 1753-1756

Cependant Frédéric, pour qui, durant tout son règne, ses ennemis ne purent avoir de secrets, ni la politique de mystères, tenait le fil des trames ourdies contre lui. Il avait entre les mains la preuve qu'aussitôt après la paix de Dresde, les cours de Vienne, de Saint-Pétersbourg, de Saxe avaient signé un traité d'alliance, et même de partage de ses États, en cas de guerre[1]. Ce précieux docu-

[1] Selon le marquis de Valori (*Mémoires et négociations*, tome I), Frédéric fut dupe de l'Angleterre, qui ne lui fit craindre une invasion des Russes que pour l'entraîner à des hostilités. En fouillant les archives à Dresde, « il n'y trouva qu'un traité purement défensif, conclu dix ans auparavant, et auquel la cour de Saxe avait refusé d'accéder. Il y trouva aussi la preuve de son refus ; traité que l'ambassadeur d'Angleterre avait recouvré à Saint-Pétersbourg, et dont il avait changé les dates et l'objet défensif en offensif, pour le faire paraître aux yeux du roi de Prusse comme venant d'être conclu. L'assertion du roi de Prusse à la face de toute l'Europe n'est donc fondée que sur cet insigne subterfuge de l'Angleterre. » (Page 309.)

L'opinion du marquis de Valori prouve du moins la bonne foi de Frédéric. Mais il y a plus : après un examen impartial des faits et des circonstances, on demeure convaincu que, si Frédéric n'eût point prévenu ses ennemis, il eût été bientôt attaqué lui-même et écrasé. Nul doute sur leurs machinations.

1753-1756 ment, un secrétaire saxon, gagné par ses largesses, le lui avait fourni. Le même homme lui procurait exactement, semaine par semaine, toute la correspondance des ministres saxon, russe, autrichien.

Ainsi éclairé, le roi de Prusse, invisible et présent partout, suivait, pas à pas, la marche de ce triple complot, dont Brulh était l'âme. Durant trois années, nul mouvement du ministre saxon ne lui échappa. Vendu à la Russie, ce favori du faible Auguste III ruinait la Saxe par des dépenses dont le récit semble à peine croyable[1]. Pour subvenir aux fantaisies du maître, comme aux révoltantes prodigalités du ministre, l'armée fut réduite; et la banque de l'Électorat, chargée de plus de billets qu'elle n'avait de fonds, menaça de s'écrouler; en Pologne, tous les emplois étaient à l'encan; jamais on n'outragea plus insolemment les droits des peuples.

Tandis qu'au fond du Nord couvait l'incendie prêt à embraser l'Allemagne, deux antiques rivales, la France et l'Angleterre, préludaient déjà aux sanglants démê-

[1] Ce faste, si odieux par la manière dont il s'alimentait, rendait même ridicule un ministre qui, d'ailleurs, avait tant d'incontestables droits à l'animadversion publique : ainsi Brulh entretenait, toute l'année, douze tailleurs, occupés tant pour lui que pour plus de cent domestiques magnifiquement vêtus ; trois cents habits au moins, et des étoffes pour un aussi grand nombre étaient rangés dans ses armoires, etc.

« C'était, a dit de lui Frédéric, l'homme de ce siècle qui avait le plus d'habits, de montres, de dentelles, de bottes, de souliers et de pantoufles. César l'aurait rangé dans le nombre de ces têtes si bien frisées et si bien parfumées qu'il ne craignait guère. »

lés dont l'Europe et l'Amérique allaient devenir le théâtre. Pressé de conclure le traité d'Utrecht pour détacher la reine Anne de la coalition, Louis XIV avait ordonné à ses plénipotentiaires de signer sans difficulté. Ceux-ci, dominés par la volonté du monarque et par les grands intérêts du moment, obéirent. Malheureusement, les expressions dont ils se servirent pour déterminer les limites du Canada, l'objet en litige, étaient équivoques : de là des débats entre les colonies des deux nations, sans en venir pourtant à des hostilités ouvertes. Ce germe de discorde, on eût facilement pu l'étouffer au congrès d'Aix-la-Chapelle, et établir sur la carte les confins de l'Acadie, en adoptant pour base quelqu'une de ces grandes divisions naturelles si fréquentes dans le Nord de l'Amérique [1]. Il n'en fut point ainsi : des commissaires nommés de part et d'autre, et l'ambassade du duc de Mirepoix auprès du cabinet de Saint-James, ne firent qu'envenimer le mal. A Londres comme à Paris, on se reprochait de la mauvaise foi ; en Amérique, les troupes des deux nations en venaient aux mains. Un officier français, Jumonville, envoyé en parlementaire, fut odieusement tué à coups de fusil, et les soldats de son escorte faits prisonniers de guerre.

1763-1756

A la vieille animosité du peuple anglais vinrent se joindre son mécontentement du traité d'Aix-la-Chapelle et les intrigues du duc de Cumberland. Ce prince

[1] Flassan, *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*, tome VI.

1753-1756 voyait que son père, chargé d'années, ne tarderait pas à quitter le trône et la vie. Résolu à jouer un rôle plus actif sous le nouveau règne, il voulait peupler le Conseil de ses créatures, renverser le duc de New-Castle, et mettre à sa place Fox, qui lui était entièrement dévoué. Mais plus d'un obstacle s'opposait à l'exécution de ce projet; par son grand crédit sur l'esprit du Roi, par son influence dans le Parlement, par ses immenses richesses, par sa considération personnelle, le duc de New-Castle avait rendu sa position presque inexpugnable. Une guerre avec la France parut au duc de Cumberland l'unique moyen d'arriver à son but. En effet, ou le ministre se verrait forcé de surcharger le gouvernement de nouvelles dettes, et alors, la guerre dût-elle même tourner favorablement, c'était fournir des armes à l'opposition; ou bien, l'on essuierait des revers, et alors aussi, écrasé sous le poids de sa responsabilité, abreuvé d'amertumes, poursuivi de la clameur publique, New-Castle serait contraint à se retirer.

Les matières inflammables étaient rassemblées: elles s'allumèrent bien vite. A cette époque, au seul nom de Français le peuple de Londres entrait en fureur; mais, de plus, l'orgueil britannique, qui s'était flatté d'avoir anéanti, pendant la guerre de 1741, jusqu'au dernier vaisseau de la France, voyait, d'un œil jaloux, la prospérité d'établissements rivaux, et les regardait comme une proie facile. Sourdement travaillés par les agents du prince, les esprits s'aigrirent, la querelle s'envenima. Forcé de fléchir devant le ressentiment national, Georges prit les armes.

Depuis le règne d'Élisabeth, nul projet de conquête 1753-1756
en Europe n'avait occupé l'Angleterre; le Nouveau Monde absorbait toute son attention. Mais cette Amérique tant convoitée, c'était en Allemagne que le cabinet de Saint-James avait juré de la conquérir; politique habile, qui, en épuisant la France d'hommes et d'argent, lui rendrait impossible la création d'une marine nouvelle.

Bientôt des menaces, des récriminations, on en vint aux voies de fait; sans motifs préalables, sans déclaration de guerre, les Anglais, tombant sur les vaisseaux marchands français, firent des prises considérables.

A cette révoltante iniquité, la France opposa des représentations énergiques, mais mesurées; toute la modération fut de son côté. Mais enfin la patience eut un terme: quoique à regret, Louis XV déclara la guerre. Aussitôt une descente en Angleterre est hautement annoncée; les côtes de Bretagne, de Normandie se hérissent de soldats. On construit des bateaux plats pour le transport des troupes; des vaisseaux sont réunis à Brest. Déjà même le duc de Richelieu enlève aux Anglais Minorque et Port-Mahon; le marquis de La Galissonnière bat l'amiral Bing [1].

Effrayé des préparatifs de la France et tremblant pour son électorat d'Hanovre, Georges se tourna vers

[1] Pour apaiser la fureur du peuple, une cour martiale condamna ce malheureux commandant à être fusillé. Voltaire (*Siècle de Louis XV*) rapporte qu'un Italien au service de France, le chevalier de Laurenci, avait trouvé, dans une maison de campagne appartenant à des commissaires de la marine anglaise, la table des signaux de l'escadre bri-

1755-1756 la Prusse, comme vers l'alliée la plus utile en de telles conjonctures.

De son côté, la France, qui ne s'était point encore engagée avec l'Autriche, fit quelques démarches auprès de Frédéric; elle eût voulu renouveler le traité de Versailles, dont la durée expirait au mois de mai 1756. Mais les expressions peu ménagées et les formes inconvenantes du ministre, en blessant Frédéric au vif, compromirent le succès de la négociation. « Écrivez au roi de Prusse, dit un jour Rouillé au baron de Kniphausen, qu'il nous assiste dans l'expédition de Hanovre; il y a là de quoi piller; le trésor du roi d'Angleterre est bien fourni; le Roi n'a qu'à le prendre; c'est, Monsieur, une bonne capture. »

Dans sa réponse, Frédéric fit prier l'impoli ministre de vouloir bien à l'avenir mettre un peu plus de réserve dans son langage[1].

D'autres motifs d'une tout autre importance éloignaient ce prince de l'alliance française. S'il se liguait avec Louis XV pour attaquer de concert l'électorat de Hanovre, n'avait-il pas à craindre de voir fondre sur lui toutes les forces de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Russie? Au contraire, en se liant avec la Grande-Bretagne, il espérait détacher la Russie de l'Autriche, paralyser ainsi les intentions vindicatives de l'Impéra-

tannique. Cette découverte devint pour La Galissonnière un avantage immense.

L'infortuné Bing, si impitoyablement sacrifié, était fils de l'amiral vainqueur à Messine en 1618.

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.

trice-Reine, et assurer le repos de l'Allemagne. Les faux calculs de ses ministres à Londres et à Vienne, la sécurité même du roi d'Angleterre, qui regardait son union avec Élisabeth comme inébranlable [1], l'entretenaient dans cette chimérique espérance. 1756

Telles furent les raisons qui engagèrent Frédéric à conclure, avec Georges, un traité défensif [2], dont le but ostensible était de protéger l'Allemagne contre toute invasion étrangère, et de garantir les possessions respectives des parties contractantes. Par deux articles secrets, les Pays-Bas autrichiens se trouvaient exceptés de la garantie concernant l'Allemagne; et la cour de Londres s'obligeait à payer vingt mille livres sterling aux négociants prussiens dont les navires avaient été pillés, par les corsaires anglais, dans la dernière guerre.

Cependant le cabinet de Versailles, espérant réparer la maladresse de Rouillé, envoyait à Berlin un des plus brillants seigneurs de la cour, un homme aussi distingué par son esprit que par l'éclat de son nom et l'élégance de ses manières. Malheureusement, le duc de Nivernais arriva trop tard. Frédéric refusa de renouveler le traité de Versailles; mais, pour le convaincre de l'innocence de ses engagements avec la Grande-Bretagne, il lui montra bientôt le traité tout récemment signé à Londres, en lui disant : « Je sais que votre

[1] Peyssonnel, *Situation politique de la France*, tome I.

[2] *Chancellerie* de Faber, tome CX; — Jenkinson, *Recueil de traités*, tome III.

1756 cour traite avec celle de Vienne. Qu'elles se bornent de leur côté à une alliance défensive, et l'Allemagne ne sera pas troublée. »

Au reste, quand même le duc serait venu plus tôt à Berlin, il n'en eût probablement pas moins échoué, non par sa faute, mais par l'inhabileté des instructions qu'on lui avait données [1]. Son plus fort argument, pour engager Frédéric dans cette alliance, fut de lui offrir la souveraineté de l'île Tabago. Cette proposition était trop singulière pour être acceptée. Le Roi tourna la chose en plaisanterie, et pria le négociateur de jeter les yeux sur quelqu'un qui fût plus propre que lui à devenir gouverneur de l'île de *Barataria* [2].

Le plus aimable accueil dédommagea un peu M. de Nivernais d'une si triste mission : durant quatre mois, Frédéric lui fit les honneurs de son palais de Postdam.

A la nouvelle du traité conclu entre le cabinet prussien et la Grande-Bretagne, le mécontentement fut extrême à Versailles, où depuis longtemps on regardait un roi de Prusse comme une sorte de vassal. Saisissant cette occasion d'entraîner la France dans ses vues, la cour de Vienne ordonna à son ambassadeur, le comte de Staremberg, de faire à Louis XV l'offre formelle d'une al-

[1] Peyssonnel, *Situation politique de la France*, tome I.

[2] Tabago, l'une des Antilles, au Nord-Est de la Trinité, avait été donnée par Louis XV au comte de Saxe, après la guerre de 1740. Les Anglais ayant paru mécontents de cette libéralité, il fut convenu que l'île demeurerait déserte, et ne serait cultivée par aucune nation. Bizarre transaction! Ne ressemble-t-elle pas à cette stipulation entre deux voisins qui, ne s'entendant pas sur la jouissance d'une source, la tariraient d'un commun accord, afin qu'aucun d'eux n'en profitât?

liance, et de proposer le traité qui enfin fut signé, le 1756
9 mai 1756. La Russie ne tarda pas à y accéder; en un jour, le monument, élevé avec tant d'efforts par Richelieu, fut renversé. L'abaissement de la Maison d'Autriche avait été la pensée prédominante de Richelieu, et comme son *delenda Carthago*. Pour contenir Ferdinand, on vit alors un cardinal se faire dans l'Empire une arme du Protestantisme même. Cette politique dévoile toute l'étendue de son génie, comme le traité de Westphalie prouva la justesse de ses calculs.

Quand le marquis de Valory, qui avait remplacé, à Berlin, M. de Nivernais sans autres instructions que de surveiller Frédéric, revint à Versailles, madame de Pompadour lui demanda s'il était vrai que le roi de Prusse, avant de partir, l'eût embrassé, en lui disant : « Ce sont les petits vers de l'abbé de Bernis, et les petits charmes de madame de Pompadour qui me font monter à cheval. » Rien n'était plus faux. Ce qu'il y a de vrai, d'honorable pour Frédéric, c'est qu'il défendit constamment à son ministre, le baron de Kniphausen, de voir la favorite. Le ressentiment de la toute-puissante marquise devait bientôt coûter cher à la France.

Cette révolution dans la politique de deux monarchies du premier ordre en entraîna plusieurs autres à sa suite. Avant elle, l'Angleterre, la Russie, la cour de Vienne, les Provinces-Unies formaient un parti opposé à la France, à l'Espagne, à la Suède, à la Prusse; et la cour de Turin, toujours incertaine, mais toujours agissante, passait tour à tour d'un camp dans l'autre. Le traité de Versailles changea tous les rôles, en réunis-

1756 sant la France, la Maison d'Autriche, la Russie, la Suède, l'Empire, contre l'Angleterre et le roi de Prusse. Ce fut une grave imprudence aux princes de l'Empire que de se ranger sous les drapeaux autrichiens. Dominés par une influence supérieure, ils embrassèrent inconsidérément un même intérêt, oubliant qu'à leurs rivalités, à leurs défiances, à leurs divisions mêmes était attaché leur salut : dès ce jour, l'indépendance du corps germanique fut en péril[1].

Simples spectatrices de la querelle, l'Espagne, la Sardaigne, les Provinces-Unies gardent une stricte neutralité.

Quant à Marie-Thérèse, les avantages que lui procure sa nouvelle alliance sont d'autant plus précieux qu'elle en jouira à l'instant même. La Flandre, l'Italie, les bords du Rhin avaient longtemps dévoré ses armées : désormais, elle n'aura plus de combats à y livrer. Jusqu'alors l'influence diplomatique et l'or de la France avaient détaché de la cause impériale les princes mêmes de l'Empire ; ce danger n'est plus à craindre. Le cabinet de Versailles, naguère si contraire à l'Autriche, va, dans le Divan même, protéger la Hongrie contre les ambitieuses agressions de la Porte. Cette puissance répond également du Danemarck et de la Suède. Tranquille de ces divers côtés, l'Impératrice-Reine pourra tourner toutes ses forces contre son plus formidable ennemi.

Néanmoins la rupture avec les puissances maritimes

[1] Mably, *Droit public de l'Europe*, tome I.

causa, à la cour de Vienne et dans cette capitale, une sensation profondément pénible : on accusa Marie-Thérèse d'ingratitude envers l'Angleterre, dont les secours, en de récentes et bien graves circonstances, avaient sauvé la Maison d'Autriche. 1756

L'Impératrice-Reine n'obtint, qu'avec beaucoup de peine, le consentement de son époux, à l'insu duquel on avait même d'abord conduit la négociation, et qui, dans le Conseil, à la première proposition d'une alliance avec la France, s'était écrié, en frappant violemment le bureau : « Une telle union est contre nature; elle n'aura point lieu. » Bien que réprimandé par sa mère, le jeune archiduc Joseph la supplia, à diverses reprises, de ne point se séparer de la Grande-Bretagne. Quelques-uns des ministres gardaient un morne silence[1]. Le prince de Colloredo et le confesseur même de l'Empereur ne cachèrent point leur improbation. Mais, exaltée par la joie et l'espérance, Marie-Thérèse ne songeait plus qu'à réaliser promptement ses desseins contre la Prusse.

Sûre de la France, la cour de Vienne se hâte de mettre la Russie en mouvement[2]. Invoquant, dans son ardente impatience, les clauses du traité de Saint-Pétersbourg, comme si déjà la guerre était déclarée, elle engage Élisabeth à rassembler cinquante mille hommes en Livonie. Mais, pour rompre, il faut un prétexte : Marie-Thérèse exhume donc un ancien démêlé de Fré-

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.

[2] Peyssonnel, *Situation politique de la France*, tome I.

1756 déric avec le duc de Mecklembourg, relatif à des enrôlements, et depuis longtemps assoupi. Sa prétention est que le roi de Prusse en recrutant dans les États du duc, avait violé les lois de l'Empire; elle veut que, pour faire justice de cette infraction, et obtenir l'assistance de tous les princes garants du traité de Westphalie, le corps germanique se ligue.

La position de Frédéric devenait grave.

Alarmé des rassemblements russes en Livonie, et d'une forte concentration de troupes autrichiennes en Bohême; recevant de Dresde les dépêches les moins rassurantes; informé que l'Impératrice-Reine voulait, en l'exaspérant, le contraindre aux premières hostilités pour lui laisser tout l'odieux de l'agression, ce prince fit demander à la cour de Vienne, par son ministre, pourquoi elle armait.

La réponse fut évasive.

Dès lors, les rois d'Angleterre et de Prusse virent s'évanouir toutes leurs espérances du côté de la Russie : en effet, privé de l'appui de cette puissance, le traité de Londres n'était plus capable d'assurer la tranquillité de l'Allemagne.

Mais cet orage si menaçant, c'était sur la tête seule du monarque prussien qu'il grondait. Pour mieux écraser leur ennemi, l'Autriche et la Russie attendaient que tous les alliés fussent prêts à fondre sur lui.

Frédéric n'hésita pas.

Redoutant peu ce nom terrible d'agresseur [1], dont

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.

1756
une haine aveugle pouvait seule le charger, puisqu'en prenant les armes, il ne cédait qu'à la nécessité d'une légitime défense, le Roi signifia au cabinet autrichien qu'il voyait dans sa réponse une déclaration de guerre, et que les hostilités allaient commencer.

Rapide comme la foudre, ce prince frappe en éclatant. A peine le bruit de sa menace a-t-il retenti à Vienne, que déjà l'armée prussienne, forte de soixante-dix bataillons et de quatre-vingts escadrons, envahit la Saxe : l'aile droite, aux ordres du duc Ferdinand de Brunswick, marche de Magdebourg, par Halle, Leipsick, Borna, Chamnitz, Freyberg et Dippodiswalde, sur Dresde, rendez-vous général; le centre, commandé par le Roi, s'avance, de Wittemberg sur la rive gauche de l'Elbe, par Torgau, Meissen, Kesselsdorff; la gauche, sous le duc de Bevern, se dirige, de Francfort sur l'Oder, par Elsterwarda, Bautzen, Stolpen et Lohmen, et campe, vis-à-vis de Pirna, sur la rive droite de l'Elbe. Audacieux début, qui a le triple avantage de prévenir l'Impératrice, d'écraser les Saxons, de porter tout de suite la guerre en Bohême. Une fois maître de la Saxe et de l'Elbe, Frédéric n'aura derrière lui rien à craindre. Pour faire face aux Russes, le feld-maréchal Lehwald reste en Prusse avec vingt-deux mille hommes.

Cependant l'électeur de Saxe s'était retiré, avec toutes ses forces, dans le camp de Pirna; là, afin de gagner du temps, il entama une négociation; son but était d'obtenir la neutralité; mais, pour y consentir, Frédéric connaissait trop bien les engagements de ce prince avec la cour de Vienne et la Russie.

1756 Déçu dans ses espérances, le gouvernement saxon fit alors retentir l'Europe de ses plaintes, et l'invasion prussienne fut représentée sous les plus noires couleurs : il importait à Frédéric, en révélant les faits, de désabuser le public. Depuis longtemps, la copie des traités du roi de Pologne et des relations de ses ministres avec les cours étrangères était entre ses mains. Mais, quoique ces pièces justifiassent pleinement les entreprises de la Prusse, on ne pouvait en tirer parti; car, sans aucun doute, les Saxons, dès leur publication, les eussent qualifiées de suppositions forgées à plaisir.

Il fallut donc avoir recours aux documents originaux, qui se trouvaient encore dans les archives de Dresde. Frédéric en ordonna la saisie, et bien à temps, car, déjà emballées, elles allaient être envoyées en Pologne. Informée de cette mesure, la Reine [1] voulut s'y opposer; on eut toutes les peines du monde à lui faire comprendre qu'en cette circonstance la résignation devenait nécessaire.

Une fois maître de ces documents, Frédéric en publia un extrait, intitulé : *Mémoire raisonné sur les desseins dangereux des cours de Vienne et de Dresde, avec les pièces justificatives* [2].

Après avoir prouvé que la nécessité seule l'a entraîné à prendre les armes, le Roi y déclare que l'unique but

[1] Fille aînée de l'empereur Joseph Ier. Si l'on en croit le chevalier Hambury Williams, nulle expression ne pouvait rendre la laideur de Marie-Josèphe.

[2] *Voyez*, à la fin du volume, pièces justificatives (A).

de son invasion en Saxe est de s'ouvrir une communication avec la Bohême, et que, bien loin de songer à la conquête de ce pays, il le gardera, comme un simple dépôt, jusqu'à la paix[1]. 1756

Étourdies de ce coup imprévu, les cours alliées jettent les hauts cris; ceux-là mêmes qui ourdissent contre Frédéric une trame odieuse, l'accusent hautement de perfidie : c'est un monarque sans foi, un infracteur de droits sacrés.

A Vienne, où la vengeance se voit trompée dans ses calculs, on s'abandonne aux plaintes les plus violentes, aux inculpations les plus amères; nulle mesure dans l'explosion de ce ressentiment.

Bientôt, l'Empereur fait sommer le roi de Prusse de retirer ses troupes, en le menaçant des peines portées par les lois de l'Empire contre les perturbateurs du repos public; Frédéric va lui répondre par des batailles.

Maître de Dresde, le 10 septembre, sans résistance, Frédéric s'était déclaré le protecteur de la Saxe : les habitants semblèrent disposés à l'accueillir comme tel[2]. Rigides protestants, ils comparaient l'assidue présence de Frédéric dans leurs temples avec le catholicisme de leur cour : la gracieuse affabilité de ce prince, la sévère discipline de ses troupes, tout venait favoriser cette sympathie. Aussi, la haute société et les magistrats s'empressèrent-ils à ses levers. Mais, pour

[1] Koch, *Abrégé de l'histoire des traités de paix*, tome II.
[2] Archenholtz, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*.

1756 utiliser cette invasion, il fallait au monarque prussien autre chose que de bienveillantes démonstrations : enlevant donc de l'arsenal de Dresde toute l'artillerie, il l'envoya à Magdebourg, et saisit tous les revenus de l'Électorat entre les mains des receveurs, que remplacèrent des agents nommés par lui. Soumettant ensuite à une révision générale les traitements des fonctionnaires saxons, il les diminua pour augmenter d'autant les recettes. Une énorme quantité de porcelaines, accumulée soit à Dresde, soit à Meissen, fut vendue; mais le château royal demeura intact. Quant au palais du comte de Brulh, les bâtiments et les jardins furent dévastés. Pour mieux assurer sa possession de la Saxe, Frédéric fortifia Torgau; citadins, paysans, tous, moyennant salaire néanmoins, durent y travailler. Torgau devint sa place d'armes.

De plus, nulle communication ne fut permise entre Dresde et le camp de Pirna; un chariot y portait, chaque jour, les provisions destinées à la table d'Auguste.

Cependant, les troupes saxonnes et prussiennes restaient inactives, car le roi de Pologne comptait sur les secours autrichiens, et Frédéric ne pouvait rien entreprendre contre une position plus forte que le nombre et la valeur.

Maintenant, quelques détails sur ce fameux camp de Pirna, l'un des meilleurs de l'Europe :

« La nature s'était complue, dans ce terrain bizarre, à former une espèce de forteresse, à laquelle l'art n'avait que peu ou rien ajouté. A l'orient de cette posi-

tion, coule l'Elbe entre des rochers qui, en rétrécissant 1756
son cours, le rendent plus rapide; la droite des Saxons s'appuyait à la petite forteresse de Sonnenstein, près de l'Elbe. Dans un bas-fond, au pied de ces rochers, est située la ville de Pirna, dont le camp tire son nom; le front, qui fait face au Nord, s'étend jusqu'au Kohlberg; celui-ci fait comme le bastion de cette courtine devant laquelle règne un ravin de soixante à quatre-vingts pieds de profondeur, qui, de là tournant vers la gauche, entoure tout le camp, et va aboutir au pied du Kœnigstein. Du Kohlberg, qui forme une espèce d'angle, une chaîne de rochers, dont les Saxons occupaient la crête, ayant l'aspect tourné vers l'Occident, va, laissant Rottendorff devant soi, et se rétrécissant vers Struppen et Léopoldsheim, se terminer aux bords de l'Elbe à Kœnigstein. Les Saxons, trop faibles pour remplir le contour de ce camp, qui présentait, de tous côtés, des rochers inabordables, se bornèrent à bien garnir les passages difficiles, et cependant les seuls par lesquels on pût venir à eux; ils y pratiquèrent des abattis, des redoutes et des palissades; à quoi il leur était facile de réussir, vu les immenses forêts de pins dont les cimes de ces monts sont chargées[1]. »

C'est là, dans ce poste réputé inexpugnable, qu'Auguste croyait trouver son salut; il n'y trouva que honte et malheur.

Frédéric, à qui l'inspection des lieux démontra que la famine seule pouvait réduire l'ennemi, se conduisit

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.

1757 Clèves, de Gueldre, de la majeure partie des possessions prussiennes en Westphalie.

A Saint-Pétersbourg, Marie-Thérèse remue autant d'intrigues qu'à Paris ; ses agents y représentent l'invasion en Saxe comme une injure faite à la Russie, comme une insulte personnelle à la Tzarine, comme un scandaleux mépris des garanties données par elle au roi de Pologne pour son électorat. Aux calomnies, l'or vient joindre son irrésistible éloquence. Pour activer la guerre, l'Impératrice-Reine promet à Élisabeth un subside annuel de deux millions d'écus, obligation qu'elle contracte d'autant plus volontiers que la France seule payera la dépense. Bientôt les Russes s'avancent par la Pologne au secours de Marie-Thérèse.

A Ratisbonne, pour entraîner les États de l'Empire dans sa querelle, la cour de Vienne ne met pas en jeu moins de ressorts. Secondée des menaces de la France, elle y parvient : la Diète effrayée décide qu'une armée marchera droit sur l'électorat de Brandebourg. Des manifestes contre le roi de Prusse inondent l'Allemagne.

Dès le mois de mars, Frédéric était allé régler en Silésie, avec le maréchal de Schwerin, son plan d'opérations ; puis il revint en Saxe.

Comme plusieurs de ses ennemis [1], vu leur éloignement, ne pourront commencer leurs opérations que dans une saison très-avancée, et, afin d'attaquer, avec toutes ses forces, le plus voisin, le plus redoutable de tous, il a résolu d'entrer en campagne aussitôt que pos-

[1] Jomini, etc., etc. ; — Lyod, etc.

sible. Peut-être un grand coup contre les Autrichiens, au début de la campagne, arrêtera-t-il leurs auxiliaires. 1757.

Mais, pour donner le change et laisser croire qu'il veut rester sur la défensive, le Roi simule d'autres dispositions : pendant l'hiver, il fait fortifier Torgau et les faubourgs de Dresde ; ses armées sont réparties dans la Silésie et la Saxe, le long des frontières de la Bohême ; Schwerin se trouve en Silésie et dans le comté de Glatz avec trente-quatre mille hommes ; le duc de Brunswick-Bevern occupe la Haute-Lusace avec vingt-deux mille ; trente-six mille restent aux environs de Dresde, sous les ordres du Roi ; dix-huit mille, dans le Voigtland, sous le prince Maurice d'Anhalt-Dessau.

Marie-Thérèse suivra un système opposé : elle restera sur la défensive, jusqu'à ce que ses alliés soient en mouvement ; obligé alors de diviser ses forces, le roi de Prusse ne pourra, sur aucun point, opposer une grande résistance.

Le feld-maréchal Daun se tient en Moravie avec trente-six mille hommes, pour pénétrer dans la Haute-Silésie ; le comte de Konigseck, non loin de Reichemberg, avec vingt mille, pour passer par la Lusace ; Brown, en personne, à la tête de cinquante mille près de Budin, pour marcher sur Dresde ; et le lieutenant-général duc d'Aremberg, aux environs d'Egra, avec vingt mille, tout prêt à traverser le Vogtland pour se réunir, vers Dresde, à Brown et à Konigseck.

Mais Frédéric prévient tous ses projets. Dès le mois de mars, il entre en Bohême par quatre côtés différents. Le prince Maurice marche droit à Egra ; d'Aremberg y

1757 rassemble précipitamment ses troupes; Maurice, changeant alors de route, passe, le 20, les défilés dégarnis par le duc, campe à Commotau, et rejoint, le 25, à Trebnitz, le Roi, qui chassait devant lui le général Draskowitz, posté près d'Aussig.

Le 21 avril, le duc de Bevern rencontre, près de Reichemberg, Konigseck dans un camp bien retranché qui traversait une vallée large et profonde; la droite s'étendait au delà de Reichemberg, et la gauche était établie sur le Geskemberg. Le duc se forme en ordre de bataille presque parallèlement à la disposition de l'ennemi, et l'attaque avec sa cavalerie; pendant que son infanterie, passant le ruisseau, se déploie, emporte les hauteurs sur la gauche de Konigseck, chasse les Croates des abattis, dépasse le flanc droit des Autrichiens, les met en déroute, et les poursuit au delà des quatre ravins.

Parti, le 18 avril, de Landshut, le maréchal de Schwerin marche à Trautenau, où il s'empare d'un magasin considérable; s'avance, le lendemain, à Konigshoff; y passe l'Elbe, se dirige sur Gitschin, y arrive et prend encore un magasin. Après l'affaire de Reichemberg, le comte de Konigseck s'était posté près de Liebenau; mais, craignant d'être pris et coupé à revers par Schwerin qui semblait se diriger sur Turnau, il se retire en toute hâte, par la rive droite de l'Iser, sur Jung-Buntzlau. Alors Schwerin change habilement de route, marche lui-même à Buntzlau, y devance les Autrichiens, et s'empare d'un magasin considérable.

Précipitant sa marche, Konigseck vient passer l'Elbe

à Brandeis, et se réunit, près de Prague, à la grande 1757
armée autrichienne. Mais, renforcé du duc de Bevern qui l'avait joint entre Jung-Buntzlau et Munchengratz, Schwerin se porte sur Bénadek, envoie, le 29, à Alt-Buntzlau un gros détachement qui s'empare de Brandeis, et jette aussitôt des ponts sur l'Elbe entre Kostelitz et Brandeis. Le 4 mai, Schwerin traverse le fleuve et, ne voulant pas pousser plus loin avant d'avoir concerté ses mesures avec le Roi, campe à Stuha.

Frédéric avait passé l'Eger, près de Koschtitz, le 27 avril. Pour ne pas lui prêter le flanc gauche, le feld-maréchal Brown, posté près de Budin, se replie sur Welwarn, et y est joint par le duc d'Aremberg, qui vient d'Egra. Abandonnant tous leurs magasins, ils rétrogradent jusqu'à Prague : Frédéric les suit, et prend position, le 3 mai, entre la Moldau et le Weissemberg (Montagne-Blanche).

Le prince Charles ayant pris, le 30 avril, le commandement en chef de l'armée autrichienne, forte de quatre-vingt mille combattants, passe la Moldau, le 1er mai, et campe sur la rive droite du fleuve ; sa gauche s'appuie au mont Ziska ; sa droite s'étend vers Sterboholi. Derrière la droite de son infanterie est le village de Maleschitz ; l'armée forme plusieurs lignes ; suivant l'usage, la cavalerie est placée sur les ailes ; le quartier-général se trouve à Nusl. Se réunir à la division du comte de Konigseck accablée par l'armée de Schwerin, et attendre l'arrivée de Daun, qui amène de Moravie un corps considérable, tel est le plan du prince.

Que fera Frédéric ? Instruit de la marche du maré-

1757 chal Daun, il veut, par une bataille, prévenir cette jonction. Laissant une moitié de son armée sur le Weissemberg, aux ordres du maréchal Keith et du prince Maurice, avec l'autre il passe la Moldau, près de Podbaba, et campe aux environs de Czimitz. Au moment du passage, trois coups de canon avaient averti le maréchal de Schwerin.

Le 6 mai, à cinq heures du matin, le Roi repart dans le plus grand silence, marchant au-devant du maréchal, qui, un peu après minuit, s'était mis en route sur quatre colonnes; bientôt la jonction a lieu. L'armée prussienne se trouve forte de soixante-huit mille hommes.

Mais, pour rendre la partie plus égale, il fallait contraindre le maréchal Brown d'abandonner une partie de ses montagnes, et de longer dans la plaine. Frédéric change son ordre de bataille; l'armée avait défilé en colonnes rompues : il la met sur deux lignes, et la fait marcher par la gauche en suivant le chemin de Postchernitz. Dès que Brown voit ce mouvement, il prend sa réserve de grenadiers, sa cavalerie de la gauche, avec sa seconde ligne d'infanterie, et côtoie ainsi les Prussiens, en tenant une ligne parallèle. C'était là ce que voulait le Roi.

Une fois l'aile gauche arrivée à Serboholi, Schwerin lui ordonne de se former et de marcher à l'ennemi; mais il faut traverser de profonds marais, des chemins impraticables; plusieurs bataillons sont obligés de rompre ou de marcher par files; presque toutes les pièces des régiments restent en arrière; l'ennemi a le

temps de garnir son front d'une formidable artillerie. 1757

Enfin cette valeureuse infanterie, après mille efforts, parvient à se former : il était une heure après midi. Sans prendre un instant de repos, elle se précipite sur les Autrichiens, qui commencent un feu à mitraille terrible. Le Roi avait ordonné de culbuter l'ennemi à la baïonnette, sans s'amuser à tirer; on obéit : toute la ligne, l'arme au bras, sous une canonnade meurtrière, s'avance. Arrivée à quatre cents pas de l'ennemi, pour enfoncer les Autrichiens par un choc aussi impétueux, elle présente la baïonnette; mais tel devient le feu de l'artillerie, que les vides des rangs ne peuvent plus se remplir; jusqu'alors inébranlables, les grenadiers fléchissent et se retirent avec les régiments qui les appuyaient. Celui de Fouquet perd quatre pièces de bataillon et quelques drapeaux.

Cependant la cavalerie prussienne de l'aile gauche, aux ordres du prince de Schoneich, a attaqué; mais ces soixante-cinq escadrons sont repoussés; une seconde charge ne réussit pas mieux.

Tandis que la cavalerie lutte ainsi de courage et de persévérance, le maréchal de Schwerin s'efforce de reformer son infanterie; tout à coup son propre régiment cède comme les autres; mettant pied à terre, ce héros septuagénaire saisit un drapeau, ramène ses soldats à la charge, et reçoit la mort. Heureux du moins en tombant, car il a vu son régiment et toute la ligne, électrisés par son exemple, s'élancer à l'ennemi avec enthousiasme.

Jaloux d'imiter un si glorieux modèle, plusieurs gé-

1757 néraux conduisent leurs brigades à pied ; l'ennemi, qui tout à l'heure poursuivait les Prussiens, est en pleine déroute.

Alors le prince Henri attaque, avec l'infanterie de l'aile droite, les Autrichiens vers Hlupetin, et les chasse au delà du ravin. Ses troupes, l'ayant franchi en plusieurs endroits, s'avancent entre la gauche et le centre de la position de l'ennemi qui recule sur ce point. Ce mouvement augmente le vide déjà existant dans le centre, et devient décisif. Quelques bataillons s'y jettent, et séparent ainsi totalement la gauche des Autrichiens de leur droite. Renforcée de celle du corps de réserve, la cavalerie de l'aile gauche prussienne retourne à la charge, et renverse enfin les escadrons autrichiens : bientôt, leur infanterie subit le même sort. La gauche des Prussiens s'avance; leurs deux ailes se rejoignent, et coupent la ligne autrichienne dont l'aile droite se retire en désordre à Beneschau avec presque toute la cavalerie.

La gauche avait conservé sa position; mais, prise en flanc et en queue par le mouvement des Prussiens, elle est réduite à faire feu sur ses derrières. Vivement pressé, le prince Charles se retire de montagne en montagne.

Quant à la cavalerie prussienne de la droite, qui, au moment du combat, n'avait pu venir à la charge, elle passe aussi le ravin près de Hlupetin, renverse la cavalerie autrichienne, et la poursuit jusque sous le canon de Prague.

L'armée vaincue est séparée en deux : une moitié

se jette dans Prague avec le prince Charles; l'autre, 1757
entièrement dispersée, va rallier ses débris à trente lieues du champ de bataille. On emporte Brown mortellement blessé.

Des deux côtés on déploya une admirable valeur; dans ces âmes guerrières, de vieilles haines nationales changeaient en une sorte de furie l'amour de la gloire. De tels spectacles arrachent des pleurs, et cependant nous aimons à voir jusqu'où peut aller en nous le mépris de la vie. L'homme, à l'aspect de ces dévouements sublimes, dans des luttes où, trop souvent, il n'est qu'instrument, pour des intérêts qui lui sont personnellement étrangers, mesure, avec un juste orgueil, tout ce qu'il y a de force morale en lui : il voit tout ce que les mots sacrés de patrie, d'indépendance, de liberté pourraient enfanter d'héroïques merveilles.

Sur quatorze cents hommes qui composaient le régiment prussien de Winterfeld, plus de mille périrent à l'attaque d'une batterie : à travers la mitraille, il s'avançait d'un pas égal et ferme, comme à une revue. « Place, lui criaient les grenadiers de Wreden, place, camarades; vous avez assez fait pour l'honneur; » et un même sort les attendait, et la mort balayait ces braves!

Cette victoire, si obstinément disputée pendant onze heures, Frédéric la dut à un effort concentré de toute l'armée prussienne sur le centre et sur la droite des Autrichiens, dont cette aile fut ainsi débordée. Paralysée dans sa position, leur gauche ne prit part au combat que pour protéger la retraite. Le prince Henri se couvrit de gloire. La perte des Autrichiens fut de douze

1757 mille hommes hors de combat, de neuf mille prisonniers, de soixante pièces de canon. On évalua celle des Prussiens à trois mille morts, à huit mille blessés, à seize cents prisonniers ou déserteurs. Mais les vainqueurs eurent à pleurer Schwerin, ce guerrier qui, à lui seul, valait dix mille combattants : c'est son roi qui lui a rendu ce glorieux témoignage[1].

Là aussi tombèrent les colonnes de l'infanterie prussienne : MM. de Hautcharmoy, de Goltz, de Mannkein, d'Anhalt, le prince de Holstein, et tant d'autres vaillants officiers ou vieux soldats qu'une guerre sans relâche ne permit pas de remplacer. Dangereusement blessés, MM. de Fouquet et de Winterfeld ne succombèrent pourtant point.

Les conséquences de la défaite eussent été bien autrement fatales aux vaincus, si le prince Maurice avait pu, comme il en reçut l'ordre, traversant la Moldau près de Branick, leur couper la retraite. La crue des eaux et le manque de pontons ayant rendu impraticable le passage de cette rivière, ce contre-temps préserva les Impériaux d'une ruine totale.

Du champ de bataille, Frédéric avait écrit à sa mère : « Je me porte bien, ainsi que mes frères. La campagne est perdue pour les Autrichiens, et j'ai les mains libres, avec cent cinquante mille hommes. Nous sommes maîtres d'un royaume qui nous fournira de l'argent et des

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I; — Müller, *Tableau des guerres de Frédéric le Grand*; — Grimoard, *Tableau de la vie et du règne de Frédéric*; — Guibert, *Éloge du roi de Prusse*; — Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*.

hommes. J'enverrai une partie de mes troupes faire un compliment aux Français. Je poursuivrai les Autrichiens avec le reste. » 1757

Mais cette rude bataille devint surtout remarquable par les suites qu'elle n'eut pas. Tous les calculs furent trompés. Ainsi, selon les prévisions générales, nul doute que l'armée autrichienne, en déroute, ne dût être poursuivie et anéantie, que le feu et la faim contraindraient les troupes renfermées dans Prague à se rendre. Il en arriva tout autrement, et les espérances des Prussiens s'évanouirent.

Cependant Frédéric avait investi Prague, où se trouvaient alors, outre sa garnison, cinquante mille hommes, avec tous les principaux généraux autrichiens, ainsi que les princes de Saxe, le duc de Modène, le comte de Lascy et le prince Charles lui-même. Devant toutes les issues de l'immense cité des batteries se dressèrent. —Vainement, avec le courage du désespoir, les Autrichiens tentèrent-ils des sorties : une artillerie, vomissant la mort, les refoulait dans leur prison.

Le 29 mai, commença le bombardement. Après trois semaines de siége, toute la Ville-Neuve, ainsi que le quartier des Juifs, étaient en cendres. Nombre d'habitants avaient péri, écrasés par les bombes ou les décombres. Des retranchements prussiens, on entendait, pendant la nuit, les cris des victimes. A ces désastres, vinrent se joindre toutes les horreurs de la famine. Pour restreindre ses ravages, douze mille individus furent expulsés de la ville ; mais les boulets ennemis les y refoulèrent. Faute de vivres, l'armée commença à manger

1757 ses chevaux, et quatre-vingt mille habitants sans pain en obtenaient à peine de faibles rations. Bientôt, un dévorant typhus s'étendit sur la malheureuse cité; les églises regorgeaient de blessés et de malades; partout la mort s'offrait sous mille formes hideuses. Dans cette extrémité, clergé, magistrats, bourgeois, tous tendirent au prince Charles des mains suppliantes; ils le conjuraient d'ouvrir la place aux Prussiens. Mais un austère devoir refoulait la pitié dans son cœur. Cherchant néanmoins à capituler, il demanda une libre retraite pour ses troupes. Frédéric lui répondit par des conditions inacceptables.

La situation de Marie-Thérèse devenait donc de plus en plus critique. Elle voyait les Prussiens maîtres de tous les passages de la Bohême dans la Lusace, le Voigtland, la Saxe et la Silésie; l'élite de son armée, ses meilleurs généraux étaient comme prisonniers dans Prague, et le reste de ses troupes, vaincues, dispersées çà et là, manquait de subsistances, même sur son propre territoire. Encore quelques jours, et Prague aux abois allait succomber, entraînant avec elle le royaume entier et les provinces voisines; tout secours de la Saxe était interdit. Bientôt, les États héréditaires seraient entamés; Vienne même n'était pas à l'abri d'un siége; déjà le nom de ce jeune roi, huit fois vainqueur depuis 1741, y portait la terreur.

Mais le trouble ne montait pas jusqu'à l'âme de Marie-Thérèse. Aussi, ses généraux reçurent-ils l'ordre de délivrer Prague à tout prix.

Le maréchal Daun, commandant le corps de Mora-

vie, aurait dû rejoindre la grande armée à Prague; 1757
mais, n'étant arrivé que le 6 mai à Bohmischbrodt, il y apprit la bataille, et, après être resté quelques jours dans cette ville, il se retira ensuite à Kollin, autant pour éviter un combat, que pour rejoindre l'aile droite retirée à Bemschau.

Craignant que cette armée, forte de plus de quarante mille hommes, ne gênât ses opérations devant Prague, et qu'elle ne manœuvrât de manière à faciliter la sortie du prince Charles, Frédéric voulut la forcer à la retraite: le duc de Bevern fut donc détaché avec vingt-cinq mille hommes.

Afin de recevoir les renforts en marche pour le joindre, le maréchal rétrograda, de Kollin sur Kuttemberg, Goltzjenkau et Haber. Là, ayant recueilli toutes ses forces, ainsi que les fuyards de la bataille de Prague, il quitta, le 12 mai, son camp de Jenckau, parvint, le même jour, à Janwitzy, à la tête de soixante mille hommes, et s'efforça d'entraîner le duc de Bevern à une action avant l'arrivée des secours prussiens.

L'accroissement des forces autrichiennes dérangeait toutes les combinaisons de Frédéric: il fallait nécessairement renforcer le prince de Bevern, pour qu'il pût au moins se soutenir contre des forces trois fois plus nombreuses que les siennes; d'un autre côté, ce n'était pas un faible inconvénient que d'affaiblir une armée de siége ayant à défendre une vaste circonférence, et que, d'un jour à l'autre, quarante mille hommes, renfermés dans la place, pouvaient attaquer.

1757 De plus, les Russes, les Suédois, les Français, l'armée de l'Empire, s'avancent vers les États prussiens.

Il devient donc indispensable d'éloigner le maréchal Daun, et d'en finir avec Prague. En gagnant une bataille, le Roi prendra, sur les Impériaux, une entière supériorité; alors, les princes de l'Empire, déjà ébranlés, le conjureront de leur accorder la neutralité; les Français se trouveront dérangés, peut-être même arrêtés dans leurs opérations en Allemagne; les Suédois deviendront plus pacifiques, plus circonspects; la cour de Saint-Pétersbourg elle-même fera des réflexions.

Frédéric ne balance pas; quittant le camp de Prague avec douze mille hommes, il se joint au duc de Bevern, près de Kauerzim, et marche avec des troupes, de moitié inférieures en nombre, à la rencontre de Daun, établi près de Kollin, sur des hauteurs, et derrière un profond ravin coupé d'étangs.

Le front de cette position étant inattaquable, le Roi se résout à en passer les flancs, et à attaquer la droite de Daun. En conséquence, traversant Planian, il fait halte à Novimiest, et donne ses ordres pour la bataille : l'avant-garde et la gauche commenceront l'attaque, tandis que la droite, se refusant au feu de l'ennemi, la soutiendra en marchant toujours sur la gauche.

Pendant la nuit, Daun s'était déjà plus porté sur sa droite, vers Kollin. Mais, ayant découvert le plan du Roi, il prit une nouvelle position, en filant, toujours par la droite.

Le 18 juin, sans rien changer à sa disposition, Frédéric, se met de nouveau en marche. Son brave lieutenant-

général, de Ziethen, repousse le comte de Nadasti jusque derrière la droite de Daun. Avec l'avant-garde, M. de Hulsen chasse les Autrichiens des villages de Brézist et de Krezor, prend plusieurs canons, fond sur la droite de Daun, et renverse la première ligne. Mais bientôt l'aspect du combat change : Daun arrive avec des troupes fraîches, et le lieutenant-général de Hulsen, pris en flanc par l'infanterie qui garnissait les bois, se replie, avec beaucoup de perte, à quelque distance; il espère être soutenu par la ligne qui s'avance. Malheureusement, en se portant toujours sur la gauche, cette ligne se rapproche tant des ennemis, que les Croates, cachés dans les taillis et chemins creux près de Chotzmitz, tirent dans la colonne même. Alors elle fait halte et s'engage : l'action est des plus acharnées; sans soutien, Hulsen retourne néanmoins six fois à la charge. A force de prodiges de valeur, la cavalerie prussienne de cette aile renverse la cavalerie ennemie, et, à diverses reprises, enfonce son infanterie. Mais le canon autrichien la broie et la force à la retraite. Tandis que la première ligne prussienne cherche en vain à se servir de son artillerie, celle des Autrichiens, tirant de haut en bas, fait d'affreux ravages. La seconde ligne, et même la cavalerie, qui remplissent les grands intervalles de la première, ne souffrent pas moins du feu de l'ennemi. Enfin les Prussiens plient de toutes parts, et alors, s'élançant du creux des montagnes, la cavalerie autrichienne et saxonne se précipite sur eux; la confusion devient générale. Une insatiable soif de vengeance dévore les Saxons; frappant

1757 sans quartier, à chaque coup de sabre, ils s'écrient : « Tiens, souviens-toi de Strigau (Hohen-Friedberg). »

Cependant, loin de prévoir son triomphe, Daun, auquel les attaques réitérées des Prussiens ont enlevé beaucoup de monde, a déjà donné l'ordre de la retraite sur Suchdol, quand, spectacle bien inattendu, il voit l'ennemi en déroute.

Vainement Frédéric a sept fois ramené lui-même ses troupes à la charge. Après tant d'inutiles et de sanglants efforts, son magnifique régiment des gardes semblait hésiter : « Croyez-vous donc toujours vivre! » s'écrie-t-il avec cette irrésistible énergie qui ébranle les masses, et de nouveau il entraîne ces géants à la mort.

Ce fut pour perpétuer le souvenir de cette journée que l'Impératrice-Reine institua l'Ordre militaire de Marie-Thérèse. Dans le transport de sa joie, voulant honorer, d'une manière inusitée, l'homme qui, le premier, avait triomphé du redoutable Frédéric, elle alla elle-même annoncer à la comtesse de Daun la victoire de son mari.

En effet, la gloire de Daun fut grande; néanmoins les manœuvres du roi de Prusse avaient été bien supérieures aux siennes, et, si une sorte de fatalité n'eût paralysé les sages dispositions de Frédéric, l'Autrichien n'eût pas vaincu. Son indolence à la fin de l'action prouve qu'il manquait de ce génie militaire qui fait plus que vaincre, qui profite de la victoire. Après sa défaite, il restait au Roi quinze mille combattants tout au plus : si, au lieu de rentrer dans son camp, Daun fût tombé, avec toutes ses

forces, sur les débris de l'armée prussienne, ce coup décisif terminait la querelle. Turenne ou Napoléon n'eussent point hésité. Déjà la bataille avait été livrée dans une position un peu aventurée; Frédéric, en débordant la droite des Autrichiens, s'était engagé entre leur armée et l'Elbe sur la direction de Kollin. Pour anéantir les vaincus, que fallait-il encore au vainqueur? Faire vivement descendre sa gauche et son centre sur Planian, pour exécuter ainsi un changement de front décisif. Rejeté sur l'Elbe entre Kollin et Nimbourg, sans ponts, sans communication avec le corps qui assiégeait Prague, sans artillerie, et presque sans munition, c'en était fait de Frédéric[1]. 1757

Ce fut le lendemain d'une aussi terrible journée qu'il écrivit à mylord Maréchal cette lettre si calme et si belle, où il loue, avec tant de noblesse, la valeur des Autrichiens[2], avec tant de sensibilité, celle de ses frères; où il dit d'une façon si piquante : « La fortune m'a tourné le dos ce jour-là; elle est femme, et je ne suis pas galant. J'aurais dû m'y attendre : elle s'est déclarée pour les dames qui me font la guerre. Dans le vrai, je devais prendre avec moi plus d'infanterie. Les succès, mon cher lord, donnent une confiance nuisible. Vingt-trois bataillons ne suffisaient pas pour déloger soixante mille hommes d'un poste avantageux.

« Que dites-vous de cette alliance contre le marquis de Brandebourg? Quel serait l'étonnement du grand

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires.*

[2] Guibert, *Éloge du roi de Prusse.*

1757 Frédéric-Guillaume, s'il voyait son arrière-petit-fils aux prises avec les Russes, les Autrichiens, presque toute l'Allemagne, et cent mille Français! J'ignore s'il y aura, pour moi, de la honte à succomber; mais je sais qu'il n'y aura pas grande gloire à me vaincre. »

Désormais, le blocus commencé devient impossible; quittant, le 19 juin, l'armée qui vient de combattre, Frédéric se rend à Prague, pour en lever le siége, et l'opération s'exécute avec un ordre parfait. Le même jour, toute la grosse artillerie est enlevée et transportée sur la rive gauche de la Moldau, d'où elle part pour Leitmeritz. Là, chargée sur des bateaux, elle va, par l'Elbe, jusqu'à Dresde. Dans la nuit, les batteries sont détruites, et les fougasses comblées. Les troupes, en trois colonnes, se dirigent sur Brandeis; avec l'arrière-garde, le prince Henri couvre la retraite; et, malgré toutes les tentatives de leurs nombreuses troupes légères pour l'inquiéter, les Autrichiens n'obtiennent pas le moindre succès.

Le Roi marche ensuite, en personne, à Leitmeritz, avec une partie de son armée, tandis que l'autre, sous les ordres du prince de Prusse, gagne Boëhmisch-Leipa. Ils s'y arrêtent, quelque temps, pour vivre aux dépens de l'ennemi, en attendant les entreprises des alliés de Marie-Thérèse qui s'ébranlent de toutes parts. C'est en ces graves circonstances que Frédéric apprit la mort de sa mère : il en fut profondément affecté, et le témoignage de sa douleur est venu jusqu'à nous[1].

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*.

Mais éloignons-nous un moment de ce prince pour 1757
suivre les mouvements des armées françaises et du duc de Cumberland.

On a vu la marche rapide du maréchal d'Estrées en Westphalie. Le 6 juillet, ce général gagna sur les Anglais la bataille d'Hastembeck; cette victoire lui livra tout le pays. Mais, tandis qu'il illustrait ainsi les armes du roi de France, et que ses habiles manœuvres allaient couper les alliés de leurs communications, des intrigues de cour lui enlevaient le commandement. Les oisifs de Versailles s'indignaient que tout l'électorat de Hanovre ne fût point déjà en son pouvoir, et la marquise de Pompadour décida du reste de la campagne.

D'Estrées avait vaincu : le maréchal de Richelieu vint recueillir les fruits de la victoire. Malheureusement, le nouveau général n'imita point la noble conduite de son prédécesseur, qui répondait à l'université de Gœttingue, implorant sa protection : « Messieurs, l'université de Gœttingue est trop célèbre par la quantité de grands hommes qu'elle a produits, et qui ont mis le sceau à sa gloire, pour que je ne saisisse pas cette occasion de lui témoigner mon estime particulière. Elle peut se tranquilliser sur les désagréments que la guerre entraîne avec elle; je les éloignerai autant qu'il dépendra de moi. Je n'ignore pas combien ils sont préjudiciables aux sciences, et j'aurai soin que la marche des troupes ne trouble point une université aussi célèbre, etc. »

Surnommé le *Père la Maraude* par les soldats, Richelieu ne mérita que trop une semblable qualification.

Les excès de tout genre, auxquels se livra l'armée du

1757 maréchal, furent tels, que le prince Henri lui écrivit la lettre suivante : « Monsieur, après les horribles désordres, vexations, et déprédations que les troupes françaises viennent de commettre, durant leur dernière incursion, dans la principauté d'Halberstadt, j'ai ordre du Roi de vous avertir qu'on agira avec la même inhumanité et barbarie dans les terres des alliés du roi de France, et que, désormais, on fera ressentir aux officiers les indignes traitements que vos troupes ont exercés envers les sujets de Sa Majesté.

« C'est dans ces propres termes qu'Elle souhaite que je vous fasse connaître ses intentions. »

D'Estrées, sévère observateur de l'ordre, avait fait pendre un munitionnaire convaincu de malversations, mais protégé de la favorite ; dès lors, son renvoi fut résolu. Seulement, on crut devoir attendre quelque temps encore. Le secret, ayant transpiré, parvint aux oreilles de M. de Puisieux, beau-père de d'Estrées, qui aussitôt écrivit à son gendre : « Vous êtes desservi : on blâme votre conduite, on dit que vous êtes timide ; on vous donne même déjà un successeur. Livrez la bataille, il le faut absolument. Si vous la gagnez, on vous regrettera ; si vous la perdez, il n'en sera ni plus ni moins. »

C'est à cette même bataille d'Hastembeck qu'on vit un officier général, du reste très-distingué, contrarier de tous ses efforts les mesures du maréchal dont il était jaloux. Cité au tribunal des maréchaux de France, le comte de Maillebois fut privé de tous ses emplois et enfermé dans la citadelle de Doullens ; mais il reparut ensuite à la cour. En Angleterre, l'infortuné Bing avait

payé de sa vie le malheur d'être honorablement vaincu. 1757

Illustré déjà par sa défense de Gênes et la conquête de Minorque, Richelieu, arrivé le 7 août à Minden, s'empare de Hanovre, détache vingt-cinq mille hommes, qui, sous les ordres du prince de Soubise, doivent aller renforcer l'armée des Cercles, poursuit le duc de Cumberland, et, le 10 septembre, lui arrache la capitulation de *Closter-Severn*[1]. On convient, sous la garantie du roi de Danemarck, que le général anglais licenciera ses troupes auxiliaires de Hesse, de Brunswick, de Saxe-Gotha; que les troupes hanovriennes se retireront au delà de l'Elbe; qu'elles n'exerceront aucune hostilité contre les Français; que les duchés de Brême et de Verden resteront au pouvoir de la France jusqu'à la conclusion de la paix[2]. Résultat plus important qu'une victoire, puisqu'en paralysant ainsi l'armée anglaise, Richelieu entravait toutes les opérations de Frédéric. Déjà même il menaçait Magdebourg et la Vieille-Marche.

Cependant, le prince Charles, qui fait observer Frédéric par le comte de Nadasti, combine ses opérations avec le maréchal Daun, poursuit le prince de Prusse, et détache, pour le prendre en queue, le lieutenant-géné-

[1] A ce sujet, un ministre du roi de Danemarck, le comte de Lynar, qui avait dirigé la négociation, écrivit au comte de Reuss, appartenant comme lui à la secte des piétistes : « L'idée qui me vint de faire cette convention était une inspiration céleste. Le Saint-Esprit m'a donné la force d'arrêter les progrès des armes françaises, comme autrefois Josué arrêta le soleil. Le Dieu tout-puissant, qui tient l'univers en ses mains, s'est servi de moi indigne pour épargner ce sang luthérien, ce précieux sang hanovrien qui allait être répandu. »

[2] Koch, *Abrégé de l'histoire des traités de paix, etc.*, tome II.

1757 ral Maquire et le duc d'Aremberg : tous deux attaquent le général major Pultkammer, enfermé dans Gabel. A vingt mille hommes, ce brave officier n'en peut opposer que dix-neuf cents : après une glorieuse défense, il est pris. Ainsi coupé d'avec ses magasins de Zittau, le prince Guillaume décampe, le 17, des environs de Leipa, et se retire, à travers les montagnes, par des détours et des chemins impraticables ; il y perd la plus grande partie de ses bagages. Un corps d'Autrichiens l'a devancé à Zittau ; cette place, réduite en cendres à force de bombes, est prise ; après en avoir retiré, pendant la nuit, garnison et magasins, le prince royal se replie sur Budissen.

Quant au Roi, laissant le maréchal Keith opposé à Nadasti, sur les frontières de la Bohême, il part pour la Saxe, traverse l'Elbe près de Pirna, et s'avance jusqu'à Zittau, afin de livrer bataille au prince Charles, alors près de Witgendorff. Mais, trouvant cette position inattaquable, Frédéric laissa le duc de Bevern pour observer les Autrichiens, et couvrir la Silésie et la Lusace ; puis il marche, par Dresde et Leipsick, à la rencontre des troupes combinées de la France et de l'Empire, sous les ordres des princes de Soubise et de Saxe-Hildbourghausen. Déjà cette armée avait paru sur les bords de la Saale ; mais, à l'approche du Roi, elle se retire derrière Eisenach : Frédéric la poursuit jusqu'à Erfurth et Gotha.

Mais que d'humiliations avaient abreuvé l'infortuné Guillaume ! Ayant été avec le duc de Bevern, le prince de Wurtemberg et les principaux généraux, au-devant

du Roi, Frédéric lui rendit à peine son salut. Appelant 1757
ensuite le général de Goltz, il l'atterra de ce peu de paroles : « Dites à mon frère et à tous ces généraux que, pour bien agir, je leur devrais faire trancher la tête. »

Plus tard, il chassa ce même de Goltz, que le prince avait envoyé à l'ordre; et, quand son frère voulut lui remettre les listes et rapports de l'armée, Frédéric les arracha de ses mains en lui tournant le dos.

Profondément blessé, Guillaume quitta le camp et écrivit de Budissen au Roi : « Je suis parfaitement convaincu que je n'ai pas agi par caprice. Je n'ai pas suivi les conseils de gens incapables d'en donner de bons : j'ai fait ce que j'ai cru être convenable à l'armée. Tous vos généraux me rendront cette justice. Je tiens inutile de vous prier de faire examiner ma conduite; ce serait une grâce que vous me feriez : ainsi je ne saurais m'y attendre. Ma santé a été affaiblie par les fatigues, mais plus encore par le chagrin. Je suis allé loger à la ville pour me rétablir.

« J'ai prié le prince de Bevern de vous présenter les rapports de l'armée; il peut vous faire raison de tout. Soyez assuré, mon cher frère, que, malgré les malheurs qui m'accablent, et que je n'ai pas mérités, je ne cesserai jamais d'être attaché à l'État; et, en membre fidèle de ce même État, ma joie sera parfaite quand j'apprendrai l'heureux événement de vos entreprises. »

La réponse ne fut point consolante.

« Votre mauvaise conduite a fort délabré mes affaires : ce ne sont pas les ennemis, ce sont vos mesures mal

1757 prises qui me font tout le tort. Dans cette triste situation, il ne me reste qu'à me porter à la dernière extrémité. Je vais combattre, et, si nous ne pouvons vaincre, nous allons tous nous faire tuer. Je ne me plains point de votre cœur, mais bien de votre incapacité et de votre peu de jugement à choisir les meilleurs moyens. Quiconque n'a que peu de jours à vivre n'a que faire de dissimuler. Je vous souhaite plus de fortune que je n'en ai eu ; la plus grande partie des malheurs que je prévois ne vient que de vous : vous et vos enfants, vous en serez plus accablés que moi.

« Soyez cependant persuadé que je vous ai toujours aimé ; et c'est dans ces sentiments que je mourrai. »

Le prince ayant demandé ensuite la permission de partir pour Dresde avec la première escorte, Frédéric lui fit dire qu'une escorte serait prête le même jour, en ajoutant : « Qu'il aille faire des enfants ; il n'est bon qu'à cela. »

De Dresde, Guillaume alla à Leipsick, de Leipsick à Berlin, et ensuite au château d'Orangebourg, où ce vertueux prince, entouré de quelques amis fidèles, devait bientôt trouver le terme de ses chagrins et de sa vie [1].

Dans ces tristes conjonctures, tout parut conspirer la perte du roi de Prusse. L'expédition de Bohême avait anéanti une partie de son infanterie ; le fer, les maladies, la désertion, fléau non moins terrible, et des garnisons indispensables ont diminué ses armées de plus

[1] Denina, *Essai sur la vie et le règne de Frédéric II*.

de moitié; à peine quatre-vingt mille hommes contre quatre cent mille ! 1757

Apraxin et ses Russes remportent à Jœgerndorff, sur le général Lehwald, un avantage signalé, dont, il est vrai, le vainqueur ne sut point tirer parti. Vers la même époque, dix-sept mille Suédois traversent la Baltique pour se répandre dans la Poméranie prussienne. Ce n'est, au reste, qu'une courte apparition; bientôt repoussés, ils s'éloignent. La Suède ne concourait que mollement aux opérations de la guerre. Les liens d'étroite parenté entre les deux Maisons régnantes expliquent cette tiédeur. Winterfeld, un des meilleurs généraux prussiens, est vaincu à Gorlitz, et mortellement blessé. Nadasti assiége Schweidnitz; les Français et les Impériaux inondent les environs de Leipsick. La Lusace était perdue : toutes les forces de l'Autriche attaquent la Silésie. Pour comble d'infortune, le Hongrois Haddick pénètre au cœur de la Marche de Brandebourg, et met Berlin à contribution[1]; la famille royale, emportant les archives, se réfugie à Magdebourg.

Comme si ce n'était pas encore assez de tant de revers, la sentence, qui déclare Frédéric déchu de ses possessions et priviléges dans l'Empire, est appuyée par quarante mille Français réunis aux troupes des Cercles, sous le nom redoutable d'*Armée d'exécution.*

[1] Selon Tempelhoff, il faut attribuer à cette entreprise tous les avantages que Frédéric remporta sur la fin de la campagne, en ce sens qu'elle détermina l'armée française et celle des Cercles à quitter leur position d'Eisenach, pour agir plus vigoureusement. (Jomini, *Traité des grandes opérations militaires.*)

1757 L'Europe entière avait les yeux fixés sur ce prince, dont le rôle politique semblait toucher à sa fin. Quant à lui, calme, comme si le danger eût été son élément naturel, il marchait, d'un pas ferme et le front serein, à l'accomplissement de sa destinée, sommant avec fierté le roi de la Grande-Bretagne d'être fidèle à ses engagements, et de ne point *lâchement* l'abandonner [1], défiant la fortune, sans rien négliger pour la vaincre, cultivant toujours les muses dans ses instants de loisir, et se consolant avec Plutarque. Ses meilleurs vers sortirent alors de sa plume, et le projet de se faire tuer, qu'il venait de révéler en prose à sa sœur de Bareith, il le répétait à Voltaire, dans l'épître, bien connue, qui commence par ces mots : *Croyez que si j'étais Voltaire*, et dont la fin est si remarquable :

Pour moi, menacé du naufrage,
Je dois, en affrontant l'orage,
Penser, vivre et mourir en roi.

C'est alors qu'il écrivait à d'Argens ces deux lettres, empreintes d'une si noble fermeté :

« Souvenez-vous, mon cher marquis, que l'homme est plus sensible que raisonnable. J'ai lu et relu le troisième chant de Lucrèce, mais je n'y ai trouvé que la nécessité du mal et l'inutilité du remède. La ressource de ma douleur est dans le travail journalier que je suis obligé de faire, et dans les continuelles dissipations que me fournit le nombre de mes ennemis. Si j'avais été

[1] Guibert, *Éloge du roi de Prusse*.

tué à Kollin, je serais à présent dans un port où je ne 1757
craindrais plus les orages. Il faut que je navigue encore sur cette mer orageuse, jusqu'à ce qu'un petit coin de terre me procure le bien que je n'ai pu trouver dans ce monde-ci. Adieu, mon cher. Je vous souhaite la santé et toutes les espèces de bonheurs qui me manquent. »

À Leitméritz, ce ... juin 1757.

« Mon cher marquis, regardez-moi comme une muraille battue en brèche par l'infortune. Depuis deux ans, je suis ébranlé de tous côtés. Malheurs domestiques, afflictions secrètes, malheurs publics, calamités qui s'apprêtent : voilà ma nourriture. Cependant, ne pensez pas que je mollisse. Dussent tous les éléments périr, je me verrai ensevelir sous leurs débris avec le sang-froid dont je vous écris. Il faut se munir dans ces temps désastreux d'entrailles de fer et d'un cœur d'airain pour perdre toute sensibilité. Voici l'époque du stoïcisme. Les pauvres disciples d'Épicure ne trouveraient pas, à cette heure, à débiter une phrase de leur philosophie.

Le mois prochain va devenir épouvantable, et fournira des événements bien décisifs pour mon pauvre pays. Pour moi, qui compte le sauver ou périr avec lui, je me suis fait une façon de penser convenable aux temps et aux circonstances. Nous ne pouvons comparer notre situation qu'aux temps de Marius, de Sylla, du Triumvirat, et à ce que les guerres civiles ont fourni de plus furieux et de plus acharné. Vous êtes trop éloigné

1757 d'ici pour vous faire une idée de la crise où nous sommes et des horreurs qui nous environnent. Pensez, je vous prie, aux pertes des personnes qui m'étaient les plus chères, que je viens de faire tout de suite, et aux malheurs que je prévois, qui s'avancent vers moi à grands pas. Enfin, que me reste-t-il pour me trouver dans la situation du pauvre Job?

Ma santé, d'ailleurs faible, résiste, je ne sais comment, contre tous ces assauts, et je suis étonné de me soutenir dans des situations que je n'aurais pu envisager, il y a trois ans, sans frémir. Voilà une lettre peu agréable et peu consolante; mais je vous vide mon cœur, et je vous écris plus pour le décharger que pour vous amuser. Écrivez-moi quelquefois, et soyez persuadé de mon amitié.

Adieu. FÉDÉRIC.

Ce 19 de juillet 1757.

« La philosophie, mon cher, est bonne pour adoucir les maux passés, mais elle est vaincue par les maux présents. »

La nation française, toujours disposée à admirer dans les autres les qualités dont elle-même est si riche, applaudissait Frédéric en le combattant. Les officiers exprimaient, tout haut, devant leurs soldats, le vif intérêt qu'un tel ennemi leur inspirait[1]; sans doute, dans le fond du cœur, ils tenaient quelque compte, au plus grand roi du siècle, de sa prédilection pour leur pays.

[1] Duclos, *Mémoires secrets sur le règne de Louis XIV, la Régence, et le règne de Louis XV.*

Ce monarque, objet de tant d'admiration, ne comptait plus que dix-huit mille hommes autour de lui. Deux détachements, qu'il est obligé d'envoyer, l'un à Magdebourg, l'autre à Leipsick, l'affaiblissent encore. Il quitte Erfurth, et son départ engage M. de Soubise à passer la Saale[1]. Quel heureux résultat cette détermination, si simple en apparence, du général français, ne va-t-elle pas avoir pour les Prussiens ! 1757

Le Roi avait reçu quelques renforts de Halle et de Magdebourg. Le 5 novembre, il joint, près de Rosbach, l'armée de France et des Cercles ; en quelques instants, ses vingt-deux mille hommes, par un mouvement fait comme à l'exercice[2], en auront mis en fuite plus de soixante-dix mille[3].

Les alliés s'étaient rangés en bataille sur le flanc droit de l'armée prussienne. Ayant bien observé la nature du terrain, Frédéric, qui avait établi son quartier-général au château de Rosbach, exécute une manœuvre non moins singulière que décisive. Au-dessus

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.

[2] Guibert, *Éloge du roi de Prusse*.

[3] Un Français n'a plus à gémir en lisant le récit de ces tristes journées : les fils ont noblement vengé leurs pères. On trouve le trait suivant dans les *Mémoires* du général Rapp : « Postdam était intact ; l'épée du grand Frédéric, sa ceinture, le grand cordon de ses ordres, y étaient encore. Napoléon s'en empare. « Je préfère ces trophées, « nous dit-il, à tous les trésors du roi de Prusse. Je les enverrai à mes « vieux soldats des campagnes de Hanovre ; je les donnerai au gou- « verneur des Invalides, qui les gardera comme un témoignage des « victoires de la grande armée et de la vengeance qu'elle a tirée des « désastres de Rosbach. »

1757 du village s'élève une montagne étroite et escarpée; il y établit son camp. A l'extrémité de la hauteur, son infanterie se déploie sur deux lignes, la cavalerie sur une seule et derrière.

Vers dix heures du matin, le Roi, pour examiner l'attitude des alliés, monte au donjon, y reste une heure, et dîne ensuite comme à l'ordinaire. Y étant retourné quelques moments après, il aperçoit les colonnes ennemies côtoyant son flanc gauche, et s'avançant lentement vers les derrières de son armée. Aussitôt Frédéric descend, fait abattre les tentes, ordonne à Seidlitz de marcher avec la cavalerie vers Reitchertswerben, et à l'infanterie de suivre par divisions [1].

Trompés par cet aspect des Prussiens pliant leurs tentes, les alliés prennent le change, et les croient en pleine retraite. Mais Seidlitz ne tarde pas à les détromper : s'élançant des hauteurs, il renverse toutes les troupes chargées de lui disputer le passage, et aussitôt l'infanterie, en ordre de bataille, le seconde par un feu terrible. Vainement, les généraux français tentent de disposer leur infanterie; la proximité des Prussiens, le feu de leur artillerie, le prince Henri à la tête de huit bataillons, tout porte le désordre dans leurs colonnes; vainement, le marquis de Castries, depuis maréchal de France, fait des prodiges de valeur; sans chapeau, la tête ensanglantée de plusieurs coups de sabre, il s'épuise en vaillants efforts pour ramener les escadrons à la charge ou les rallier. Bientôt, la déroute

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.

est générale; six mille prisonniers, dont onze géné- 1757
raux et trois cents officiers, huit cents morts, soixante-douze pièces de canon, nombre de drapeaux et d'étendards, attestent la défaite des alliés. Du côté des Prussiens, il y eut à peine cinq cents tués ou blessés. « A Kollin, Frédéric ne perdit que son armée; Soubise, à Rosbach, perdit son armée et l'honneur [1]. »

Avec moins de présomption [2] et plus de mémoire, les généraux de l'armée combinée n'eussent peut-être pas perdu la bataille, ou ce revers eût été moins honteux. Mais, pleins de confiance en eux-mêmes, ils jugèrent Frédéric d'après le commun des hommes [3]. Ne voyant qu'une fuite dans la marche de ce prince derrière le plateau de Reitchertswerben, ils négligèrent toutes les précautions convenables; ils ne songeaient pas même, en formant leur plan d'attaque, que, du premier coup d'œil, Frédéric le devinerait, et le déjouerait

[1] Napoléon, *Mémoires*, etc., *écrits à Sainte-Hélène*, tome V.

[2] « Il faut convenir qu'en ce temps-là le métier militaire, en France surtout, parmi les officiers généraux, et à quelques exceptions près, se faisait par manière d'acquit. Les grands seigneurs se contentaient de payer de leur personne dans l'occasion; mais ils arrivaient à l'armée le plus tard qu'ils pouvaient et en repartaient le plus tôt possible. Ils atteignaient ainsi les grades et les honneurs militaires, sans jamais avoir été en état de commander. Lorsqu'ils étaient chargés de quelque commission, ils ne manquaient pas de prétextes pour ne rien entreprendre, dans la crainte d'échouer, tant ils se sentaient incapables. » (*Lettres et Instructions de Louis XVIII au comte de Saint-Priest*, *précédées d'une Notice*, par M. de Barante.)

[3] Tempelhoff, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, traduite de L'loyd, avec plans et remarques; — Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*.

1757 aussitôt; que d'ailleurs, loin d'attendre une attaque, ce grand capitaine devait, selon le système adopté par lui, la prévenir, en se donnant ainsi tous les avantages de l'agression. L'histoire de toutes ses campagnes et les souvenirs de Soor eussent dû les éclairer[1].

Pour avoir gagné la bataille d'Hastembeck, d'Estrées avait été rappelé : Soubise, honteusement défait à Rosbach, fut bientôt nommé maréchal de France.

Blessé dans cette journée, le prince Henri y recueillit une double gloire. Autant les Français, si justes appréciateurs du courage, avaient admiré le prince durant l'action, autant, après la victoire, ils bénirent sa bonté. Oubliant sa propre blessure, Henri prodiguait aux prisonniers les soins les plus touchants. L'argent lui manquait : pour leur être utile, il en emprunta[2], et, par une attention bien délicate, les officiers retrouvèrent à l'instant même leurs épées. Aussi, quand ce prince vint à Paris longtemps après, y reçut-il d'éclatantes preuves que le souvenir de ses bienfaits vivait encore au fond de tous les cœurs.

La Saxe était sauvée : le vainqueur vole en Silésie, où tous ses généraux ont succombé. Dans sa marche, chaque instant lui apporte l'annonce de nouveaux malheurs. L'armée qui défendait cette province, vient d'être complétement battu sous les murs de Breslau par le prince Charles ; et, peu de jours après, dans une reconnaissance, son commandant, le duc de Bevern est

[1] Tempelhoff, *Histoire*, etc. ; — Jomini, *Traité*, etc.
[2] *Vie privée, politique et militaire du prince Henri.*

fait prisonnier. Breslau, avec une garnison de douze mille hommes, s'est rendu sans défense : Schweidnitz, avec six ou sept mille, lui en avait récemment donné le triste exemple. De toute l'armée prussienne il ne reste plus que quelques débris, qui peuvent à peine rejoindre leur roi; encore apportent-ils dans son camp plutôt le découragement que l'espérance[1]. L'heureuse Marie-Thérèse semble toucher au but de tant d'efforts! 1757

Mais rien n'arrête Frédéric, préoccupé de la nécessité d'écarter l'ennemi; il arrive, par Camentz, Bautzen, Gorlitz, Naumbourg, Deuthmansdorff, Lobendau, à Parchwitz, y surprend le colonel autrichien Gersdorff, ramasse les débris de l'armée battue du duc de Bevern, enlève, à Neumarck, la boulangerie des Autrichiens avec les troupes qui la couvraient, et campe de l'autre côté de Breslau.

Posté dans l'ancien camp des Prussiens, près de cette ville, fier de sa supériorité et d'une victoire récente, le prince Charles s'avance à la rencontre du Roi jusqu'à Leuthen. Frédéric, bien qu'inférieur en nombre de plus de cinquante mille hommes, n'en livrera pas moins bataille ; il veut, mois pour mois, jour pour jour, célébrer Rosbach.

C'est là qu'on lui ramène un de ses grenadiers qui avait déserté deux jours auparavant. « Pourquoi m'as-tu quitté ? lui demande le Roi. — Ma foi, Sire, répond le soldat, qui était Français, vos affaires vont trop mal. — Hé bien, réplique gaiement Frédéric, battons-nous

[1] Guibert, *Éloge du roi de Prusse.*

1757 encore aujourd'hui ; si je suis vaincu, nous déserterons ensemble. »

Ce fut toujours avec des armées numériquement inférieures à celles de l'ennemi que ce prince remporta ses victoires; jamais il n'était plus grand que dans les revers. A Leuthen, quelles sont ses ressources? Contre quatre-vingt-dix mille hommes, trente-trois mille combattants épuisés de lassitude, abattus, démoralisés! Avant l'action, il rassemble ses généraux, mesure, devant eux, les dangers qui les environnent, la gloire qui les attend. Le héros atteste les souvenirs de Rosbach, heureux présage d'une nouvelle victoire, et charge ses compagnons d'armes de transmettre à tous les officiers, à chaque soldat, les magnanimes expressions de sa confiance, *pour les préparer aux grandes choses qui vont avoir lieu*; il veut apprendre à tous que le roi qui les commande se croit invincible à leur tête.

Cette courte allocution guerrière embrase les âmes; une sorte d'ivresse règne dans l'armée.

Le lendemain Frédéric se met en route; ses hussards surprennent le lieutenant-général saxon, comte de Nostitz, posté en avant-garde près Borna, le font prisonnier, occupent les hauteurs qui bordent le camp autrichien, et masquent ainsi les mouvements de l'armée prussienne.

Trompé par l'attaque des Prussiens sur son avant-garde repoussée, le prince Charles prend le change, et, croyant sa droite menacée, la renforce par ses réserves. Mais le Roi, marchant toujours sur la droite à couvert des hauteurs, paraît subitement sur la gauche;

Charles la fait prolonger à la hâte par le corps de Na- 1757
dasti, qui formait une troisième ligne.

Aussitôt, l'avant-garde prussienne attaque, devant Sagschutz, un petit bois garni par les Wurtembergeois. La ligne suit en se jetant toujours sur la droite, et gagne les hauteurs à la gauche du prince Charles. Le brave Ziethen, qui commande la cavalerie de la droite du Roi, soutenue de l'infanterie, parvient, à force d'efforts et malgré la difficulté du terrain, à culbuter les Autrichiens.

Alors Frédéric fait établir sur son front plusieurs pièces de gros canons qui battent en écharpe l'armée ennemie d'une aile à l'autre, et qu'on avance sur la gauche proportionnellement au terrain que l'avant-garde, la cavalerie et la ligne prussiennes gagnent sur les Autrichiens, qu'elles continuent à attaquer, en se portant toujours sur la droite. Forcé par là de changer de position, l'ennemi fait une conversion centrale, de manière que sa droite avance à mesure que sa gauche se replie, et il se remet en bataille sur une hauteur derrière un ruisseau. Cependant la gauche du Roi reste toujours victorieuse; son centre et sa gauche atteignent le village de Leuthen, où les Autrichiens opposent une résistance opiniâtre; mais enfin, après plusieurs attaques meurtrières, les bataillons des gardes l'emportent.

Dans cet état de choses, le lieutenant-général Driesen reçoit l'ordre de charger l'ennemi avec la cavalerie de la gauche. Au même instant, les dragons de Bareith fondent sur le flanc droit de la cavalerie autrichienne, la renversent, tombent ensuite sur l'infanterie, qui se

1757 soutient encore derrière le village de Leuthen, et complètent la victoire[1].

Après l'action, promenant, sur ce champ de carnage, un triste regard : « Quand donc tant de maux finiront-ils, s'écrie Frédéric, les larmes aux yeux. »

Bientôt, toute cette nombreuse armée est, en pleine fuite, au delà de Schweidnitz-Wasser ; et Frédéric passe la nuit à Lissa, dans l'endroit même où le prince Charles avait eu son quartier-général. Là, comme on lui rapportait mille propos insultants des Autrichiens, sur lui-même et sa petite armée : « Je leur pardonne les sottises qu'ils ont pu dire, répondit-il, en faveur de celle qu'ils viennent de faire. »

Jamais plus glorieuse journée n'avait brillé pour la Prusse.

« La bataille de Leuthen est un chef-d'œuvre de mouvements, de manœuvres et de résolution ; seule, elle suffirait pour immortaliser Frédéric, et lui donner rang parmi les plus grands généraux. Il attaque une armée plus forte que la sienne, et victorieuse, avec une armée composée en partie de troupes qui viennent d'être battues, et remporte une victoire complète sans l'acheter par une grande perte, disproportionnée avec le résultat. »

Ces paroles sont de Napoléon[2].

Leur triomphe r'ouvrit aux Prussiens les portes de Breslau et de Liegnitz, et enleva aux Autrichiens plus de cinquante mille hommes, dont dix-sept mille pris

[1] Müller, *Tableau des guerres de Frédéric le Grand ;* — Grimoard, *Tableau de la vie et du règne de Frédéric.*

[2] *Mémoires pour servir à l'histoire de France*, etc., etc.

dans Breslau, deux mille, ramassés par Ziethen, dans la poursuite, six mille cinq cents tués ou blessés, huit cents pris au combat de Neumarck, la veille de la bataille, et six mille déserteurs au moins. Marie-Thérèse n'a plus en Silésie que Schweidnitz; encore les Prussiens bloquent-ils étroitement cette forteresse pendant l'hiver; le général Werner, ayant même pénétré avec ses hussards dans le duché de Teschen et en Moravie, met ces provinces à contribution. 1757

C'est la plus belle campagne de Frédéric, comme une des plus étonnantes qu'offre l'histoire. Ce prince y changea cent sept fois de camp[1], et donna en personne quatre grandes batailles; dans trois, il fut vainqueur. Heureux d'abord, bientôt dépouillé de la Silésie, privé de ses meilleurs généraux, menacé jusque dans sa capitale, en butte à toutes les rigueurs de la fortune, en moins de six semaines, cet homme prodigieux abaisse la France, effraie les Russes, réprime les Suédois, anéantit presque entièrement une armée de cent mille Autrichiens, et, de l'abîme, remonte au faîte de la puissance et de la gloire.

Mais d'autres succès, d'autres revers l'attendent; de jour en jour, la lutte devient plus terrible.

Un changement avait eu lieu dans le ministère anglais. Pitt (depuis lord Chatam), porté au timon des affaires par l'opinion publique, et malgré l'aversion personnelle

[1] « Les combinaisons de sa première ligne d'opérations, celles de ses lignes secondaires après les batailles de Kollin et de Rosbach, enfin celles de ses ordres de batailles, seront sans contredit un trésor de lumières et un digne sujet d'étude pour les militaires de tous les siècles. » (Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*.)

1757 du Roi [1], frémissait au seul nom de Closter-Severn, ces *fourches caudines* de l'armée anglaise. Il rappela les Hanovriens aux armes, les renforça par un corps d'Anglais, fit mettre à leur tête le prince Ferdinand de Brunswick, et fournit au roi de Prusse un subside annuel de près de seize millions de francs. Deux passions se partageaient cette âme altière : amour exclusif pour son pays, haine, haine implacable à la France.

En même temps, pour y paralyser l'influence de la France, de l'Autriche et de la Saxe, Pitt envoyait le chevalier Keith en Russie. Avec une mission à peu près semblable, M. Goderick se dirigeait vers la Suède; mais le Sénat, dominé par le parti français, lui interdit l'entrée du royaume. Appuyant sa politique sur la guerre, le nouveau ministre remplissait de vaisseaux les ports de la Grande-Bretagne; sa main puissante imprimait au gouvernement une activité extraordinaire. Pour la première fois depuis l'avénement de la Maison de Brunswick, on leva des corps de montagnards écossais destinés à servir en Amérique; leur dévouement aux Stuarts avait jusqu'alors empêché de le faire.

Cependant, malgré les efforts réunis des diplomates français, autrichiens et saxons pour communiquer à la Tzarine leur enthousiasme guerrier [2], l'armée russe n'avait agi que bien faiblement dans la dernière campagne;

[1] Quand Pitt eut sa première audience : « Sire, dit-il au monarque, accordez-moi votre confiance; je la mériterai.—Méritez ma confiance, lui répondit Georges II, vous l'obtiendrez. »

[2] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.

sa retraite fut même prématurée. C'est que, malgré son 1757
animosité contre les Prussiens, Bestucheff, afin de plaire au Grand-Duc, avait changé de système. Prince de Holstein par sa naissance, l'héritier présomptif des Tzars nourrissait contre les Danois un profond ressentiment. Il ne se rappelait qu'avec horreur toutes les iniquités dont les rois de Danemarck avaient accablé sa famille. Craignant que Frédéric, menacé de toutes parts, ne se liât avec cette puissance, il lui offrit son crédit et ses services en Russie, sous la condition qu'il ne contracterait aucun engagement avec ces éternels ennemis du Holstein. Frédéric n'eut garde de refuser : on verra dans la suite quels immenses avantages lui valut cette condescendance. Un autre motif non moins puissant rapprochait encore le Grand-Duc du roi de Prusse : c'était une admiration portée jusqu'au fanatisme.

Telle fut la haute influence qui changea tout à coup les dispositions vindicatives de Bestucheff; de là aussi les ordres donnés au maréchal Apraxin d'évacuer, à la fin de la campagne, les États prussiens.

Mais de quelque mystère que Bestucheff s'environnât, les variations de sa conduite n'échappèrent pas aux regards des ministres de France et d'Autriche. Élisabeth, guérie d'une maladie de langueur qui avait fait croire sa fin prochaine, n'apprit point, sans surprise, que son armée, malgré un avantage signalé sur les Prussiens, était en pleine retraite. A la suite des recherches les plus sévères, on découvrit la part que le ministre avait eue à ce mouvement rétrograde : c'était de lui qu'était émanée la lettre reçue par Apraxin.

1758 Arrêté, on le transféra, l'année suivante, dans un village qu'il possédait très-loin de la capitale, où il vécut entouré de consolations religieuses jusqu'au 14 juillet 1762, époque de sa délivrance par Catherine. Apraxin lui-même fut arrêté, et le commandement des troupes confié au comte de Fermor.

A Vienne, l'animosité contre le roi de Prusse restait la même, mais la constance était ébranlée par les derniers revers; on y semblait moins éloigné de la paix. Le comte de Kaunitz signala même au Roi une prétendue conspiration ourdie contre sa personne par deux Napolitains et un Milanais. « Je suis très-obligé à l'Impératrice de l'avis qu'elle a bien voulu me donner, lui fit répondre Frédéric[1]; mais il y a deux manières d'assassiner, l'une par le poignard, l'autre par des écrits injurieux et diffamatoires. Je méprise la première, mais suis sensible à la seconde. » En effet, le style de la chancellerie aulique et des écrits de Ratisbonne était d'une violence extrême. L'aigreur, la grossièreté même y augmentaient ou diminuaient en raison des espérances ou des craintes de la cour.

Mais les dispositions pacifiques de Marie-Thérèse ne durèrent pas longtemps. Dans sa double guerre avec les Anglais sur mer et en Allemagne, dans cette guerre déplorable où un peu de gloire ne devait pas même la consoler de ses désastres, la France attendait beaucoup de son alliance avec l'Autriche. Ses aveugles ministres s'efforcèrent donc, à Vienne, de rallumer le ressentiment

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.

de l'Impératrice. « Hé quoi! affectaient-ils sans cesse 1758
de répéter en sa présence, l'histoire dira-t-elle qu'un petit prince a terrassé la puissante Maison d'Autriche? Quel affront pour l'auguste fille des Césars! et combien une aussi inconcevable impunité n'ajoutera-t-elle point à l'audace du ravisseur de la Silésie! Déjà, l'Europe se demande avec étonnement, avec douleur : « Est-il déjà « éteint cet héroïque courage qui naguère appelait l'ad- « miration sur une jeune impératrice de vingt ans? »

C'était attaquer Marie-Thérèse par un endroit sensible; aussi la diplomatie triompha-t-elle; les deux cours s'unirent plus que jamais; la guerre, un moment ralentie, reprit sa course ardente.

Redoublant d'efforts, la France et l'Autriche font d'immenses préparatifs. Tout annonce une campagne mémorable.

De son côté, Frédéric, profitant de l'hiver pour rétablir son armée, cherche à réparer les pertes que sept batailles lui ont causées. Un fléau, plus meurtrier encore que le fer et le feu, désole ses troupes : des maladies épidémiques ravagent les hôpitaux; chaque jour, les victimes succombent par centaines. C'étaient des espèces de fièvres chaudes[1], avec tous les symptômes de la peste; dès le premier jour, le malade tombait en délire; des charbons se manifestaient au cou ou aux aisselles; en trente-six heures, malgré tous les efforts de l'art, un homme était mort. Enfin, on eut recours à l'émétique, et peu à peu le mal disparut.

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.

1758 De toutes parts, les recrues rejoignaient les corps qu'elles devaient recompléter; mais les jeunes soldats, presque tous paysans, ne purent servir dès le printemps, quelques mois d'exercice leur étant indispensables. Bientôt, il est vrai, comme les conscrits d'un autre pays et d'une époque récente, ils le disputèrent en valeur, en audace, aux plus vieux guerriers.

La campagne s'ouvre en Silésie; car Frédéric ne veut pas laisser aux Autrichiens le temps de se remettre de leurs pertes, ni aux Russes le temps de passer la Vistule. Pour cela, il a retiré ses troupes de la Prusse, trop éloignée pour être défendue.

La face des affaires a changé sur le Bas-Rhin : tandis que le prince Ferdinand chasse de Hanovre, de la Hesse, de Brunswick et de l'Ost-Frise, le successeur de Richelieu, ce comte de Clermont en qui l'armée, au lieu d'un Condé, ne voit qu'un abbé de Bénédictins[1]; tandis qu'il prend Minden, poursuit les Français jusqu'à Kayserwerth, dont il s'empare le 31 mai, gagne sur eux, le 25 juin suivant, la bataille de Crévelt, avec ces mêmes troupes récemment flétries à Closter-Severn, et rappelle enfin la belle campagne de Turenne en Alsace, le roi de Prusse ressaisit Schweidnitz, cette dernière possession autrichienne en Silésie. La garnison, forte de cinq mille hommes, est prisonnière de guerre.

[1] Après sa défaite, s'étant enfui, ventre à terre, à Nuys, il demanda, dit-on, aux magistrats de cette ville s'il était déjà arrivé beaucoup de fuyards : « Non, Monseigneur, vous êtes le premier. » (Lacretelle, *Histoire de France pendant le dix-huitième siècle*, tome III.)

Maître de cette ville, Frédéric entre en Moravie et assiége Olmutz; c'est la route de Vienne. 1758

Mais le général Marshalf, officier d'un haut mérite et d'une valeur à toute épreuve, défend la place; cette partie de la guerre est la moins familière au roi de Prusse : ses ingénieurs manquent encore d'habileté; aussi le siége traîne-t-il en longueur.

Frédéric attend avec impatience et presse l'arrivée d'un grand convoi de mille chariots environ, dont huit cents sont chargés de munitions indispensables pour la continuation des opérations. Trois mille recrues ou convalescents, huit bataillons et onze cents cavaliers, commandés par le colonel Mémel, escortent ce convoi, au sort duquel est attaché le succès de la grande entreprise qui occupe l'armée prussienne. Bientôt Ziethen se porte au-devant de ces troupes parties de Cosel et de Neiss, le 21 juillet, avec ordre de protéger le transport.

Mais, dans ce pays tout dévoué à l'Autriche, et où Frédéric ne recevait que des rapports contradictoires et mensongers, chaque habitant y servant d'espion aux patrouilles de Daun, le maréchal connut bientôt la marche du convoi. Secondé par ses troupes légères, par la nature du pays et l'esprit de ses habitants[1], il ne songea plus qu'à priver son ennemi de cette immense ressource.

Pour frapper un coup décisif, Daun, toujours chargé du commandement des armées impériales, jeta les yeux

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome II.

1758 sur Laudon ; c'était l'homme le plus digne de son choix : doué par la nature d'un inaltérable sang-froid, de ce coup d'œil rapide et sûr que nulle théorie ne saurait donner, à une valeur brillante il alliait une infatigable activité. Laudon commença dès lors la gloire de son nom[1].

Donner le change à un ennemi tel que Frédéric n'était point facile ; pourtant, Daun y parvint. Tandis qu'heureux exécuteur de ses ordres, Laudon, après s'être porté, par un grand détour, au delà de Muglitz, se rapprochait, en gagnant les montagnes, de la route de Hoff, pour joindre ses forces à celles d'un autre détachement, le maréchal manœuvrait de manière à convaincre Frédéric qu'il voulait risquer une bataille ; d'autres mouvements dérobèrent aussi au monarque la marche du général Ziskowitz.

Cependant le convoi, parti de Troppau le 26, s'avançait lentement, avec peine, à travers des chemins que le passage des armées et l'abondance des pluies avaient rendus impraticables. Disséminé sur toute la route, il offrait ainsi à l'ennemi une proie facile. Maître de Sternberg et d'autres postes non moins importants, Laudon avait intercepté toutes communications avec le Roi, quand l'apparition du colonel Werner, avec les grena-

[1] Issu d'une famille noble originaire d'Écosse, Gédéon-Ernest, baron de Laudon, naquit, en 1716, à Tootzen, en Livonie, et fit ses premières armes en Russie, sous le maréchal Munich. Entré, en 1740, au service de Marie-Thérèse, il mourut, le 14 juillet 1790, généralissime des armées autrichiennes, à son quartier-général de Neustichen. Quelques auteurs écrivent son nom *Laudhon*, d'autres *Loudon*.

diers de Schenkendorff et cinq cents chevaux, lui apprit 1758
que les Prussiens envoyaient du secours. Il résolut aussitôt de brusquer son opération. A peine le train s'était-il engagé dans le défilé entre Bautsch et Altliebe, que, le 30 juillet, les Autrichiens parurent de toutes parts sur les hauteurs qui le dominent, et, malgré la plus vigoureuse résistance, le convoi fut entièrement dispersé. Le général Krokow, commandant l'avant-garde, eut le bonheur de sauver deux cent cinquante chariots, au nombre desquels se trouvaient ceux chargés d'argent.

Dans cette malheureuse affaire, les recrues du prince Ferdinand se couvrirent de gloire. Ces jeunes gens, de dix-sept à vingt ans, voyaient le feu pour la première fois; tous, moins quelques-uns pris ou blessés, périrent vaillamment à leur poste.

Daun ignorait encore le succès de son entreprise; inquiet, et sentant bien quelle atteinte une telle perte porterait à sa réputation militaire et à son crédit, il résolut de sauver Olmutz à tout prix. Il manœuvra donc de manière à s'approcher de la place avec toute son armée[1]. C'était dans de semblables positions que ce général déployait une habileté vraiment supérieure. Non content de s'être montré en deçà de Prosnitz avec une forte division comme pour attaquer cette position, d'un autre côté il fait retrancher son camp; tout annonce en lui la ferme résolution de s'y maintenir.

Frédéric, qui vient d'apprendre les premiers succès

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome II.

1758 de Mémel, devant lequel en effet Laudon avait d'abord reculé, attribue les dispositions défensives de Daun au revers de son lieutenant. Cette erreur seconde à merveille les opérations du maréchal, qui, ayant fait jeter plusieurs ponts sur la Morava, entre Kremsir et Kogetin, quitte son camp de Dobromielitz dans la nuit du 1er juillet, passe cette rivière, fait huit lieues et demie en quinze heures, rapidité étonnante à cette époque, et arrive, le même soir, sur les hauteurs de Gros-Teinitz, à trois quarts de lieue d'Olmutz. Pour mieux dérober ce mouvement à l'ennemi, Daun avait resserré la chaîne de ses postes au point de rendre impossible le passage d'un seul déserteur.

La position du roi de Prusse devint grave : menacé sur les flancs par un corps considérable, ayant devant lui une armée supérieure en nombre, il ne doit plus songer qu'à la retraite, et choisir entre la Silésie ou la Bohême; son choix est bientôt fait : Frédéric profitera, en grand capitaine, d'une imprudence de Daun. En s'appuyant sur la droite pour mieux soutenir les corps qui surprirent et enlevèrent le convoi [1], le maréchal avait dégarni la Bohême, faute légère, s'il l'eût réparée en s'y portant immédiatement après le succès. Comme il n'en fit rien, c'est là que Frédéric, dont le génie va croissant avec le danger, marchera. Il changera ainsi le théâtre de la guerre, pour envahir une province beaucoup plus importante que celle qu'il aura quittée.

[1] Tempelhoff, Archenholtz, Jomini.

D'immenses avantages se rattachent à ce projet : vivant encore, toute la campagne, aux dépens de l'ennemi, se rapprochant de ses troupes laissées en Saxe contre l'armée de l'Empire, et en Poméranie contre les Russes, le Roi éloignera de la Silésie le fardeau de la guerre, et en même temps, par la facilité avec laquelle il pourrait la secourir, protégera cette province contre les attaques des Autrichiens. Au contraire, la retraite en Silésie n'eût été qu'une bataille perpétuelle, où l'armée prussienne se fût exposée à perdre, en détail, son artillerie de siége, ses équipages, ses blessés ; peut-être même eût-elle entièrement péri au passage de la Morava. Depuis l'affaire du convoi, Laudon, Janus, Saint-Ignon, n'avaient point quitté cette province ; Daun lui-même y eût sans cesse harcelé l'arrière-garde. 1758

Le 1er juillet, Frédéric ayant rassemblé ses généraux au quartier-général de Schmirsitz, leur annonce la ruine du grand convoi, et la nécessité de lever le siége. « Messieurs, ajoute-t-il, si les circonstances exigent d'attaquer l'ennemi partout où on le trouvera, je compte sur votre dévouement, et sur la bravoure si souvent éprouvée de mes troupes. Elles feront les plus grands efforts pour le culbuter, lors même qu'il faudrait le chercher au sommet des montagnes les plus escarpées, ou que son front serait hérissé de batteries. »

Le 2, l'armée se met en marche avec les précautions d'usage. Nul accident ne trouble la retraite, qui s'effectue avec autant de bonheur que de prudence et de fermeté. Quoique suivi sur les flancs et en queue par des corps considérables, le Roi parvient, avec un train im-

1758 mense, à franchir tous les défilés qui conduisent de Moravie en Bohême.

Si ce prince s'était montré réellement au-dessous de lui-même dans son camp de Prosnitz; si l'on peut lui reprocher avec raison d'avoir laissé manœuvrer, pendant longtemps, sans en être instruit, vingt mille hommes sur ses deux flancs et sur ses derrières [1], sa marche en Bohême fut une glorieuse revanche; elle fait l'admiration de tous les hommes de l'art [2]. Daun et les autres généraux autrichiens auraient pu la troubler; loin de là, le flegme imperturbable du maréchal seconda merveilleusement l'activité du Roi.

Cependant Fermor, à la tête des Russes, s'avançait vers l'Oder, menaçant également les Marches de Brandebourg et la Silésie. A peine sorti du royaume de Prusse, que la Russie voulait s'approprier, il déchaîna sans pitié sur le pays les hordes barbares réunies à ses troupes : femmes, vieillards, enfants, tout était égorgé; d'horribles agonies précédaient la mort.

Le danger devient urgent : déjà Kustrin est en cendres, Kustrin dont l'intrépide garnison, retranchée sur des monceaux de ruines, refuse fièrement de capituler.

Laissant le margrave Charles en Silésie pour contenir

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome II.

[2] « La retraite du Roi en Bohême a été nécessitée par la position qu'avait prise Daun et celle qu'occupait Laudon. On ne peut qu'admirer l'aptitude, le sang-froid avec lesquels s'est opéré ce mouvement. Mais si, comme le prétendent les écrivains prussiens, Frédéric ne l'eût fait que pour porter la guerre en Bohême, ce serait une opération fausse. » (Napoléon, ouvrage déjà cité.)

Daun, Frédéric part de Landshut, le 11 août, avec 1758
vingt mille hommes, vole en personne au-devant de l'ennemi, et joint l'armée de Dohna campée à la gauche de l'Oder, vis-à-vis de Kustrin.

Arrivé, le 22 août, à Francfort-sur-l'Oder, tandis que Frédéric, debout sur le perron de la maison où il était descendu, assistait au défilé de ses troupes, le bruit du canon russe arrivait distinctement jusqu'à lui. A chaque coup, le Roi prenait une prise de tabac; mais, à travers ce calme intrépide qui ne l'abandonnait jamais, on démêlait un sentiment de compassion profonde pour cette malheureuse ville, et l'ardente impatience de courir à son secours.

Le 23, il feint de vouloir passer le fleuve sur les ponts de cette place, décampe à l'entrée de la nuit, traverse l'Oder deux milles plus bas, près de Gustebise, et remonte ensuite la rive droite jusqu'à Neudamm [1].

Au passage de l'Oder, une scène touchante eut lieu: le Roi attendait, sur une hauteur, que le pont fût achevé, quand une multitude de paysans, accourus des montagnes voisines, l'entourèrent; ils l'appelaient leur père, leur sauveur, en le comblant de bénédictions. Parmi ces infortunés, les uns avaient été mutilés par les Cosaques et les Kalmoucks, les autres étaient à demi morts de faim, et tous réduits au désespoir. Frédéric, les accueillant avec bonté, leur promit de chasser bientôt ces bandes féroces; il tint parole.

Instruit du mouvement de l'armée prussienne, et

[1] Grimoard, *Tableau de la vie et du règne de Frédéric le Grand.*

1758 voyant ses communications avec le général Romanzow coupées, Fermor envoie au général Braun, qui venait d'amener à Landsberg l'armée d'observation, l'ordre de se joindre à lui, lève le siége, et forme son armée en carré long avec des angles rentrants et saillants, selon l'usage introduit par le maréchal de Munich durant ses campagnes contre les Turcs [1]. Les Russes ne sont séparés de l'ennemi que par le ruisseau marécageux de la Mutzel.

Le 25, à trois heures et demie du matin, l'armée prussienne se met en marche : l'infanterie passe la Mutzel, sur le pont du Moulin, la cavalerie sur le pont de Kersten. On avait renvoyé sous escorte, vers Neudamm, les bagages et les chevaux de peloton. Le passage terminé, l'armée se remit en marche par lignes et par la gauche, sur trois colonnes, de même qu'elle avait campé sur trois lignes, et dans le même ordre, l'infanterie formant les deux premières, et la cavalerie la troisième. Arrivées par la forêt à Batzlow, elles y font un changement de direction à droite; une fois le bois traversé, huit bataillons de l'avant-garde, avec les hussards de Ziethen et de Malackousky, forment une quatrième colonne à droite de la première. Le mouvement se continue ainsi vers Zorndorf, à travers des nuées de Cosaques qui tirent des coups de pistolets jusque dans les colonnes, sans qu'on leur riposte, car

[1] Cet ordre de bataille, très-bon dans les grandes plaines de la petite Tartarie et contre une innombrable cavalerie, n'avait plus ailleurs les mêmes avantages.

tel est l'ordre du Roi. En se retirant, les Cosaques brûlent Zorndorff. 1758

Quand l'armée russe eut fait demi-tour à droite, le premier plan de Frédéric avait été d'attaquer son flanc droit, de la rejeter sur les marais de Quartschen et de lui couper sa retraite sur Landsberg. Par là, en cas de revers, il assurait sa retraite sur Kustrin, tandis qu'en attaquant sur l'autre point par Zicher, le Roi perdait ses communications avec Kustrin, et s'exposait à être inquiété, dans sa retraite, par le corps de Romanzow, venant de Schwedt.

Frédéric, qui avait marché avec les hussards de l'avant-garde, reconnut l'ennemi. Quand les têtes de colonne furent arrivées aux étangs, par delà Zorndorff, il jugea qu'une attaque sur le flanc droit des Russes serait sans succès, à cause du vallon marécageux qui le couvrait, et il résolut d'attaquer l'extrémité droite du carré. L'armée reçut donc l'ordre de se former, opération qui s'exécuta en un clin d'œil[1] par une conversion de chaque peloton. L'aile gauche se trouvait alors derrière Zorndorff; la droite se prolongeait jusqu'à huit cents pas de Wilkersdorff; espace que remplirent les dragons de Norsmann et les hussards de Ruesch. Tout le reste de la cavalerie se plaça à l'aile gauche. Les hussards de Ziethen et de Malackousky avec les six régiments de cuirassiers, sur une ligne, vis-à-vis de l'infanterie, et les dragons derrière eux; les huit bataillons de l'avant-garde à deux cent cin-

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*.

1758 quante pas en avant de l'aile gauche de la première : devant chacune de leurs ailes, ils avaient une batterie de dix pièces de douze ; et quatre-vingt-onze pièces ou obusiers, sans compter les canons des bataillons, étaient répartis sur le reste du front de la première ligne.

A neuf heures, toutes les dispositions étaient prises ; l'avant-garde, passant à droite et à gauche de Zorndorff, s'ébranle. Placées sur des monticules en avant de ce village, les batteries commencent l'attaque, et les Russes répondent avec une artillerie deux fois plus nombreuse; mais le feu des Prussiens a tout l'avantage, sa direction étant concentrique sur l'extrémité du carré, où la cavalerie et les bagages présentent plus de surface. Bientôt, le désordre est dans les bagages russes, et Fermor est contraint de les retirer en arrière du carré, ainsi que la cavalerie.

Peu après, le général Mantrufel se remet en marche, avec l'avant-garde ; l'artillerie continue son feu en avançant. L'aile gauche de l'infanterie des deux lignes suit et appuie ce mouvement. La cavalerie se prolonge à gauche de Zorndorff, sous le feu des batteries ennemies et se forme sur une ligne, appuyant à la première de l'infanterie, sauf les cuirassiers Prince-de-Prusse et Prince-Frédéric qui se portent à l'aile droite.

Mais, bientôt, un incident, qui aurait pu entraîner les plus fâcheuses conséquences, a lieu : suivant les dispositions du Roi, l'avant-garde devrait marcher à deux cent cinquante pas en avant, et l'extrême gauche se trouver immédiatement derrière l'extrême-

gauche de cette avant-garde : l'aile droite devrait être refusée, et hors de portée du feu. Mais, quand l'aile gauche de la première ligne eut longé le village de Zorndorff à droite, l'avant-garde avait continué son mouvement, de telle sorte que, faute de temps, il devint impossible à cette aile gauche de regagner assez de terrain pour s'emboîter derrière elle ; bientôt même, elle ne forma plus qu'une seule ligne avec l'avant-garde, ce qui priva celle-ci d'un soutien d'autant plus nécessaire, que la cavalerie, pour ne pas s'exposer, en pure perte, au feu de l'ennemi, avançait très-lentement. En marchant, l'aile gauche de l'avant-garde devança ainsi sa droite ; jusque-là néanmoins le mal n'était pas grand. 1758

Mais une fois le feu de mousqueterie engagé, cette aile gauche, gagnant encore davantage, conversa presque entièrement à droite, et prêta, en plein, le flanc de la ligne à l'ennemi. Cette circonstance n'eût entraîné aucun dommage, si la première ligne d'infanterie eût été derrière pour soutenir l'aile gauche ; mais, voyant ce vide, la cavalerie russe charge les bataillons du flanc et les ramène jusque devant Zorndorff. Alors Fermor ordonne à l'aile droite de son infanterie de rompre le carré et de poursuivre les Prussiens, ce qu'elle exécute avec de grands cris de victoire ; mais, à peine a-t-elle fait quelques cents pas, que le désordre s'introduit dans sa ligne, et bientôt devient complet.

Aussitôt Frédéric donne à Seidlitz et à sa brave cavalerie l'ordre de charger : les hussards de Ziethen et

1758 Malackouski, avec les cuirassiers de Seidlitz, culbutent la cavalerie russe, tandis que les gens d'armes et les gardes du corps fondent sur l'infanterie. Une fois débarrassés de la cavalerie ennemie, les hussards, s'étant reformés, chargent alors, en flanc et à revers, ces bataillons déjà ébranlés et en font un carnage horrible. Peu d'instants avant, le Roi, qui croyait impossible d'entamer l'ennemi de ce côté, avait retiré de l'aile gauche les dragons de Platen et de Plottemberg pour les porter vers la droite.

Presque toute l'aile des Russes, jusqu'au Galgengrund, était hachée, et le reste culbuté dans les marais de Quartschen. Telle était même la confusion parmi eux, que leur seconde ligne tirait sans distinguer les siens; mais, quand les fuyards tombèrent sur les bagages, le désordre fut à son comble. Défonçant les tonneaux d'eau-de-vie, ivres-morts, ils massacraient leurs officiers, et couraient, çà et là, comme des insensés.

La bataille avait commencé à neuf heures du matin. Il était une heure, quand la cavalerie prussienne, fatiguée de carnage, se rapprocha de Zorndorff, pour se reformer et combiner une nouvelle attaque.

Cependant, les brigades n'avaient presque pas remué; le Roi leur ordonna d'avancer et d'attaquer la gauche de l'ennemi. Tandis que l'aile droite marchait lentement et en bon ordre, la gauche se rétablissait un peu; ensuite elles marchèrent en ligne, et l'artillerie recommença son feu.

Alors les escadrons russes, qui s'étaient reformés,

voulurent enlever les batteries, mais en vain; et bientôt, 1758
culbuté vers Zicher, dans le marais, par les cuirassiers Prince-de-Prusse et Prince-Frédéric, par les dragons Zettritz et Normann et les hussards de Ruesch, l'ennemi y resta embourbé. Les Cosaques incendièrent ce village, mais la cavalerie prussienne l'avait déjà enveloppé, et tous furent sabrés ou brûlés.

Tandis que l'infanterie de l'aile droite continue son mouvement en avant, celle de gauche est de nouveau attaquée par la cavalerie russe; et, chose à peine croyable, ces mêmes bataillons, qui, dans la campagne précédente, avaient si vaillamment combattu à Jagerndorff, reculent devant quelques escadrons et bataillons à moitié rompus, sous les yeux mêmes de leur roi, qui, à leur tête, brave mille morts.

Mais l'intrépide Seidlitz est là, avec son admirable cavalerie. Accourant à la tête des escadrons de l'aile gauche, il remplit aussitôt l'intervalle laissé par la retraite des bataillons, et charge encore une fois la cavalerie russe, qu'il chasse bien loin du champ de bataille, dans les marais de Quartschen. Ceci s'accomplissait, tandis que les régiments de la droite, Wedel-grenadiers, Forcade, Prince-de-Prusse, Kalkstein et Assebourg, rompant l'aile gauche des Russes, la jetaient sur la cavalerie de Seidlitz, qui conversa à droite, et, malgré un feu terrible de mitraille et de mousqueterie, chargea l'infanterie russe tenant encore ferme près du Galgengrund.

Alors le feu cessa entièrement, et l'on ne se battit plus qu'avec le sabre, les baïonnettes, les crosses de fusil. De part et d'autre, l'acharnement fut terrible. Sur

1758 toute la ligne, on entendait crier : « Les Prussiens ne font pas de quartiers. — Nous, non plus, » répondaient les Russes. Une sorte de rage précipitait les deux armées l'une contre l'autre. Ici, on se rappelait en frémissant les ravages des Russes; là, on n'écoutait que le désespoir. On vit un Russe, couvert de blessures toutes mortelles, se traîner sur un Prussien expirant, le saisir de son dernier bras, et lui arracher avec les dents des lambeaux de chair. Sa victime, trop affaiblie pour remuer, souffrit ce supplice jusqu'à l'arrivée de ses camarades, qui achevèrent cette bête féroce[1]. Un grand nombre de vaincus furent hachés dans les chariots, et au milieu du bagage d'où ils combattaient encore. « Ces gens-ci, disait Frédéric, sont plus difficiles à tuer qu'à vaincre[2]. »

C'était une effroyable mêlée; mais, grâce à leur su-

[1] Archenholtz, *Histoire de la guerre de Sept-Ans.*

[2] « Il est difficile de trouver dans les guerres modernes une bataille où la cavalerie ait combattu avec autant de bravoure et d'acharnement, et où l'ennemi se soit défendu avec plus d'opiniâtreté : on eût dit que les deux partis avaient juré de ne faire aucun pardon. Les hussards de Ziethen traversèrent plusieurs fois les bataillons qui les entouraient; les cuirassiers semblaient acquérir une nouvelle vigueur dans la mêlée. Toute l'aile droite des Russes, jusqu'au Galgengrund, fut en partie hachée, et le reste culbuté dans le marais de Quartschen; la confusion était si grande dans leur armée que la seconde ligne tirait sans distinguer sur les siens. Le désordre fut porté à son comble lorsque les fuyards tombèrent sur les bagages; ils y enfoncèrent les tonneaux d'eau-de-vie, et se livrèrent à tous les excès imaginables. Ils pillaient, tuaient leurs officiers, et parcouraient les campagnes, sans savoir ce qu'ils faisaient : généraux et officiers furent obligés de suivre le torrent. » (Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome III.)

périorité dans les manœuvres, les Prussiens avaient 1758
conservé plus d'ensemble. Enfin, après une héroïque résistance, les Russes furent culbutés, à droite par le Hofbruch sur Darumtzel, à gauche vers Quartschen et Zorndorff[1].

Pour son attaque, Frédéric s'était servi de l'ordre oblique[2]. Dans cette journée, tour à tour général et soldat, dirigeant toutes les manœuvres, conduisant les dernières attaques en personne, il prodigua sa vie. Plusieurs de ses aides-de-camp et de ses pages furent pris ou tués à ses côtés. Cent cinq canons tombèrent en son pouvoir.

A Zorndorff, les Russes perdirent dix-huit mille six cents hommes tués ou blessés, et deux mille huit cents prisonniers; les Prussiens, dix mille tués ou blessés, et quinze cents prisonniers; perte énorme, si l'on considère le nombre des combattants, l'armée du Roi n'étant que de trente-un à trente-deux mille hommes, c'est-à-dire numériquement inférieure de plus de moitié à celle de l'ennemi. Dans ses rangs, il est vrai, combattaient les braves de Prague, de Rosbach, de Leuthen.

Mais de tels triomphes eussent bientôt épuisé le vainqueur.

Avant l'action, Daun, qui projetait déjà sa tentative

[1] « Les charges à la baïonnette et les grandes mêlées n'ont lieu ordinairement que dans les relations; à Zorndorff, elles existèrent réellement sur le champ de bataille. Frédéric en a donné la certitude lui-même, et mille témoins l'ont confirmée. » (*Ibid.*)

[2] Relativement à l'ordre oblique, *voyez* le chapitre VII du *Traité des grandes opérations militaires*, tome I.

1758 sur la Saxe, avait écrit au comte de Fermor « de ne pas se compromettre, et surtout de ne point risquer de bataille contre un ennemi rusé qu'il ne connaissait pas encore, mais de gagner seulement du temps jusqu'à ce que l'expédition en Saxe eût réussi. »

Le courrier fut enlevé, et la lettre portée à Frédéric, qui, après la victoire, répondit de sa main au maréchal : « Vous avez eu raison de conseiller au général Fermor d'être circonspect avec un ennemi rusé que vous connaissez mieux que lui; car il a tenu ferme et a été battu. »

Assez grand pour être juste, le Roi, après l'action, remercia publiquement Seidlitz comme le vainqueur du jour.

La Saxe était le point faible des frontières prussiennes; en Saxe aussi, le Roi puisait ses principaux moyens de guerre. Une fois maîtresse de Dresde, et par là de tout l'Électorat, l'Autriche eût facilement poussé ses opérations sur le Brandebourg jusqu'au cœur de la monarchie prussienne. Ces considérations, et d'autres non moins importantes, déterminèrent Daun à envahir la Saxe.

En marche le 10 août, précédé du général Laudon, et se dirigeant par Gitschin, Turnau, Reichemberg, Zittau, Gorlitz, Reichenbach, Bautzen et Kœnigsbruck, le feld-maréchal était arrivé, le 1er septembre, près de Radeberg, à quatre ou cinq lieues de Dresde. Le 5, afin de combiner ses opérations avec l'armée de l'Empire alors à Pirna, il prit position à Stolpen, un des plus forts camps de la Saxe.

Pressé de plus en plus par elle, le prince Henri décampe de Seidlitz et se poste avantageusement près de Maxen, d'où il couvre Dresde. Mais, au lieu de ramasser ses corps détachés aux ordres des généraux Haddick, Guasco, Dombasle et Lusinsky, le prince de Deux-Ponts s'amuse à prendre le fort de Sonnenstein; les deux chefs, dans le camp de Daun, perdent leur temps en vaines conférences, alors que, trop faibles pour résister aux Impériaux et aux Autrichiens réunis, les Prussiens devaient être écrasés. 1758

Frédéric apprend la marche de Daun vers Dresde : aussitôt, laissant le comte de Dohna dans la Nouvelle-Marche pour surveiller les Russes, il part du camp de Blumberg, arrive, le 9 septembre, près de Grossenhain en Saxe, y est joint par le margrave Charles, oppose le lieutenant-général Retzow à Laudon chargé par Daun d'observer le Margrave, ouvre une communication avec le prince Henri qu'il renforce d'un détachement, s'avance au-devant du maréchal Daun, campe, le 13, vis-à-vis de lui, à Schœnfeld, et dégage Dresde et son frère.

Forcé de renoncer à ses projets contre le prince, Daun se joint à Laudon, et vient camper près du Weissemberg. Il espère couper ainsi au Roi le chemin de la Silésie, où les généraux Harsch et de Ville assiégent Neiss et Cosel.

Impatient de voler au secours de cette province, Frédéric provoque vainement l'impassible Daun à livrer bataille. Enfin, malgré l'infériorité numérique de ses troupes, il parvient, à force de mouvements habiles, à l'inquiéter sur sa droite, qu'il fait replier, et pour ses magasins de Zittau, en s'emparant de Bautzen que le

1758 maréchal n'avait point suffisamment garni; il le contraint à abandonner le camp de Stolpen, puis à se retirer sur Lœbau. Frédéric, continuant sa marche sur la Silésie, vient braver l'armée autrichienne jusqu'à Hochkirchen. Dans cette guerre, il n'a jamais été attaqué par l'ennemi, et ce souvenir augmente sa confiance en lui-même : cette fois il s'en trouvera mal.

Pour fermer au Roi le chemin de Gorlitz et de la Silésie, Daun établit sa droite sur le Stromberg; sa gauche touche au bois qui commence près de Jauernick, et sa réserve, commandée par le prince de Bade-Dourlach, occupe Reichembach, à quelque distance derrière l'aile droite.

Frédéric, ayant donné l'ordre d'occuper le Weissemberg, assied son camp sur des hauteurs, à trois milles des Autrichiens. Son centre s'étend depuis Hochkirchen jusqu'à Radewitz; sa gauche se prolonge en angle depuis ce point jusqu'à Kitlitz, près du Weissemberg; sa droite, formant un autre angle, occupe une chaîne de hauteurs que domine le village de Hochkirchen, et séparée, par une étroite vallée, des bois qui couvrent la gauche de l'ennemi. Cette vallée est baignée d'un ruisseau et de plusieurs étangs, dont les batteries prussiennes commandent les écluses. Six bataillons, avec une batterie de quinze pièces, défendent Hochkirchen, le point le plus élevé; un autre bataillon, placé au pied de la hauteur dans un moulin et quelques cabanes, interdira le passage du ruisseau[1].

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.

Mais le général ennemi Brentano, avec ses troupes 1758
légères, tient les hauteurs boisées qui flanquent la droite du camp prussien, et Cziskowitz, posté sur le Stromberg[1], menace le détachement du Weissemberg. La position de l'armée prussienne devient critique. « Si les Autrichiens nous laissent tranquilles dans ce camp, dit le maréchal Keith au Roi, ils méritent d'être pendus. — J'espère bien, répond Frédéric, que Daun aura plus peur de nous que de la corde. » Sécurité fatale, qu'un grand désastre va suivre!

Pour mieux tromper l'ennemi, Daun, comme s'il ne voulait agir que défensivement, fait faire des abattis sur tous les chemins qui mènent au camp prussien.

Frédéric juge sa droite assurée; mais, dans la nuit du 13 au 14 octobre, Daun, laissant ses feux allumés, forme son armée en trois divisions : Laudon, avec les troupes légères, renforcées de quatre bataillons, et toute la cavalerie, prendra les Prussiens en flanc et en queue à Hochkirchen; Daun, en personne, conduira, vers le moulin, l'infanterie de la gauche; et, tandis que le prince de Bade-Dourlach forcera le détachement du Weissemberg, le duc d'Aremberg les secondera tous par une attaque contre la gauche des Prussiens.

Au dernier coup de cinq heures à l'horloge du village, l'attaque commence : Daun et Laudon fondent sur le camp ennemi, saisissent ses batteries, arrivent aux tentes, égorgent tout ce qui dort ou ne peut fuir, et, au

[1] Irrité que le général Retzow eût négligé d'occuper un point si important, le Roi lui ordonna les arrêts.

1758 point du jour, sont en bataille au milieu des lignes prussiennes. Un épais brouillard les favorise.

Toute autre armée eût été anéantie; mais, forts de leur admirable discipline, les Prussiens se rallient; Frédéric, à la tête de trois brigades, tourne Hochkirchen pour prendre l'ennemi en flanc; à diverses reprises, la cavalerie de sa droite renverse celle des Autrichiens, et plus de la moitié de leurs grenadiers sont hachés. Mais le nombre l'emporte : enveloppé lui-même de tous côtés, Frédéric n'est dégagé que par l'intrépidité de ses hussards. Alors Keith et le prince Maurice d'Anhalt-Dessau, suivis de quelques bataillons, s'efforcent de pénétrer dans Hochkirchen et de ressaisir leurs batteries. Keith[1] périt criblé de balles; le prince, dangereusement blessé, est pris. Vain courage! maîtres un moment du village, ces braves en sont chassés. Un boulet de canon emporte

[1] Déjà grièvement blessé vers huit heures, le maréchal avait refusé de quitter le champ de bataille. A neuf heures, il fut tué et dépouillé par les traîneurs autrichiens; son corps était resté confondu parmi les morts. On le transporta ensuite, avec beaucoup d'autres, dans la petite église de Hochkirchen; un manteau de Croate le recouvrait. Là, arrivèrent le maréchal Daun, le général de Lascy et d'autres officiers. Lascy s'était approché; en écartant le manteau: « Ah! s'écria-t-il, c'est Keith, le meilleur ami de mon père. » A l'aspect des restes de son ancien général, ainsi nu et abandonné, Lascy, qui avait été son élève dans l'armée russe, fondit en larmes, et Daun ne put retenir les siennes. En ce moment, parut un Croate, revêtu de l'uniforme, de la plaque et du grand cordon du feld-maréchal : c'était l'homme qui avait tué Keith.

Daun fit rendre au vaillant guerrier les honneurs militaires, et l'annonça le lendemain au roi de Prusse, qui demandait une sépulture honorable pour son ami.

la tête au prince François de Brunswick, frère de ce 1758
Ferdinand, illustre chef des alliés. Le Roi, qui se multiplie sur tous les points, et dont l'exemple électrise ses troupes, va tenter un dernier effort avec son aile gauche; mais le duc d'Aremberg, avec la droite des Autrichiens, se jette sur cette partie de la ligne, et s'empare des redoutes : alors tout est fini.

L'armée avait perdu huit mille hommes environ, presque toute son artillerie, ses tentes, ses bagages; les munitions étaient épuisées, le Roi et presque tous ses généraux blessés. Néanmoins, Daun n'ose pas même rester sur le champ de bataille; y laissant les carabiniers, il se retire dans son camp de Kitlitz.

Si d'abord un bataillon franc et un escadron de hussards eussent été placés sur les hauteurs boisées en avant de Hochkirchen, quelle autre journée pour Frédéric[1] !

Mais, par un privilége de la valeur et du génie, ce revers même couvre de gloire l'armée vaincue et le héros qui la commande : se ralliant à quelques centaines de toises du champ de bataille, ils bravent, par leur fière contenance, l'ennemi qui n'ose les attaquer.

Jamais Frédéric ne se montra plus grand qu'après cette catastrophe. Retiré au camp de Doberschutz, il paralyse, à l'instant même, toutes les conséquences de

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I; — Müller, *Tableau des guerres de Frédéric le Grand*;—Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome II;—William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V; — L'lyod, Archenholtz, Warnery. — *Voyez* aussi *Daun's Leben*; *Loudon's Lebensgeschichte*, etc.

1758 son désastre. « Daun nous a laissés sortir de l'échiquier, dit-il à ses généraux ; la partie n'est pas perdue. Nous nous reposerons ici quelques jours, et puis nous marcherons en Silésie pour délivrer Neiss. » D'un coup d'œil, il a pénétré le plan d'opérations que ses ennemis peuvent suivre; bientôt tous les avantages de leur victoire seront anéantis.

Tournant, dans la nuit du 24 au 25 octobre, l'aile droite des Autrichiens, Frédéric court en Silésie, au secours de Neiss, avec un renfort de six mille hommes que lui avait amené le prince Henri, si bien appelé par Grimoard[1] *la ressource du Roi dans les circonstances malheureuses*. A peine la place est-elle dégagée, qu'il revole en Saxe pour y déjouer les projets de Daun et du prince des Deux-Ponts sur Dresde, défendue par le brave lieutenant-général Schmettau. Dès que le maréchal, qui avait passé l'Elbe au-dessus de Pirna, s'est montré devant les riches faubourgs de Dresde, Schmettau, pour l'empêcher de s'y établir, les incendie.

Depuis quatre jours, Daun, désespérant de réussir, s'était éloigné, et campait à Gishubel, lorsque Frédéric, toujours harcelé par Laudon, arriva devant Dresde; bientôt le maréchal rentra en Bohême par Aussig; puis les Autrichiens prirent leurs quartiers d'hiver le long des frontières de Saxe et de Silésie.

Le triomphe de Hochkirchen avait exalté la cour de Vienne : Daun fut comblé de faveurs : l'Impératrice, doublement émue d'une telle victoire, remportée le jour

[1] *Tableau de la vie et du règne de Frédéric le Grand.*

de Sainte-Thérèse, lui écrivit de sa propre main; on 1758
éleva une statue en son honneur; les États d'Autriche, pour racheter la seigneurie de Ladendorff, aliénée par son père, lui offrirent 300,000 florins; Élisabeth aussi, en témoignage de sa haute estime, lui donna une riche épée, et Clément XIII, successeur, mais non imitateur du sage Benoît XIV, envoya au maréchal une toque et une épée bénites, quoique de tels présents, selon l'usage même de la cour de Rome, ne dussent s'adresser qu'à des généraux vainqueurs de nations infidèles[1].

Cependant, le 21 septembre, l'armée russe, pour s'approcher de Colberg, avait décampé de Lansberg. Détaché par Fermor, le général major Palmbach, au commencement d'octobre, y marcha; bientôt l'amiral Mischukoff, avec la flotte russe et suédoise, parut en rade. Presque hors d'état de défense, la place fut bombardée par terre et par mer, et essuya plusieurs assauts; mais le brave major de Hayden, qui y commandait, fit, avec sa faible

[1] « La conduite peu judicieuse du Pape parut influer sur tout le clergé; la toque bénite qu'il avait envoyée au maréchal Daun excita une effervescence de zèle bizarre chez les souverains ecclésiastiques d'Allemagne. L'électeur de Cologne, entre autres, publia un édit, dans ses États, par lequel il défendait à ses sujets protestants, sous de grièves peines, de se réjouir des avantages que les Prussiens ou les alliés pourraient remporter sur leurs ennemis. Ce fait, qui par lui-même mérite peu d'être rapporté, doit pourtant trouver ici sa place, parce qu'il caractérise l'absurdité des mœurs d'un siècle dans lequel la raison a fait d'ailleurs tant de progrès. Mais ces farces, qui se passaient aux petites cours, n'attiraient sur elles que les sifflets du public, au lieu que les passions qui agitaient les grandes cours de l'Europe produisaient des scènes plus funestes et plus tragiques. » (Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.)

1758 garnison, des prodiges de valeur. Enfin les Russes, ayant levé le siége, évacuèrent la Nouvelle-Marche et la Poméranie; avant leur départ, les Cosaques mirent tout à feu et à sang : l'armée du comte de Fermor alla hiverner en Prusse et en Pologne.

Quant aux Suédois, après une invasion à peine sensible au milieu des grands événements de cette guerre, leur entière expulsion termina la campagne de 1758.

« Cette campagne[1] fut moins riche en batailles et en événements d'éclat; les changements de fortune y furent moins subits et moins frappants que dans la précédente; mais elle fut bien plus savante; les marches y furent mieux combinées et plus rapides, les positions mieux choisies. Le Roi, forcé de se retirer en Moravie, se jette en Bohême, donne à sa retraite tous les avantages et la vivacité d'une invasion, et l'effectue, sans être entamé, devant des forces supérieures et dans un pays extrêmement difficile. Arrivé dans la ligne de ses frontières, il vole à l'armée russe, la bat, et la met hors d'état de rien entreprendre contre cette partie des États prussiens. Pendant cette marche, Daun, plus sage et plus habile que dans la campagne précédente, sent tous les avantages de la conquête de la Saxe, et envahit cette province; Frédéric y revient avec son armée avant que les Autrichiens aient fait de grands progrès, et déjoue tous leurs projets par sa seule présence. Mais ici la scène change de nouveau; il est surpris à Hochkirchen : son armée est battue; il est coupé de la

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome II.

Silésie. Le héros embrasse d'un coup d'œil rapide l'ensemble de ses différentes lignes d'opération; il trompe Daun, gagne plusieurs marches sur son flanc droit, vole en Silésie, rejette en Moravie l'armée qui menaçait cette province, dirige les armées opposées aux Russes et aux Suédois sur la Saxe, au moment même où il y retournait, déjoue ainsi les projets de Daun, et le force à se retirer en Bohême. Frédéric mit ainsi en action l'élite de ses forces sur tous les points de ses frontières, et les sauva tous alternativement. Il combattit avec les mêmes braves sous les murs d'Olmutz en Moravie, de là en Bohême et au fond de la Marche; il se porte en Saxe, retourne en Silésie, revient en Saxe; l'armée retourne en Lusace, et le quitte en Silésie, où, pour la troisième fois, il ne tarde pas à se rendre lui-même. » 1758

Colberg, Kosel, Neiss, Dresde, Torgau, Leipsick, Sonnenstein[1], délivrés; de nouveau la Silésie, la Saxe, la Poméranie au pouvoir des Prussiens, tels furent les résultats de cette prodigieuse activité.

Le prince Henri, qui avait admirablement secondé le Roi, reprit le commandement de l'armée de Saxe, et Frédéric, après avoir réglé les quartiers d'hiver de ses troupes, quitta Dresde, le 10 décembre, pour se rendre à Breslau.

Sur un autre théâtre, en donnant le vrai modèle d'une guerre défensive, le prince Ferdinand ne s'était pas moins illustré[2].

[1] Dont on rasa les fortifications.

[2] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*.

1758 Mais toutes ces merveilles d'héroïsme et de génie ne semblaient devoir conduire Frédéric qu'à une chute plus éclatante. Vainement, à des attaques terribles il oppose une résistance plus terrible encore; vainement, docile à la voix d'un Roi qu'elle admire, la patrie a prodigué le plus pur de son sang : la lutte devient trop inégale. D'un côté, les pertes sont irréparables; de l'autre, soudain réparées, tant la Prusse est bornée dans ses ressources, tant ses ennemis en ont d'immenses !

La mort avait enlevé les meilleurs généraux; il ne restait guère au Roi que lui-même et son frère Henri. Un grand nombre de régiments étaient sans cadres. Chaque jour, les levées d'hommes devenaient plus difficiles, et moins propres au service militaire. Sous les drapeaux, une multitude de vagabonds, de déserteurs, de gens neufs ou suspects, inspiraient aux officiers une trop juste défiance. Avant de marcher au feu, les recrues avaient à peine le temps de s'exercer; après la campagne, plusieurs corps étaient privés de leurs cantonnements occupés par l'ennemi.

Au contraire, sous bien des rapports, les armées de Marie-Thérèse étaient devenues plus redoutables[1]. Mieux instruites par leurs revers que par des victoires, elles avaient suppléé à la théorie par la pratique; souvent battues, elles se formaient à l'école même du vainqueur.

Chaque année, d'innombrables levées d'hommes choisis accouraient de la Hongrie, de la Croatie, de la Tran-

[1] Guibert, *Éloge du roi de Prusse*.

sylvanie, traversant Vienne sous les yeux de leur Impératrice, et prêts à mourir pour une souveraine dont la familiarité touchante, la majestueuse beauté, les enivraient d'amour et d'enthousiasme. 1758

A la tête des troupes impériales étaient trois hommes remarquables par des qualités différentes, et possédant chacun de grandes parties de la guerre : Daun[1], sage, intrépide, instruit, mais d'une circonspection extrême, et, pour avoir trop douté de la fortune, manquant plus d'une fois la victoire ; Lascy[2], savant théoricien, connaissant à fond tous les détails de la guerre, habile à choisir un camp, audacieux, vigilant, prompt à concevoir des projets offensifs ; Laudon enfin, d'un talent d'exécution, d'un sang-froid rare, et doué par la nature du feu sacré. Quand Laudon, simple lieutenant, quitta le service de Russie dans le dessein de s'attacher à l'Autriche, quelques officiers, ses anciens compagnons d'armes contre les Turcs, lui persuadèrent de demander une compagnie au roi de Prusse ; mais ce prince lui tourna le dos, en disant : « La physionomie de cet homme ne me plaît pas. » Cette fois la sagacité de Frédéric fut en défaut. Plus tard, il fit au général autrichien une réparation pleine de grâce. Laudon, récemment

[1] Natif de Bohême et fils de Wirich-Philippe-Laurent, comte de Daun et prince de Tiano, qui, sous les règnes de Joseph Ier et de Charles VI, s'étant distingué dans les guerres d'Italie, avait été vice-roi de Naples, gouverneur de Milan, et *par intérim* gouverneur des Pays-Bas.

[2] Irlandais d'origine, fils de ce maréchal de Lascy qui commanda avec tant de distinction, rival de gloire de Munich, les armées russes dans la guerre contre les Turcs, sous le règne de la Tzarine Anne.

1758 promu au grade de major-général, ayant perdu son brevet dans une affaire très-chaude, le Roi le lui renvoya par un trompette, avec ces mots : « Dites au général de Laudon combien je m'estime heureux d'être pour quelque chose dans l'avancement d'un aussi brave officier. »

Sous les ordres de ces trois généraux en chef se distinguaient des lieutenants dignes de les seconder. Tous, mettant à profit les leçons de Frédéric, s'étaient fait, devant lui, le seul système convenable; tous, évitant les affaires de plaine et de manœuvre, cherchaient à le réduire à une guerre de positions et de postes; alors même qu'ils étaient supérieurs en nombre, ils se retranchaient toujours en se couvrant d'une immense artillerie [1].

La guerre n'offrait donc plus à Frédéric que des dangers.

La politique n'était pas moins alarmante. L'abbé, comte de Bernis, après s'être mis, selon sa propre expression, « à l'abri de l'orage sous le chapeau de cardinal, » fut disgracié le 1er novembre 1758, et remplacé par le duc de Choiseul. Nul choix ne pouvait être plus funeste à la Prusse. Lorrain de naissance, et sincèrement dévoué à la dynastie impériale, ce ministre s'empressa de convertir en une alliance offensive presque illimitée [2] le traité défensif du 1er mai 1756. Par le nouveau traité [3], la France promettait tous ses efforts

[1] Guibert, *Éloge du roi de Prusse.*
[2] Flassan, *Histoire de la diplomatie française*, tome VI.
[3] En date du 30 décembre 1758.

pour faire restituer à l'Autriche le comté de Glatz et la Silésie; elle s'engageait à assister l'Impératrice d'hommes ou d'argent, au choix de cette princesse; à fournir seule à la Suède le subside dont la cour de Vienne avait jusqu'alors supporté la moitié, et à tenir sur pied, en Allemagne, pendant toute la durée de la guerre, cent mille hommes pour combattre le roi de Prusse. La France garantissait aussi à la Maison impériale la possession de tous les États prussiens que l'on pourrait conquérir sur le Bas-Rhin, promettant d'appuyer l'élection de l'Archiduc Joseph comme roi des Romains, et le mariage d'un Archiduc avec la princesse de Modène. 1758

De quel retour Marie-Thérèse payait-elle tant de sacrifices? Elle confirmait la cession d'Ostende et de Nieuport pour la durée de la guerre, et renonçait à son droit de succession éventuelle sur les duchés de Parme et de Plaisance, droit établi en sa faveur par le traité d'Aix-la-Chapelle [1].

Non content d'avoir ainsi armé l'Autriche des forces de la France, le duc de Choiseul s'efforça de communiquer sa propre ardeur au cabinet de Saint-Pétersbourg· bientôt Élisabeth accéda au traité du 30 décembre [2].

Vers le même temps, des flottes russes et suédoises menaçaient les ports prussiens de la Baltique. Frédéric, invoquant l'alliance commune, demanda en vain, pour les couvrir, une escadre aux Anglais. Ses négo-

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.
[2] Le 7 mars 1700.

1758 ciations auprès du nouveau sultan des Turcs, Mustapha III, n'étaient pas plus heureuses; les fortes sommes d'argent qu'il fit distribuer au Divan enrichirent des conseillers avides, sans les convaincre. D'ailleurs, les finances prussiennes ne pouvaient soutenir la concurrence avec les finances françaises et autrichiennes, et les Turcs trouvaient plus commode d'être payés pour ne rien faire que pour combattre[1].

A tant de sujets de graves sollicitudes se joignirent des douleurs de famille. La Reine-Mère était morte à son château de Monbijou, le 28 juin 1757; Frédéric eut aussi à pleurer la fin prématurée de son frère, le prince Guillaume, auquel il se repentait sans doute d'avoir adressé des reproches trop amers, après sa malheureuse retraite de 1757[2]. Cette sœur si tendrement chérie, la

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.

[2] Quelques mois avant sa fin, ce prince, cédant aux instances de toute la famille royale, avait tenté une démarche auprès du Roi : il ne s'agissait de rien moins que de décider Frédéric à demander la paix. Héritier du trône et sincèrement aimé de son frère, malgré leur rupture, c'était à lui en effet que semblait appartenir l'initiative d'une aussi délicate négociation.

Comme tous les gens timides, qui, dans un cas extrême, deviennent capables de la plus grande hardiesse, le prince, résolu à tout risquer, se présente devant le Roi. Frédéric le reçoit debout, et, d'un ton glacial : « Mon frère, qu'avez-vous à me dire ? parlez, » lui demande-t-il.

Le prince, tremblant d'abord, s'anime peu à peu, expose tous les dangers qui menacent l'État, et finit en suppliant le Roi de céder à la nécessité. Frédéric, toujours immobile, sans nulle trace de colère, et plongé dans une méditation profonde, l'écoute sans l'interrompre, et termine l'entrevue par ces mots : « Monsieur, vous partirez demain pour Berlin : allez faire des enfants; vous n'êtes bon qu'à cela. » (Thiébault, *Mes souvenirs*.)

margrave de Bareith, le Roi eut le malheur de la perdre 1758
le jour même du désastre d'Hochkirchen. Ce fut pour le cœur de Frédéric une blessure profonde ; elle ne se cicatrisa jamais. « Il vous a été facile, écrivait-il à Voltaire, le 6 octobre, de juger de ma douleur par la perte que j'ai faite. Il y a des malheurs réparables par la constance et par un peu de courage ; mais il y en a d'autres, contre lesquels toute la fermeté dont on veut s'armer et tous les discours des philosophes ne sont que des secours vains et inutiles . . . .
Je me serais volontiers dévoué à la mort pour sauver ou pour prolonger les jours de celle qui ne voit plus la lumière. N'en perdez jamais la mémoire, et rassemblez, je vous prie, toutes vos forces pour élever un monument en son honneur. Vous n'avez qu'à lui rendre justice ; et, sans vous écarter de la vérité, vous trouverez la matière la plus ample et la plus belle.

« Je vous souhaite plus de repos et de bonheur que je n'en ai. »

Pour la première fois, Frédéric sembla demander des consolations à la religion. Son lecteur Lecatt l'ayant trouvé lisant un sermon de Bourdaloue, le Roi lui montra un panégyrique de sa sœur qu'il venait de commencer, et où divers passages de la Bible étaient cités. Il composa aussi, sur ce triste sujet, des vers empreints d'une sensibilité profonde.

Tant de chocs violents n'ébranlèrent point cette âme indomptable : elle acceptait le défi que lui portait la fortune.

Tandis que les rigueurs de la saison suspendaient

1758-1759 ailleurs les hostilités, la guerre continua, dans la Poméranie suédoise, entre les généraux prussiens et suédois, jusqu'en janvier et février. Mais là, du moins, tout l'avantage fut aux premiers. Après avoir passé, par le duché de Mecklembourg, dans la Marche d'Ukraine, Dohna repoussa Hamilton jusqu'à Stralsund, avec une perte considérable. Vers le même temps, attaqués dans la forteresse d'Anclam par le général Canitz, et réduits à capituler, le comte de Sparre et ses douze cents Suédois devenaient prisonniers de guerre. Demmin et le fort de Penamunde, avec leurs garnisons, tombaient également au pouvoir du général Mantenfel.

Frédéric passa l'hiver à Breslau, se livrant, en apparence, à quelques divertissements, faisant de la musique, recherchant la conversation des gens de lettres et des savants. Mais, sous ce calme trompeur, le grand homme cachait un plan immense qui pouvait lui livrer les trois quarts de l'Allemagne.

Voici ce plan : Le prince Ferdinand devait s'emparer de Francfort, couper toute communication entre les deux armées françaises, l'une hivernant à la gauche du Rhin, l'autre occupant les environs du Mein, et, de là, gagner la gauche de cette rivière. De son côté, le prince Henri, par une invasion en Franconie, favoriserait l'opération ; et le Roi, fondant sur la Bohême, y eût concentré toute l'attention des Autrichiens. Ainsi changé, le théâtre de la guerre était savamment transporté dans les fertiles provinces situées entre le Mein et le Danube, où Ferdinand et Henri eussent trouvé d'abondantes ressources en hommes, en subsistances, en argent.

Les talents supérieurs des hommes, auxquels l'exécution de ce hardi projet était confiée, semblaient des garanties de succès; mais le sort des armes en décidera autrement; et la bataille de Bergen, gagnée, le 13 avril, sur le prince Ferdinand, par le duc de Broglie, contraindra les Prussiens à d'autres combinaisons. 1759

Cette campagne, peut-être la plus désastreuse de toutes pour Frédéric, sembla néanmoins s'annoncer sous des auspices favorables : un prince polonais, Sulchowski, ayant levé des troupes et établi des magasins pour les Russes, le Roi détache en Pologne le général Wobernsnon avec huit mille hommes, qui, prévenant l'arrivée des Russes, enlèvent le prince et ruinent ses magasins.

Malgré les rigueurs de la saison, le prince Henri, entré en Bohême, traverse les hautes montagnes et les redoutables défilés de ce pays, dispersant partout l'ennemi sur son passage. Envoyé par lui en Thuringe, le général Knobloch prend Erfurt, et bat un corps autrichien qui vient de Saalfeld; un autre général prussien, Lindstadt, après avoir détaché Campitelli de Hoff, et anéanti beaucoup de magasins ennemis, retourne ensuite, avec Knobloch, à Zwickau; puis Fouquet repousse Deville, qui avait fait une irruption dans la Haute-Silésie.

Vers le mois d'avril, le prince Henri, ayant rassemblé son armée près de Zwickau, en Saxe, marche, jusqu'à Hoff, à la rencontre du général Cleseld; ses lieutenants remportent divers avantages. L'armée de l'Empire se retire, par Nuremberg, avec une perte considérable. Mais les Autrichiens, prêts à pénétrer de la Bohême en

1759 Saxe, forcent le prince à y retourner : dès lors, Henri doit renoncer à poursuivre les Impériaux.

Cependant, Frédéric avait rassemblé son armée près de Landshut, et Daun prenait, en face, entre Schatzlar et Trautenau, une position avantageuse.

Bientôt, de nouveaux revers fondront sur les armes prussiennes. Rassemblés en Pologne, les Russes menacent d'envahir les États du Roi.

Laissant, contre les Suédois, dans la Poméranie antérieure, le major général Kleist, Dohna, qu'ont renforcé les vingt-huit mille hommes de Platen venus de la Poméranie suédoise, et Hulsen, accouru de Saxe, marche contre les quatre-vingt-six mille Russes. Par l'heureux choix de ses positions et l'habileté de ses marches, il les tient, pendant quelque temps, éloignés des frontières. Mais le manque de vivres, et la grande supériorité numérique de l'ennemi le forcent à se replier dans l'intérieur des États prussiens ; le général russe Fermor établit son camp à Babimost, sur les frontières de la Pologne, non loin de Zullichau[1].

Cependant, contraint, par la supériorité des forces ennemies, à diviser les siennes pour faire face à tout, Frédéric se voit condamné à une guerre défensive ; la moindre témérité ouvrirait aux invasions ses États naturellement dégarnis, faibles et pauvres, que chaque année épuise encore, et qui sont pourtant son unique ressource. Peut-être une grande bataille le sauverait-elle ; mais toute opération brillante lui est interdite.

[1] Müller, *Tableau des guerres de Frédéric le Grand.*

Il reste donc immobile dans sa position près de Landshut; détermination toute naturelle que Daun ne pénètre qu'assez tard; et encore l'Autrichien perd-il six semaines en correspondance avec Fermor, pour régler un nouveau plan d'opération, que voici : se portant de sa personne en Lusace, le maréchal enverra, par Francfort ou Crossen, un grand renfort de cavalerie aux Russes, et tiendra le Roi en échec, tandis que les Russes écrasant l'armée du général Wedel, successeur de Dohna, pénètreront dans la Marche électorale. 1759

Le 6 juillet, Daun campe à Marklissa, où confinent les frontières de la Bohême, de la Lusace, de la Silésie, et attire à lui les troupes autrichiennes réparties dans l'armée de l'Empire.

Frédéric vient s'établir, en face de lui, près du village de Duringswörwerck, aux environs de Löwemberg : Fouquet couvre l'étroit défilé de Landshut.

Durant ces opérations, le général autrichien Deville pénètre en Silésie, près de Friedland; mais Fouquet, au lieu de l'attaquer en plaine, se poste dans les gorges étroites des montagnes que Deville a traversées, et le force à faire sa retraite par des détours difficiles, et avec grande perte.

Cependant Soltikoff a pris le commandement de l'armée russe, et Dohna, après avoir détaché le comte Hordt, pour ruiner ses magasins le long de la Vistule, campe, vis-à-vis des Russes, près de Zullichau; puis Wedel le remplace. Tournant la gauche des Prussiens, le général russe se poste près de Palzig, sur ses derrières, pour établir ainsi, par Crossen, sa communication avec

1759 Daun, qui s'avance à la tête de trente mille hommes.

Malheureusement, Wedel, qui ne connaît bien ni ses propres troupes, ni celles de l'ennemi, ni le pays où il doit combattre, se contente de canonner les Russes pendant leur marche, néglige de prévenir Soltikoff, et, par là, se voit coupé de Crossen et de Francfort; mais il avait reçu l'ordre d'attaquer les Russes, partout et à tout prix, plutôt que de permettre leur jonction avec les Autrichiens. Dès le lendemain donc de son arrivée à l'armée, le 23 juillet, Wedel se met en mouvement, et prend position le long d'un ruisseau marécageux et impraticable, qui coule de Kay vers l'Oder. Son centre, néanmoins, tente le passage, près d'un moulin, sur un pont fort étroit; mais le feu des Russes, concentré sur ce seul point, l'arrête. Alors, pour rétablir sa communication avec Crossen et Francfort, il dirige sa principale attaque contre la droite des Russes; le général Manteufel, à la tête de six bataillons, passe le ruisseau près de Kay, et culbute la droite de Soltikoff. Mais, faute de terrain et d'une disposition convenable, la ligne prussienne ne peut soutenir le beau mouvement de Manteufel; l'artillerie russe fait des ravages terribles dans ses bataillons. Le général Wobersdow est tué; Manteufel dangereusement blessé; l'attaque reste sans soutien, et, vers le soir, les Prussiens se retirent à Mohsau, sans être poursuivis. Là, leur aile droite se rallie; le lendemain, l'armée passe l'Oder près de Schicherzig. Soltikoff descend la rive droite jusqu'à Francfort; Wedel, pour l'observer, la rive gauche jusqu'à Muhlrose. Les Prussiens avaient perdu quatre mille sept cents hommes, tués ou blessés, quinze

canons et six drapeaux; les Russes, cinq mille morts ou blessés. 1759

Pour avoir voulu imiter son roi à Rosbach, Wedel fut battu à Zullichau, et par les mêmes raisons qui firent perdre à Soubise la bataille, c'est-à-dire parce qu'il n'engagea que les bataillons isolés ou des têtes de colonnes à distances, contre une masse de troupes formées. Son plan était bon, mais l'exécution en fut vicieuse.

Quant aux Russes, ils ne surent pas tirer un grand parti de leur victoire[1].

Un tel échec, à la suite de tant d'autres subis par la Prusse, devenait bien grave.

Peu de jours après, conformément au plan concerté entre le maréchal Daun et le comte Fermor, Laudon rejoignit Soltikoff à Francfort-sur-l'Oder. Ayant laissé Haddick et douze mille hommes à Guben, il avait continué sa route avec dix-huit mille, presque tous cavaliers. Dès leur jonction, les deux armées se retranchent sur la rive droite de l'Oder, près de Kunersdorff.

Pour arrêter le torrent, Frédéric marchera en personne au-devant des Russes. Quittant, le 31 juillet, son camp de Lahn, il se dirige sur Sagan; au maréchal Daun toujours à Marclissa, où confinent les frontières de la Bohême, de la Silésie et de la Lusace, il oppose le prince Henri; défait le 2 août, près de Guben, l'arrière-garde de Haddick; le 5, rejoint Wedel près de Muhlrose; apprend en route la victoire de Minden, remportée sur le maréchal de Contades par le prince Ferdinand; ramasse

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome III.

1759 quelques renforts que Finck lui amène de Saxe ; passe, dans la nuit du 10 au 11, l'Oder à Reitwen au-dessus de Kustrin, et s'arrête près de Bischofsée[1].

De son côté, quarante-huit mille hommes ; du côté des Austro-Russes, quatre-vingt-seize mille, dans un poste formidable.

C'était le 12 août. Impatient de venger l'honneur du drapeau prussien, Frédéric dispose tout pour l'attaque.

D'abord, il avait voulu pratiquer l'ordre oblique suivi à Leuthen, et attaquer l'aile gauche ennemie avec sa droite, tandis que le général Finck la prendrait à revers ; mais ses colonnes, après avoir longtemps marché par la gauche, rencontrant trois étangs, furent forcées de revenir sur leurs pas, pour chercher des issues ; ce fut très-fâcheux, car la chaleur était excessive, les troupes, harassées, et l'on perdit beaucoup de temps.

Vers dix heures du matin, le général Finck parut, avec l'aile droite de l'armée prussienne sur les hauteurs de Trettin, situées vis-à-vis de la gauche du camp russe. Le but de cette manœuvre était d'attirer l'attention de l'ennemi sur ce point, tandis que le Roi, faisant filer son infanterie par la gauche, la mettait en bataille dans les bois ; de son côté, le prince de Wurtemberg, gagnant son poste, par un détour, se présentait tout à coup, avec la cavalerie, en face du centre de l'ennemi. Quoique sous un feu terrible, car, à leur gauche seulement, les Russes avaient cent pièces de gros calibre, l'avant-garde du Roi attaque, à la baïonnette, les re-

[1] Grimoard, *Tableau du règne de Frédéric le Grand.*

tranchements et les batteries du Mulhberg; Seckendorff 1759
est à sa tête. Arrivés à cent cinquante pas des retranchements, ces braves sont foudroyés par une mitraille épouvantable; mais rien ne les arrête : après avoir fourni une décharge, ils croisent la baïonnette, pressent le pas à travers les monceaux de cadavres de leurs camarades, s'élancent dans les fossés et sur les parapets, chassent l'ennemi ; en moins de dix minutes, ils ont pris soixante-dix pièces de canon.

Le Roi suit avec toute la ligne. La gauche des Russes est renversée ; elle se replie, par un ravin profond, jusque derrière Kunersdorff[1].

Le triomphe semblait assuré; malheureusement les premiers bataillons prussiens poursuivent l'ennemi avec trop d'ardeur : arrêtés par le canon des Russes, ils sont à leur tour repoussés dans le ravin; ceux qui succèdent ne font qu'augmenter la confusion. Le désordre devient universel.

Tandis que Finck, ayant franchi ce ravin fatal, suit le Roi jusque dans les retranchements russes; tandis que l'armée prussienne, faute de terrain, ne peut se déployer, et que ses bataillons n'atteignent la hauteur qu'en désordre, les Russes au contraire s'étendent, portent sur ce point l'artillerie de leur droite, et font un affreux carnage. Vainement l'intrépide Seidlitz s'élance avec sa cavalerie; il est blessé, et son attaque échoue. Le prince de Wurtemberg veut l'imiter, il subit le même sort, et Putkammer est tué à la tête de ses hussards;

[1] Müller, *Tableau des guerres de Frédéric le Grand.*

1759 cette boucherie dure six heures. Quel spectacle pour Frédéric, que tant de braves recevant la mort aux cris de *Vive le Roi! Vive notre Fritz!* sans pouvoir avancer d'un pas?

Ses habits étaient criblés de balles; plusieurs fois, il conduisit en personne ses troupes à la charge; il eut deux chevaux tués sous lui, et reçut une contusion à la poitrine. Presque tous ses généraux ou officiers supérieurs étaient hors de combat; ses aides-de-camp tombaient à ses côtés; rien cependant ne semblait désespéré, quand Laudon, sortant tout à coup d'un fond avec la cavalerie autrichienne, qui n'avait point encore donné, tombe sur la droite du Roi. Culbutée, l'infanterie prussienne tente de regagner le poste qu'avait occupé Finck; elle s'encombre aux sorties étroites du retranchement; le carnage recommence plus terrible.

Frémissant de se voir ainsi ravir la victoire, le Roi rassemble les débris de quelques bataillons, et veut arrêter les vainqueurs : la cavalerie ennemie l'enveloppe; sans le dévouement du major Pritwitz, il perdait la vie ou la liberté : on l'arrache de la mêlée, au désespoir, s'écriant : « N'y a-t-il donc pas un boulet pour moi? »

Digne chef de ces vaillants hommes, Frédéric était resté le dernier de tous sur le champ de bataille.

Telle est l'esquisse de cette sanglante bataille de Kunersdorff, où le génie d'un grand capitaine et l'intrépidité d'une armée héroïque furent écrasés par la fortune. Les Prussiens y perdirent la moitié des hommes présents, c'est-à-dire vingt mille, dont dix-huit mille hors de combat, et presque tous leurs canons. La perte des

Russes fut d'environ seize mille hommes. Trois mille Autrichiens furent tués ou blessés[1]. « Si je remporte encore une victoire semblable, écrivit Soltikoff à la Tzarine, j'irai en porter la nouvelle à pied, un bâton à la main. Votre Majesté n'en sera pas surprise, ajoutait-il; Elle sait que le roi de Prusse vend toujours fort cher ses défaites. » 1759

Alors l'Allemagne vit tomber, criblé d'héroïques blessures, un de ses poëtes les plus distingués, l'auteur du *Printemps*, ce Kleist, amant passionné des beautés de la nature, et dont la muse naïve s'inspirait à la fois, par un singulier contraste, des émotions de la gloire guerrière et des rêveries de la solitude. N'avait-il pas prédit son sort dans l'ode où il disait : « Et moi aussi peut-être serai-je appelé à mourir pour ma patrie. »

Atteint déjà de douze contusions, blessé à la main droite, et tenant son épée de la gauche, le major Kleist s'avançait pour remplacer son colonel, mis hors de combat, quand une balle lui perça le bras gauche. Ayant repris son épée de sa main droite mutilée, il allait, suivi du régiment, enlever une quatrième batterie; mais un biscayen lui cassa la jambe droite. « Mes enfants, cria-t-il à ses soldats, n'abandonnez pas votre roi! » Deux fois Kleist voulut être remis à cheval, et deux fois il s'évanouit. Un chirurgien, qui venait pour le panser, fut tué à ses côtés. Dépouillé ensuite et jeté dans un fossé par des Cosaques, secouru par des hussards russes,

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome II; — Müller, — Archenholtz, — Grimoard, — Jomini.

1759 et de nouveau dépouillé par des Cosaques, Kleist, grâce à l'humanité d'un officier, fut transporté à Francfort-sur-l'Oder. On l'y entoura des soins les plus affectueux; des militaires russes, plusieurs savants, Baumgarten surtout, frère du théologien, s'efforçaient de calmer ses souffrances; enfin, après onze jours de cruelles douleurs, Kleist mourut. Des honneurs publics furent rendus à sa mémoire. Uz, Clotz, Moïse Mendelssohn, l'ont chanté; Thomas Abbt, en 1760, dut sans doute à la noble fin de Kleist l'idée de ranimer l'ardeur de ses concitoyens par l'éloquent ouvrage intitulé : *De la Mort pour la Patrie.*

Au commencement de l'action, Frédéric avait annoncé à la Reine son triomphe; mais, bientôt, un second courrier manda à cette princesse de quitter Berlin avec la famille royale, et de faire conduire les archives à Magdebourg.

Le soir de cette funeste journée, Frédéric avait à peine rallié dix mille hommes. Si les Russes, profitant de leur succès, eussent poursuivi à outrance ces débris, c'en était fait de la monarchie prussienne; car, de l'aveu même du Roi, ses ennemis n'avaient plus qu'à donner *le coup de grâce*[1].

Mais ils laissèrent respirer le lion.

Cette imprudence leur coûta cher. Par leur mésintelligence, ils ne servirent pas moins bien Frédéric.

La veille de la bataille, un adjudant du prince Ferdinand était venu annoncer au Roi la victoire de Min-

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome II.

den : après sa défaite, Frédéric le renvoya avec ces paroles, où se peint toute son âme. « Je suis fâché de ne pas donner une meilleure réponse à un message aussi agréable; mais, si vous trouvez les passages libres, et que vous puissiez arriver jusqu'au duc; si Daun n'est pas à Berlin, et Contades à Magdebourg, assurez-le de ma part que nous n'avons pas perdu grand'chose. » 1759

Cette inflexible énergie ne se dément jamais.

Un nouveau revers éclate; pour arrêter les progrès de l'armée de l'Empire et sauver Dresde, Frédéric détache le général Wünsch, qui, ramassant les garnisons sorties de Leipsick, Torgau et Wittemberg, reprend ces deux dernières villes, s'avance à marches forcées, et arrive devant Dresde, le 5 septembre, mais trop tard. L'intrépide Schmettau, qui y commande encore, et qui, l'année précédente, s'était illustré par une belle défense, vient de capituler, s'estimant heureux de conserver à son roi trois millions d'écus avec sa garnison.

M. de Saint-André tente de reprendre Torgau en l'absence de Wünsch; mais celui-ci, revenant précipitamment sur ses pas, attaque, près de Torgau, avec quatre mille hommes, l'ennemi fort de quatorze mille, le bat et s'empare de Leipsick, où il fait prisonnier le prince de Hohenlohe et toute la garnison.

Le manque de vivres et les dispositions des troupes prussiennes avaient empêché Daun de se réunir à Soltikoff; le maréchal lui envoie un second renfort de douze mille hommes, et se replie sur Budissin.

De son côté, pour secourir Wünsch, Frédéric détache Finck en Saxe; réunis, les deux généraux marchent

1759 à Meissen, où, le 21 septembre, bien qu'inférieurs en nombre, ils battent, près de Corbitz, les forces réunies de l'Empire et de l'Autriche.

Craignant alors que Finck n'arrive à Dresde, Daun s'y porte rapidement, et, en côtoyant toujours la rive droite de l'Elbe, marche à sa rencontre jusqu'à Kesselsdorff. Le prince Henri vole au secours de Finck, surprend le général autrichien Vehla près de Henerswerda, taille en pièces cinq cents hommes, le fait prisonnier avec cinq cents des siens, passe par Torgau, et se réunit à Finck, près de Strehlen.

On était au mois d'octobre. Soltikoff et Laudon songent à envahir la Silésie.

Pour leur fermer cette province, Frédéric la côtoie jusqu'à Benthen, et les force à repasser l'Oder. Alors les deux généraux, en longeant la rive droite de ce fleuve, marchent vers Glogau. Suivant toujours la rive gauche, le Roi les empêche de rien entreprendre contre cette forteresse, passe l'Oder près de Köben, et, campant non loin de Sophiental, les arrête ainsi derrière la rivière de Bartsch, qu'ils tentent vainement de passer à la hauteur de Hermstadt. Là, l'infatigable Frédéric les prévient encore. Alors, faute de subsistances, les Russes se replient sur les frontières de la Pologne, et Laudon se retire dans les États autrichiens par la Haute-Silésie.

Atteint d'un violent accès de goutte, le Roi va se faire soigner à Torgau, mais, pour renforcer le prince Henri, menacé par toutes les forces de Daun et de l'Empire, il envoie le général Hulsen en Saxe, avec la plus grande partie de ses troupes.

Le prince, qui veut y attendre le renfort envoyé de Silésie par le Roi, se replie sur Torgau, où sont ses magasins. Daun le sait, et détache le prince d'Aremberg à Domitsch, afin de déborder sa droite, et de le prendre en queue. Ainsi coupé de Wittemberg, Henri détache Wünsch et Rebentisch, qui serrent de si près le prince d'Aremberg vers Pretsch, qu'il est obligé de se retirer avec perte de douze cents prisonniers. Enfin Hulsen arrive avec le renfort. Le Roi lui-même paraît en personne. 1759

Évitant la bataille, le prudent Daun se retire dans un camp inattaquable, derrière le grand ravin de Plauen, position qui assure Dresde. Parvenu à Wilsdruff, Frédéric détache Ziethen en avant, jusqu'à Kesselsdorff. En même temps, le général Kleist, traversant, avec mille chevaux, Dux, en Bohême, y ruine les magasins autrichiens. Daun n'en reste pas moins immobile dans son camp de Plauen; seulement, il envoie l'armée de l'Empire à Pirna, et, en Bohême, ses malades, avec le superflu des bagages.

Considérant ces arrangements comme des préparatifs de départ, Frédéric, pour prévenir Daun avec un corps nombreux, et lui disputer sa retraite, expédie à Finck l'ordre de gagner immédiatement, avec quatorze mille hommes, Dippoldiswalde, sur les derrières de Daun. C'était le 17 novembre; l'ordre fut remis à trois heures. Aussitôt, Finck se rendit chez le Roi, qui lui demanda s'il n'avait pas reçu sa dépêche. Le général ayant répondu affirmativement, et ajouté quelques observations: « Marchez sur-le-champ à Maxen, lui dit Frédéric; vous savez que je n'aime pas les difficultés; partez. »

1759 Finck partit, et, afin de conserver une communication avec Freyberg, il fit occuper par le général Lindstaedt, avec trois mille hommes, le passage de Dippoldiswalde. Mécontent de cette disposition, le Roi lui écrivit de rappeler le détachement de Dippoldiswalde, et de concentrer toutes ses forces. Finck obéit, ne laissant dans ce poste que trois escadrons de hussards, pour éclairer sur la direction du camp autrichien ; mais, en même temps, il expliqua au Roi sa position, et lui annonça qu'on pouvait arriver sur lui de tous côtés. Malheureusement, cette lettre et toutes celles qui suivirent furent interceptées par les Autrichiens.

La situation des Prussiens devenait fort critique, car Finck était sans soutien, et la première ligne de Daun suffisait à tenir le Roi en échec près de Wilsdruff et Kesselsdorff; avec la seconde, le maréchal se porta sur Dippoldiswalde, pour attaquer, le lendemain, Finck en queue, tandis qu'un corps de Croates tomberait sur sa gauche, près de Lungwitz, l'armée de l'Empire venant de Pirna sur sa droite. D'un autre côté, Brentano devait l'attaquer en face.

Certes, Finck aurait pu sortir de ce danger en se repliant, par un détour, sur Glashutte, derrière la Mulde, à Freyberg; ou, en battant les Impériaux près de Dohna, pour s'ouvrir le passage de Gishubel, en Bohême, et se retirer par Einsiedel ou Basberg, en Saxe. Mais, loin de là, il prend l'héroïque, la périlleuse résolution d'attendre à Maxen les ennemis, cinq fois plus forts que lui.

Pour disputer à l'armée de l'Empire le passage du

profond ravin de Dohna, il lui oppose le général Wünsch, 1759
et poste Platen près de Rheinhartsgrimma, pour en défendre les défilés étroits contre Daun, qui néanmoins les passe en quatre endroits différents, et prend Platen en queue. Celui-ci, afin de n'être pas coupé, se retire et se porte de nouveau près de Hansdorff. Établie sur les hauteurs, derrière Hansdorff et près de Schlane, l'artillerie autrichienne bat les deux flancs de Platen, qui se replie entièrement sur Maxen, où Finck place son corps, en forme de croissant, autour du village.

Cependant, par l'ordre du maréchal Daun, les hauteurs se sont hérissées de canons; Brentano et l'armée de l'Empire s'avancent; durant deux heures, les pièces nourrissent un feu des plus vifs. Bien moins nombreuse, l'artillerie prussienne ne peut produire qu'un bien faible effet sur tous ces divers corps, occupant une si vaste étendue de terrain; bientôt même, elle est démontée par l'artillerie ennemie, dont toute l'action se concentre à Maxen. Le village est en feu; les obusiers ravagent le parc de chariots; le désordre se communique à l'infanterie, et les grenadiers de Daun chassent enfin les Prussiens des hauteurs de Maxen.

Vainement, les généraux prussiens s'efforcent de prendre une nouvelle position à Schmosdorff, Daun, en avançant, se réunit à Brentano, coupe quelques bataillons prussiens, s'empare de presque toute l'artillerie, qu'ils avaient abandonnée, et, vers la nuit, le reste est repoussé jusqu'à Falkenheim, où Wünsch se maintenait encore contre l'armée de l'Empire.

Pendant la nuit, Finck, pour se tirer de cette ter-

1759 rible situation, cherche des issues; mais, enveloppé de toutes parts, il se résigne, après avoir tenu un conseil de guerre, à capituler. De ses quatorze mille hommes, trois mille au plus n'étaient pas blessés : tout fut prisonnier, sauf quelques hussards, qui portèrent la nouvelle à Frédéric. Certes, c'était un grand mal que de perdre d'excellents cadres de régiments et des corps bien organisés; mais de tous les maux, le plus grand c'était l'affront fait au drapeau [1].

Peu de jours après, un autre revers suivit la catastrophe de Maxen. Le Roi avait établi le général Dierke, avec six bataillons et mille chevaux, sur la rive droite de l'Elbe, à Koln, vis-à-vis de Meissen, pour empêcher les Autrichiens de fourrager tout le pays. Encouragé par son récent succès, Daun résolut d'enlever ce corps. Attirant donc à lui la division de Beck, il la renforça de cinq bataillons. Le 3 décembre, ce corps se présenta devant Dierke, mais sans oser l'attaquer dans sa bonne position. Le général prussien, voyant la supériorité des forces ennemies, et ne pouvant rétablir le pont à cause des glaçons énormes que l'Elbe charriait, profita de la nuit pour faire passer, avec des peines infinies, la plus grande partie de son monde sur des barques. Chaudement attaqués le lendemain, Dierke et quinze cents hommes, malgré une opiniâtre résistance, furent pris.

De son côté, le prince Henri, coupé de toute communication avec Frédéric par deux grandes armées, et

[1] Traduit devant un conseil de guerre, Finck fut privé de ses dignités militaires, et condamné, ainsi que les généraux Rebentisch et Gersdorf, à deux ans de détention.

n'ayant que vingt-cinq mille hommes à opposer à plus 1759
de quatre-vingt mille, s'était vu privé de ressources immenses par la perte de Dresde, et par celle de la Saxe, qui semblait devoir bientôt tomber tout entière au pouvoir de l'ennemi[1]. La position était critique; le prince s'en tire en homme supérieur. Calculant toutes ses opérations d'après le caractère de Daun, il ne voit qu'un moyen de sauver les armées prussiennes : c'est de se lier de nouveau avec le corps du Roi, de marcher à cet effet par la Haute-Lusace, sur les derrières du maréchal, de lui couper ses magasins, se réservant au besoin sa direction sur la Saxe, pour rejoindre Frédéric, et mettre à couvert les provinces les plus importantes. La conception de ce projet était parfaite; l'exécution en fut irréprochable.

Bientôt Frédéric, par une marche savante sur Sagan, protége Glogau contre les Russes; le prince Henri est à Gorlitz : les communications entre les deux frères sont rétablies.

Mais, à peine la situation du roi de Prusse semble-t-elle un peu s'améliorer, qu'il apprend le terrible échec de Maxen.

Ce fut la dernière infortune que les Prussiens essuyèrent cette année. Frédéric la soutint avec son courage accoutumé; loin de fuir Daun, il se rapprocha de lui, le harcelant même par d'audacieuses provocations.

Malgré tant de revers, la situation du Roi restait à peu près la même. Fort de son génie et de l'extrême

[1] *Vie du prince Henri.*

1759 circonspection de son principal adversaire, il conserva la supériorité en campagne [1]; toute la Saxe, excepté un étroit rayon autour de Dresde, était en son pouvoir.

Afin de réparer ses pertes, le Roi se fit rejoindre par toutes les recrues disponibles, et demanda des renforts à l'armée anglo-hanovrienne. Le prince Ferdinand lui envoya avec son neveu, ce prince héréditaire de Brunswich, blessé mortellement en 1806, à la bataille d'Iéna, un corps de quinze mille hommes, tant d'infanterie hessoise que de cavalerie anglaise, et trente pièces de canon.

Reprendre Dresde était pour Frédéric une conquête de la plus haute importance : il parvint donc à réunir plus de quatre-vingt mille hommes aux environs de cette capitale. Quant à Daun, qui n'avait su donner aucunes suites à la journée de Maxen, pour couvrir Dresde, il se retrancha sous le canon de la place.

Bravant l'hiver et les glaces de décembre, de part et d'autre, on campa et baraqua au milieu des frimas, car il fallait conserver ses positions. Cependant, afin d'obvier aux intempéries de la saison, Daun avait partagé son armée en trois divisions, dont la première campait, tandis que la seconde se reposait à Dresde, et que la troisième cantonnait entre cette ville et Pirna. Chacune d'elles, à tour de rôle, se relevait toutes les vingt-quatre heures.

La majeure partie des troupes prussiennes étaient distribuées près de Wilsdruff et de Kesselsdorff, de ma-

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome III.

nière à pouvoir se rassembler en peu d'heures[1]. C'est 1759
peut-être, chez les modernes, le premier exemple de deux armées aussi rapprochées l'une de l'autre, prolongeant la campagne malgré un rigoureux hiver.

Durant ce drame sanglant, les entreprises des Suédois en Poméranie et dans la Marche-Ukeraine ne furent qu'un bien pâle épisode. Manteufel, avec quelques bataillons de convalescents, leur fit repasser la Peene. Charles XII semblait avoir emporté au tombeau l'esprit guerrier de sa nation et le secret de la victoire.

Les Russes étaient repartis pour la Pologne.

[1] Grimoard, *Tableau de la vie et du règne de Frédéric le Grand.*

LIVRE VI.

Suite de la Guerre de *Sept-Ans*. — Paix de Hubertsbourg.

1759-1760 Déjà la lutte durait depuis quatre années, et Frédéric, tout en se couvrant de gloire, s'enfonçait de plus en plus dans l'abîme. Que de fois, durant le silence des nuits, l'avenir dut apparaître à ses yeux sous de menaçantes images !

Ce prince tenta secrètement les voies de la paix, mais en vain : l'Autriche, croyant déjà saisir sa proie, déjouait toutes les négociations.

Vers cette époque, eut lieu un événement sur les conséquences duquel il avait fondé de grandes espérances. Le roi d'Espagne, l'infortuné Ferdinand VI, à peine âgé de quarante-six ans, trouva, le 10 août 1759, un terme à sa douloureuse existence, regretté de son peuple, qu'il avait gouverné en père, mais qui depuis longtemps ne voyait plus en lui qu'un triste objet de pitié[1]. A défaut

[1] Triste héritage de Philippe V, l'état du Roi ne différait plus de la démence. « Ferdinand donnait, comme il arrive dans ces sortes de maladies, quelques lueurs d'espérance ; mais de courts intervalles de raison étaient bientôt suivis des plus violents accès de frénésie. M. de

de postérité, la couronne appartenait de plein droit à don Carlos, roi de Naples, son frère d'un second lit; nulles prétentions ne contrariant le cours naturel des choses, le changement de règne s'opéra sans secousses. Mais, quant à la succession de Naples, il en pouvait advenir tout autrement; car, ainsi qu'on l'a vu plus haut, la France, l'Autriche, l'Angleterre avaient formellement stipulé, par le traité d'Aix-la-Chapelle, et sans consulter les rois d'Espagne et de Naples, qu'après l'avénement de don Carlos, successeur de Ferdinand, don Philippe, le plus jeune des trois frères, passerait au trône des Deux-Siciles. 1759-1760

Sans égard pour ce traité, contre lequel il avait hau-

Wall, qui, plus qu'aucun autre, avait eu sa confiance, parvint enfin jusqu'à lui; il le trouva étendu sur deux chaises : depuis trois semaines, il n'avait pas voulu d'autre lit. Ses jambes étaient nues, ses regards effarés, et la pâleur livide de la mort couvrait son visage, rendu plus sinistre par une barbe épaisse qu'il avait laissé croître. Le malheureux monarque versa des larmes en le voyant, lui prit la main, et, l'approchant de ses côtes pour lui faire juger de sa maigreur, il lui dit qu'il rougissait de ses violences, et qu'il sentait combien il était à charge à ceux qui l'entouraient, mais qu'ils prissent patience, que sa fin était prochaine, etc. » (Flassan, *Histoire de la diplomatie française*, tome VI.)

La mort de ce prince, en 1759, ne fut-elle que supposée, comme on l'a prétendu? Est-il vrai que, pendant la cérémonie de ses funérailles, on l'ait transporté à la Casa del Campo, et qu'il y vécut quelques années, recevant même en secret de fréquentes visites de son frère Charles III? Il serait difficile de lever aujourd'hui le voile qui couvre un tel mystère. Toutefois, M. Bocous (*Biographie universelle*, tome XIV, article FERDINAND VI) assure qu'il a entendu confirmer cette assertion, en 1794, par trois anciens seigneurs de la cour de ce monarque.

1759-1760 tement protesté, le roi de Naples régla sa succession comme il le jugea convenable; son fils aîné, épileptique dans son enfance, et toujours imbécile depuis, fut déclaré, après une enquête authentique et solennelle, inhabile au gouvernement; don Carlos, son second fils, devint prince des Asturies, et héritier présomptif de la couronne d'Espagne; le troisième, roi des Deux-Siciles. De cette manière, don Philippe resta duc de Parme, et l'Impératrice-Reine n'eut point ce duché.

Frédéric avait beaucoup espéré du mécontentement de cette princesse; mais son attente fut encore déçue. Marie-Thérèse et le roi de Sardaigne dissimulèrent leur mécontentement; la France négocia le mariage de l'Archiduc Joseph avec la fille du duc de Parme; puis l'on convint d'ajourner les affaires d'Italie jusqu'à la paix d'Allemagne. Le mariage de sa nièce avec un prince autrichien, et la satisfaction que lui causait l'adroit acquiescement de l'Impératrice à l'ordre de succession qu'il venait d'établir pour ses royaumes de Naples et de Sicile, avaient gagné Charles III à la cause de l'Autriche: mais un des premiers soins du nouveau monarque fut d'adhérer au fameux *Pacte de famille*[1], constamment repoussé par son prédécesseur. L'honneur de ce traité appartient tout entier au duc de Choiseul, qui, unissant ainsi tous les souverains de la Maison de Bourbon, en formait un faisceau de puissances redoutables aux Anglais.

Trompé, de ce côté, dans ses calculs, Frédéric, tou-

[1] Agréé et signé à Paris le 15 août 1761.

jours attentif aux révolutions d'Italie, se tourna vers le roi de Sardaigne. En effet, de quel immense secours eût été aux Prussiens une diversion en Lombardie, soit contre Louis XV, soit contre Marie-Thérèse! 1760

Le Roi envoya donc à Turin le baron de Cocceii, son aide-de-camp. Mais Charles-Emmanuel avait perdu l'ardeur belliqueuse de sa jeunesse : la vie dévote remplaçait en lui la vie guerrière. Toutefois, la politique, plus encore que l'âge et la religion, lui faisait une loi du repos : sans alliés, surtout depuis l'union de la France et de l'Autriche, il se serait exposé, en prenant les armes, à voir fondre sur ses États, Autrichiens, Français, Espagnols, Napolitains, Parmesans. Frédéric reconnut donc bientôt l'inutilité de ses démarches. Renouveler quelque tentative auprès de la Porte n'eût pas mieux réussi. Comment résoudre le Divan à rompre avec la formidable Maison d'Autriche?

Ainsi que le roi de Prusse, celui d'Angleterre souhaitait la paix. D'un commun accord, ces deux princes sondèrent les cours de Versailles[1] et de Russie. Mais le ca-

[1] « . . . . La situation des affaires étant donc telle que nous venons de le rapporter, le Roi envoya un émissaire en France pour sonder les dispositions de la cour de Versailles, et lui en faire rapport, ainsi qu'au roi d'Angleterre. Il fit choix pour cette commission d'un jeune d'Édelsheim, dont le père avait des terres aux environs de Francfort-sur-le-Mein, qui ne tenait à rien, qui lui avait été recommandé par la cour de Gotha, et qui, par conséquent, pouvait s'acquitter mieux de cet emploi qu'un autre, parce qu'il n'était point connu, et ne pouvait donner aucune espèce de soupçons en se produisant à Versailles. Ce jeune homme partit sans prendre de caractère; il fut adressé au bailli de Froulay, ambassadeur de l'ordre

1760 binet autrichien paralysa tous leurs efforts. Telle était même alors son influence sur la politique française, que Louis XV, battu sur mer, dépouillé de ses colonies, n'en continua pas moins la guerre. Un bras invisible semblait l'entraîner dans cette funeste route. Malgré l'épuisement du royaume, de nouvelles levées eurent lieu. La grande armée, forte de quatre-vingt mille combattants, fut confiée à M. de Broglie; sur le Bas-Rhin, le comte de Saint-Germain commandait un corps de trente mille hommes; une réserve de quinze mille était sous les ordres du prince Xavier.

L'Autriche et la Russie avaient également renforcé

de Malte en France. M. d'Edelsheim fut assez bien accueilli à Paris; on lui marqua en termes vagues que sa négociation dépendrait de la façon plus ou moins prompte dont la France pourrait convenir de ses différends avec l'Angleterre; mais qu'ayant appris que le roi de Prusse se proposait d'indemniser le roi de Pologne aux dépens des princes ecclésiastiques d'Allemagne, qu'il prétendait séculariser, on lui déclarait que le roi très-chrétien n'y donnerait jamais son consentement. M. d'Edelsheim vint rapporter cette réponse au Roi, qui était alors à Freyberg; il en partit pour aller à Londres la communiquer aux ministres de la Grande-Bretagne . . . .

. . . .

« M. d'Edelsheim, qui avait laissé quelques malles à Paris, retourna de Londres par la Hollande en France. Il ne se déguisa point; bien loin de se cacher, il alla chez le bailli de Froulay dès son arrivée à Paris. Cet ambassadeur, préoccupé de la sincérité des intentions du roi de France pour le rétablissement de la paix, engagea M. d'Edelsheim à différer son départ de quelques jours, afin de donner à sa négociation interrompue le temps de se renouer. Quelle fut, le lendemain, la surprise de M. d'Edelsheim, de se voir arrêté par une lettre de cachet et conduit à la Bastille! Le duc de Choiseul s'y rendit le même jour; il assura le prisonnier qu'il n'avait trouvé que cet expédient pour s'entretenir à son aise avec lui, sans donner de l'ombrage au ministre

leurs troupes. Pour réparer les fautes commises dans 1760
la précédente campagne, ces puissances étaient sagement convenues d'un plan de concentration sur l'Oder. En Silésie, Laudon, à la tête d'un corps considérable, devait opérer sur cette rivière conjointement avec Soltikoff, tandis que Daun, à la tête de cent mille hommes, retiendrait le Roi en Saxe, ou le suivrait, si ce prince cherchait à secourir la Silésie.

A cette masse formidable, Frédéric n'opposera que les débris de ses vieux régiments et un assemblage hétérogène de déserteurs ennemis, de paysans conduits par des officiers ramassés au hasard; encore les régiments d'infanterie en manquent-ils, à tel point qu'au

d'Autriche, qui observait tous ses pas; il ajouta que ce lieu étant propre pour une négociation secrète, il l'y retiendrait volontiers pour conférer plus souvent avec lui, et qu'il lui fournirait les moyens de faire parvenir au Roi ses dépêches avec sûreté et promptitude. Il se répandit ensuite en plaintes contre les Autrichiens, qui éclairaient de près toutes ses démarches; « car, ajouta-t-il, voilà M. de Stahremberg « au fait de toutes les personnes employées dans cette négociation par « le roi de Prusse. Il vient de recevoir un courrier de Vienne par lequel « on l'instruit de tout ce qui se passe ici. » Cette scène indécente n'avait pour but que de se saisir des papiers de M. d'Edelsheim, où M. de Choiseul espérait trouver des instructions du Roi qui l'éclaireraient sur ses desseins. Il n'y trouva qu'une lettre de créance, dont l'émissaire n'avait pas eu occasion de faire usage. Honteux de cette découverte stérile, ce ministre en fut pour ses mauvais procédés; il fit relâcher M. d'Edelsheim le lendemain, avec ordre de prendre la route de Turin pour sortir du royaume . . . .

« Quand on observe avec quelle attention le cabinet de Versailles évitait de donner des soupçons à la cour de Vienne, on se persuadera facilement de l'espèce d'assujettissement où le tenaient les Autrichiens. (Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome II.)

1760 lieu de cinquante-deux officiers, nombre prescrit par l'ordonnance, ils en comptent à peine douze. Sa ruine paraît certaine.

L'ex-roi de Pologne, Stanislas-Leczinsky, avait offert à Frédéric, pour lieu d'un congrès, Nancy, capitale de son duché de Lorraine ; le monarque prussien lui répondit, du quartier-général de Freyberg :

« Monsieur mon frère,

« Je reçois votre offre avec la plus vive reconnaissance, et ne demande pas mieux que de l'accepter. Toutes les négociations qui seront faites sous la garantie de Votre Majesté ne pourraient sans doute manquer d'avoir d'heureux résultats ; mais chacun n'a pas des dispositions aussi pacifiques. Les cours de Vienne et de Pétersbourg ont rejeté, d'une manière fort extraordinaire, les propositions que le roi d'Angleterre et moi leur avons faites. Vraisemblablement, elles engageront le roi de France à en faire autant, et à continuer la guerre ; ces puissances seront donc seules responsables de tout le sang que leur refus va encore faire répandre.

« Si tous les princes écoutaient, comme Votre Majesté, la voix de l'humanité, des convenances et de la justice, la terre cesserait bientôt d'être un théâtre de dévastations, de meurtres et d'incendies.

« Je suis, avec les sentiments de la plus parfaite estime et de la plus sincère amitié, monsieur mon frère,

de Votre Majesté le fidèle frère,

FRÉDÉRIC. »

« Freyberg, le 8 février 1760. »

Mais ses ennemis, qui ne voulaient qu'utiliser l'hiver 1760
en écartant toute chance de paix, opposèrent au choix de Nancy des objections frivoles; puis ils indiquèrent Bréda, Leipsick, et ne parlèrent plus de rien; leurs préparatifs pour la campagne prochaine ne s'étaient pas, un moment, ralentis.

Convaincu qu'il ne lui reste plus que deux alliés solides, la valeur et la persévérance, le grand homme s'élance de nouveau dans l'arène. Mais sous quels auspices s'ouvre cette campagne?

Tottleben avait surpris et fait prisonnier, à Schwedt, le prince de Wurtemberg encore malade des blessures reçues à Kunersdorff; Daun, sur la rive gauche de l'Elbe, Lascy, sur la droite, couvraient Dresde; Frédéric, ayant assemblé ses troupes entre Meissen et Nossen, y laisse le général Hulsen qu'il oppose à Daun, et passe l'Elbe à Jehren, pour attaquer Lascy qui se replie sur Dresde. Formant son armée près de Sagan, le prince Henri s'avance à la rencontre des Russes jusqu'à Landsberg. Laudon, après avoir contraint le général Goltz d'évacuer la Haute-Silésie, assiége Glatz.

Le Roi, pour persuader à Daun qu'il veut faire lever le siége de cette forteresse, marche en Silésie. Se hâtant de le prévenir, le maréchal autrichien fait poursuivre par Lascy l'arrière-garde prussienne, et ayant ainsi pris le change, s'éloigne de Dresde; alors Frédéric revient subitement sur ses pas, repousse Lascy jusque derrière cette ville, laisse le prince de Holstein sur la rive droite de l'Elbe, pour bloquer Dresde de ce côté, passe le fleuve avec le reste de son armée, joint

1760 Hulsen, rejette vers Pirna le corps de Lascy et l'armée de l'Empire, s'empare du grand jardin et du faubourg de Dresde, bloque la forteresse, et somme le commandant Maquire de se rendre. Mais le train d'artillerie étant arrivé trop tard, et Daun, par son retour précipité de Silésie, ayant forcé le prince de Holstein à repasser l'Elbe, le Roi lève le siége et se retire à Kesselsdorff.

Voilà pour la Saxe.

Mais, en Silésie, la fortune allait se déclarer contre les Prussiens. Laudon, pour ne pas perdre deux mois à attendre l'arrivée des Russes, avait résolu d'y commencer la campagne par le siége de Glatz[1]. Tandis que les généraux Gribeauval et Draskowitz enveloppaient cette place, Laudon lui-même faisait des tentatives, inutiles, il est vrai, sur les forteresses de Neiss et Schweidnitz.

De son côté, pour inquiéter le siége, le brave Fouquet, avec un petit corps, s'était retranché près de Landshut. Ainsi gêné dans son entreprise et dans ses communications avec la Bohême, Laudon résolut de déloger le général prussien. Le 23 juin, il l'attaqua avec cinq corps séparés, sur autant de points différents, chose facile, puisque ses troupes étaient dix fois plus nombreuses. Le lieutenant-général de Wolfersdorff dirige son mouvement le long du Bober par Reichhennersdorff; Jaum, de l'autre côté du village; Geisruck, en suivant le village de Zieder; le major-général Mu-

[1] Sur les deux rives de la Neiss, dans le quinzième siècle, le comté de Glatz appartenait à la couronne de Bohême. Passée, en 1561, aux mains de l'empereur Ferdinand III, la conquête, en 1742, le livra à la Prusse.

fling et Laudon en personne cernent de toutes parts 1760
les bataillons prussiens postés, à de grands intervalles, sur les hauteurs de Buch. Après une héroïque résistance de sept heures, les Prussiens sont successivement chassés des hauteurs du Galgemberg et du Kirchberg, et repoussés jusqu'au Bober, entre Landshut et Breitnau, où des troupes fraîches leur coupent toute retraite. Dans cette extrémité, Fouquet, à la tête de sa cavalerie, se fraie un passage à travers les bataillons ennemis. Mais son cheval est tué; blessé lui-même de trois coups de sabre, dont un lui ouvre le front [1], il est pris; presque toute l'infanterie était prisonnière ou tuée; la cavalerie put, en grande partie, rejoindre le général Ziethen, près de Breslau, notamment les hussards de Gersdorff et les dragons de Platen.

Afin d'éviter un sort pareil, Ziethen, que Fouquet avait détaché pour assurer au Ziskemberg sa communication avec Schweidnitz, se jeta dans cette dernière place.

La conduite de Fouquet avait été irréprochable, et Frédéric lui a rendu un noble hommage : « Loin, dit-il [2], que ce désastre pût préjudicier à la réputation de ce brave officier, depuis si longtemps et si solidement établie, il en relève l'éclat, en fournissant un exemple de ce que peuvent la valeur et la fermeté contre le nombre, quelque supérieur qu'il soit. »

[1] Un cavalier autrichien allait l'achever, quand un de ses palefreniers, se jetant sur son maître, reçut tous les coups qui lui étaient destinés. Heureusement, ces blessures n'étant pas mortelles, Fouquet put reconnaître dignement cette courageuse fidélité.

[2] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome II.

1760 La conséquence naturelle du combat de Landshut fut l'occupation de la ville par les Autrichiens. C'était une place ouverte, hors d'état de résister, et rien n'excuse Laudon de l'avoir livrée au pillage. Les Autrichiens y commirent des cruautés et des excès inouïs : « Ils n'épargnèrent que la misère et la laideur[1]. »

Au reste, Laudon, comme s'il ne voyait pas que la Silésie lui était ouverte, ne sut point tirer parti de sa victoire; bien que Glatz fût investi depuis longtemps, on n'ouvrit la tranchée qu'un mois après!

La nouvelle du blocus de Glatz fut la première que le Roi reçut en Saxe. Elle augmentait grandement les embarras de sa situation. En effet, abandonner cette place, c'était livrer la clef de la Silésie, et, pourtant, la secourir devenait impossible. Il fallait prévoir qu'après la perte de cette forteresse, on ne pourrait plus tenir les gorges de la Silésie ni de la Bohême, parce que les Autrichiens, une fois maîtres des passages de Silberberg et de Wartha, pourraient prendre à dos les troupes occupant les montagnes, et qu'il ne resterait plus de position propre à couvrir cette province. D'un autre côté, quitter la Saxe, ne présentait pas de moindres dangers; car, si le Roi emmenait une partie de ses troupes en Silésie, ce qui resterait en Saxe risquerait fort d'être détruit par les forces numériquement supérieures des Autrichiens.

Le 26 juillet, Glatz[2] tombe au pouvoir des Autri-

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome II.

[2] Frédéric attribue la perte vraiment inexplicable de cette place importante aux intrigues que Laudon avait su y entretenir avec le

chiens, qui, maîtres ainsi d'une des avenues de la Silésie, 1760
auront désormais une base pour opérer dans cette province, par leur droite, comme Dresde leur en assurait une pour leurs opérations en Saxe[1].

Cependant Soltikoff et la grande armée russe se dirigeaient sur Breslau : Laudon, arrivé avant eux, somme Tauenzien de se rendre. Pour garder une enceinte immense, ce brave commandant n'a que trois mille hommes et des ouvrages ruinés; une population nombreuse, peu favorable aux Prussiens, l'environne; n'importe ; il répond en homme déterminé à s'ensevelir sous les débris de la place. Laudon commence le bombardement. Mais le prince Henri, qui a pénétré le plan des alliés, se porte en toute hâte sur Glogau, y passe l'Oder, vole vers Breslau, force Laudon d'en lever le siége, détache Werner à sa poursuite, traverse Breslau, et oblige Soltikoff, fort surpris de voir des Prussiens au lieu d'une armée alliée, à se retirer.

Frédéric apprit, sous les murs de Dresde, la perte de Glatz. Ému d'abord, mais reprenant bientôt ce calme qui inspire la confiance : « Nous recouvrerons Glatz au traité, dit-il à ses généraux ; marchons en Silésie, afin de ne pas tout perdre. » Les Russes en effet pouvaient se réunir aux Autrichiens pour écraser le prince Henri.

clergé catholique, et surtout avec les Jésuites, implacables ennemis des Prussiens. (*Guerre de Sept-Ans*, tom. II.)

Un fait incontestable, c'est que la garnison, presque toute composée de déserteurs et de prisonniers autrichiens, facilita la prise de cette forteresse.

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome III.

1760 Laissant donc, à la gauche de l'Elbe, le général Hulsen, pour observer l'armée de l'Empire, campée près de Dresde, le Roi, dans la nuit du 1er août, passe le fleuve avec environ quarante mille hommes, et se dirige sur Buntzlau par Grossenhayn et Konigsbruck. Mais Daun a prévu ce mouvement : devançant les Prussiens en Silésie, il campe, le 6 août, entre Liebenthal et Lowemberg.

Durant la route, des milliers de déserteurs abandonnent les drapeaux de Frédéric; chaque pas semble le rapprocher de l'abîme; mais nul péril n'arrête le héros; il s'avance, chassant toujours Daun devant lui, et ne s'arrête qu'au camp de Liegnitz.

Cette marche, vu les obstacles qui s'y opposaient, fut des plus savantes. Elle offrit un spectacle nouveau: l'étranger qui eût observé les mouvements des différentes armées aurait pu s'y tromper, car elles semblaient toutes appartenir à un même maître : Daun formait comme l'avant-garde; les Prussiens, le corps de bataille; Lascy, l'arrière-garde. On eût dit une promenade militaire; mais c'était le sort de la Prusse qui allait se décider [1].

Le 14 août, Frédéric était dans le camp de Liegnitz avec cinquante ou cinquante-cinq mille hommes au plus, environné de quatre armées, dont trois supérieures en nombre ou égales à la sienne [2]. Toutes les quatre, elles l'attaqueront le lendemain, Daun par son

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I; — Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome III.

[2] Guibert, *Éloge du roi de Prusse*.

front, Laudon par son flanc gauche, Beck par le flanc 1760
droit, Lascy, soutenu de trente-cinq mille Russes, par derrière. Déjà en mouvement, ils s'apprêtent à l'écraser. Frédéric juge aussitôt qu'il ne lui reste qu'une chance de salut, c'est de prévenir l'ennemi, c'est de combattre, avec toute sa masse, contre une seule partie de l'armée autrichienne [1].

Dans la nuit du 14 au 15, tandis que des paysans entretiennent, par ses ordres, les feux des grand'gardes du camp, et que des patrouilles de hussards poussent les cris accoutumés, le Roi traverse Liegnitz, gagne les hauteurs de Pfaffendorff sans que l'ennemi s'aperçoive de son départ, oppose Ziethen, avec une partie de ses forces, à Daun, à Beck, à Lascy, et attend, avec la gauche, l'arrivée de Laudon, qui déjà avait levé son camp de Geskendorff, et s'était mis en marche vers Liegnitz. Profitant des ténèbres, le Roi détache des patrouilles pour reconnaître sa marche, et, instruit de son arrivée, il fait déployer son infanterie par la gauche, et la met en bataille entre Humel et Panten.

Trompé par les feux entretenus dans le camp que Frédéric venait de quitter, Laudon voit, dans les troupes qu'il rencontre, de simples partis détachés, et, pour les repousser, s'avance avec quelques bataillons seulement. Mais, dès la pointe du jour, une vive canonnade le désabuse. Bientôt apparaît toute la gauche de l'armée prussienne en bataille devant lui. Voulant

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome III.

1760 alors couvrir sa marche, il fait avancer sa cavalerie, que celle des Prussiens renverse au premier choc. Son infanterie venait à peine de se former sur quelques lignes consécutives, quand le Roi paraît, la repousse jusqu'à Binowitz, et remporte, en quelque sorte, dans une marche, une éclatante victoire.

Daun, Lascy et Beck s'étaient aussi avancés pendant la nuit sur le camp royal; mais, le trouvant abandonné, et entendant la forte canonnade derrière Liegnitz, ils perdent, à faire de nouveaux arrangements, tout le temps nécessaire à Frédéric pour battre Laudon, se développer à l'aise, et attendre, de pied ferme, leurs attaques impuissantes.

Cette affaire coûta aux Autrichiens dix mille hommes, dont six mille prisonniers, quatre-vingt-six pièces de canon, vingt-trois drapeaux ou étendards. La perte des Prussiens n'excéda pas deux mille hommes, parce que tous les avantages du terrain étaient de leur côté, la position formant un amphithéâtre d'une pente sensible, qui allait, en se concentrant, sur les points où étaient accumulées les lignes de l'ennemi, et où le feu agissait puissamment.

Dans cette journée, tout, jusqu'au vent, sembla tourner contre les Autrichiens. Quoique deux cents bouches à feu au moins tirassent de part et d'autre, ni Daun ni Lascy n'entendirent le bruit de la bataille, qui se donnait derrière Pfaffendorff, seulement à un demi-mille d'eux. Quand ils voulurent s'ébranler, il était trop tard.

Ce triomphe, en empêchant la jonction des Autri-

chiens et des Russes, en renversant tous les plans 1760
des confédérés, en ouvrant au Roi le chemin de Breslau, le tirait de la situation la plus critique où il se fût encore trouvé : Frédéric venait de combattre pour son trône, pour sa liberté.

Mais aux yeux de cet homme infatigable, tant qu'il restait quelque chose à faire, rien n'était fait. Espérant écraser les Russes, il marche, le jour même de la bataille, à Parchwitz[1], passe la Katzbach, arrive le 16 à Neumarck, et opère sa jonction avec le prince Henri.

[1] « On apprit à Parchwitz que M. de Czernischeff campait depuis quelques jours à Lissa, ce qui fournit une nouvelle matière d'inquiétude. Czernischeff pouvait être joint par les Autrichiens, et prendre une position à Neumarck. Il aurait été fâcheux de remettre en question ce qui avait été décidé la veille : il fallut tenter tous les moyens possibles de se débarrasser d'un ennemi qu'on n'avait aucune envie de combattre. On eut recours à la ruse : le Roi écrivit au prince son frère, qu'il venait de battre les Autrichiens à plate couture; qu'il faisait construire un pont pour passer l'Oder, afin de traiter de même les Russes; qu'il comptait attaquer M. de Soltikoff, et priait le prince de faire alors de son côté les mouvements dont on était convenu. On chargea un paysan de cette lettre, et on lui promit de grosses récompenses, si, partant à l'instant même, il se laissait prendre par les postes avancés de M. de Czernischeff, et lui remettait cette lettre comme par la peur du châtiment. Quoiqu'on ne pût deviner si ce paysan s'acquitterait bien de son rôle, ni quelle impression la lecture de cette lettre ferait sur l'esprit de M. de Czernischeff, l'armée du Roi partit le lendemain; elle se mit en marche sur trois colonnes, plutôt dans l'ordre d'une escorte de convoi que d'une marche ordinaire. Le Roi conduisait la colonne de la droite, et couvrait la marche du côté des Autrichiens. M. de Krockow menait une forte avant-garde devant la seconde colonne; il était suivi par les prisonniers de guerre et les canons qu'on avait pris à l'ennemi, et par les blessés de l'armée prussienne. Le prince de Holstein con-

1760 L'armée russe était précisément établie sur la route que les Prussiens devaient suivre. Or, Frédéric, qui se souciait peu de lui livrer bataille avec des troupes fatiguées, eut, pour déloger l'ennemi, recours à la ruse. Une lettre pour son frère fut remise à un paysan, avec recommandation expresse de tomber au pouvoir des détachements russes; elle était ainsi conçue : « Je viens de battre les Autrichiens à plate couture; j'espère vous apprendre, avant la nuit, la défaite des Russes, que je vais attaquer de ce pas. »

Tout réussit au gré du Roi : le paysan fut pris, la lettre lue. Czernischeff, croyant l'armée autrichienne en pleine déroute, craint de se trouver enfermé entre l'armée du Roi et celle de son frère, abandonne Lissa, repasse l'Oder, rompt les ponts, et rejoint Soltikoff à Auras.

Frédéric ignorait encore une circonstance aussi heureuse pour lui, lorsqu'il écrivit au marquis d'Argens la lettre suivante, qu'on ne lira pas sans intérêt : « Autrefois, mon cher marquis, l'affaire du 15 aurait décidé la campagne; à présent, cette action n'est qu'une égratignure. Il faut une grande bataille pour décider notre sort; nous la donnerons bientôt, selon toutes les apparences, et alors on pourra se réjouir si l'événement

duisait la troisième colonne, composée de cavalerie légère et soutenue de quelques bataillons, pour couvrir le convoi contre les Cosaques, qui, de Leubus où ils se tenaient, pouvaient passer l'Oder par certains gués, parce que les eaux étaient basses; enfin M. de Ziethen, avec toutes les troupes qui n'avaient point combattu, faisait l'arrière-garde de l'armée. » (Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tom. II.)

nous est favorable. Je vous remercie cependant de la part sincère que vous prenez à cet avantage. Il a fallu bien des ruses et bien de l'adresse pour amener les choses à ce point. 1760

« Ne me parlez pas de dangers ; la dernière action ne me coûte qu'un habit et un cheval ; c'est acheter à bon marché la victoire. Je n'ai point reçu l'autre lettre dont vous me parlez ; nous sommes comme bloqués par les Russes, d'un côté de l'Oder, et, de l'autre, par les Autrichiens. Il a fallu un petit combat pour faire passer Cocceii ; j'espère qu'il vous aura rendu ma lettre.

« Je n'ai de ma vie été dans une situation plus scabreuse que cette campagne-ci. Croyez qu'il faut encore du miraculeux pour nous faire surmonter toutes les difficultés que je prévois. Je ferai sûrement mon devoir dans l'occasion ; mais souvenez-vous toujours, mon cher marquis, que je ne dispose pas de la fortune, et que je suis obligé d'admettre trop de casuel dans mes projets, faute d'avoir les moyens d'en former de plus solides. Ce sont des travaux d'Hercule que je dois finir dans un âge où la force m'abandonne, où mes infirmités augmentent, et, à dire vrai, quand l'espérance, seule consolation des malheureux, commence même à me manquer.

« Vous n'êtes pas assez au fait des choses pour vous faire une idée nette de tous les dangers qui menacent l'État ; je les sais, je les cache, je garde toutes les appréhensions pour moi, et je ne communique au public que les espérances ou le peu de bonnes nouvelles que je puis lui apprendre. Si le coup que je médite réussit,

1760 alors, mon cher marquis, il sera temps d'épancher sa joie ; mais, jusque-là, ne nous flattons pas, de crainte qu'une mauvaise nouvelle inattendue ne nous abatte trop.....

« Je mène ici la vie d'un chartreux militaire ; j'ai beaucoup à penser à mes affaires ; le reste du temps, je le donne aux lettres, qui font ma consolation, comme elles faisaient celle de ce consul orateur, père de la patrie et de l'éloquence. Je ne sais si je survivrai à cette guerre ; mais je suis bien résolu, en cas que cela arrive, à passer le reste de mes jours dans la retraite, au sein de la philosophie et de l'amitié.

« Dès que la correspondance deviendra plus libre, vous me ferez plaisir de m'écrire plus souvent. Je ne sais où nous aurons nos quartiers cet hiver. Ma maison à Breslau a péri durant le bombardement ; nos ennemis nous envient jusqu'à la lumière du jour et à l'air que nous respirons. Il faudra pourtant bien qu'ils nous laissent une place, et, si elle est sûre, je me fais une fête de vous y voir.

« Eh bien, mon cher marquis, que devient la paix de la France ? Vous voyez bien que votre nation est plus aveugle que vous ne l'avez cru. Ces fous perdront le Canada et Pondichéry pour faire plaisir à la reine de Hongrie[1] et à la Tzarine. Veuille le ciel que le prince Ferdinand les paye bien de leur zèle ! Ce seront des officiers innocents de ces maux et de pauvres soldats qui en seront les victimes, et les illustres coupables n'en

[1] Il ne disait que trop vrai !

souffriront pas. Je sais un trait du duc de Choiseul, que 1760
je vous conterai lorsque je vous verrai; jamais procédé plus fou ni plus inconséquent n'a flétri un ministre de France depuis que cette monarchie en a. Voici des affaires qui me surviennent; j'étais en train d'écrire; mais je vois qu'il faut finir, et pour ne pas vous ennuyer, et pour ne point manquer à mon devoir. Adieu, cher marquis, je vous embrasse.

« A Hermansdorff, près de Breslau, le 27 août 1760. »

Dans cet épanchement de l'amitié, Frédéric s'engage, si la fortune le favorise, à déposer les armes, à dire un éternel adieu à la guerre, pour consacrer désormais ses jours à la philosophie, aux Muses, à l'amitié. Ce serment, le héros prussien s'y montrera religieusement fidèle.

Cependant Daun, inconsolable du mauvais succès de ses entreprises, voyait cette campagne, dont il avait espéré les plus brillants avantages, ne tourner qu'à sa confusion. La position du maréchal devenait même embarrassante : les fourrages qu'il tirait des montagnes étant épuisés, il ne pouvait répandre dans la plaine que de petits partis; les chemins étaient impraticables, et les convois n'arrivaient de la Bohême qu'avec beaucoup de peine.

Pour harasser et tenir en échec la grande armée autrichienne, Frédéric multipliait les marches et contre-marches. Enfin il avait repris une supériorité bien décidée.

Une diversion, en arrachant ce prince de la Silésie, paraît à Daun le seul moyen d'empêcher qu'il ne réta-

1760 blisse et ne consolide la direction intérieure de ses lignes d'opérations : un corps russe, aux ordres des généraux Czernischeff et Tottleben, et un corps d'Autrichiens commandé par Lascy, marchent donc sur Berlin.

A leur approche, de petits ouvrages en terre avaient été construits devant les portes de la ville. On se prépare à la résistance; Lehwald, feld-maréchal septuagénaire, deux lieutenants-généraux blessés, Seidlitz et Knobloch, donnent l'exemple du courage, et défendent, en personne, ces faibles avant-postes; le prince Eugène de Wurtemberg vole au secours de la capitale. Mais, bientôt, les généraux prussiens sentent eux-mêmes que la lutte est trop inégale, surtout dans une ville ouverte de tous les côtés; s'ils sont battus, Berlin sera livré au pillage, et leurs seize mille hommes anéantis. Abandonnant donc la capitale à son sort, ils se retirent sur Spandaw; Rochow, commandant de Berlin, capitule.

Telle était l'exaspération des généraux russes et autrichiens, qu'ils conçurent l'idée sauvage d'incendier la ville. Ils n'en furent détournés que par les énergiques représentations de Verelst, ministre de Hollande[1].

On attribua à la haine du comte de Brülh pour Frédéric la dévastation de Charlottembourg, où les Autrichiens mutilèrent la belle collection d'antiques du cardinal de Polignac. Autant Tottleben se concilia les cœurs des Berlinois, autant Lascy se fit détester, en permettant à ses troupes de renouveler, au dix-huitième siècle, des scènes dignes d'Attila. Le général-

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*.

major prince d'Esterhazy, à la tête d'un corps d'Autrichiens, alla ruiner à Postdam les fonderies de canons et de boulets, non toutefois sans observer une rigoureuse discipline. Il n'exigea qu'un portrait de Frédéric et une de ses flûtes. Moyennant deux millions d'écus, Berlin se racheta du pillage. 1760

Mais le séjour des ennemis y fut de courte durée. Le Roi était entre Breslau et Schweidnitz[1], donnant à ses troupes épuisées un repos nécessaire, quand il apprit l'invasion de ses États. Il décampe dans la nuit du 6 au 7 octobre, s'avance à marches forcées par Jaüer, Hainau, Sprottau, Sagan, et, le 14, il est à Guben. Prendre

[1] Peu de jours avant, vers la fin de septembre, il écrivait encore au marquis d'Argens les lignes suivantes :

« Je ne veux point vous faire de *jérémiades*, ni vous alarmer par le détail de mes craintes et de mes inquiétudes; mais je vous assure qu'elles sont grandes. La crise où je me trouve change, en quelque sorte, d'aspect; mais rien ne se décide, rien ne semble promettre un résultat définitif. Je brûle à petit feu ; je suis comme un corps que l'on mutile, et qui, chaque jour, perd quelques-uns de ses membres. Que le ciel nous assiste ! nous en avons grand besoin. Vous me parlez toujours de ma personne ; vous devriez savoir aussi bien que moi que la vie m'importe peu ; mais que, pendant que je vis, je dois faire mon devoir et combattre pour ma patrie, afin d'essayer de la sauver, si la chose est encore possible. J'ai eu beaucoup de petits succès, et j'ai grande envie de prendre pour ma devise, *maximus in minimis, minimus in maximis*. Vous ne sauriez vous figurer les horribles fatigues que nous endurons ; cette campagne-ci surpasse toutes les précédentes ; je ne sais quelquefois à quel saint me vouer. Mais je ne fais que vous ennuyer par le récit de mes anxiétés et de mes chagrins ; ma gaîté et ma bonne humeur sont ensevelies avec les personnes chères et respectables, auxquelles mon cœur s'était attaché. La fin de ma vie est douloureuse et triste. N'oubliez pas, mon cher marquis, votre vieil ami. »

1760 à dos les Russes et écraser le corps qui s'est aventuré jusqu'à Berlin, tel est son projet; mais l'exécution n'en sera pas nécessaire.

A son approche, les généraux ennemis craignent d'être coupés; Lascy part dans la nuit du 11 au 12, et se dirige sur Torgau; Czernischeff prend la route de Francfort; peu d'heures après Tottleben le suit.

Frédéric ne s'attache point à la poursuite des Russes; un objet plus important l'occupe, car Daun a remarché en Saxe, est maître de Torgau, et veut enlever au Roi le reste de cet électorat. C'est là que Frédéric porte ses pas; il repousse l'armée de l'Empire, reprend Leipsick et Wittemberg, et, le 1er novembre, il est à Eulembourg, avec l'intention de s'établir sur les derrières de Daun pour lui couper la communication de Dresde.

Mais le maréchal l'a deviné : aussitôt, changeant de front, son armée fait face en arrière, et occupe près de Torgau une position formidable.

Frédéric, qui sait que les Russes, cantonnés entre la Wartha et l'Oder, se proposent de passer l'hiver au cœur de ses États, si les Autrichiens se maintiennent à Torgau, n'hésite pas : l'attaque est résolue. Le 2 novembre, il part d'Eulembourg, repousse Brentano, et campe près de Schilde.

« Je vous ai rassemblés, Messieurs, dit-il à ses généraux, non pas pour vous demander votre avis, mais pour vous dire que j'attaquerai demain le maréchal Daun.

« Je sais qu'il occupe une bonne position; mais, en même temps, il est dans un cul-de-sac; et, si je le bats,

toute son armée est prise ou noyée dans l'Elbe. Si 1760
nous sommes battus, nous y périrons tous, et moi le premier.

« Cette guerre m'ennuie, elle doit vous ennuyer aussi : nous la finirons demain.

« Ziethen, je vous donne le commandement de l'aile droite de mon armée. Votre objet sera, en marchant droit sur Torgau, de couper la retraite des Autrichiens, quand je les aurai chassés des hauteurs de Spititz. »

En achevant ces mâles paroles, il leur remet l'ordre de marche et de bataille, écrit de sa main. C'est un modèle de précision.

Le 3 novembre, au point du jour, Frédéric traverse la forêt de Torgau avec la gauche de l'armée, pour attaquer la droite de Daun ; Ziethen marche contre la gauche des Autrichiens. En débouchant de la forêt, le Roi, qui entend le feu de sa droite, croit Ziethen pleinement engagé, et, sans attendre le reste de ses troupes, il attaque Daun avec dix bataillons de grenadiers. C'était le seul point vulnérable du maréchal.

Ces braves, après avoir franchi le ruisseau de Stribach, s'étaient formés sous un feu terrible, à huit cents pas de l'ennemi ; malheureusement, les batteries de gros calibre, attachées aux brigades, n'avaient pu les suivre dans le bois. Privés de ce secours, tous néanmoins traversent fièrement les abattis, et attaquent le centre de l'aile gauche autrichienne; mais une salve à mitraille des quatre cents bouches à feu qui garnissent le front de toute la ligne ennemie les écrase; les batteries prussiennes qu'on avait voulu établir à la gauche

1760 du bois sont anéanties : hommes, pièces, chevaux, tout a disparu[1]. Frédéric, qui se trouve à la droite entre les deux lignes, assiste douloureusement à la destruction de son corps de grenadiers, l'élite de l'armée[2]. Apprenant la mort du colonel prince d'Anhalt, il se retourne vers son frère, aide-de-camp de service : « Tout va mal aujourd'hui, lui dit-il, mes amis me quittent : on vient de m'annoncer la mort de votre frère. » Paroles simples et sublimes, qui révèlent l'âme stoïque à la fois et sensible du grand homme.

Résolu à vaincre ou à mourir, Frédéric, toujours en multipliant les attaques, se porte davantage sur la droite, et, vers cinq heures, envoie l'ordre à Ziethen de s'approcher de lui en se portant sur la gauche. Celui-ci avait attaqué la cavalerie de Lascy à plusieurs re-

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome III.

[2] « Daun reçut les Prussiens avec un feu d'artillerie tel qu'on n'en avait pas vu depuis l'invention de la poudre. Il se trouvait là deux cents canons dirigés, pour ainsi dire, sur un même point, et dont, sans relâche, les gueules enflammées vomissaient la mort : c'était une image de l'enfer s'ouvrant pour engloutir sa proie[1]. Jamais les plus anciens vétérans des deux armées n'avaient assisté à semblable destruction. Le Roi lui-même dit à diverses reprises à ses aides-de-camp : « Quelle terrible canonnade ! en avez-vous jamais vu de pareille ? » Aussi l'effet qu'elle produisit fut-il affreux au delà de toute idée. En une demi-heure de temps, les cinq mille cinq cents grenadiers prussiens qui avaient formé l'attaque furent étendus, ou morts ou blessés, sur le champ de bataille, la plupart même avant d'avoir pu faire une seule décharge. »

[1] « Si l'on trouve cette description trop animée, on voudra bien la pardonner à l'auteur. Ce n'est point une imagination échauffée par la lecture ou par des relations qui guide ici sa plume ; c'est une esquisse de ce qu'il a vu de ses propres yeux. » (Archenholtz, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*.)

prises, mais sans succès, et le général Saldern, avec 1760
l'infanterie de Ziethen, cherchait à enlever les hauteurs de Siptitz; mais, devant l'impraticable ruisseau de Rohrgraben, tous ses efforts échouaient.

C'est alors qu'une balle frappe le Roi à la poitrine; on l'engage à s'éloigner : « Ma vie n'est rien, répond-il, gagnons la bataille. » Et la lutte continue acharnée.

Des deux côtés, manquent la poudre et les munitions; des deux côtés, les forces sont épuisées; la nuit survient, et la position de Daun semble inexpugnable, quand, vers cinq heures, le lieutenant-colonel de Mœllendorff[1] s'aperçoit que l'ennemi n'a point occupé la digue qui sépare les deux étangs, et que les hauteurs en face étaient dégarnies. En effet, Daun en avait tiré des renforts pour soutenir sa droite menacée par le Roi. Aussitôt Mœllendorff, avec les premiers régiments de la gauche de Ziethen, traverse la digue. Saldern le suit avec toute l'infanterie. On emporte d'assaut, à neuf heures, la hauteur derrière Siptitz, et Ziethen se réunit au Roi sur le champ de bataille; la victoire était assurée.

Cependant Daun, grièvement blessé à la jambe, et ne pouvant même plus rester sur le champ de bataille, s'était fait transporter à Torgau. Déjà, presque tous ses généraux étaient venus l'y complimenter sur son triomphe; un courrier en portait la nouvelle à Vienne :

[1] Né en 1724, Mœllendorf mourut le 28 janvier 1816. Blessé à la bataille d'Iéna, il fut, pendant l'occupation de la Prusse, traité par les généraux français avec beaucoup d'égards. Napoléon invita plusieurs fois ce vieux guerrier à sa table, et lui continua ses pensions.

1760 tout à coup, le général de cavalerie O'Donnell, à qui il avait laissé le commandement, lui mande l'occupation des hauteurs de Siptitz par Ziethen. Daun assemble un conseil de lieutenants-généraux; les funestes conséquences que pourrait entraîner une nouvelle bataille livrée le lendemain l'effraient; il ordonne de repasser l'Elbe après minuit. Cette retraite s'effectue dans le plus grand silence, avec un ordre parfait[1].

En éclairant toutes les horreurs du champ de bataille, le jour arrêta la joie des vainqueurs. C'était un affreux spectacle : des monceaux de malheureux, noyés dans leur sang, nus, les os broyés, jonchaient la terre; les uns faisaient retentir l'air de cris lamentables; d'autres, enviant le sort de ceux qui n'étaient déjà plus, demandaient en grâce qu'on les achevât; beaucoup, dépouillés de leurs vêtements, durant cette affreuse nuit de quatorze heures, par des misérables, rebut des deux armées, gisaient immobiles et roides de froid, ou se roulaient, avec effort, contre des mourants pour y puiser un peu de chaleur, ou cherchaient même à s'abriter sous des cadavres. Partout, des membres épars, des troncs informes, des mares sanglantes; partout, la mort et son hideux cortége. De chaque côté, onze mille hommes environ tués ou blessés.

Dans le tableau qu'il trace de cette bataille, Frédéric[2] raconte qu'on trouva rassemblés, autour de grands feux, des soldats des deux armées causant familière-

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires.*

[2] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome II.

ment ensemble. Ils avaient comme passé un accord de 1760
neutralité, mutuellement résignés à suivre le parti que favoriserait la fortune, et à se rendre aux vainqueurs.

La nuit était très-froide; les troupes allumèrent des feux; vers le matin, Frédéric, longeant à cheval le front de l'armée, passa de l'aile gauche à la droite. Arrivé au régiment des gardes, il mit pied à terre, et se chauffa un moment entouré de ses grenadiers; causant familièrement avec eux, selon sa coutume, il louait beaucoup leur courage. « Mais qu'êtes-vous donc devenu? lui demanda l'un d'entre eux; c'est toujours vous qui nous menez où il y a le plus de coups à gagner; aujourd'hui, personne ne vous a vu : ce n'est pardieu pas bien de nous abandonner ainsi. — Allons, allons, enfants, ne grondez point, répondit le Roi avec douceur; pendant toute l'affaire, je suis resté à l'aile gauche de l'armée : voilà pourquoi vous ne m'avez point vu. » En parlant ainsi, il déboutonnait sa veste, à cause de la chaleur : une balle en tomba; à cette vue, tous les grenadiers enthousiasmés battent des mains : « Ah! tu es toujours notre vieux Fritz, s'écrient-ils; tu partages tous nos dangers, nous voulons mourir pour toi : Vive Fritz, Vive le Roi! — Père Fritz, lui demanda un autre grenadier, nous donneras-tu de bons quartiers cet hiver? — De par tous les diables! répond le Roi, il faut auparavant que nous prenions Dresde...; mais, après, j'aurai soin de vous, et vous serez contents. »

En effet, il assigna Leipsick au régiment des gardes. Tout en causant ainsi, ces vieux soldats, dont le cercle autour du Roi se rétrécissait de plus en plus, ne lui

1760 épargnaient point les bouffées du plus mauvais tabac. Un d'eux ayant dit aux autres : « Mais retirez-vous donc. — Non, non, répartit Frédéric, j'aime beaucoup la fumée du tabac. » L'odeur de la pipe lui était pourtant insupportable.

C'est là aussi qu'un brave sous-officier auquel un boulet de canon venait d'enlever la main droite, ayant été présenté au Roi, ce prince, après l'avoir comblé d'éloges, lui demanda quel dédommagement il pourrait lui accorder : « Sire, l'honneur de vous servir avec ma main gauche. » Immédiatement il fut avancé.

Outre leurs morts, les Autrichiens perdirent huit mille prisonniers, et les Prussiens quatre mille.

Mieux qu'aucun autre, ce triomphe inespéré prouva quelle immense distance la discipline mettait encore entre les deux armées : tandis que l'une, au milieu de son succès, manquait d'ordre et de vigilance, l'autre, l'armée vaincue, restant maîtresse de ses mouvements, passa d'une pleine retraite à une attaque brusque et décisive[1].

L'art d'embrasser les lignes d'opérations de la manière la plus avantageuse;

L'art de porter les masses, le plus rapidement possible, sur le point décisif de la ligne d'opérations primitive, ou de la ligne accidentelle;

L'art de combiner l'emploi simultané de la plus grande masse sur le point le plus important d'un champ de bataille[2];

[1] Guibert, *Éloge du roi de Prusse.*

[2] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires,* tome III.

Ces trois combinaisons constituent la science de la guerre : les réunir dans une application constante, c'est le comble du génie militaire. Telle fut la gloire de Frédéric, à Torgau surtout ; telle fut la gloire de Napoléon. 1760

C'est la dernière bataille où Frédéric commanda en personne.

Torgau ouvrit ses portes aux Prussiens; toute la Saxe, excepté Dresde, était de nouveau en leur pouvoir. Le prince de Wurtemberg, dont la présence devenait inutile dans cet électorat, alla rejoindre, en Poméranie, Werner et Belling; bientôt, ce qui restait de Suédois dans les États du Roi eut disparu. Frédéric prit ses quartiers d'hiver à Leipsick.

Ainsi se termina, à l'avantage de ce prince, une campagne où il avait été sur le point de tout perdre. Ses provinces étaient recouvrées; deux victoires relevaient le moral de son armée.

Ses alliés avaient plus souffert : toute la Hesse venait d'être ravagée par les Français, qui, malgré les efforts et l'habileté du prince Ferdinand, s'étaient rapprochés des États prussiens et des frontières de la Saxe. Le 16 octobre, la journée de Closter-Camp, et l'héroïque dévouement du chevalier d'Assas compensèrent noblement la défaite du maréchal de Broglie à Warbourg.

De légers bruits de paix circulèrent de nouveau; affaiblies par l'énergique défense de Frédéric, les puissances belligérantes parlèrent même d'un congrès à Augsbourg. Marie-Thérèse, qui jouissait des efforts de

1760 l'Europe pour terrasser l'ennemi capital de sa Maison, affecta néanmoins d'applaudir à ce projet : c'était, par une apparence de modération, s'honorer aux yeux du public. Mais, au fond, jamais la guerre ne lui avait plus souri ; jamais, chez l'Impératrice, n'avait été plus ardente l'espérance de rentrer pour toujours dans sa chère Silésie.

Le congrès ne fut donc qu'une chimère.

Comme si ce n'était point assez de tous les malheurs déjà amoncelés sur Frédéric, Georges II mourut, et, avec lui, l'influence de Pitt. Malgré les plus fortes assurances, malgré la bonne volonté du Parlement, qui aidait, avec joie, le roi de Prusse à ruiner la France en Allemagne, le nouveau monarque anglais, dirigé par lord Bute, favori royal justement détesté du peuple, n'aspira qu'à retirer les subsides accoutumés. Pour déférer au vœu de la nation et du parlement, on conclut bien, en décembre, il est vrai, un nouveau traité de subsides avec la Prusse ; mais ce fut le dernier entre les deux pays, et encore le payement des sommes convenues fut-il, sinon complétement éludé, du moins différé longtemps[1].

Enfin, pour comble d'infortune, les ennemis, depuis le commencement de 1760, refusaient l'échange des prisonniers, et ils occupaient une grande partie des provinces où l'on eût pu encore lever des hommes.

Frédéric ne s'aveuglait point sur sa position ; l'épuisement de ses forces, les haines puissantes qui le poursuivaient, les nouveaux dangers de la cam-

[1] *Vie de Frédéric II*, par lord Dover.

pagne prochaine ne lui étaient que trop connus. 1761
Désormais impuissant pour l'attaque, une défensive prudente devenait son unique ressource ; se soutenir avec art, en attendant quelque circonstance heureuse, et ne pas périr d'épuisement, voilà tout son espoir.

Tandis qu'il ralliait, à grande peine, autour de lui les débris de ses troupes, la France, de plus en plus dominée par sa fatale alliée, redoublait d'efforts. Organisée sur le Bas-Rhin, une armée, de quatre-vingt-dix à cent mille hommes, sous les ordres du maréchal de Soubise, devait assiéger Munster, Lipstadt, et autres places. D'un autre côté, le duc de Broglie, avec cinquante ou soixante mille hommes, partant de la ligne du Mein, pénétrera par Gœttingue, dans le Hanovre, et menacera les communications des alliés.

Sortant de la Franconie, l'armée des Cercles allait opérer sur la Saale, lier la droite des Français à la gauche des Autrichiens, et faciliter ainsi la conquête de la Saxe par Daun.

En Silésie, Laudon, à la tête de soixante mille hommes, comptait se réunir à la grande armée russe du feld-maréchal, comte de Butturlin, successeur de Soltikoff, et assiéger les places fortes de cette province : c'était là que devaient se porter les grands coups.

Dans le même temps, un autre corps russe, commandé par le comte de Romanzoff, était destiné à agir en Poméranie de concert avec les Suédois, et à faire le

1761 siége de Colberg, place importante, dont la prise assurerait une base d'opérations plus avantageuse et plus rapprochée.

Tels étaient les préparatifs de ces mêmes puissances qui répandaient sourdement d'insidieuses rumeurs de paix; pour mieux écraser Frédéric, on voulait l'endormir.

Vers la fin de la campagne précédente, un armistice avait été conclu entre les Prussiens et les Autrichiens; en se prévenant d'avance, on pouvait l'annuler, mais on le prolongea jusqu'au 26 mai. Alors Laudon, ayant été renforcé de soixante-quatre bataillons et de quatre-vingt-cinq escadrons, dénonça la reprise des hostilités. Il voulait. profitant de l'éloignement du Roi, encore en Saxe, enlever les vingt mille hommes de Goltz, resté, depuis la bataille de Torgau, en Silésie, pour observer les Russes et le corps même de Laudon.

Le général autrichien entra donc, le 23 avril, en Silésie, sur trois colonnes, et vint camper à Waldembourg; mais aussitôt le général de Goltz, ayant rassemblé ses troupes sous Schweidnitz, les établit dans les fortes positions de Hohenfriedberg et Hohenkunzendorff, pour garder les défilés. Alors Laudon, qui avait ordre de ne rien risquer jusqu'à l'arrivée des Russes et des renforts que Daun devait lui envoyer, renonça à son projet, car le voisinage de Schweidnitz ne lui permettait pas de frapper un coup décisif; son armée resta aux environs de Saltzbrum [1].

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome IV.

Avant même d'être informé de cette circonstance, 1761
Frédéric avait déjà résolu de marcher en Silésie, et, s'il ne l'avait pas fait immédiatement, c'est qu'il voulait, profitant de l'armistice, protéger une expédition en Thuringe et dans le Voigtland, afin de rejeter l'armée des Cercles en Franconie, et de s'en débarrasser ainsi pour un certain temps.

Mais, à peine instruit de la rupture de l'armistice en Silésie, le Roi rassemble trente-trois bataillons, soixante-trois escadrons, avec huit batteries de gros canon, passe l'Elbe à Strehlen, et se porte, en neuf marches, jusqu'à Hohenfriedberg, où il campe, le 13. Laisser la défense des rives de l'Elbe au prince Henri; manœuvrer entre l'armée russe du maréchal Butturlin et celle de Laudon, pour retarder leur réunion, et, si une occasion favorable se présente, attaquer la dernière, avant l'arrivée de ses alliés, tel est son plan[1].

L'armée royale secourait ainsi le général de Goltz, qui, devant Laudon, s'était replié sous le canon de Schweidnitz. Ce mouvement fait que Laudon se retire en Bohême, pour y attendre les Russes. Alors Frédéric envoie à leur rencontre M. de Goltz qui meurt subitement; Ziethen le remplace et livre plusieurs petits combats au feld-maréchal Butturlin.

Informé de la marche du Roi, Daun envoie, le 9 mai, à Zittau, vingt-cinq à trente mille hommes; protégeant la Bohême contre une invasion, ils se réuniront ensuite à l'armée de Silésie déjà fortifiée des deux divisions

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome IV.

1761 d'Argenton et de Gourcy. Laudon, de son côté, rentre en Bohême, pour y attendre les Russes, qui s'avancent en plusieurs colonnes, tandis qu'une autre armée russe, commandée par le général Romanzoff, entre en Poméranie; arrivant de Wollin, les Suédois poussent jusqu'à Camin. Alors, le général prussien Werner se retire sous le canon de Colberg; le prince Eugène de Wurtemberg, arrivant de la Poméranie antérieure, et le général Tadden, venant de la Silésie, marchent à son secours, et, pour faire face à M. de Romanzoff, se retranchent près de Colberg.

Renforcé par le maréchal Daun, Laudon cherche à se réunir à M. de Butturlin dans la Haute-Silésie; mais les rapides et savantes manœuvres du Roi l'en empêchent. Cependant Butturlin, ayant bombardé Breslau, réussit enfin à passer l'Oder près de Closter-Laubenz, et se joint à Laudon, entre Jauer et Striegau.

Dès lors ils croient les Prussiens perdus.

Tel un croissant immense, les deux armées ennemies enveloppent Frédéric.

Pour la première fois, ce prince évite de livrer bataille; se renfermant dans le fameux camp de Bunzelwitz, près de Schweidnitz, il s'environne de retranchements respectables. Une chaîne de monticules, encaissés par plusieurs ruisseaux, forme ce camp, qui devient comme une place d'armes dont la montagne de Wurben est la citadelle. Depuis cette hauteur jusqu'au village de Bunzelwitz, un marais le couvre. La ligne se prolonge en une espèce de carré long, dont le côté droit est vers Tscheschen et Zedlitz, le front

depuis Zodlitz jusqu'en arrière de Jauernick, et le côté gauche depuis Jauernick jusqu'en arrière de Wurben; de là, cette ligne va rejoindre le côté droit vers Tscheschen. Six points saillants forment de vrais bastions battant tous les environs, et flanquant les retranchements intérieurs. Autour du camp sont des abattis, des troups de loup et des fougasses; partout, les retranchements ont seize pieds d'épaisseur, et les fossés douze de profondeur sur seize de largeur; quatre cent soixante pièces d'artillerie bordent les différents ouvrages, cent quatre-vingt-deux mines sont prêtes à sauter au premier signal. Frédéric, en un mot, a savamment profité de tous les avantages du terrain; pendant dix jours, son armée, forte de soixante-six bataillons et de cent quarante-trois escadrons, avait travaillé avec une ardeur infatigable. A l'aile gauche, là où finissent les retranchements, sur un terrain plat, s'étendent quatre-vingt-dix escadrons. Aussi ce camp, chef-d'œuvre de fortifications de campagne, fait-il époque dans les annales de l'art[1]. 1761.

Là, comme sur la brèche, on passe la nuit l'arme au bras; une moitié des soldats veille pour l'autre[2]; quelquefois même, l'armée entière est dans les retranchements, et les pièces sont attelées. Cerné de toutes parts, Frédéric en impose encore à ses ennemis, qui n'osent l'attaquer.

Il avait compté sur un allié terrible, la famine; elle ne se fit pas longtemps attendre. Déjà, les Russes en

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires.*
[2] Guibert, *Éloge du roi de Prusse.*

1761 étaient tourmentés, quand ils apprirent que le général Platten, détaché par le Roi, venait de leur enlever en Pologne un convoi de cinq mille chariots. Cette diversion les contraignit à se séparer : départ salué des cris d'allégresse de l'armée prussienne. Butturlin, pour soutenir le siége de Colberg, se porta en Poméranie, laissant Zernischeff, avec quinze mille hommes, à l'armée de Laudon, qui se poste dans un camp retranché, près de Frybourg.

Pour faire sortir Laudon de cette position avantageuse, et s'ouvrir ainsi un passage en Saxe, où il voulait prendre ses quartiers d'hiver, Frédéric, par une marche simulée, cherche à attirer Laudon dans la Haute-Silésie. Alors celui-ci, faisant seulement côtoyer le Roi par Draskowitz, tente pendant la nuit, avec toute son armée, un assaut général sur la forteresse de Schweidnitz. Quoique pris à l'improviste, le commandant prussien oppose une vigoureuse résistance; mais, avec une faible garnison, il n'a pas même un nombre suffisant de canonniers. En moins de trois heures, tous les ouvrages sont emportés; le commandant et trois mille trois cents hommes, prisonniers.

« Je suspends mon jugement, écrivit Frédéric à Zastrow, et je souhaite que vous puissiez me mander, comme François Ier à sa mère, après la bataille de Pavie : *Tout est perdu, fors l'honneur.* »

Privé de son régiment, Zastrow se plaignit. « Je ne vous crois pas coupable, lui répondit le Roi; mais il serait imprudent de vous charger à l'avenir d'un commandement quelconque. »

Une telle conquête couvrit Laudon de gloire. Pour 1761
la première fois, elle assurait aux Autrichiens des quartiers d'hiver en Silésie.

Ce rude échec dérange, jusqu'à la fin de la campagne, tous les plans du Roi. Désormais, pour se soutenir devant l'immense supériorité de ses ennemis, il doit conserver le plus de forteresses et de terrain possible. Renforçant les garnisons de Neiss, de Brieg et de Kosel; laissant, près de Neiss, le prince de Bernbourg, il campe aux environs de Strehlen, et détache le général Seckendorff, afin de bien garnir les forteresses de Breslau et de Glogau.

En Poméranie, ses affaires n'allaient pas mieux. On a vu que les Russes, pour se procurer une base d'opérations avantageuse et rapprochée qui leur permît d'étendre leurs dépôts par mer, avaient résolu d'assiéger Colberg. Le 16 décembre, malgré les sages dispositions du prince de Wurtemberg, campé sous cette place; malgré la belle défense du brave colonel Heiden, et le dévouement des bourgeois qui rivalisèrent de courage avec la garnison, Colberg se rendit. Les bombes et les boulets rouges avaient réduit en cendres une partie des maisons; toutes les munitions étaient épuisées, presque tous les soldats malades ou blessés.

Pour la première fois aussi depuis la guerre, les Russes prirent des quartiers d'hiver en Poméranie et dans la Nouvelle-Marche.

Au moment où Frédéric perd cette place importante, un de ses généraux, Knobloch, est enlevé à Treptow,

1761 avec trois bataillons et quelques escadrons; revers bien sensible en de telles circonstances.

Mémel, Kœnigsberg, ses États de la Baltique, et, de là, ses possessions héréditaires offrent aux Russes un chemin facile[1].

Le prince Henri a perdu toutes les montagnes de la Saxe; encore peut-il à peine tirer, de l'étroit terrain qui lui reste, la subsistance de ses troupes. Et néanmoins sa gloire a grandi; car, avec une poignée d'hommes, il s'est, durant toute la campagne, maintenu contre les Autrichiens de Daun, contre l'armée impériale commandée par Serbelloni et Stolberg, contre les Saxons aux ordres du prince Albert.

Quant à l'armée du Roi, elle est réduite à défendre son front contre les Autrichiens, et ses derrières contre les Russes.

Berlin communique encore avec Breslau, mais cette communication n'est que précaire.

Que reste-t-il à Frédéric? Trente mille hommes en Silésie. Le prince Henri n'en a guère davantage. Pour les troupes de Poméranie, ce ne sont que des débris épars.

Du côté de la Pologne, un cordon de quinze mille Russes interdit tout passage aux vivres; la plupart des provinces du royaume, envahies, saccagées, ne présentent plus de ressources. Le prince Ferdinand de Brunswick est le seul allié de la Prusse qui termine sans perte cette funeste campagne.

Dans le même temps, un baron de Warkotsch, gen-

[1] Guibert, *Éloge du roi de Prusse.*

tilhomme silésien que Frédéric comblait de ses bontés, 1761
et un prêtre nommé Schmidt, conçurent l'infâme projet de livrer le roi de Prusse aux Autrichiens; cent mille ducats devaient être le prix du crime. Déjà, un poste de Croates s'avançait pour recevoir leur proie; mais un domestique de Warkotsch dévoila le complot.

On condamna ces misérables à être écartelés en *effigie*. A la vue de ce dernier mot, Frédéric signa en disant: « A la bonne heure; les portraits ne vaudront sans doute pas mieux que les originaux. » Leur évasion parut lui faire plaisir; et l'officier qui les avait laissé échapper n'essuya aucun reproche. La cour de Vienne repoussa, avec force, les soupçons qui pesaient sur elle.

Alors aussi, s'ourdissait un autre complot. Le fameux baron de Trenck en était l'âme. Il ne s'agissait de rien moins que d'ouvrir aux Autrichiens Magdebourg, cette vraie place d'armes de la monarchie prussienne. Mais Trenck fut trahi par quelques-uns de ses complices, et surveillé, de plus près que jamais, dans son cachot.

D'un autre côté, les dispositions du cabinet britannique devenaient, chaque jour, plus malveillantes. Partisan d'une paix à tout prix, lord Bute n'aspirait qu'à la ruine de Frédéric. Dans ce but, il avait entamé des négociations avec les diverses cours. N'écoutant que son aveugle haine, il chargea même le prince Gallitzin, ambassadeur russe à Londres, d'annoncer au Tzar que l'Angleterre lui procurerait toutes portions du territoire prussien à sa convenance, pourvu qu'il laissât agir ses troupes avec les Autrichiens.

Indigné, Pierre envoya sur-le-champ la dépêche à

1761-1762 Frédéric. En même temps, lord Bute, proposant à la cour de Vienne une paix dont la Prusse serait exclue, offrait à l'Impératrice-Reine la garantie de telles provinces prussiennes qu'il lui serait agréable de posséder. Mais, à son grand étonnement, cette proposition, reçue avec froideur, fut séchement refusée : c'est que M. de Kaunitz attribuait à lord Bute l'intention de compromettre le cabinet de Vienne avec celui de Versailles. L'orgueil autrichien offensé répondit que l'Impératrice-Reine était assez puissante pour faire valoir elle-même ses prétentions. En même temps, M. de Bussy, à Londres, et M. Hans Stanley, à Versailles, suivaient une autre négociation [1].

Une fois, le grand homme parut brisé par le malheur. Il passa les mois de décembre et de janvier dans Breslau, triste, solitaire, invisible, n'allant même plus à la parade. Frémissant à la seule idée de tomber vivant au pouvoir de ses ennemis, il portait sur lui du poison, dernière ressource du stoïcien contre l'infortune, mais que repousse une morale bien supérieure à celle du Portique; car nul, dans ce combat qu'on nomme la vie, n'a le droit d'abandonner le poste où l'a placé la Providence.

« Vous appellerez, mon cher marquis, écrivait-il à d'Argens, mes sentiments comme il vous plaira. Je vois que nous ne nous rencontrons point dans nos pensées, et que nous partons de principes très-différents. Vous faites cas de la vie en sybarite; pour moi, je regarde la mort en stoïcien. Jamais je ne verrai le moment qui m'obli-

[1] Lord Dover, *Vie de Frédéric II*.

gera à faire une paix désavantageuse; aucune persuasion, 1762
aucune éloquence ne pourront m'engager à signer mon déshonneur. Ou je me laisserai ensevelir sous les ruines de ma patrie, ou, si cette consolation paraissait encore trop douce au destin qui me persécute, je saurai mettre fin à mes infortunes, lorsqu'il ne sera plus possible de les soutenir. J'ai agi et je continue d'agir suivant cette raison intérieure et le point d'honneur qui dirige tous mes pas; ma conduite sera en tout temps conforme à ces principes. Après avoir sacrifié ma jeunesse à mon père, mon âge mûr à ma patrie, je crois avoir acquis le droit de disposer de ma vieillesse. Je vous l'ai dit et je vous le répète, jamais ma main ne signera une paix humiliante. Je finirai sans doute cette campagne, résolu à tout oser et à tenter les choses les plus désespérées pour réussir ou pour trouver une fin glorieuse. . . . .

« Il y a des hommes dociles à la fortune; je ne suis pas né ainsi, et, si j'ai vécu pour les autres, je veux mourir pour moi, etc., etc. »

Debout sur les débris de son naufrage, Frédéric n'aspire donc plus qu'à périr avec gloire.

Essayant un dernier effort, le jeune Goltz, envoyé par lui au khan des Tartares, cherche à soulever ce chef contre la Russie; déjà même le succès va couronner sa persévérance; déjà aussi la Porte, avec qui le cabinet de Berlin n'a lié de correspondance particulière que depuis la guerre actuelle, semble entrer dans ses vues, lorsqu'un événement inespéré tire tout à coup du précipice la monarchie prussienne. Élisabeth meurt, Pierre III monte sur le trône, et, en lui, le plus ardent,

1762 le plus enthousiaste admirateur du roi de Prusse.

Fils de Charles-Frédéric, duc de Holstein-Gottorp, et d'Anne, fille aînée de Pierre Ier, Charles-Pierre-Ulric était né à Kiel, dans les États de son père, le 21 février 1728. Élisabeth, que du fond de son cachot l'infortuné Iwan effrayait encore, voulut en finir pour toujours avec la famille détrônée ; ayant appelé le jeune prince à Saint-Pétersbourg, elle lui fit embrasser le rit grec à la place du protestantisme, et le proclama Grand-Duc de Russie et son héritier présomptif, sous le nom de Pierre, comme pour lui donner la sauvegarde d'une grande mémoire.

Que cette couronne inattendue devait un jour coûter cher au Tzar futur !

Trois ans plus tard, le 1er septembre 1745, le prince épousa Sophie-Auguste d'Anhalt-Zerbst, si fameuse depuis sous le nom de Catherine II.

Mais, par une bizarrerie bien digne d'un esprit étroit, à peine Élisabeth eut-elle choisi son neveu pour successeur, qu'elle commença à redouter en lui un rival. L'éducation qu'on donna à Pierre s'en ressentit ; pour dissiper les jalouses inquiétudes de la Tzarine, ses gouverneurs s'appliquèrent à le maintenir dans une ignorance complète : son esprit, son caractère surtout étaient condamnés à une enfance éternelle. Abandonné à lui-même, ou plutôt soumis à de perfides conseils, le Grand-Duc passait son temps à fumer, à boire, à faire l'exercice à la prussienne. Blessant, avec une sorte d'affectation, les intérêts qu'il aurait dû le plus ménager, Pierre affichait un profond dédain pour les

usages et la religion des Russes. Au contraire, parlait-il 1762
des Allemands, des Prussiens surtout, c'était en les louant outre mesure. Son admiration pour Frédéric tenait du fanatisme; à ses yeux, Frédéric était plus qu'un homme. On dit même qu'il entretenait des relations avec ce prince, quoique en guerre avec la Russie, et qu'en plus d'une occasion il lui donna connaissance des plans adoptés par le cabinet de Saint-Pétersbourg. Une telle conduite n'était point propre à lui faire pardonner son origine allemande.

Aussi se forma-t-il bientôt un parti contre le Grand-Duc; à la tête de ce parti, était le grand-chancelier Bestucheff, dévoué à Catherine. Cette princesse ne cachait déjà plus l'invincible aversion que lui inspirait son époux récemment défiguré par la petite vérole; la précocité de ses passions annonçait que l'amour jouerait un grand rôle dans la vie de cette femme extraordinaire.

De son côté, Pierre ne s'imposait pas une gêne plus rigoureuse. Ayant pour maîtresse une fille du comte de Woronzoff, il fit imprudemment entendre qu'il lui réservait la place de Catherine; ce propos rapporté à la Grande-Duchesse changea son aversion en haine.

Cependant, les ennemis du prince redoublaient d'efforts; chaque jour, les plus noires calomnies étaient répandues sur son compte; on alla même jusqu'à faire craindre à la Tzarine qu'il n'attentât à ses jours; crime dont l'idée seule eût fait horreur à Pierre. Le Grand-Duc était, ce qu'on l'avait fait, ignorant, faible, fantasque; mais son règne éphémère prouva en lui une bonté de cœur, une générosité incontestables. Loin

1762 d'être capable d'un crime, ce prince ne périt que pour avoir jugé les autres d'après lui-même.

Il serait trop long d'entrer ici dans le détail de toutes les intrigues qui assiégèrent les derniers instants d'Élisabeth; de montrer Bestucheff renversé[1], Woronzoff mis à sa place, Pierre et Catherine réunis un moment au lit de mort de l'Impératrice, et la foule des courtisans prosternés aux pieds du même prince naguère l'objet des plus injurieux sarcasmes, des plus atroces mensonges.

L'avénement de Pierre III au pouvoir suprême fut signalé par des bienfaits. Ce prince traita avec bienveillance tous ceux qui avaient été attachés à l'Impératrice, pardonnant même à ses ennemis personnels, et confirmant dans leurs emplois presque tous les grands de l'Empire.

Un de ses premiers soins fut de rappeler cette multitude de prisonniers d'État, dont Élisabeth et ses ministres avaient peuplé la Sibérie. Dix-sept mille exilés revirent leur patrie. Parmi eux étaient l'implacable Biren, et le maréchal de Munich, âgé de quatre-vingt-deux ans. Un fils de l'illustre vieillard, avec trente-deux de ses petits-fils, alla le recevoir hors des murs de la capitale.

Juste envers elle-même, Catherine redoutait l'animadversion de son époux. Pierre lui fit l'accueil le plus gracieux, passant une partie du jour auprès d'elle, provoquant ses conseils, paraissant avoir tout oublié, hormis la supériorité de génie de sa jeune épouse[2].

[1] On a parlé plus haut de cette disgrâce.

[2] *Vie de Catherine II, impératrice de Russie*, t. I, Paris, Buisson, 1797.

Déjà, il avait conquis tous les cœurs, et l'Empire retentissait de bénédictions; mais l'enthousiasme ne connut plus de bornes, le jour où le Tzar alla, en grande pompe, lire au Sénat deux déclarations, dont l'une, affranchissant la noblesse de son antique dépendance, lui rendait le droit de voyager à l'étranger et de ne porter les armes que volontairement; dont l'autre abolissait la terrible *Chancellerie Privée*, commission inquisitoriale chargée de rechercher, de poursuivre, de juger les crimes de haute trahison. De sages réformes dans l'administration des finances et dans celle de la justice eurent lieu. Enfin, jamais bruits injurieux n'avaient été mieux démentis : les Russes, comme les étrangers, admiraient à l'envi ce fortuné changement. 1762

Le plus ardent désir du nouveau souverain, c'était de mettre un terme à la guerre opiniâtre qu'Élisabeth avait soutenue contre Frédéric. Sans même en prévenir la cour de Vienne, il ordonne à son armée de se séparer des troupes autrichiennes. Bientôt, un traité conclu avec le roi de Prusse rend à ce prince toutes les conquêtes faites sur lui, et place, sous son commandement, les mêmes régiments qui venaient de le combattre. Ce n'est point encore assez pour le dévouement de Pierre : le 22 mai, sa puissante intervention entraîne les Suédois[1] à la paix. En reconnaissance de tant d'éminents services, il ne demande à son *cher frère*, à son *digne maître*, qu'une place dans son cœur et un grade supérieur dans son

[1] Ce traité, conclu à Hambourg, n'est qu'un renouvellement de celui de Stockholm en 1720.

1762 armée. Se prêtant de bonne grâce à une comédie qui lui valait de semblables avantages, le Roi écrivit à Pierre qu'il l'avait nommé général-major, non par égard pour son rang de prince, mais uniquement à cause de ses talents militaires. A cette lettre était joint un uniforme prussien, avec le portrait de Frédéric. Ces attentions exaltèrent encore la passion du Tzar pour son héros; il se revêtit sur-le-champ de l'uniforme, n'en porta plus d'autre, plaça, avec pompe, le portrait du Roi dans sa chambre, et ordonna au comte de Czernischeff d'accélérer sa marche.

Voilà donc le monarque prussien armé de forces d'autant plus redoutables, que Marie-Thérèse, comptant sur un prochain triomphe, avait récemment licencié vingt mille hommes de ses meilleurs soldats, et cinq cents officiers.

Au mois de mai, Frédéric, ayant rassemblé ses forces au camp de Bittlern, reprend l'offensive. Son neveu, le jeune prince royal, vient faire son apprentissage sous les yeux du grand maître.

A leur tour, les Autrichiens restent sur la défensive; mais, pour empêcher les princes de l'Empire de faire, avec le roi de Prusse, une paix particulière, la cour de Vienne renforce, de trente-six mille hommes de ses meilleures troupes, l'armée impériale. Le maréchal Daun prend le commandement de la grande armée de Silésie, portée à cent six bataillons et cent quarante-neuf escadrons. M. de Serbelloni dirige le corps autrichien qui doit agir, en Saxe, avec l'armée des Cercles, et faire également une guerre défensive.

Quant à la France, elle adopte un plan de campagne 1762
opposé à celui de l'année précédente; ses armées sont sur un pied formidable.

Avant tout, Frédéric songe à reprendre Schweidnitz. Mais, pour en entreprendre le siége, il faut forcer Daun à quitter ses positions, et l'unique moyen d'y parvenir, c'est de l'attaquer, ou de manœuvrer de manière à l'inquiéter sur ses communications.

En Saxe, le prince Henri, s'étant renforcé du général Belling, qui était accouru de Mecklembourg après la cessation des hostilités avec les Suédois, se porte en avant, et, par un mouvement aussi heureux qu'habile, empêche la jonction des Autrichiens et des Impériaux commandés par Serbelloni, l'attaque, lui fait quinze cents prisonniers, et prend ses quartiers à Freyberg.

Au commencement de juillet, M. de Czernischeff, avec vingt-quatre mille Russes, le prince de Wurtemberg, venant de Mecklembourg, et le duc de Bevern, arrivant de Stettin, avaient considérablement fortifié l'armée du Roi. Alors ce prince marche sur Schweidnitz.

Mais tels sont les caprices de l'inconstante fortune : au moment même où Frédéric va ressaisir la victoire, il apprend une révolution bien menaçante pour ses intérêts. A peine assis sur le trône, Pierre III vient d'en être précipité.

Loin d'être découragés depuis son avénement, ses ennemis avaient redoublé d'efforts. Catherine était l'âme de ce parti : frappant dans l'ombre, ses coups n'en devenaient que plus sûrs. Malheureusement, Pierre

1762 ne tarda pas à seconder lui-même les sourdes menées de la haine. Animé d'excellentes intentions, mais dépourvu de lumières, ce prince aux plus sages réformes mêlait des mesures intempestives, dangereuses même. Ainsi, blessant les croyances religieuses du peuple, il fit enlever des églises une partie des saintes images, objets de la vénération publique. L'archevêque de Nowogorod voulut s'opposer à cette spoliation ; Pierre l'exila, pour se voir bientôt contraint de le rappeler. Cette faiblesse, qui ne calma point le ressentiment des Popes, accrut l'audace de ses ennemis. Une faute plus grave encore, ce fut le projet hautement annoncé de s'approprier les biens du clergé. Pierre le Grand lui-même, avec son inflexible volonté et son bras de fer, eût reculé devant une telle entreprise. L'exaspération des prêtres fut au comble. Furieux, ils parcouraient les villes et les campagnes, annonçant, d'une extrémité de la Russie à l'autre, que la religion grecque avait servi de marche-pied au Tzar pour monter sur le trône ; que ce prince, luthérien dans le cœur, affectait le plus profond mépris pour le culte national. Ces moines rappelaient que Pierre avait fait élever, dans son château d'Oraniembaum, une église luthérienne, à la dédicace de laquelle il avait assisté, en distribuant lui-même des livres de cantiques à ses soldats holsteinois, mais sans daigner entrer dans l'église grecque bâtie à la même époque. Récemment encore, ajoutaient-ils, Pierre n'a-t-il pas outragé les saints, protecteurs de l'Empire, en baptisant deux de ses vaisseaux, l'un du nom de son oncle, *le prince Georges* ; l'autre du nom du roi de Prusse,

le Frédéric? Ce langage dans des bouches vénérées enflammait les esprits. 1762

Par ses réformes dans l'armée, Pierre ne fit pas moins de mécontents. Cassant la Garde-Noble, qui avait mis Élisabeth sur le trône, il remplaça la garde à cheval de la cour par une garde holsteinoise. Son oncle, le prince de Holstein, homme médiocre, fut créé généralissime. Sans doute, l'exercice prussien valait mieux que l'exercice russe; mais cet exercice avait le tort d'être étranger : en l'introduisant parmi ses troupes, Pierre les exaspéra; et cette irritation s'accrut, en raison même des maladroites préférences accordées sans cesse aux soldats allemands sur les nationaux. Enfin, comme si ce n'était point assez de tous ces sujets de mécontentement, il irrita les régiments d'Ismaïloff et de Préobazinsky, en leur faisant quitter la capitale pour rejoindre en Poméranie l'armée destinée contre le Danemarck.

Non-seulement l'imprudent empereur détachait de sa cause la plupart des Russes, mais encore il indisposait presque tous les agents des cours étrangères. Le ministre de Danemarck paraissait-il devant lui, c'était pour subir quelque mortification; celui d'Autriche était toujours froidement accueilli, et l'ambassadeur de France ne tarda pas à s'apercevoir que les intentions de Pierre n'étaient guère plus amicales pour la cour de Versailles[1].

Frédéric, que le Tzar instruisait de toute sa conduite, lui donna souvent de sages conseils : il cherchait à lui

[1] *Vie de Catherine II*, tome I.

1762 faire entrevoir l'abîme où tant de fautes l'entraîneraient. « L'amitié, la reconnaissance, aussi bien que l'estime du Roi pour les excellentes qualités de ce prince, le portèrent à lui écrire et à entamer cette matière scabreuse. Il fallait ménager cette extrême délicatesse qui fait que tous les souverains veulent qu'on croie leur autorité affermie; il fallait s'expliquer avec une réserve infinie au sujet des Danois. Pour le dissuader d'entreprendre d'abord la guerre contre le Danemarck, le Roi lui détaillait toutes les raisons qui pouvaient lui faire différer cette entreprise.... Il insistait surtout pour que l'Empereur, avant de sortir de ses États et de s'engager dans une guerre étrangère, se fît couronner à Moscou, afin de rendre, par son sacre, sa personne d'autant plus inviolable aux yeux de sa nation, ses prédécesseurs ayant toujours religieusement observé cette cérémonie. Il faisait ensuite mention des révolutions arrivées en Russie durant l'absence de Pierre I[er]; mais il glissait légèrement sur cette matière, et finissait, en conjurant l'Empereur, d'une manière affectueuse, de ne point négliger des précautions essentielles pour la sûreté de sa personne[1]. »

En même temps, Frédéric tâchait de le ramener à des sentiments moins hostiles envers l'Impératrice. Mais une sorte de fatalité aveuglait le malheureux Pierre. « Ma gloire, répondait-il, exige que je tire raison des outrages que les Danois ont faits à ma personne, et surtout à mes ancêtres. Il ne sera pas dit que les Russes

[1] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome II.

font pour mes intérêts une guerre où je ne me trouve 1762
pas à leur tête. D'ailleurs, la cérémonie de mon couronnement exige une trop grande dépense ; cet argent sera mieux employé contre les Danois. A l'égard de l'intérêt que vous prenez à ma conservation, je vous prie de ne vous en point inquiéter. Les soldats m'appellent leur père ; ils disent qu'ils aiment mieux être gouvernés par un homme que par une femme. Je me promène seul, à pied, dans les rues de Saint-Pétersbourg; si quelqu'un me voulait du mal, il y a longtemps qu'il aurait exécuté son dessein ; mais je fais du bien à tout le monde, et je me confie uniquement à la garde de Dieu : avec cela je n'ai rien à craindre. »

Malgré cette réponse, Frédéric continua ses avis, et MM. de Goltz et de Schwerin eurent ordre, dans les conversations familières auxquelles le Tzar les admettait, d'appeler son attention sur ce sujet; mais tous leurs efforts furent inutiles. Un jour même, Pierre rompit brusquement l'entretien par ces paroles : « Écoutez, si vous êtes de mes amis, ne touchez plus cette matière, qui m'est odieuse. »

Il fallut bien garder le silence. Calculant dès lors les chances de l'avenir, le roi de Prusse crut devoir ordonner à ses agents de témoigner, en toute circonstance, à l'Impératrice la plus respectueuse déférence.

Cependant l'adroite Catherine, du fond de sa retraite de Pétershoff, épiait les moindres démarches du Tzar; son unique étude était de gagner les cœurs qui s'éloignaient de lui.

Attirant peu à peu dans son parti tous les hommes

1762 auxquels il témoignait le plus d'amitié, elle devint ainsi maîtresse de ses secrets, bientôt même de ses actions. En effet, non contents de trahir la confiance de leur maître, quelques-uns de ces lâches courtisans l'excitaient perfidement à des mesures impopulaires, et venaient se vanter, auprès de Catherine, de la haine qu'ils amassaient contre son époux.

Une nouvelle imprudence de Pierre hâta la fatale catastrophe. Il vivait dans un commerce de jour en jour plus intime avec la comtesse de Woronzoff, et annonçait même, avec une sorte d'affectation, le dessein de la faire asseoir près de lui sur le trône. Mais, la nature secondant mal en ce prince une ardente passion pour les femmes, il dut renoncer à l'espérance de se voir renaître un jour dans un héritier de son sang. Trop certain de son malheur, et voulant néanmoins se donner un autre successeur que le fils de Catherine, Paul Pétrowitz, hautement désavoué par lui, il conçut tout à coup un projet des plus singuliers. Le malheureux Iwan VI, cet empereur au berceau, détrôné, en 1741, par Élisabeth, languissait depuis lors au fond d'un cachot : ce fut sur lui que le Tzar jeta les yeux. Il alla le voir secrètement dans la forteresse de Schlusselbourg, s'entretint longtemps avec lui, et ordonna que l'on construisît dans la forteresse un pavillon plus commode pour recevoir le prisonnier. On crut généralement que cette destination n'était qu'apparente, et que le nouveau bâtiment attendait Catherine elle-même [1].

[1] *Vie de Catherine II*, tome I.

Mais rien n'échappait aux vigilants regards de cette 1762 princesse : en apprenant l'entrevue de Pierre et d'Iwan, elle frémit et résolut d'éclater. Déjà Grégoire Orloff remplaçait dans son cœur Poniatowski, qui lui-même avait remplacé Soltikoff. Le nouvel amant et ses frères, tous également beaux, tous entreprenants, tous dévorés d'ambition, devinrent pour Catherine, dans ces délicates conjonctures, de puissants auxiliaires. Le comte de Panin dirigeait avec eux la conspiration. Mais, de tous les conjurés, le plus hardi c'était une jeune femme de dix-neuf ans, la princesse Daschkoff : chez elle, la vanité alimentait l'audace. Bientôt, une foule de personnages influents dans l'État furent liés au complot. A leur tête, on distinguait l'hetman des Cosaques de la petite Russie, Cyrille Razumoffsky, Wolkonsky, major-général des gardes, et l'archevêque de Nowogorod, que l'Empereur venait de rappeler de son exil. Moins touché du bienfait qu'irrité de l'injure, et plus fait pour la haine que pour la reconnaissance, ce prêtre, à l'aide des nombreux essaims de moines dévoués à ses ordres, semait la haine dans les cœurs, et savourait les joies de la vengeance.

De jour en jour, la position de Catherine devenait plus difficile : à la crainte d'être trahie ou prévenue, peut-être renfermée pour le reste de ses jours, se joignaient les embarras d'une grossesse. Pierre fut même instruit de cette dernière circonstance, et peu s'en fallut qu'il n'arrivât assez tôt chez l'Impératrice pour la surprendre. Quand il entra dans la chambre de cette princesse, elle était tranquillement assise sur un sofa où, quelques

1762 heures auparavant, les secours d'une femme dévouée l'avaient délivrée du redoutable fardeau. Trompé par le sang-froid de Catherine, Pierre s'en retourna confus, se reprochant même d'avoir trop facilement prêté l'oreille à la calomnie.

On eût dit que plus l'Empereur approchait du moment fatal, plus le bandeau étendu sur ses yeux s'épaississait. Tout occupé en apparence de ses plaisirs, le sort du malheureux Iwan n'en attirait pas moins son attention; la nuit, il l'allait voir, en secret, dans une maison de Saint-Pétersbourg où ses ordres l'avaient fait conduire.

Pierre poursuivait aussi, avec activité, ses préparatifs militaires. Déjà, la flotte destinée contre le Danemarck était équipée; une partie des vaisseaux se tenaient à Cronstadt, les autres attendant l'Empereur à Revel[1]. Impatient de rejoindre son armée en Poméranie, mettant une partie de sa gloire, comme tout son bonheur, à presser dans ses bras le héros de la Prusse, le prince avait fixé son départ au lendemain de la Saint-Pierre; il voulait célébrer à Pétershoff cette fête, à la suite de laquelle l'Impératrice devait être arrêtée. Mais elle le prévint.

Tandis que le Tzar se rendait joyeusement, avec un nombreux cortége de courtisans et de jeunes femmes, à sa chère maison d'Oraniembaum, une circonstance fortuite précipitait le dénouement de la conspiration; voici

[1] Dans la haute Livonie. Sa situation sur le golfe de Finlande rend cette ville très-propre au commerce. Revel était autrefois hanséatique.

comment. Soit défiance, soit excès de précaution, la princesse Daschkoff et Odart, aventurier piémontais, son complice, avaient attaché aux pas de chacun des principaux conjurés un homme fidèle, chargé d'épier toutes leurs démarches[1]. Ce moyen prévenait, sinon la trahison même, du moins ses dangers. Or, le lieutenant aux gardes Passick, homme féroce, qui, un jour, avait revendiqué, devant Panin, l'horrible honneur de poignarder Pierre au milieu de sa cour, était parvenu à gagner les soldats de sa compagnie. Un de ces derniers, croyant son capitaine d'accord avec Passick, lui demanda quand ils marcheraient contre l'Empereur. Étonné, le capitaine dissimula, répondit d'une manière évasive aux questions du soldat, et courut faire son rapport. 1762

Il était neuf heures du soir. Passick est arrêté : mais on lui laisse imprudemment les moyens et le temps d'écrire avec un crayon, sur un morceau de papier, ces mots : *Exécutez sur-le-champ, ou nous sommes perdus.* L'homme qui l'épiait se présente : Passick ne le connaissait pas ; mais, voyant qu'il faut tout risquer, le prisonnier lui donne son billet, avec promesse d'une forte récompense, s'il le porte à l'instant chez l'hetman Razumoffsky.

Ce moment décida du reste.

L'indolent Panin hésitait encore, voulant attendre au lendemain : la princesse Darschkoff fait avertir les autres conjurés, s'habille en homme, va rejoindre, sur

[1] Tous ces détails et les suivants, jusqu'à la mort de Pierre, sont empruntés à la *Vie de Catherine* déjà citée.

1762 le Pont-Vert, Orloff et ses amis. Tous sont d'avis d'agir sans plus tarder : « La nuit nous favorise ; frappons du même coup le Tzar et le peuple, qui révère toujours en lui le sang de Pierre le Grand. »

Aussitôt, Grégoire Orloff, un de ses frères, et Bibikoff courent aux casernes, pour disposer les soldats à agir au premier signal : Alexis Orloff va chercher l'Impératrice à Pétershoff.

Afin d'être plus à portée de s'évader, mais, sous prétexte de laisser les appartements libres pour la fête qu'on devait donner dans ce château, Catherine s'était retirée au pavillon de *Monplaisir*, à l'extrémité du jardin, sur les bords du golfe de Finlande. Là se trouvait, comme par hasard, une barque qui facilitait quelquefois les visites secrètes des favoris : elle devait aussi, dans le cas où la conspiration serait découverte, servir au passage de l'Impératrice en Suède. Muni, par son frère, d'une clef du pavillon, et, par la princesse Daschkoff, d'une lettre pour Catherine, Alexis Orloff ne donne aucun relâche aux chevaux qui l'emportent vers Pétershoff.

Déjà, deux heures après minuit étaient sonnées ; ne comptant plus sur personne, l'Impératrice dormait profondément, quand, tout à coup, elle se sent réveiller. « Votre Majesté n'a pas un moment à perdre, lui dit un soldat, debout près de son lit ; qu'elle se prépare à me suivre. » Aussitôt l'inconnu disparaît.

Catherine surprise, ne sachant encore si elle doit craindre ou espérer, appelle sa fidèle Iwanowna, la même femme qui tout récemment, lors de la visite

inattendue de son époux, l'avait sauvée du plus terrible 1762
danger. Toutes deux s'habillent à la hâte, se déguisant de manière à n'être point reconnues des sentinelles. Bientôt, le mystérieux soldat rentre et prévient Catherine qu'une voiture l'attend à la porte du jardin. On y arrive heureusement. Alexis Orloff se fait reconnaître, prend les rênes, lance les chevaux; la voiture s'éloigne.

Durant ce trajet, que d'émotions agitent le cœur de Catherine! Pour elle, tout va se décider; encore quelques instants, et elle s'asseoira seule sur le trône des Russies, ou périra au fond d'un cachot..... Tout à coup, les chevaux épuisés chancellent et tombent; vainement, Orloff s'efforce de les ranimer. Fort loin encore de Saint-Pétersbourg, au milieu de la nuit, sans domestiques, quel parti prendront les voyageurs? Rien ne les arrête; déjà même ils cheminaient péniblement à pied, lorsqu'une charrette de paysan se présente : Orloff s'en empare, tous y montent, et s'efforcent de regagner les précieux instants qu'ils viennent de perdre. Bientôt, un bruit lointain attire leur attention, il approche; c'est celui d'une rapide voiture qui vole sur la route; elle vient à leur rencontre, Grégoire Orloff appelle, reconnaît l'Impératrice, lui crie qu'on n'attend plus qu'elle, et reprend les devants pour la recevoir à Saint-Pétersbourg, où Catherine arrive enfin, le 9 juillet, à sept heures du matin.

Dans cette circonstance décisive, l'Impératrice déploya toute l'énergie de son âme, cette énergie qui n'excuse point les succès du crime, mais les explique. Accablée de fatigues, dévorée d'inquiétudes, elle marche

1762 au quartier des gardes d'Ismaïloff. Au bruit de son arrivée, une trentaine de soldats, à moitié nus, accourent et font éclater leur joie. Un si petit nombre de partisans inquiète Catherine, qui garde un moment le silence; puis, d'une voix altérée : « Mes amis, leur dit-elle, le Tzar, cette nuit même, voulait faire périr mon fils et moi; nous venons tous deux, avec confiance, invoquer votre appui. »

Tous frémissent indignés, tous jurent de verser pour elle jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Les autres soldats font de même; l'aumônier du régiment reçoit leur serment sur un crucifix. C'est en vain que quelques voix essayent de proclamer Catherine régente : on les étouffe sans peine.

Entraînées par l'exemple de leurs camarades et par les efforts des conjurés, toutes les troupes reconnaissent Catherine; le peuple les imite. Suivie d'un nombreux cortége, l'Impératrice se rend à l'église de Casan; partout sur son passage l'air retentit des plus bruyantes acclamations. L'Archevêque de Nowogorod, revêtu de ses habits pontificaux, l'attendait à l'autel. Il lui place la couronne impériale sur la tête, la proclame souveraine de toutes les Russies, sous le nom de Catherine II, et déclare le jeune grand-duc, Paul Pétrowitz, son successeur. Les *huzza* de la multitude se mêlent ensuite aux chants sacrés.

Après la cérémonie, l'Impératrice se rend au palais qu'avait habité Élisabeth; les portes en sont ouvertes à la foule qui accourt et tombe à genoux devant sa nouvelle maîtresse.

Avant la fin du jour, Catherine avait, sous ses ordres, quinze mille hommes d'élite : Saint-Pétersbourg était en état de défense ; l'ordre le plus sévère y régnait, et Pierre ignorait encore tout ce qui venait de se passer ! Dans son aveugle sécurité, il avait même, le matin, fait mettre aux arrêts un officier accouru, dans la nuit, à Oraniembaum pour l'instruire des bruits venus à sa connaissance. 1762

S'élançant ensuite dans d'élégantes calèches avec sa maîtresse, ses favoris et des femmes de la cour, il prit gaiement le chemin de Pétershoff. Déjà détrôné, il ne s'entretenait que de fêtes et de plaisirs ; l'avenir se présentait à ses yeux sous les plus riantes couleurs.

Tout à coup, l'aide-de-camp général Ghoudowist accourt, bride abattue ; il crie au cocher d'arrêter, s'avance, dit à son maître quelques mots à l'oreille. Pierre pâlit, congédie les dames, en les priant de venir le rejoindre à pied au château, et poursuit rapidement sa route.

Arrivé à Pétershoff, il s'assure par lui-même de l'évasion de Catherine. Bientôt, un messager fidèle lui apprend les progrès de la révolte. Le Tzar est consterné ; autour de lui, ses courtisans affectent une confiance qu'ils n'ont plus. Déjà même plusieurs d'entre eux se demandent s'ils ne seraient pas mieux à Saint-Pétersbourg. Tantôt leur maître, errant à grands pas dans les allées du parc, dicte des manifestes ; tantôt il s'emporte contre Catherine en imprécations bien méritées, mais inutiles. Se souvenant enfin qu'il a laissé trois mille Holsteinois à Oraniembaum, il leur envoie l'ordre d'accourir avec leur artillerie.

1762 Soudain le vieux Munich se présente, et l'Empereur entend de sages, de mâles conseils.

Il allait y céder, quand on annonça l'approche de Catherine avec des forces considérables. A cette nouvelle, toutes les femmes épouvantées s'écrient qu'il faut retourner à Oraniembaum. Pierre semble partager cet avis. « Eh bien! reprit Munich, si vous craignez d'aller combattre des rebelles, du moins ne les attendez pas dans un lieu sans défense. Ni Oraniembaum, ni Pétershoff ne peuvent soutenir un siége; mais Cronstadt offre un sûr asile; Cronstadt est encore à vous avec une flotte redoutable, une garnison nombreuse; c'est de Cronstadt enfin que vous ferez aisément rentrer Pétersbourg dans le devoir[1]; marchons. »

Mais, en peu d'heures, tout, dans Cronstadt, a changé de face; comme dans la capitale, le nom de Catherine y est proclamé avec enthousiasme, et, quand les yachts du Tzar se présentent, l'amiral Talitzin menace de faire feu; les canons sont braqués sur le rivage, mèches allumées. « Quoi! s'écrie Pierre entr'ouvrant son manteau pour montrer le cordon de son ordre, vous ne me reconnaissez pas? — Non, non, s'écrient mille voix, il n'y a plus d'Empereur. Vive l'impératrice Catherine! » Le Tzar épouvanté recule. Alors Ghoudowitsch, saisissant une des balustrades qui entourent le port, l'arrête : « Sire, dit-il, mettez votre main dans la mienne, sautez à terre; personne n'osera faire feu sur vous, et Cronstadt sera encore à Votre Majesté. »

[1] *Vie de Catherine II*, tome I.

Munich appuie ce conseil; mais Pierre, éperdu, court 1762
se cacher au milieu des femmes; on ne lève pas même l'ancre, on coupe le câble, on s'éloigne à force de rames.

Il ne restait plus qu'un parti possible, c'était de rejoindre l'escadre en station à Revel, d'y prendre un vaisseau, de passer en Poméranie, et de rentrer en Russie à la tête de l'armée. Mais ce moyen de salut, offert par un brave, fut rejeté par les femmes, par les courtisans : ils s'écrièrent que les rameurs n'auraient point assez de force pour gagner Revel. « Eh bien! reprit l'intrépide Munich, nous ramerons tous avec eux. »

Dévouement inutile! Le faible Pierre se fait ramener à Oraniembaum.

Ses fidèles Holsteinois l'y attendaient; tous se pressaient autour de leur maître avec respect, en versant des larmes de joie et de compassion; tous imploraient, à genoux, l'honneur d'aller se faire tuer pour lui. A ces offres touchantes Munich joignit de nouveau ses instances. Mais le Tzar et un héros ne pouvaient s'entendre: au lieu de combattre, de vaincre ou de périr, le faible Pierre écrivit secrètement à l'Impératrice, reconnaissant ses torts, offrant de partager avec elle l'autorité souveraine.

Dès ce moment il fut mort.

Tandis que cette cour pusillanime s'abandonnait aux pleurs ou à de déloyales espérances, Catherine, s'avançant à la tête de ses troupes, reçut, au monastère de Saint-Serge, la lettre de celui dont elle allait être bientôt la veuve. Sans daigner répondre, elle retint le messager, et continua sa route.

Il est des hommes qui, n'osant point affronter le dan-

1762 ger, savent du moins s'y soustraire : Pierre n'eut pas même le courage de la fuite. Au lieu de se sauver à cheval, seul et déguisé, vers les frontières de la Pologne, comme il en avait eu la pensée, ce prince fait démanteler sa petite forteresse d'Oraniembaum, et, dans les termes les plus humiliants, implore de nouveau la miséricorde de la Tzarine. Ne réclamant qu'une pension, avec la liberté de retourner dans sa patrie, il lui cède entièrement la couronne.

Cette lettre n'obtint pas plus de réponse que la première; mais Catherine détermina, sans peine, le chambellan qui l'avait portée à livrer son maître. De retour à Oraniembaum, Ismaïloff (c'était le nom du traître) exhorte Pierre à abandonner ses troupes, et à se rendre auprès de la Tzarine; il lui promet le plus favorable accueil, ajoutant que, s'il tarde, ses jours sont en danger. Cette dernière considération l'emporte; le Tzar monte aussitôt en voiture avec Ismaïloff, la comtesse de Woronzoff et Ghoudowitsch.

L'illusion fut de courte durée. Après avoir traversé l'armée aux cris mille fois répétés de *Vive Catherine!* après s'être vu arracher sa maîtresse et son fidèle Ghoudowistsch, qui, calme au milieu des insultes, reprochait fièrement aux rebelles leur insolente trahison, le malheureux prince fut traîné au haut du grand escalier de Pétershoff. Là, dépouillé de son cordon et de ses habits, on l'abandonna, pieds nus et en chemise, aux outrages de la soldatesque.

Ce n'était point encore assez pour Catherine : elle envoie Panin dans la chambre où l'on avait renfermé

Pierre, et, toujours victime de la peur, toujours dupe 1762
de promesses qu'on ne voulait point tenir, le Tzar signe une renonciation formelle à l'Empire : c'était s'en déclarer indigne.

S'attendant à revoir bientôt l'Allemagne, le crédule Pierre fit demander à Catherine son nègre, son chien, son violon, des romans et une Bible; mais d'autres présents lui étaient destinés.

Pour toute réponse, elle le fit transporter secrètement à Mopsa, maison de campagne appartenant à l'hetman Razumoffsky.

Pierre était là depuis six jours, lorsque Alexis Orloff, suivi d'un officier nommé Téploff, vient lui demander à dîner, en annonçant sa prochaine délivrance. On apporte de l'eau-de-vie; Orloff remplit les verres, et verse, dans celui du prince, un poison préparé par le médecin de la cour. A peine Pierre a-t-il bu, qu'il éprouve d'horribles douleurs, et demande du lait, à grands cris. Un valet de chambre français accourt, implorant la grâce de son malheureux maître, qui s'est précipité dans ses bras; les assassins le forcent de sortir [1], et présentent au Tzar un second verre de poison. Déjà Orloff, l'ayant renversé, lui écrasait la poitrine avec ses genoux, tandis que, d'une main robuste, il le tenait à la gorge, et de l'autre lui pressait violemment le crâne; alors entra le plus jeune des princes Baratinsky. Ce dernier, secondé de Téploff, forme, avec une serviette, un nœud coulant

[1] On le conduisit à Saint-Pétersbourg, où un pope lui fit jurer sur un crucifix de ne jamais révéler ce qu'il avait vu. (*Vie de Catherine II*, tome I.)

1762 autour du cou de la victime, qui, en se débattant, fait une large égratignure au visage de Baratinsky. Bientôt ses forces sont épuisées ; les assassins achèvent de l'étrangler[1].

Tandis que ce drame horrible s'accomplissait, Catherine dînait, en public, comme à l'ordinaire ; le soir, elle tint sa cour avec une inaltérable gaîté. Le lendemain encore, elle semblait ignorer la fin de l'Empereur ; quand on la lui annonça à table, elle donna des marques de la plus vive douleur. Une déclaration officielle annonça que Pierre était mort d'une *colique hémorrhoïdale.*

Pendant trois jours, le corps de l'Empereur, qu'on avait eu soin de revêtir de son uniforme prussien, fut exposé aux regards du peuple, à Saint-Alexandre-Newsky. Son visage était devenu très-noir ; à travers l'épiderme suintait un sang extravasé, qui pénétra même les gants dont on avait recouvert ses mains. Tous ceux qui eurent le courage de lui rendre les derniers devoirs, et d'approcher leur bouche de la sienne, s'en retournèrent les lèvres enflées.

Ainsi, le crime heureux ne daigna pas même voiler son triomphe ; il semblait défier l'indignation publique, comptant, pour l'étouffer, sur la terreur.

[1] Paul Ier, ayant ordonné, dès son avénement au trône, l'exhumation des restes de Pierre III, pour leur rendre les honneurs dont ils avaient été privés, fit tenir, lui présent, le drap funéraire par Orloff et Baratinsky, vivants encore. La lugubre cérémonie dura trois heures. Cette vengeance a quelque chose de sublime ; toutefois on se demande si le cœur d'un fils devait s'en contenter.

Le jour des funérailles fut, pour la capitale, un jour de deuil. La multitude suivit le convoi, en reprochant aux soldats de la garde d'avoir lâchement assassiné le dernier rejeton de Pierre le Grand. C'était aussi un triste spectacle que celui des braves Holsteinois accompagnant, sans armes et accablés de douleur, le corps de leur maître. Le lendemain, ces fidèles serviteurs furent embarqués sur un vaisseau qui s'enfonça, par ordre, en sortant de Cronstadt; quelques-uns d'entre eux étaient parvenus à se réfugier sur des rochers à fleur d'eau: Talytzin les y laissa inhumainement périr [1]. 1762

En annonçant au Roi cette catastrophe, M. de Czernischeff lui montra l'ordre qu'il avait reçu de se séparer immédiatement des troupes prussiennes, et de conduire les siennes en Pologne.

C'était un coup de foudre [2]. Frédéric savait que l'Impératrice ne partageait nullement les dispositions bienveillantes du Tzar. En effet, les premiers actes de Catherine furent menaçants. « Pierre, disait un manifeste, a blessé l'honneur de l'Empire en faisant la paix avec le plus grand ennemi de la Russie. » Déjà même, les commissaires russes s'étaient emparés de nouveau des revenus de la Prusse royale, et les généraux de l'Impératrice étaient prêts à recommencer les hostilités. Cette princesse craignait que Frédéric, en apprenant la détention de Pierre, ne forçât le corps d'armée russe à se déclarer pour l'Empereur, ou ne le désarmât en cas de refus.

[1] *Vie de Catherine II*, tome I.

[2] Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome II.

1762 Ces craintes étaient sans fondement; le Roi pria seulement M. de Czernischeff de différer son départ de trois jours. Ce général y consentit de bonne grâce, en se réservant toutefois d'observer une neutralité absolue.

Mais que ces trois jours deviennent précieux!

Frédéric en profite audacieusement; le 21 juillet, ses deux attaques obtiennent le plus brillant succès. Après avoir repoussé quatre fois les Prussiens, les généraux Brentano et Okelli sont forcés dans leurs retranchements, qu'ils croyaient inexpugnables, avec perte de quatorze canons, et de deux mille hommes tués, blessés ou prisonniers. Daun, lui-même, ne jugeant plus sa position tenable, quitte son camp, à dix heures du soir, pour se retirer derrière Tanhausen, à Giersdorff, sur les frontières de Bohême[1]. Le 22, Czernischeff se met en marche vers la Pologne; Schweidnitz est investi, le 5 août[2].

Cependant Catherine commençait à revenir de ses préventions contre le roi de Prusse. Quelques lettres du *plus grand ennemi de la Russie*, trouvées parmi les papiers du Tzar, produisirent cet heureux changement: Frédéric y exhortait Pierre à ne point sévir contre la Tzarine. Catherine fut aussi très-sensible à l'envoi de l'Ordre de l'Aigle-Noir, que le Roi la priait, dans les

[1] Grimoard, *Tableau du règne de Frédéric le Grand.*

[2] « Le siége de Schweidnitz, que le roi de Prusse osa entreprendre devant une armée plus forte que la sienne et tout entière, est une des plus belles opérations de guerre qu'ait faites ce prince, quoique le siége ait été dirigé sans art, par défaut d'ingénieurs. » (*Mémoires pour servir à l'histoire de France sous Napoléon, écrits à Sainte-Hélène*, etc., tome V.)

termes les plus flatteurs, de vouloir bien accepter. Cette 1762
attention semblait la légitimer aux yeux de ses sujets, en prouvant la considération dont elle jouissait dans les cours étrangères; du moins, la Tzarine put le croire. Ne voulant pourtant pas tourner ses armes contre Marie-Thérèse, elle rappela son armée en Russie, et se déclara neutre. Si ce n'était pas un ami de plus, c'était un ennemi de moins.

Frédéric avait encore à combattre les Autrichiens, les Français, les Saxons, les troupes de l'Empire.

Avec un corps d'observation, il campe près de Péterswald; le duc de Bevern, qui arrive de la Haute-Silésie, se poste non loin de Reichenbach : les deux corps couvrent conjointement le siége; Tauenzien le dirige avec un troisième corps d'armée. Dans la place, est l'intrépide commandant comte de Guasco, avec douze mille hommes d'élite, et Gribeauval, un des premiers ingénieurs de l'Europe.

Des deux côtés, l'attaque et la défense luttent d'opiniâtreté. Daun, essayant un dernier effort pour sauver Schweidnitz, se porte vers Reichenbach; il veut écraser le duc de Bevern. Par ses ordres, le 16 août, Lascy marche à Habendorff, et le général Beck à Kleitsch; pour affaiblir, dans la journée, le duc de tous côtés, Lascy s'avance jusqu'à Nider-Peile, et l'attaque de front; le lieutenant-général O'Donnel, avec la cavalerie, traverse le Peilbach; il tombera sur sa droite; le comte de Saint-Ignon, qui s'est porté sur la gauche, le foudroie de son artillerie; Beck le prend à dos.

Cependant, pour renforcer sa droite contre O'Donnel,

1762 le duc de Bevern a détaché la cavalerie de sa gauche; et, comme son infanterie ne s'est formée que sur une ligne, il fait faire volte-face à quelques divisions contre l'attaque de Beck. Mais sa position devient des plus graves : peut-être, les tristes journées de Maxen et de Landshut vont-elles reparaître; peut-être, ce faible corps sera-t-il anéanti par les Autrichiens, dix fois plus nombreux, quand, tout à coup, le duc de Wurtemberg amène, bride abattue, la cavalerie du Roi, qui tombe d'abord sur O'Donnel et le culbute; d'Anhalt soutient de son artillerie volante cette impétueuse charge : Frédéric, en personne, accourt.

Trompés dans leur attente, Beck et Lascy regagnent leurs camps, défendus par la position de Daun. Mais, deux jours après, le maréchal, désespérant de secourir Schweidnitz, se dirige sur le comté de Glatz, et va camper à Scharfeneck, près des frontières de Bohême[1]. Il s'y tiendra jusqu'à la fin de la campagne, sans donner signe de vie.

Tous ces mouvements de troupes nuisaient au siége. Néanmoins, le comte de Guasco, augurant mal de la défense, depuis l'échec et le départ de Daun, tenta d'obtenir une capitulation avantageuse et la libre sortie de sa garnison. Laudon secondait la négociation, en faisant adroitement tomber, entre les mains des Prussiens, des lettres toutes remplies des grands projets de l'armée impériale pour la délivrance de Schweidnitz. Mais, fa-

[1] Müller, *Tableau des guerres de Frédéric le Grand*; — Grimoard, *Tableau de la vie et du règne de Frédéric.*

miliarisé avec les ruses de guerre, le Roi n'en était pas 1762
dupe. Malgré toute son envie d'occuper la place, il rejeta donc les propositions du commandant[1], et, pour activer les opérations du siége, transporta son quartier de Péterswald à Bogendorff. L'attaque était dirigée contre le fort de Jauernick : M. de Gribeauval, qui s'était aperçu que le meilleur moyen de le défendre serait la contre-mine, l'employait avec une grande habileté.

Jusqu'au 22 août, les travaux de la sape furent assez activement poussés. Les parallèles et les batteries avaient été conduites à cent cinquante pas du chemin couvert, au débouché des contre-mines. Alors il fallut recourir à la guerre souterraine : elle dura six semaines, la gar-

[1] « Deux raisons l'empêchaient de consentir à la capitulation que M. de Guasco lui offrait. La première se fondait sur ce que M. Laudon avait écrit l'année précédente, en termes positifs, au margrave Charles, chargé de la correspondance de l'armée, touchant l'exécution du cartel, que sa cour se croyait dispensée de tenir sa parole et de remplir ses engagements vis-à-vis du roi de Prusse, tant pour l'échange des prisonniers que pour quelque objet que ce fût. On fit valoir cette réponse à M. de Guasco, et on lui répondit que la parole qu'il offrait pour lui et pour sa garnison, de ne point servir d'une année contre les troupes du Roi, ne pouvait point être acceptée après la déclaration formelle de la cour de Vienne, contenue dans la lettre de M. Laudon.

« La raison la plus solide, et qu'on dissimulait, était que ç'aurait été commettre une faute capitale que de laisser sortir dix mille hommes d'une place qu'on allait prendre en se donnant un peu de patience; parce que, si l'on rendait cette garnison aux Impériaux, leur armée se trouverait de dix mille hommes plus forte, et celle du Roi affaiblie au moins de quatre mille, qu'il fallait mettre en garnison dans cette place; ce qui rendait en tout l'armée prussienne de quatorze mille hommes inférieure à celle de l'ennemi. » (Frédéric, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome II.)

1762 nison conservant toujours une supériorité décidée. Frédéric était obligé de diriger lui-même la continuation des travaux, car le major Lefèvre, chargé de leur conduite, avait comme perdu la tête devant la savante défense de Gribeauval[1].

Déjà les assiégés avaient lancé cent vingt-cinq mille boulets ou bombes, et les assiégeants soixante-un mille, quand, le 8 octobre, une bombe fit sauter le magasin à poudre du fort de Jauernick, avec près de trois cents grenadiers autrichiens; le lendemain, une mine prussienne emporta une partie du chemin couvert et des palissades; les vivres, les munitions commençaient à manquer dans la place; Guasco, après une glorieuse défense de soixante-quatre jours, capitula enfin, se rendant prisonnier de guerre, avec deux généraux, deux cent dix-huit officiers, et huit mille sept cent quatre-vingt-quatre soldats.

Le commandant et ses officiers ayant été présentés à Frédéric : « Messieurs, leur dit ce prince, vous avez donné un bel exemple à ceux qui auront des places à défendre : votre résistance me coûte plus de huit mille hommes. » Oubliant l'indécente conduite du comte italien envers la garnison prussienne à la prise de Dresde, il l'invita à sa table, et le combla d'éloges[2]?

En Silésie, il ne restait plus que Glatz aux Impériaux.

Dans la Saxe, le prince Henri faisait une campagne

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*.

[2] Archenholtz, *Histoire de la guerre de Sept-Ans*.

glorieuse contre le général Serbelloni, commandant les forces autrichiennes. L'ayant empêché d'opérer sa jonction avec l'armée des Cercles aux ordres du prince de Stolgberg, il attaque, le 29 octobre, cette dernière armée à Freyberg, remporte une victoire mémorable, et se couronne ainsi du dernier laurier de la guerre[1]. Prompt à profiter de sa victoire et des renforts qu'il a reçus, Henri envoie le général Kleist détruire en Bohême tous les dépôts de l'armée impériale. Kleist s'avance jusqu'aux portes de Prague. 1762

Cependant, une étincelle de l'incendie qui embrasait l'Europe était tombée sur l'Espagne et sur le Portugal. Ces deux royaumes se faisaient la guerre, l'un appuyé par la France, l'autre par la Grande-Bretagne. Heureusement, la même année vit naître et finir cette querelle.

Tout annonça que le sang humain allait enfin cesser de couler : le 3 novembre 1762, les préliminaires de la paix entre la France et l'Angleterre furent signés à Fontainebleau. En Silésie, en Bohême, en Saxe, une lassitude mutuelle avait déterminé les Prussiens et les Autrichiens à une suspension d'armes.

Il importait au Roi, arrivé le 6 à l'armée de Saxe, de contraindre les princes de l'Empire à embrasser la neutralité. Kleist reçoit l'ordre de marcher en Franconie, et de mettre tout le pays à contribution. Ce général pousse jusqu'à Wurtzbourg et Ratisbonne ; la Diète est dans l'effroi ; plusieurs princes demandent à traiter

[1] Guibert, *Éloge du roi de Prusse*.

1763 immédiatement avec la Prusse; tous, pour se garantir de l'invasion, signent une déclaration de neutralité : les Autrichiens restent donc abandonnés à eux-mêmes.

Entre les Français et les alliés, les opérations se ressentaient du malaise général; tout languissait. Honteux de voir que, dans la campagne précédente, ses efforts extraordinaires n'eussent abouti qu'à la misérable affaire de Willinghausen, mais attendant le résultat de ses négociations avec l'Angleterre, le ministère ordonna au prince de Soubise de se borner à défendre ce qu'on possédait encore en Allemagne, et fit la faute de partager le commandement entre ce maréchal et le maréchal d'Estrées. Broglie fut exilé dans ses terres. Une bataille livrée à Wilhemstadt, au passage de la Dimmel, et qui repoussa les Français jusqu'à Cassel[1], n'amena pourtant rien de décisif. Quelques combats, aujourd'hui peu dignes de l'histoire[2], furent livrés par le prince héréditaire de Brunswick et le partisan Luckner contre le prince de Condé et le comte de Stainville : de part et d'autre, épuisement complet.

Il n'y avait plus en Europe que la Maison d'Autriche qui voulût encore la guerre. L'Angleterre elle-même,

[1] Les officiers français prisonniers avaient perdu tout leur bagage. Le lendemain de l'action, Ferdinand leur donna un grand repas. Au dessert, un énorme plat couvert fut placé au milieu de la table. Comme on allait se lever : « Messieurs, leur dit le prince, voici encore pour vous; » et, découvrant le bassin, il laissa voir une quantité considérable de montres, tabatières, bagues, etc. Chacun put choisir selon son goût.

[2] Lacretelle, *Histoire de France pendant le dix-huitième siècle*, tome III.

chargée des dépouilles de la France, soupirait après le repos. Louis XV[1] s'était vu enlever presque toutes ses possessions d'outre-mer[2]. Chassé tour à tour d'Amérique, d'Afrique et des bords du Gange, insulté jusque sur les côtes de Bretagne, il avait même perdu Belle-Isle; l'Allemagne dévorait les tristes débris de deux cent mille Français. Au dehors, sa considération politique était gravement compromise; au dedans, ses finances ruinées et la marine anéantie. Qu'avait-il gagné à armer l'Espagne contre la Grande-Bretagne? Ce n'était qu'une proie nouvelle livrée à l'ennemi commun. La France sentait enfin, mais trop tard, que jamais l'Angleterre ne lui avait fait autant de mal par ses armes que l'Autriche par ses alliances. 1763

Un seul remède pouvait arrêter les progrès du mal : la paix. Aussi l'implacable Pitt voulait-il la guerre.

Heureusement, les négociations du duc de Choiseul l'emportèrent sur le vindicatif patriotisme du ministre

[1] Pouvait-il en être autrement sur terre et sur mer avec un tel monarque ?

« Au commencement de 1762, il y avait déjà une possibilité de négociations, et les dures conditions de la paix étaient prévues. « Voilà « où nous pouvons atteindre, dit M. de Choiseul au Roi; le Roi veut-il « la paix, ou préfère-t-il que nous tentions une autre campagne ? nous « sommes en état de la faire. — M. de Choiseul, répondit le Roi, je « vous laisse à le décider. — Mais, Sire, quelle est la volonté du Roi ? « — Comme vous voudrez. » Et le ministre ne put obtenir une autre réponse. » (*Lettres et instructions de Louis XVIII au comte de Saint-Priest, précédées d'une Notice par M. de Barante.*)

[2] Elle perdit la Louisiane, le Canada, le cap Breton, avec toutes les îles du golfe et du fleuve Saint-Laurent, la Grenade et les Grenadins, Saint-Vincent, la Dominique et Tabago.

1763 anglais. Contrarié dans le Conseil, Pitt s'en éloigne; sa retraite assure le triomphe de lord Bute; et la paix définitive est signée, à Paris, entre la France[1], l'Espagne[2], le Portugal, l'Angleterre; paix honteuse pour le gouvernement français, paix déplorable, résultat nécessaire d'une série de fautes sans exemples.

Trop grand pour s'abaisser devant l'orgueil impérial, Frédéric attendit.

En effet, la fortune de l'Impératrice-Reine ne se trouvait plus à la hauteur de sa fierté. Ses États héréditaires exposés aux incursions des Prussiens; la Hongrie menacée par les Turcs, que le roi de Prusse excitait aux armes; la défection de tous ses alliés; l'embarras de ses finances; la terreur de divers États de l'Allemagne, le découragement de plusieurs de ses ministres, l'affaiblissement de la santé de l'Empereur, les dissensions qui troublaient sa famille[3], tout lui imposait un grand sacrifice : la fière Marie-Thérèse dut fléchir. Elle fit les premières démarches, par l'entremise de la Saxe : quelques semaines suffirent pour cette importante négociation. Il est vrai qu'on avait adopté le meilleur moyen de l'accélérer, en la confiant, non à des ambassadeurs ou ministres d'État, gens de faste et d'étiquette, mais à trois simples conseillers de cour, bien connus par leur prudence et leur activité : c'était,

[1] Lacretelle, *Histoire de France pendant le dix-huitième siècle*, tome III.

[2] L'Espagne renonçait à la Floride et à toutes ses possessions sur le continent d'Amérique, à l'Est et au Sud-Est du Mississipi.

[3] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.

pour l'Autriche, le conseiller de cour de Kollembach; 1763
pour la Prusse, le conseiller de légation de Hertzberg; pour la Saxe, le conseiller privé de Fritsch.

Enfin, le 15 février, cette paix, si nécessaire, fut signée au château de Hubertsbourg[1].

Pour la troisième fois, la libre et entière possession de la Silésie était garantie à Frédéric. Du reste, pas une frontière ne fut déplacée, pas un village ne changea de maître; et, cependant, plus d'un million d'hommes avait disparu dans des flots de sang!

Telle a été cette fameuse guerre de *Sept-Ans* qui porta et maintint la Prusse au rang des grandes puissances; elle environna Frédéric d'une immense considération personnelle. Si l'on compare la position géographique de ses États, ouverts de tous côtés, leur stérilité, la modicité de ses revenus, le petit nombre de ses sujets, avec les formidables ressources de ses ennemis, on demeure saisi d'étonnement à l'aspect de ce prodigieux génie; on voit tout ce que peut un homme de plus dans les destinées d'un empire.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, pièces justificatives (B).

Frédéric écrivit à d'Argens : « La meilleure chose que j'aie maintenant à vous apprendre, mon cher marquis, c'est la paix; il est juste que les bons citoyens et le public s'en réjouissent. Pour moi, pauvre vieillard, je retourne dans une ville dont je ne connais plus que les murailles, où je ne retrouverai personne de mes amis, où des devoirs nombreux et difficiles m'attendent, et où je laisserai bientôt mes vieux os dans un asile qui ne sera troublé ni par la guerre, ni par les calamités, ni par la méchanceté des hommes. »

LIVRE VII.

Triste état de la Prusse. — Comment Frédéric remédie à tant de maux. — Succès de ses efforts. — Erreurs du Roi dans quelques parties de l'administration. — Voyages politiques du prince Henri. — Entrevues du roi de Prusse et de Joseph II. — Partage de la Pologne. — Révolution en Suède. — Faits divers.

1763 Enfin l'Europe respira ; chaque puissance put songer à cicatriser ses plaies. La Prusse était dans une situation déplorable : « On ne peut se représenter cet État que sous l'image d'un homme criblé de blessures, affaibli par la perte de son sang, et près de succomber sous le poids de ses souffrances..... Dans ces conjonctures, le gouvernement n'avait d'autre exemple à suivre que celui d'un sage médecin, qui, à l'aide du temps et par des remèdes doux, rétablit les forces d'un corps exténué.

« Ces considérations étaient si puissantes, que le gouvernement intérieur absorba toute mon attention. La noblesse était dans un état d'épuisement, le petit peuple ruiné ; nombre de villages avaient été brûlés, beaucoup de villes détruites, soit par des siéges, soit par des incendiaires apostés par l'ennemi ; une anarchie complète

avait bouleversé tout l'ordre de la police et du gouvernement; les finances étaient dans la plus grande confusion; en un mot, la désolation était générale; ajoutez à tant d'embarras que les vieux conseillers et ministres des finances étaient morts durant le cours de cette guerre, et qu'isolé, pour ainsi dire, et manquant d'aides, je fus obligé de choisir de nouveaux sujets, et de les former en même temps aux emplois auxquels je les destinais. 1763

« L'armée ne se trouvait pas dans une meilleure situation que le reste du pays; dix-sept batailles avaient fait périr la fleur des officiers et des soldats; les régiments étaient délabrés, et composés en partie de déserteurs ou de prisonniers de l'ennemi. L'ordre avait presque disparu, et la discipline était relâchée, au point que nos vieux corps d'infanterie ne valaient pas mieux qu'une nouvelle milice. Il fallut donc penser à recruter les régiments, à y rétablir l'ordre et la discipline, surtout à ranimer les jeunes officiers par l'aiguillon de la gloire, pour rendre à cette masse dégradée son ancienne énergie.

« Le tableau que présentait la politique n'était pas plus flatteur que ceux que nous venons d'exposer. La conduite de l'Angleterre, sur la fin de la dernière guerre, avait rompu notre alliance avec elle; la paix séparée qu'elle fit avec la France, les négociations qu'elle entama en Russie pour me brouiller avec l'empereur Pierre III, les avances qu'elle avait faites à la cour de Vienne pour lui sacrifier mes intérêts, toutes ces infidélités ayant dissous les liens qui m'avaient uni à la

1763 Grande-Bretagne, me laissaient, après la paix générale, isolé et sans alliés en Europe[1]. »

Sur une population de quatre millions cinq cent mille âmes, cinq cent mille avaient disparu. De nouveaux désastres vinrent ajouter au deuil de la patrie : deux fois, en quatre ans, la ville de Kœnigsberg fut réduite en cendres; le feu dévora également, en Silésie, Freystædtel, Ober-Glogau, Prachwitz, Hagnau, Naumbourg-sur-la-Queiss et Goldberg; dans l'Électorat, Nauen; dans la Nouvelle-Marche, Calies, et une partie de Landsberg; en Poméranie, Belgard et Tempelbourg.

Voilà cette monarchie qui allait néanmoins devenir si florissante! Tant, chez un prince patriote et éclairé, la passion du bien public peut enfanter de merveilles! Tant l'âme de Frédéric resta, jusque sous les glaces de l'âge, embrasée de ce feu créateur! « Les princes, disait-il, doivent être comme la lance d'Achille, qui guérissait les blessures qu'elle avait faites; s'ils causent des maux aux peuples, leur devoir est de les réparer. »

Jetons un coup d'œil sur la Silésie.

Cinq peuples distincts, parlant tous un langage différent, les Polonais, les Hongrois, les Bohémiens, les Vandales (de la Nouvelle-Marche), les Allemands l'entourent. Manufacturière à la fois et agricole, elle est, dans sa partie méridionale, couverte de montagnes boisées et d'excellents pâturages. S'étendant, au septentrion, en une vaste plaine entrecoupée de forêts, de lacs, de

[1] Frédéric, *Mémoire depuis la paix de Hubertsbourg, en 1763, jusqu'à la fin du partage de la Pologne, en 1775*

marécages, elle offre au cultivateur un sol excellent. Ce fut là que se concentrèrent, pendant longtemps, toutes les fureurs de la guerre. Aussi, en 1763, cette contrée, naguère si fertile, était-elle en proie à la plus horrible misère. Le Roi, la déchargeant d'impôts pour un certain temps, distribua dans les campagnes dix-sept mille chevaux sortis de l'armée; ses magasins militaires, ceux des Russes en Pologne, qu'il acheta, s'ouvrirent aux consommateurs; l'espoir d'un heureux avenir vint ranimer l'esprit public. De nouvelles villes s'élevèrent; d'autres furent reconstruites en pierre, presque entièrement aux frais du Roi. Ainsi Freistadt, Prach-Witz, Polkwitz, Rauden, Herrnstadt, Gurau, Wintzing, Jauer, Neumarck, Freibourg, Hainau, etc., appelèrent de nombreux habitants dans des demeures commodes. En quelques années, deux cent cinquante villages, deux mille établissements agricoles ou industriels furent créés. La Couronne possédait trop de métairies : cent cinquante au moins furent converties en hameaux. Aussi, dès l'année 1776, malgré les désastres d'une guerre récente, la population s'était-elle considérablement accrue. 1763

Peu à peu, l'économie rurale de la Grande-Bretagne, le système des fermes, le mode d'enclos et d'amélioration des terres s'étendit dans le royaume. Sur l'invitation du monarque prussien, un fermier anglais entreprit, le premier, de rendre les sables de Brandebourg propres à l'agriculture. Entre autres procédés, il y plantait, en grande quantité, des navets qu'on laissait pourrir en terre. De là, une couche de terre végétale suffisante pour obtenir diverses espèces de pâturages. Pratiquées d'a-

1763 bord sur les domaines de la Couronne, les expériences furent ensuite étendues aux terres des particuliers.

Dans chaque cercle de la province, des médecins, entretenus aux frais du Roi, veillaient à la santé des hommes, et des vétérinaires à celle des bestiaux. Chaque village fut tenu d'avoir une pompe, chaque particulier d'entretenir chez lui un certain nombre de seaux de cuir, et d'autres appareils propres à éteindre le feu; règlements fort sages dans une contrée où la plupart des maisons étaient formées, à la polonaise, de troncs d'arbres posés les uns sur les autres, et recouvertes de paille, sans cheminées de maçonnerie.

En général, les cantons protestants se faisaient remarquer par des campagnes mieux cultivées, par un bétail mieux entretenu. La nature du sol n'était pas l'unique cause de cette différence, l'excessive multiplicité des fêtes exerçant chez les Catholiques une influence fâcheuse. Attiré sans cesse hors de ses foyers, vers de nombreuses chapelles, le laboureur dépensait, en pieux voyages, le fruit de ses travaux, tandis que son champ restait en souffrance. Si, pour rendre cette vérité plus sensible, on emploie le secours des chiffres, on est vraiment surpris du résultat : en admettant que, dans une année, cinquante mille hommes consacrent deux jours seulement à des pèlerinages, et que dix fêtes (ce nombre n'a certes rien d'exagéré) suspendent le travail de cinq cent mille individus, voilà cinquante-un millions de journées perdues pour l'agriculture. A cette époque, chacune de ces journées pouvant être estimée à deux gros (environ six sous), Frédéric, à

l'aide de sages modifications, augmenta, de 637,500 florins, les revenus de la province. 1763

Par des garnisons, par l'établissement de nouvelles fabriques dans les villes, et de colons étrangers dans les campagnes, il travailla énergiquement à développer les ressources de l'agriculture. N'était-ce pas, en effet, créer de nouveaux débouchés aux denrées?

C'est dans la Haute-Silésie qu'il établit les plus fortes colonies, composées en grande partie d'Allemands. Pour opérer quelques changements dans les mœurs, dans le langage et dans les procédés agricoles des habitants, encore tout à fait Sarmates, on n'admit des Polonais que dans les contrées tout à fait allemandes.

Chaque colon recevait une maison avec écurie et grange, douze à vingt arpents environ de terres à défricher, un jardin d'un arpent, et le bétail nécessaire, avec exemption des corvées et du service militaire pour lui et ses fils, et de tout impôt pendant quelques années.

Quand Frédéric eut créé dans les forêts de ses domaines un nombre convenable de villages, il excita les seigneurs des terres à imiter son exemple. Chaque seigneur qui établissait un colon étranger sur ses terres, recevait de la caisse royale une gratification de cent cinquante écus. Dans des contrées où les terres et la main-d'œuvre sont à vil prix, cette indemnité avait de la valeur. Le Roi exigeait, en outre, que ces colons fussent exempts de tout service, et leur terre assurée entre leurs mains à titre de propriété héréditaire. Un village de colons devait avoir au moins six métairies.

Afin d'augmenter aussi dans la province le nombre

1763 des manœuvres et des autres ouvriers, le Roi donnait aux seigneurs, pour chaque nouvelle maison avec un jardin, soixante-dix écus, lorsqu'ils avaient eux-mêmes le bois de charpente, et cent écus quand ils n'en avaient point. Après les années de franchise, ces colons ne payaient qu'une légère redevance au seigneur, et un léger impôt à la caisse royale; dans tout le reste, ils étaient absolument libres.

Une preuve du peu de progrès de l'agriculture, en Silésie, à cette époque, c'est qu'on n'ensemençait, chaque année, que les deux tiers des terres de la province, et un tiers restait en jachères. Chaque cultivateur divisait les terres en trois parties, terres d'hiver, terres d'été, et jachères. Dans les terres d'hiver, ainsi nommées parce qu'on les ensemence avant l'hiver, on semait du seigle et du froment. Dans les terres d'été, ensemencées avant cette saison, de l'orge, de l'avoine, du millet, du lin, etc. Les jachères, sans semences, restaient deux ans sans culture, *pour se reposer;* on y menait paître les troupeaux, mais quelle nourriture les bestiaux y trouvaient-ils? Presque toutes les terres de la Silésie sont bonnes; eh bien! grâce au *repos* des jachères, à peine rapportaient-elles quatre boisseaux sur un boisseau de semence.

Ce déplorable système date des temps où le pays était peu peuplé.

Il existait, en Silésie, un autre usage non moins funeste : dans beaucoup de communes, des cantons entiers ne recueillaient ni blé ni foin; ils servaient de pâturages communs à un ou à plusieurs villages. Avec le

régime de la division, chacun aurait pu entourer sa 1763
part d'une haie, la faire valoir en blé ou en herbe, et se procurer par là dix fois plus de bon fourrage pour nourrir ses bestiaux dans l'écurie, que ces bestiaux n'en trouvent de mauvais dans ces communes.

C'est contre cet état de choses que Frédéric lutta sans cesse.

Quant aux communes, aux pâturages communs, et à la division des terres en trois portions, le Roi ne voulut pas user d'autorité pour opérer des changements; mais il fonda des prix en faveur de ceux qui se conformeraient à ses intentions patriotiques. Des commissions, composées de magistrats, d'économistes, d'arpenteurs, se chargeaient de faire le partage des communes, quand les communautés voulaient y consentir. Une ordonnance à ce sujet parut, le 14 avril 1771.

Bientôt, il se forma, en Silésie, une société d'économistes, qui publia, par la voie de l'impression, le résultat des expériences accomplies.

En 1763, le conseiller privé de Russler étant venu, en qualité de conseiller provincial du cercle du Bas-Barnim, féliciter le Roi sur la paix, Frédéric lui demanda :

De quoi votre cercle a-t-il besoin?

Russler. Sire, de chevaux pour la culture des terres, de seigle, pour faire du pain et ensemencer.

Le Roi. Je vous donnerai du blé pour du pain et de la semence; mais je ne puis pas vous donner de chevaux.

Russler. Je sais que, sur les représentations de M. de

1763 Brenkenhoff, Votre Majesté a accordé à la Nouvelle-Marche et à la Poméranie tous les chevaux de bagage et d'artillerie. Mais personne n'a parlé pour le Bas-Barnim. Si Votre Majesté n'en prend pas soin elle-même, c'est un pays ruiné.

LE ROI. Qui êtes-vous?

RUSSLER. Je suis Russler, qui ai été employé pour les limites de la Silésie.

LE ROI. Oui, oui; je vous connais à présent. Assemblez tous les conseillers provinciaux de la Marche électorale. Je veux leur parler.

RUSSLER. Sire, ils sont tous à Berlin, à l'exception de deux.

LE ROI. Envoyez des messagers à ces deux-là, afin qu'ils viennent aussi à Berlin; et, jeudi, vous viendrez, avec tous les conseillers, me trouver au château; alors je vous parlerai plus au long, et je vous dirai comment je veux soulager la province.

Le 1er avril, M. de Russler vint à la tête des conseillers provinciaux et porta la parole; comme il s'exprimait avec un peu trop de chaleur, voulant absolument prouver au Roi qu'il était obligé de dédommager la province des pertes qu'elle avait essuyées, Frédéric lui dit :

Mais, paix donc, paix donc; laissez-moi dire... Avez-vous un crayon?

RUSSLER. Oui, Sire.

LE ROI. Eh bien! écrivez ce que je vais vous dicter. « Les conseillers n'ont qu'à faire un état de ce qu'il faut

à leurs cercles, de seigle pour du pain et de la se- 1763
mence, de chevaux, de bœufs et de vaches. Qu'ils fassent cela avec beaucoup d'exactitude, et, après demain, qu'ils reviennent me trouver; je leur dirai mes volontés. Mais que tout soit exact; car je ne peux pas donner beaucoup. »

En 1779, le Roi, parcourant un district de ses États, eut la conversation suivante avec un forestier et un bailli.

Arrivé à l'extrémité d'une lande sablonneuse, près de Fehrbellin :

Forestier, pourquoi n'a-t-on rien semé sur ces sables?

Le Forestier. Sire, cela n'appartient pas à vos forêts, mais aux champs de la ville. Des gens y sèment par-ci, par-là, des grains. A droite, on a semé des pommes de pin.

Le Roi. Qui les a semées?

Le Forestier. Notre grand bailli que voici.

Le Roi (*se tournant vers le bailli*). Allons, dites à mon conseiller privé Michaëlis, qu'il faut semer quelque chose sur ces sables. (*Au Forestier.*) Mais savez-vous aussi comment on sème des pommes de pin?

Le Forestier. Oh! oui, Sire.

Le Roi. Eh bien! voyons, comment les sème-t-on? de l'Orient à l'Occident, ou de l'Occident à l'Orient?

Le Forestier. De l'Occident à l'Orient.

Le Roi. A merveille; mais pourquoi?

Le Forestier. Parce que le vent souffle communément d'Occident.

Le Roi. Voilà qui est bien.

1763 Une autre fois, dans la même tournée, ce fut avec un M. Fromme, bailli de Fehrbellin, qu'il entama la conversation.

FROMME. Sire, voici déjà deux nouveaux fossés, que nous devons aux bontés de Votre Majesté, et qui tiennent notre trouée sèche.

LE ROI. Ah! ah! j'en suis bien aise. Qui êtes-vous?

FROMME. Le bailli de Fehrbellin.

LE ROI. Comment vous appelez-vous?

FROMME. Fromme.

LE ROI. Ah! ah! vous êtes fils du conseiller provincial Fromme?

FROMME. Sire, avec votre permission, mon père a été conseiller-bailli du bailliage de Laëme.

LE ROI. Conseiller-bailli! cela n'est pas exact. Votre père a été conseiller-provincial, je l'ai fort bien connu.

Dites-moi, le dësséchement de cette trouée que j'ai fait faire, vous a-t-il été utile?

FROMME. Oui, Sire.

LE ROI. Avez-vous plus de bestiaux que votre prédécesseur?

FROMME. Oui, Sire. J'ai dans cette cense quarante vaches; et, en tout, soixante-dix de plus.

LE ROI. C'est fort bien. Il n'y a pas de maladies épizootiques dans votre canton?

FROMME. Non, Sire.

LE ROI. Y en a-t-il eu?

FROMME. Oui, Sire.

LE ROI. Faites manger à vos bestiaux beaucoup de sel gemme, et le mal ne reviendra pas. 1763

FROMME. C'est ce que je fais. Mais le sel commun est presque aussi bon.

LE ROI. N'en croyez rien. Il ne faut pas piler le sel gemme, mais le mettre à portée du bétail pour qu'il le lèche.

FROMME. Je n'y manquerai point.

LE ROI. N'y a-t-il pas d'autres améliorations à faire ici?

FROMME. Oh! oui, Sire : voici le lac de Kremmensée; si on le desséchait, Votre Majesté aurait 1800 arpents de prairies, sur lesquels on pourrait établir des colons. Cela ouvrirait un débouché par eau au canton; avantage immense pour Fehrbellin et Ruppin. On pourrait ainsi emmener bien des denrées du Mecklembourg à Berlin.

LE ROI. Je le crois. Mais peut-être qu'en vous procurant ces avantages, d'autres seraient ruinés; du moins les possesseurs des terres, n'est-ce pas?

FROMME. Pardonnez-moi, Sire; les terres appartiennent aux forêts royales, et il n'y a que des bouleaux.

LE ROI. Oh! s'il n'y a que des bouleaux, cela peut se faire. Mais aussi ne comptez pas sans votre hôte, et que les frais ne surpassent pas le produit.

FROMME. Il n'y a nul risque; car, d'abord, Votre Majesté peut compter que le lac rendrait 1800 arpents; ce qui pourrait nourrir trente-six familles à 50 arpents pour chaque famille. Si ensuite on établit un léger péage sur le bois flotté et sur les bateaux du nouveau canal, le capital rendra de bons intérêts.

1763 Le Roi. Eh bien! dites cela à mon conseiller-privé Michaëlis. Il s'y entend, et, quand vous voudrez établir des colons quelque part, je vous conseille de vous adresser à lui. Je ne veux pas d'abord des colonies entières. Quand ce ne serait que deux ou trois familles, vous pouvez tout de suite lui en parler.

Fromme. Je n'y manquerai pas.

Le Roi. Ne puis-je pas voir d'ici Wusterau? (*bien appartenant au général de Ziethen.*)

Fromme. Oui, Sire, le voici à droite.

Le Roi. Le général y est-il?

Fromme. Oui, Sire.

Le Roi. D'où le savez-vous?

Fromme. M. de l'Estocq, capitaine de son régiment, est en cantonnement dans mon village; un palefrenier du général lui apporta hier une lettre, et c'est de là que je l'ai su.

Le Roi. Le général a-t-il aussi gagné par le desséchement de la trouée?

Fromme. Oh! oui, Sire. Il a bâti cette métairie, à droite; et il a établi un chalet, ce qu'il n'aurait pas pu faire sans le desséchement.

Le Roi. J'en suis fort aise. Comment s'appelle le bailli de vieux Ruppin?

Fromme. Honig.

Le Roi. Depuis quand y est-il?

Fromme. Depuis la Trinité.

Le Roi. Depuis la Trinité? Où était-il auparavant?

Fromme. Il était chanoine.

Le Roi. Chanoine? chanoine? Qui diable a fait un 1763
bailli de ce chanoine?

Fromme. Sire, c'est un jeune homme qui a du bien, et qui a ambitionné l'honneur d'être bailli de Votre Majesté.

Le Roi. Mais pourquoi l'ancien n'est-il pas resté?

Fromme. Il est mort.

Le Roi. La veuve aurait pu garder le bailliage.

Fromme. Elle est devenue pauvre.

Le Roi. Ménage de femme, sans doute?

Fromme. Pardonnez-moi, Sire. Elle conduisait fort bien son ménage, mais des accidents l'ont ruinée. Cela peut arriver au meilleur économe. Moi-même, j'ai éprouvé une mortalité il y a deux ans, et je n'ai point obtenu de dédommagement; depuis, je ne saurais me remettre sur un bon pied.

Le Roi. Mon enfant, je souffre aujourd'hui de mon oreille gauche, je n'entends rien de ce côté-là.

Fromme. Et le malheur, Sire, c'est que le conseiller Michaëlis est attaqué de la même incommodité.

Fromme, qui craignait que cette dernière réponse ne déplût au Roi, resta un peu en arrière.

Le Roi. Allons, bailli, avancez. Restez auprès du carrosse, mais prenez garde qu'il ne vous arrive d'accident. Parlez seulement un peu haut.

Dites-moi, comment s'appelle ce village-ci à droite.

Fromme. Langen.

Le Roi. A qui appartient-il?

Fromme. Un tiers à Votre Majesté; un tiers à M. de Hagen, et le chapitre de Berlin y a aussi des vassaux.

1763 Le Roi. Vous vous trompez; c'est le chapitre de Magdebourg.

Fromme. Sire, je vous demande pardon; c'est le chapitre de Berlin.

Le Roi. Erreur; le chapitre de Berlin n'a pas de vassaux.

Fromme. Pardonnez-moi, Sire, le chapitre de Berlin a trois vassaux dans le village de Karvensée qui dépend de mon bailliage.

Le Roi. Vous vous trompez, c'est le chapitre de Magdebourg.

Fromme. Sire, je ferais un fort mauvais bailli, si je ne connaissais pas ceux qui ont juridiction dans les endroits de mon bailliage.

Le Roi. Ah! en ce cas-là, vous avez raison. Dites-moi un peu, il faut qu'ici, à droite, il y ait une terre; je ne m'en rappelle pas le nom. Nommez-moi un peu les terres qui sont à droite.

Fromme. Buschow, Rodensleben, Sommerfeld, Beez, Karbe.

Le Roi. Karbe, justement. A qui appartient cette terre?

Fromme. A M. de Kneesebech.

Le Roi. A-t-il servi?

Fromme. Oui, il a été lieutenant ou enseigne dans les gardes.

Le Roi. Dans les gardes! (comptant sur ses doigts). Vous avez raison, il a été lieutenant dans les gardes. Je suis bien aise que cette terre soit encore entre les mains de cette famille... Ah! savez-vous combien il y a que je n'ai été ici?

FROMME. Non, Sire. 1763

LE ROI. Quarante-trois ans... Comment s'appelle ce village-ci, devant nous?

FROMME. Protzen.

LE ROI. A qui appartient-il?

FROMME. A M. de Kleist.

LE ROI. Quel Kleist est-ce?

FROMME. Le fils du général Kleist.

LE ROI. De quel général Kleist?

FROMME. Son frère a été aide-de-camp de Votre Majesté, et est à présent lieutenant-colonel du régiment de Kalokstein, à Magdebourg.

LE ROI. Ha, ha! de celui-là. Oh! je connais fort bien ces Kleist. A-t-il servi?

FROMME. Oui, Sire, il a été enseigne dans le régiment du prince Ferdinand.

LE ROI. Pourquoi a-t-il quitté le service?

FROMME. Je n'en sais rien, Sire.

LE ROI. Vous pouvez me le dire; je n'ai aucune vue en faisant cette question. Pourquoi cet homme a-t-il quitté le service?

FROMME. En vérité, Sire, je ne pourrais le dire.

La conversation fut interrompue par l'arrivée dans un village où se trouvait le général de Ziethen. Le Roi descendit de carrosse pour le voir; et, étant reparti, il dit :

Allons, dites-moi, sérieusement, ne savez-vous pas pourquoi ce Kleist a quitté le service?

FROMME. En vérité, Sire, je l'ignore...

1763 Le Roi. Écoutez, êtes-vous content de la récolte, cette année?

Fromme. Sire, elle est fort bonne.

Le Roi. Fort bonne? eh bien! à moi, ils m'ont dit qu'elle était fort mauvaise.

Fromme. Les grains d'hiver ont un peu souffert de la gelée. Mais, en revanche, les grains d'été promettent de réparer amplement ce dommage...

Le Roi. Comment se nomme ce village-ci, devant nous?

Fromme. Garz.

Le Roi. A qui appartient-il?

Fromme. Au conseiller de guerre de Quast.

Le Roi. A qui?

Fromme. Au conseiller de guerre de Quast.

Le Roi. Encore! Il ne s'agit pas ici de conseiller de guerre. Je veux savoir à qui appartient ce village.

Fromme. A M. de Quast.

Le Roi. Allons, voilà comme il faut répondre... Semez-vous aussi du froment?

Fromme. Oui, Sire.

Le Roi. Combien en avez-vous semé?

Fromme. Près de trois muids.

Le Roi. Combien votre prédécesseur en semait-il?

Fromme. Un septier et demi.

Le Roi. D'où vient que vous cultivez tant de froment de plus que votre prédécesseur?

Fromme. Comme j'ai eu l'honneur de le dire à Votre Majesté, j'ai soixante-et-dix vaches de plus que mon prédécesseur; par conséquent, je puis donner plus

d'engrais à mes champs et y cultiver du froment. 1763

Le Roi. Mais pourquoi ne cultivez-vous point de chanvre?

Fromme. Il ne vient pas bien ici. Il vient mieux dans les climats froids. Nos cordiers achètent le chanvre de Russie à meilleur marché et de meilleure qualité que je ne puis le fournir.

Le Roi. Que semez-vous où vous semiez autrefois du chanvre?

Fromme. Du froment.

Le Roi. Mais pourquoi ne cultivez-vous pas de la garance?

Fromme. Elle ne vient pas bien. Le terroir n'est pas assez bon.

Le Roi. Vous vous l'imaginez, vous auriez dû en faire l'essai.

Fromme. Je l'ai fait, et cela n'a pas réussi...

Le Roi. Que semez-vous où vous auriez semé de la garance?

Fromme. Du froment.

Le Roi. Allons, tenez-vous-en donc au froment. Les gens de votre bailliage doivent être à leur aise.

Fromme. Oui, Sire; je puis prouver, par le livre des hypothèques, qu'ils ont pour cinquante mille écus de capitaux.

Le Roi. Voilà qui va bien.

Fromme. Un paysan, qui est mort il y a trois ans, avait onze mille écus à la banque.

Le Roi. Combien?

Fromme. Onze mille écus.

1763 Le Roi. C'est dans cet état qu'il faut que vous les conserviez toujours.

Fromme. Oui, Sire, il est bon que le paysan soit à son aise; mais alors il devient insolent. Comme, par exemple, ceux de ce canton-ci, qui m'ont déjà accusé sept fois auprès de Votre Majesté, pour être affranchis des corvées.

Le Roi. Ils en avaient sujet, apparemment.

Fromme. Je demande pardon à Votre Majesté. On a examiné l'affaire, et l'on a trouvé que je n'avais point vexé les sujets, que j'avais toujours eu raison, et que je n'avais exigé que ce qui était dû. Cependant, les choses en restent là; on ne punit point les paysans. Votre Majesté donne toujours raison aux sujets, et il faut que le pauvre bailli ait toujours tort.

Le Roi. Oh! mon enfant, je n'ai pas de peine à croire qu'on vous donne toujours raison. Vous envoyez sans doute du beurre, des chapons et des dindons au conseiller de votre département.

Fromme. Sire, cela est impossible; les grains n'ont pas un bon prix; si l'on ne tirait pas quelques écus des autres choses, on ne pourrait pas payer la rente.

Le Roi. Où vendez-vous votre beurre, vos chapons et vos dindons?

Fromme. A Berlin, Sire.

Le Roi. Pourquoi pas à Ruppin?

Fromme. La plupart des bourgeois ont des vaches.

Le Roi. Mais, pour les volailles, vous pourriez bien les vendre à Ruppin?

Fromme. Il n'y a que quatre officiers de l'État-Major

en quartier dans cette ville. Et, pour les bourgeois, ils ne sont pas délicats; ils sont fort contents quand ils ont du porc. 1763

Le Roi. Oui, oui, vous avez raison. Les Berlinois aiment fort la bonne chère. Eh bien! menez les sujets comme vous voudrez; mais ne les vexez pas.

Le Roi ayant vu une quantité de paysans occupés à la moisson, et qui formèrent une double haie en aiguisant leurs faucilles, dit :

Que diable! que veulent ces gens? Est-ce qu'ils veulent me demander de l'argent?

Fromme. Oh! que non! Sire. Ils sont pleins de joie de la bonté que vous avez de visiter ces contrées.

Le Roi. Aussi, ne leur donnerai-je rien... Faites-vous des essais avec des grains étrangers?

Fromme. Oui, Sire. Cette année, j'ai semé de l'orge d'Espagne. Elle ne réussit pas : je n'en semerai plus; mais le seigle de Holstein, à grosse tige, me paraît bon.

Le Roi. Quel seigle est cela?

Fromme. Il croît en Holstein, dans les bas-fonds. Il ne m'a jamais moins rendu que le décuple.

Le Roi. Là! là! le décuple! c'est un peu fort... Mais donnez-moi une idée de ce qu'était cette trouée, avant qu'on en eût fait écouler les eaux.

Fromme. Tout était rempli de petits tertres, entre lesquels l'eau s'établissait. Dans les années les plus sèches, nous n'en pouvions pas tirer le foin; il fallait le mettre en grandes meules. En hiver, quand il avait bien gelé, on allait le chercher. A présent, nous avons égalisé les

1763 tertres, et, par les fossés que Votre Majesté a fait faire, les eaux s'écoulent. A présent, la trouée est sèche, comme Votre Majesté le voit, et nous pouvons en tirer le foin quand nous voulons.

Le Roi. Vos paysans ont-ils aussi plus de bestiaux qu'autrefois ?

Fromme. Oui, Sire.

Le Roi. Combien ?

Fromme. Les uns une vache, les autres deux, suivant le bien.

Le Roi. Mais combien en ont-ils de plus en tout, à peu près seulement ?

Fromme. Environ six-vingt têtes... etc.

Le Roi ayant regardé la contrée avec sa lunette, fit approcher les baillis Fromme, Klausius et un inspecteur des bâtiments, nommé Menzelius, et leur dit :

Allons, approchez-vous. Tenez, voyez-vous, cette lande marécageuse, à gauche ? Il faut défricher cela. Et ceci, à droite, de même ; tant que la lande s'étend. Quel bois y a-t-il ?

Fromme. Des saules et des chênes.

Le Roi. Allons, on peut arracher les saules, et les chênes resteront. Il faut les vendre ou les employer. Quand cela sera défriché, je compte trois cents familles de plus ou environ, et cinq cents vaches. N'est-ce pas ?

Après un moment de silence.

Fromme. Oui, Sire, peut-être.

Le Roi. Écoutez. Vous pouvez me répondre en toute

confiance. Il y aura plus ou moins de familles. Je sais 1763
bien qu'on ne peut, dès à présent, en déterminer le nombre. Je n'y ai pas été, je ne connais pas le terrain. Si je le connaissais, je pourrais le dire ; car je sais aussi bien que vous combien on peut mettre de familles sur un terrain.

MENZELIUS. Mais, Sire, cette trouée est encore en communes.

LE ROI. N'importe. Il faut faire un troc, ou donner un équivalent. Il faut arranger cela pour le mieux. Je ne le veux pas pour rien. Allons, écoutez (*à un bailli*), vous n'avez qu'à écrire à ma Chambre des finances, ce que je veux qu'on défriche ; je donnerai l'argent ; (*à un autre*) et vous, allez à Berlin, et dites de bouche à mon conseiller privé Michaëlis ce que je veux encore qu'on défriche, etc.

C'est avec ce soin minutieux que Frédéric, en contact personnel avec la population, voyait tout par lui-même.

Ce prince voulut aussi soustraire la Silésie à la dépendance du Saint-Siége, ne trouvant point convenable que les États d'un roi huguenot envoyassent, des bords de la Baltique, des tributs et des suppliques au chef suprême de la Catholicité. Il se déclara donc chef immédiat des églises de son royaume ; toutes les affaires spirituelles n'étaient soumises qu'à la juridiction de l'Évêque, son vicaire-général. On pouvait en appeler au synode provincial chargé de juger en seconde et en troisième instance ; mais tout appel à Rome ou à la Nonciature fut interdit.

1763 Avant la conquête, les biens et les revenus des villes silésiennes étaient administrés d'une manière déplorable. Le nouveau souverain tarit ces désordres dans leur source ; des Chambres royales régirent avec autant d'exactitude la fortune des villes que les domaines du Roi. Étendant plus loin encore sa sollicitude, il prêtait aux villes endettées, ou frappées d'un malheur quelconque, des fonds pris sur la caisse royale. Le remboursement de ces avances, faites sans intérêts, s'effectuait, peu à peu et sans gêne, pour les débiteurs.

Si un marchand, un fermier, un pauvre paysan était hors d'état de reconstruire sa maison, le Roi la relevait à ses frais.

Traités avec égards et déférence, les prêtres catholiques se détachèrent peu à peu de l'Autriche, et Frédéric trouva en eux des sujets aussi dévoués que les habitants de Brandebourg.

Dans le même temps, d'habiles économistes voyageaient, aux frais du gouvernement, en Angleterre, dans les Pays-Bas, partout où l'esprit d'observation pouvait recueillir d'utiles résultats.

Pour attirer des artisans, Frédéric leur faisait offrir, dans les papiers publics : 1° le droit de bourgeoisie et de maîtrise; 2° l'exemption de tout impôt et charges publiques pendant un certain nombre d'années; 3° l'exemption d'enrôlement pour eux et le fils qui les suivrait; 4° des avances sur le trésor, afin d'acheter des métiers et des outils.

Aussi, dans les dix premières années qui suivirent la paix de Hubertsbourg, deux cent soixante-quatre

manufactures nouvelles s'étaient-elles déjà établies. 1763-1769
Confirmait-il l'élection d'un abbé? Le nouveau titulaire s'obligeait tantôt à des améliorations agricoles, à des plantations de vignes, de chênes, de mûriers; tantôt à des expériences sur le lin ou à la propagation des étalons en Prusse.

Le bien-être des faibles et des pauvres fut constamment pour Frédéric l'objet des plus tendres sollicitudes. Jusqu'alors les gentilshommes silésiens avaient exercé sur leurs paysans une odieuse tyrannie : le Roi donna à ces derniers le droit de porter plainte contre des maîtres barbares, et justice sévère fut toujours faite. Le grand-chancelier Furst sollicitait un jour la punition d'un paysan dont les réclamations n'étaient pas fondées : « Il est contre mes intentions, lui répondit le monarque, que l'on jette en prison un pauvre paysan pour des fautes de cette espèce. Quoiqu'ils aient souvent tort, je ne puis pourtant m'empêcher de les entendre; ne suis-je pas leur père? »

Aussi Frédéric est-il populaire en Prusse comme Henri IV en France. La plus humble chaumière offre son portrait aux regards du voyageur.

A force même d'amour pour l'équité, et de pitié pour le faible, ce prince commit une injustice célèbre. Trompée comme lui, l'Europe entière le combla d'éloges.

Un habitant de la Nouvelle-Marche, nommé Arnold, possesseur d'un moulin acheté par son père, devait payer une redevance annuelle au comte de Schmettau, seigneur du lieu. Mais, depuis longtemps, il refusait de le faire, prétendant que l'eau lui manquait. Enfin, pour

1763-1769 être payé, le comte vendit le moulin à l'encan. Un gentilhomme, à travers les étangs duquel coulait l'eau qui alimentait ce moulin, l'ayant acheté, le revendit à un autre meunier. Pour recouvrer son moulin, Arnold s'adresse à la régence de Kustrin : débouté de sa plainte, il en appelle à la justice supérieure de Berlin, qui confirme le jugement.

Furieux, le meunier jure de se venger du seigneur et des juges; il s'adressera au Roi. Sa femme, recommandée à la princesse Amélie, et instruite par elle des démarches à faire pour parler à Frédéric, va se placer à Sans-Souci, dans une avenue du château où il avait coutume de passer. Elle s'assied, et, dès qu'elle l'aperçoit, levant des pieds nus ensanglantés, comme si ces plaies étaient la suite d'un long voyage[1] : « Voyez, Sire, s'écrie-t-elle, voyez à quoi sont réduits vos sujets pour implorer justice! »

Ému, Frédéric l'interroge, et demande à la Chambre les motifs de l'arrêt. Le chancelier Furst, soit qu'il crût les détails inutiles, soit qu'il pensât n'avoir point à défendre un jugement, ne donna au Roi qu'un rapide aperçu, et le président Rebeur l'accabla de citations latines.

Frédéric, convaincu qu'on le trompait, envoya sur les lieux un colonel de sa suite avec un conseiller pour tout vérifier.

Le colonel, malgré les explications fournies par le conseiller, fit son rapport de telle manière, que le Roi,

[1] Denina, *Essai sur la vie et le regne de Frédéric II.*

déjà mécontent de ses tribunaux, crut les juges gagnés 1763-
par le comte de Schmettau, et le meunier victime d'une 1769
injustice. Voulant, par un exemple sévère, effrayer à l'avenir les prévaricateurs, il cassa la sentence, exila dans ses terres le baron de Finckenstein, président de la Chambre de Kustrin, destitua le Grand-Chancelier, et fit enfermer à Spandaw trois conseillers.

Le baron de Zedlitz fut chargé de la révision du procès. Ce ministre, partageant l'opinion des juges, s'efforça de démontrer au Roi combien le colonel l'avait mal informé. Les choses en demeurèrent donc là, mais le chancelier Furst ne fut point réintégré dans ses fonctions; le président resta dans ses terres; les conseillers Graun et Friedel ne recouvrèrent leur liberté que longtemps après : un seul, Ransleben, fut plus heureux, parce qu'il avait fait quelque difficulté de signer l'arrêt cassé par le Roi. Zedlitz garda son poste, mais Frédéric cessa de le voir.

Ce prince, qui sut toujours tirer quelque parti de ses fautes mêmes, s'occupa dès lors de réformer la législation civile du royaume. Les constants efforts de sa vie entière tendirent à adoucir les lois qui portaient l'empreinte de la barbarie. Dans les tribunaux, l'usage de charger de coups les accusés subsistait encore : dès 1766, grâce à son active surveillance, il n'en restait plus de vestiges.

Les vues réparatrices du monarque s'étendaient à toutes les provinces. Dans l'année 1763, douze cents maisons s'élevèrent en Poméranie, toujours aux frais de l'État. Secours pécuniaires, distributions de farines,

1763-1769 d'instruments aratoires, d'outils, de chevaux, le paysan laborieux obtenait, sans peine, pour lui et sa famille, tous les moyens de prospérer.

Frédéric appréciait les innombrables services que des communications simples et rapides rendent au commerce, en accélérant l'échange des produits. Aussi, dès que la paix lui permit d'accomplir ses grandes pensées, des routes, des canaux nouveaux facilitèrent-ils le développement des forces sociales.

Non content d'encourager l'agriculture par des largesses, Frédéric ne dédaignait pas dans ses édits de donner lui-même aux paysans d'utiles leçons. On a de lui une ordonnance sur la conduite à tenir pendant la mortalité des bestiaux. De pareils détails ne lui semblaient point au-dessous de sa dignité de roi.

Par l'établissement d'immenses magasins de blé, il assura la subsistance de ses sujets; et la Prusse, durant la famine de 1772, offrit le singulier spectacle d'un pays sablonneux et condamné, en quelque sorte, par la nature à la stérilité, ouvrant néanmoins à ses voisins de riches greniers d'abondance.

Cette même année, plus de quarante mille paysans bohémiens ou saxons vinrent chercher du pain dans les États prussiens. On les reçut à bras ouverts; la plupart s'établirent dans le pays.

Pour mieux arriver à son but, le Roi autorisait, encourageait même par des prix l'abolition des droits communaux et la division des propriétés : ce fut l'exemple de l'Angleterre qui l'y détermina. Il eut aussi recours à un habile fermier anglais pour quelques expé-

riences; toutes furent couronnées d'un plein succès. 1763-1769

De nombreux désordres avaient envahi l'administration des finances; la plupart eurent bientôt disparu.

Pour mieux assurer l'entier accomplissement de ses vues, le Roi se faisait adresser tous les ans, par le Grand Directoire, des tableaux statistiques de chaque province, contenant tous les détails relatifs à la population, aux constructions publiques et particulières, au commerce, à l'agriculture, aux différentes branches d'industrie. Quant aux pays que la guerre de *Sept-Ans* avait dévastés, on joignait à l'envoi de chaque tableau annuel le tableau de 1756, comme terme de comparaison.

Connaissant ses provinces mieux que beaucoup de particuliers ne connaissent l'intérieur de leur maison, quand Frédéric avait nommé à quelque emploi important, il appelait aussitôt dans son cabinet le nouveau dépositaire de sa confiance; là, il lui donnait une foule de notions précises sur le pays et sur les habitants, lui recommandant avant tout les droits du laboureur, de l'artisan, du pauvre. « S'il s'élève un procès entre moi et un de mes sujets, répétait-il souvent, et que le cas soit douteux, jugez contre moi. »

L'auteur de tant d'améliorations les contemplait avec ravissement. « Je reviens de la Silésie, dont j'ai été très-content, écrivait-il à Voltaire le 5 septembre 1777. L'agriculture y fait des progrès très-sensibles; les manufactures prospèrent. Nous avons débité à l'étranger pour cinq millions de toile, et pour un million deux cent mille écus de draps. On a trouvé une mine de co-

1763-1769 bolt[1] dans les montagnes qui fournissent à toute la Silésie. Nous faisons du vitriol aussi bon que l'étranger. Un homme fort industrieux y fait de l'indigo tel que celui des Indes; on change le fer en acier avec avantage, et bien plus simplement qu'à la façon de Réaumur. Notre population est augmentée, depuis 1756, de cent quatre-vingt mille âmes. Enfin, tous les fléaux qui avaient abîmé ce pauvre pays, sont comme s'ils n'avaient jamais été, et je vous avoue que je ressens une douce satisfaction à voir une province revenir de si loin. »

Payons ici un juste tribut d'éloges à Brenkenhoff, ce vertueux citoyen qui secondait si bien les intentions du prince.

Quand le Roi lui proposa d'entrer à son service, Brenkenhoff, libre de choisir le titre et la pension, demanda modestement celui de conseiller privé des finances et 2,000 écus de traitement; son nouveau maître y ajouta le titre de conseiller de guerre et des finances. Chargé, même au milieu des fureurs de la guerre, de réparer les maux qui accablaient la Poméranie et la Nouvelle-Marche, il rendit en peu d'années ces deux provinces à la vie. Son activité était prodigieuse, son zèle pour le bien public infatigable, son désintéressement à toute épreuve. Frédéric, qui se connaissait en hommes, a fait de lui un bel éloge en peu de mots : « Je

[1] Ou *cobalt;* substance dure, friable, pesante, peu fusible, d'un blanc-rosé, sentant l'arsenic. Elle fournit le soufre, l'arsenic, le safre, le smalt, colore le vert en bleu, donne une encre sympathique, et, dissoute dans l'eau, tue les mouches.

regarde la naissance de Brenkenhoff comme un des 1763-1769
plus heureux événements de mon règne. »

Malgré tant de zèle, de précautions, de vigilance, bien des abus se glissaient encore dans l'administration. Frédéric fut souvent trompé. Ne l'ignorant pas, il dit un jour à l'Évêque de Warmie : « Croyez-moi, si je savais tout lire moi-même, répondre moi-même à tout, tous mes sujets seraient heureux; mais je ne suis qu'un homme. »

Inconvénients inévitables en tout pays, où des formes constitutionnelles ne tempèrent pas la souveraine puissance. Par cela seul qu'il dérive originairement des habitudes patriarcales, le pouvoir absolu ne convient qu'aux sociétés encore dans l'enfance. Incompatible avec une civilisation plus avancée, c'est une arme toujours funeste, même entre les mains d'un roi sincèrement dévoué aux intérêts nationaux. Durant le laborieux et long passage de l'état barbare à l'état policé, l'amour du bien suffit pour régler les mouvements du corps politique; mais, plus tard, il faut davantage; l'édifice social doit reposer sur de plus larges bases. Alors le patriotisme du monarque ne suffit plus; il faut la garantie des institutions.

Avec un autre mode de gouvernement, Frédéric, averti par de sages remontrances, ou arrêté par une opposition courageuse, n'eût point adopté certaines mesures qui devinrent funestes à l'État. Ses connaissances en économie politique étaient peu étendues; encore les avait-il systématisées à sa manière. De là, plus d'une erreur grave, qu'il importe de signaler.

1763-1769 Possédé d'un goût trop exclusif pour les compagnies de commerce, ce prince créa celles de l'Elbe, de l'Oder, du Levant, des Indes, les compagnies des harengs, du sel, d'assurance maritime, du bois à brûler, etc; tous ces établissements échouèrent.

En se mêlant du commerce, il en gêna le développement par la multiplicité des monopoles; ainsi, les plus importantes manufactures restaient concentrées entre ses mains. En tolérant des Juifs à la tête des monnaies, il laissa le désordre s'introduire là où l'ordre est si nécessaire.

Les désastres qu'enfanta une lutte terrible, et l'impérieuse nécessité expliquent comment Frédéric altéra les monnaies Mais tout ce qu'une pareille ressource avait de déplorable, il l'a bien senti lui-même, témoin ce passage qui termine l'*Histoire de la guerre de Sept-Ans*.

« Veuille le ciel (si la Providence abaisse ses regards sur les misères humaines) que le destin inaltérable et florissant de cet État mette les souverains qui le gouverneront à l'abri des fléaux et des calamités dont la Prusse a souffert dans ces temps de subversion et de troubles, « pour qu'ils ne soient jamais forcés de recou- « rir aux remèdes violents et funestes » dont on a été obligé de se servir pour soutenir l'État contre la haine ambitieuse des souverains de l'Europe, qui voulaient anéantir la Maison de Brandebourg, et exterminer à jamais tout ce qui portait le nom prussien! »

Aussi, la brusque réponse d'un paysan lui ferma-t-elle un jour la bouche. Cet homme refusait des pièces de

six fenins qu'un boulanger lui comptait en échange de son blé. Frédéric passant par là : « Pourquoi ne veux-tu pas prendre cette monnaie? demande-t-il au paysan. — La prends-tu, toi? répond ce dernier en le regardant avec humeur. » Le Roi poursuivit son chemin sans répliquer. 1763-1769

Malheureusement, les grands et les petits princes d'Allemagne, suivant cet exemple sans y être contraints par les mêmes motifs, frappèrent à l'envi des monnaies plus altérées les unes que les autres; et l'on vit reparaître ces jours déplorables de la guerre de *Trente-Ans* : *kipper und wipper zeiten* (les temps des coupeurs et des rogneurs). Les mêmes princes faisaient pendre sans pitié un faux monnoyeur!

Un des premiers soins, il est vrai, fut la restauration des monnaies si fâcheusement altérées au commencement de la guerre. En effet, dès sa prise de possession de la Saxe, il avait fait battre, à Dresde et à Torgau, une très-grande quantité de numéraire, où l'alliage entrait pour les deux tiers, et le métal précieux pour un seul. Un marchand juif de Berlin, nommé Éphraïm, avait dirigé cette frauduleuse opération.

D'abord, la nouvelle monnaie fut reçue sans difficulté; et Frédéric, profitant de cette facilité, fit rentrer tout ce qu'il put de l'ancienne, alors en circulation. Cependant, par la force même des choses, la mauvaise monnaie était tombée dans le discrédit. Néanmoins, c'était la seule employée par le trésor royal pour ses payements, comme si elle eût été du meilleur aloi.

Lorsqu'à la paix on eut émis une nouvelle monnaie,

1763-1769 la mauvaise ne fut plus reçue ni au trésor, ni par aucun receveur royal. De là, malheureusement, des pertes considérables pour les fortunes particulières, et une grave atteinte au crédit public, comme à tout le commerce prussien.

La mesure primitive avait été déplorable : le remède ne valut pas mieux.

« Pourquoi se plaint-on? disait Frédéric dans les derniers temps de sa vie. Je n'ai pas mis dans tout mon règne un impôt extraordinaire. » Le fait était exact; mais, avec des idées plus nettes en finances, il eût compris que chaque création de monopole était un impôt, et qu'exiger des Prussiens qu'à la paix ils payassent, dans toute leur étendue, les mêmes impôts qu'avant la guerre, c'était réellement aggraver ces impôts.

Le Roi se trompa d'une manière non moins funeste, en appelant chez lui des financiers français, pour leur confier la manutention des contributions indirectes, généralement connues sous le nom de *Péages et Accises*. C'était livrer les contribuables nationaux à la cupidité étrangère.

Cette idée prit-elle naissance dans sa tête, ou bien est-ce Helvétius[1], comme on l'en a accusé, qui, durant son séjour à Berlin, persuada au monarque que les Allemands n'entendaient rien en finances, et que

[1] « Nous attendons ici M. Helvétius, écrivait Frédéric à d'Alembert : à en juger par son livre, le plus beau jour de notre connaissance sera le premier; mais on dit qu'il vaut infiniment mieux que son ouvrage, qui, quoique plein de talent, ne m'a pas convaincu. »

les Français rempliraient parfaitement ses intentions[1]? 1763-1769
Le fait est resté douteux. Ce qu'il y a de certain, c'est que le philosophe financier prit une part active à l'envoi de ses compatriotes, et que ce fut une calamité pour la Prusse, traitée par eux en pays conquis. Aussi la *Régie*, en termes techniques l'*Administration générale des droits du Roi*, y devint-elle bientôt, à juste titre, l'objet de l'exécration publique.

Un autre fléau fut, au sein de Berlin, l'établissement d'un *loto* ou loterie, détestable invention, vomie en Allemagne par l'Italie, pour y violer tous les principes de la probité sociale, comme toutes les proportions de l'arithmétique honnête ; pour y frapper le peuple dans ses mœurs et dans sa subsistance, détruire le goût du travail, introduire la fraude, engendrer le vol, le suicide, l'assassinat, empoisonner, en un mot, toutes les sources de la morale publique et privée. Puisse l'Europe voir bientôt disparaître entièrement cette hideuse institution, crime quotidien de tout gouvernement qui l'exploite ! Dans cette voie, la France a pris une noble initiative.

C'est surtout à dater de 1763, que Frédéric, en multipliant ces prohibitions de toute espèce, si accablantes pour un peuple, tendit outre mesure les ressorts du régime fiscal. L'assiette de l'impôt indirect demande d'autant plus de ménagements, qu'il porte sur des besoins de première nécessité ou sur des jouissances devenues nécessaires.

Ajoutons que cet ordre de choses s'appliquait uni-

[1] Mirabeau, *Monarchie prussienne*, tome IV.

1763-1769 quement aux provinces prussiennes situées à l'Orient du Weser; celles de la Westphalie étaient soumises à un tout autre régime. Protégées par des priviléges particuliers, enclavées dans une foule d'États étrangers, avec lesquels il aurait été impossible d'empêcher un commerce interlope, elles n'ont point été assujetties aux impôts oppressifs ou aux monopoles. On a donc composé avec ces provinces. Déclarées toutes solidaires, les villes se sont soumises à un abonnement convenu; cet abonnement une fois payé, elles faisaient leurs affaires à peu près librement. Frédéric, qui les regardait presque comme étrangères, leur donna très-peu de part à ses bienfaits; mais quels bienfaits eussent valu cette indépendance?

Aussi ces contrées étaient-elles les plus florissantes des États prussiens, les plus peuplées, en raison de leur étendue, les plus riches, les plus heureuses; et, cependant, leurs habitants, en général, montraient peu d'industrie : c'est que tous les dons de l'homme ne valent pas la liberté, don de la Providence.

Malgré quelques mesures funestes et vexatoires, la prospérité nationale prit un rapide essor, car l'intérêt individuel savait éluder en partie les règlements fiscaux. De plus, le prince lui-même apportait au mal de fréquents remèdes, en accordant annuellement au peuple, sous diverses formes, des secours pécuniaires considérables, en réprimant toute oppression particulière, en donnant l'exemple de l'économie, en encourageant, par sa prodigieuse activité, l'activité des autres, en établissant un ordre admirable dans les recettes et les dépenses. Ajoutons que, plus d'une fois, Frédéric

reconnut, proclama lui-même et répara, autant que possible, l'erreur qui avait pu lui échapper. Ainsi, après avoir soumis le café à des droits énormes, après avoir frappé de peines sévères toute contravention, il avoua noblement, dans une ordonnance de mai 1784, que, ces rigueurs allant trop loin, il fallait les adoucir. 1763-1769

Voilà comment une nation, qui vivait de ses capitaux, a pu prendre et conserver une attitude indépendante et fière.

Pour mettre en action son système administratif, le Roi avait besoin d'un corps de fonctionnaires instruits : tous ceux qui se vouaient à cette carrière durent subir un sévère examen; salutaire usage qui s'est conservé jusqu'à présent, et assure à l'État des agents dévoués, honnêtes, capables. Là, on n'a pas le chagrin de voir les premiers dépositaires du pouvoir, des ministres, subissant toutes les médiocrités que leur infligent certaines exigences! Là, ni passe-droits, ni services méconnus, ni scandaleux avancements.

Trop longtemps, la modicité des traitements, l'incertitude de l'avenir, la perspective d'une vieillesse misérable avaient éloigné le vrai mérite : Frédéric s'empressa d'augmenter les honoraires, et établit une société ayant pour but d'assurer aux veuves et aux orphelins d'employés des pensions suffisantes. Dès lors, une foule d'hommes capables briguèrent l'avantage de servir l'État.

Frédéric choisissait de préférence ses officiers parmi les nobles; mais, hors de l'armée, ce prince était inaccessible au préjugé de la naissance; tous

1763-1769 les hommes, à ses yeux, sortaient égaux des mains de la nature.

Il écrivait à Voltaire en 1767 : « Voici de suite trois jugements bien honteux pour les parlements de France. Les Calas, les Sirven et La Barre devraient ouvrir les yeux au gouvernement, et le porter à la réforme des procédures criminelles ; mais on ne corrige les abus que quand ils sont parvenus à leur comble. Quand ces cours de justice auront fait rouer quelque duc et pair, par distraction, les grandes maisons crieront, les courtisans mèneront grand bruit, et les calamités publiques parviendront au trône.

« Pendant la guerre, il y avait une contagion à Breslau. On enterrait cent vingt personnes par jour; une comtesse dit : « Dieu merci, la grande noblesse « est épargnée; ce n'est que le peuple qui meurt. » Voilà l'image de ce que pensent les gens en place qui se croient pétris de molécules plus précieuses que ce qui fait la composition du peuple qu'ils oppriment. Cela a été ainsi presque de tout temps. L'allure des grandes monarchies est la même. Il n'y a guère que ceux qui ont souffert l'oppression qui la connaissent et la détestent. Ces enfants de la fortune, qu'elle a engourdis dans la prospérité, pensent que les maux du peuple sont exagération, que des injustices sont des méprises; et, pourvu que le premier ressort aille, il importe peu du reste, etc., etc.

« Mon occupation principale (au même, le 16 septembre 1770) est de combattre l'ignorance et les préjugés dans les pays que le *hasard de la naissance* me fait gouverner, d'éclairer les esprits, de cultiver les mœurs,

et de rendre les hommes aussi heureux que le comporte 1763-1769
la nature humaine, et que le permettent les moyens que je puis employer. »

Dans ce peu de lignes est l'histoire de son règne.

Après une tournée d'inspection en Poméranie, en Basse-Saxe, en Westphalie; à Minden, où il parcourut, avec le prince Ferdinand de Brunswick, le champ de bataille; à Wesel, dont il voulait examiner les fortifications; à Crévelt, Clèves, Hanovre et Brunswick, Frédéric venait de rentrer à Berlin, quand il reçut la visite de d'Alembert, déjà doublement célèbre comme géomètre et philosophe. Depuis la mort de Maupertuis, l'Académie était sans président, et Frédéric eût confié ce poste, avec orgueil et bonheur, à l'illustre Français. Aussi l'accueil fut-il des plus gracieux, les offres des plus brillantes. Mais toutes les séductions échouèrent; et, après trois mois de séjour dans la demeure royale, d'Alembert rapporta son indépendance dans sa patrie. A dater de cette époque, il s'établit, entre Frédéric et lui, une correspondance aussi active que régulière.

Peu de temps après, une visite d'un autre genre préoccupait les Berlinois. Frappé de la renommée du grand capitaine, Mustapha III, sultan des Turcs, envoyait un ambassadeur pour le complimenter sur la paix glorieuse qui terminait dignement une lutte héroïque. Des janissaires, une suite nombreuse accompagnaient Achmet Effendi. L'envoyé offrit au Roi, de la part de son maître, de riches présents et de magnifiques chevaux. L'audience fut solennelle : ce jour-là, sortant

1763-1769 de sa simplicité habituelle, Frédéric accueillit Achmet Effendi avec éclat.

Sauf de très-rares exceptions, toute sa vie d'homme et de roi était invariablement soumise à une règle uniforme.

Au commencement de son règne, il se rendait à Berlin dans les premiers jours de janvier, pour recevoir les compliments de la nouvelle année. Sur la fin de sa vie, renonçant à cet usage, Frédéric se contentait, en donnant le mot à l'officier du jour, de faire souhaiter aux officiers de la garnison une bonne année, beaucoup de santé, un prompt avancement, et, quelquefois aussi, plus d'application à leurs devoirs.

Ordinairement, c'était le 18 janvier, anniversaire de son couronnement, qu'il venait à Berlin. Tout alors se passait avec magnificence : le service d'or y figurait; et Frédéric, qui ne voulait pas que ces fêtes fussent à charge aux princes et princesses de sa Maison, leur faisait un présent.

Avant le 24, jour de sa naissance, il repartait ordinairement pour Postdam. Souvent, il permettait au prince héréditaire et aux généraux des garnisons des provinces d'y rester plus longtemps, pour jouir des plaisirs du carnaval. Quelquefois aussi, avant son départ, il leur témoignait le désir qu'ils se retirassent chacun dans leurs provinces; mais il ne partait jamais sans expliquer ses intentions en peu de mots.

De retour à Postdam, le Roi rédigeait les plans des revues et des manœuvres de l'année. Au mois de février, les opérations s'ouvraient, en même temps, dans

toute la Marche électorale, dans le duché de Magdebourg et la Poméranie. Dès que les soldats de la campagne avaient rejoint les régiments de Postdam, les exercices commençaient en plaine; et, à moins d'un très-mauvais temps, tous les jours ils se renouvelaient; le Roi y assistait très-souvent. 1763-1769

Au commencement de mai, il faisait une revue particulière des garnisons de Postdam et de Berlin. A Berlin, cette cérémonie militaire se passait dans le parc, à la porte de Charlottembourg; elle durait deux jours. Le premier jour, cinq régiments d'infanterie étaient inspectés, et, le second, deux autres avec les hussards et les gendarmes. Sur la fin de sa vie, les forces diminuant, le même jour suffisait à la revue de la garnison entière. Mais ce changement n'eut lieu que deux fois au plus. La veille de la revue particulière, le Roi venait coucher au château de Charlottembourg, situé à une lieue de Berlin, au bout du parc. Le premier jour, après la revue, il allait dîner chez sa sœur, la princesse Amélie; ensuite, il retournait coucher à Charlottembourg, et, la revue du second jour terminée, il repartait pour Postdam, sans mettre pied à terre.

Le 15, le 16 et le 17 mai étaient des jours consacrés à la garnison de Postdam. Le 18, Frédéric se reposait. Le 19, après avoir dîné à Spandaw, il y faisait la revue des régiments des princes Henri et Ferdinand de Prusse, couchait à Charlottembourg, et, le lendemain, il inspectait dans le parc les régiments de Bakhoff-cuirassiers et de Kavalski. Puis, le Roi entrait à Berlin, où il passait en revue trois autres régiments arrivés de

1763-1769. Francfort-sur-l'Oder, de Prentzlow et de Kœnigsberg, dans la Nouvelle-Marche. Autrefois, la revue de ces régiments avait lieu hors de la ville, mais, à dater des six ou huit dernières années de sa vie, ce fut au Jardin du Roi, derrière le château. Après cette dernière revue, Frédéric se rendait au château. Il y avait Cour, et tous les officiers supérieurs et inférieurs des régiments s'assemblaient sur la place, pour prendre le mot, que le Roi donnait lui-même. Pendant toute cette journée, les soldats étaient obligés d'avoir leur uniforme neuf, les cheveux poudrés et le sabre au côté.

Après dîner, on distribuait la disposition des manœuvres pour le lendemain. Le Roi se couchait à neuf heures; à quatre heures du matin, il était debout, puis les manœuvres commençaient. Elles duraient trois jours, et se terminaient par un simulacre de bataille.

Le troisième jour, Frédéric retournait à Postdam, et s'y reposait une journée. Le lendemain, il partait pour les revues de Magdebourg. Au reste, pendant ces voyages tout militaires, en apparence, nulle autre partie de l'administration n'était négligée : les conseillers provinciaux étaient obligés de se rendre à certains endroits indiqués. Là, le Roi les interrogeait sur les plus petits objets, les louait ou les blâmait, leur donnait des avis ou des ordres, et entrait dans les moindres détails. Rien n'échappait à ses investigations.

Après la revue, Frédéric retournait à Postdam, où il s'arrêtait quelques jours, et, le 1er juin, il partait pour Kustrin. Arrivé à dix heures du matin, il voyait, après

dîner, la revue des trois régiments de la Nouvelle-Marche, Lothum, Thun et Göetze, etc. Le lendemain, il faisait la revue générale. Du lieu même de la revue, sans mettre pied à terre, il partait pour Stargard [1], où il arrivait à une heure après midi. 1763-1769

Le Roi séjournait plus longtemps dans la Nouvelle-Marche que dans les autres provinces, parce que ce pays avait beaucoup souffert pendant la guerre de *Sept-Ans*; et tous ses efforts travaillaient à effacer les traces de tant de dévastations.

La revue de Stargard durait trois jours. Autrefois, c'était à Stettin qu'elle avait lieu; mais, dans la suite, Stargard, dont les environs se prêtaient mieux aux manœuvres, fut préferé.

De Stargard, Frédéric partait pour la Prusse, et voyait, près de Mockerau, toutes les garnisons de ce royaume. Quant à la Prusse orientale, il n'y allait point, n'aimant point passer sur un territoire étranger. Chaque fois qu'il était obligé d'entrer dans un autre État, il baissait les stores de sa voiture, afin de n'être point vu.

Les revues militaires finies, le Roi revenait à Postdam : alors commençaient les revues administratives. Chaque ministre venait lui rendre le compte le plus exact de sa gestion, et recevait des ordres pour l'année suivante.

Après avoir terminé cet énorme travail, Frédéric prenait quelque repos, si l'on peut appeler repos des jours dont une grande partie était consacrée à l'invariable expédition de toutes les affaires courantes. Encore, ce

[1] Ancien chef-lieu de la Basse-Poméranie.

1763-1769 prétendu repos était-il bien court; car, vers la fin du mois d'août, le Roi repartait pour les revues de Silésie, qui exigeaient quinze jours, voyage et retour compris.

Au commencement de septembre, il rentrait à Postdam, et, le 20 de ce même mois, commençaient, auprès de cette ville, les grandes manœuvres d'automne; un grand nombre d'officiers de toutes les provinces y étaient invités.

Trop malade pour assister aux dernières manœuvres de 1785, il avait le plan sur une table, et, à chaque coup de canon, il suivait, sur le papier, la marche et les évolutions des divers régiments.

Tout entier au gouvernement de l'Etat, le Roi, alors même qu'il recevait des visites de quelques princes ou princesses étrangers, n'interrompait pas un instant ses affaires; si la visite lui semblait trop longue, il disait ordinairement à table : « J'ai entendu dire que vous vouliez me quitter; » communication dont le sens était parfaitement clair. Aussi, partait-on sans retard. D'autres fois, Frédéric engageait ses hôtes à aller chercher quelques nouveaux divertissements chez la Reine ou chez les princes, ses frères, et il rentrait, avec bonheur, dans son active et féconde solitude.

Tandis que la Prusse, sous les auspices de son roi, prenait ainsi possession d'une existence nouvelle, du fond du palais des Empereurs, un jeune prince, embrasé de l'amour du bien, mais qu'égara plus d'une fois son inquiète activité, contemplait ce spectacle d'un œil avide. Depuis longtemps même, connaître personnellement le grand homme qu'il cherchait à prendre pour

modèle, était l'un de plus ardents désirs de l'archiduc 1763-1769
Joseph : une occasion de le satisfaire s'étant présentée en 1769, il la saisit d'autant plus volontiers que, trois ans auparavant, sa mère avait mis obstacle à l'entrevue proposée par Frédéric. D'ailleurs, loin d'avoir contre ce prince aucun sujet personnel d'inimitié, Joseph lui savait gré, au contraire, de la bonne foi avec laquelle il avait concouru à son élection comme roi des Romains. Cet événement, premier résultat de la paix de Hubertsbourg, eut lieu, sans opposition, à Francfort, le 27 mai 1764. Confirmant ainsi la possession de la couronne impériale dans sa Maison, Marie-Thérèse prévint les malheurs que, sans cette précaution, eût enfantés la mort prématurée de François Ier, frappé d'apoplexie, à Inspruck, sous les yeux et presqu'entre les bras de son fils [1].

Bientôt, toute l'Europe parla des deux visites que ces monarques se firent, l'une au camp de Neiss, le 25 août 1769 (l'Empereur revenait alors d'Italie, voyageant sous le nom du comte de Falkenstein; il assista aux manœuvres des troupes prussiennes); l'autre à Neustadt, en Moravie, l'année suivante.

Toute étiquette avait été bannie entre eux : comme plus ancien général, Frédéric eut la droite. Dans leur première entrevue, ce prince s'étant retourné vivement, tandis que l'Empereur insistait pour lui laisser le pas : « Oh! Sire, dit Joseph en cédant avec grâce, si vous commencez à manœuvrer, il faudra bien que je passe partout où vous voudrez. »

[1] 18 août 1658. *Voyez* William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.

1763-1769 « Il n'y a plus de Silésie pour l'Autriche, avait-il dit en abordant le Roi[1]. »

De son côté, Frédéric soutint dignement sa haute réputation d'urbanité. « J'amène des recrues à Votre Majesté, dit le grand capitaine, revêtu, ainsi que ses généraux, de l'uniforme autrichien. — C'est le plus beau jour de ma vie, puisqu'il servira d'époque à l'union de deux Maisons trop longtemps ennemies, et dont l'intérêt réel est de s'entr'aider. — Venez, dit-il ensuite à Laudon, qui, dans un repas, voulait se placer au bas de la table; venez vous mettre ici, monsieur le général Laudon; j'ai toujours mieux aimé vous avoir à côté de moi que vis-à-vis. »

L'Empereur désirait vivement faire manœuvrer son armée en présence du roi de Prusse; mais, au jour convenu, un violent orage força les troupes de rentrer dans leurs cantonnements, et les deux princes retournèrent à Neustadt, trempés et fatigués. Joseph ne pouvait déguiser sa mauvaise humeur. « Avouons, mon frère, lui dit tranquillement Frédéric, qu'il y a un plus grand maître que nous. »

Mais ces conférences ne se bornèrent point à de vaines politesses. Prévoyant la rupture qui ne tarda pas à éclater entre la France et l'Angleterre, relativement à l'Amérique, les deux souverains signèrent une convention secrète, par laquelle ils s'engageaient à

[1] « Ce jeune prince affectait une franchise qui lui semblait naturelle; son caractère aimable marquait de la gaîté, jointe à beaucoup de vivacité; mais, avec le désir d'apprendre, il n'avait pas la patience de s'instruire. » (Frédéric, *Mémoire depuis la paix de Hubertsbourg*, etc.)

maintenir leur neutralité; c'est là aussi que tous deux, 1763-1769
préoccupés des ambitieux projets de Catherine, se promirent bien de ne point rester spectateurs impassibles de leur accomplissement en Pologne.

Quels tristes souvenirs ces derniers mots ont réveillés! Voici donc l'époque où les droits de tout un peuple, ceux de la justice, ceux de l'humanité furent, à la face de l'Europe, scandaleusement outragés. Trois souverains, qui semblaient appelés par la Providence à s'unir pour réformer et édifier, trahissant cette noble vocation, ne s'entendirent que pour méditer et consommer une iniquité monstrueuse. Si l'histoire s'élève contre ces hardies usurpations qui arrachent des couronnes et brisent des trônes, où trouvera-t-elle assez de vindictes pour flétrir des attentats qui dépouillent un peuple entier de son existence politique, immolent toute une nationalité, et selon le bon plaisir des ravisseurs, parquent des millions d'hommes, comme de vils troupeaux? Vainement, une politique insidieuse étale ses manifestes; le bruit des armes et des acclamations salariées étouffe quelque temps les plaintes des victimes; mais enfin ces trop justes plaintes retentissent, l'inflexible postérité prononce.

Ici, l'arrêt ne se fit point attendre. Le jour même du démembrement barbare, ce sentiment profond d'équité que la nature a gravé au cœur de l'homme, se révolta; l'indignation fut générale; à peine trouva-t-on quelques écrivains à gages pour entreprendre la justification de l'odieux partage.

« Je prévois, avait dit Jean-Casimir, quittant le trône

1763-1769 pour une cellule de moine, je prévois les malheurs qui menacent notre patrie; et plût à Dieu que je fusse un faux prophète! Le Moscovite et le Cosaque se joindront au peuple qui parle la même langue qu'eux, et s'approprieront le Grand-Duché de Lithuanie. Les confins de la Grande-Pologne seront ouverts au Brandebourg, et la Prusse elle-même fera valoir les traités ou le droit des armes pour envahir notre territoire. Au milieu de ce démembrement de nos États, la Maison d'Autriche ne laissera pas échapper l'occasion de porter ses vues sur Cracovie. »

Heureuse la Pologne, si elle n'eût point dédaigné ces prophétiques paroles!

Survivant peu à une guerre si funeste pour son électorat, le faible Auguste III, au moment où l'avenir semblait le dédommager des épreuves du passé, venait de mourir, le 4 octobre 1763. Son fils, difforme et chétif, à peine sur le siége électoral, le suivit au tombeau, et eut pour successeur le petit-fils d'Auguste, Frédéric-Auguste III, qui, à la suite des grandes transformations napoléoniennes, devait monter un jour sur le trône de Saxe, et y donner, avec le modèle des plus touchantes vertus, l'admirable exemple d'une inébranlable fidélité à la foi jurée.

Comme mineur, le jeune prince ne pouvait prétendre au royaume de Pologne.

Alors, s'ouvrit un vaste champ aux intrigues des diverses cours. Mais, ardente entre toutes, la Tzarine ne tarda pas à révéler son arrière-pensée.

En marge d'un livre, à côté du nom d'Élisabeth,

reine d'Angleterre, l'impératrice de Russie avait, de sa propre main, écrit ces mots : « Il n'a manqué au bonheur de cette princesse, que d'avoir un royaume à donner au comte d'Essex. » 1763-1769

Ce bonheur complet, Catherine ne voulut pas s'en priver.

Stanislas Poniatowski avait été son amant, il était resté son ami : sur le trône des Jagellons, il serait son esclave. Mais, pour réaliser ce rêve de femme et d'autocrate, Catherine avait besoin d'appui.

Comme la France et l'Autriche, étroitement unies, avaient leurs vues particulières sur l'élection, la Tzarine se tourna vers Frédéric. De son côté, ce prince, qui avait besoin d'alliés, et qui n'avait pu oublier combien l'inimitié de la Russie lui avait été funeste pendant la guerre, ne demandait pas mieux que de s'allier avec cette puissance. Dans ce but, son ministre à Varsovie reçut l'ordre de s'entendre avec les agents russes; bientôt un corps prussien parut sur les frontières de Pologne.

Dès le mois de mars, le traité de Saint-Pétersbourg était signé entre les deux cours, et, six mois plus tard, Stanislas Poniatowski devenait roi de Pologne.

Après l'élection, Frédéric écrivit au nouveau monarque la lettre suivante :

« Votre Majesté doit réfléchir que, comme elle jouit d'une couronne par élection, et non par succession, le monde observera bien plus ses actions que celles de tout autre souverain de l'Europe, et ceci n'est que juste. On n'attend, d'un prince qui a hérité d'une couronne par les droits du sang, que ce que nous possédons tous

1763-1769 en commun, quoique l'on puisse désirer bien davantage. Mais, d'un homme élevé, par la voix de ses égaux, de l'état de sujet à celui de Roi ; d'un homme volontairement appelé à régner sur ceux par qui il a été élu, on exige tout ce qui peut mériter et rehausser une couronne. La reconnaissance envers ses peuples est le premier grand devoir d'un tel monarque ; car c'est à eux seuls, après Dieu, qu'il doit son sceptre. Si un roi, par droit de naissance, agit d'une manière indigne de son rang, il ne déshonore que lui-même ; mais un roi élu, qui ne s'élève pas à la hauteur de sa position, fait rejaillir sur ses sujets son propre déshonneur.

« Je suis bien sûr que Votre Majesté me pardonnera cette chaleur. C'est l'effusion de l'intérêt le plus sincère. Le côté favorable du tableau n'est pas tant une leçon de ce qu'Elle doit être qu'une prophétie de ce que Votre Majesté sera [1]. »

Mais, en couronnant d'une main Poniatowski, de l'autre, Catherine traçait, pour Orloff, le plan d'un royaume. C'était à l'extrémité de son empire que le nouvel amant devait régner. Ce projet romanesque n'eut heureusement pas de suite : un scandale de plus fut épargné au monde.

On sait les violences, les attentats de tout genre qui arrachèrent à la Diète ses suffrages. L'élection fut emportée à la baïonnette. Jamais emploi de la force armée ne fut plus brutal, plus insultant.

Quarante mille Prussiens se tenaient sur la frontière.

[1] *Annual register.*

Avant le jour funeste, les chefs du parti national s'étaient éloignés de Varsovie, pour réunir leurs troupes et rallier les amis de la liberté. A leur tête était cet intrépide palatin de Mozavie, André Mokronowski, qui, protestant, dans la Diète de convocation, contre la présence des étrangers, avait crié au maréchal Adam Malachowski : « Vous ne pouvez ouvrir l'assemblée en présence des Russes et de tant de soldats qui usurpent ici la place de nos frères : j'arrête l'activité de la Diète. » 1764-1772

A ces mots, des sabres nus, des baïonnettes le menacent de toutes parts : « Frappez, ajoute fièrement le Nonce en croisant les bras et le front serein, frappez, je mourrai libre et pour la liberté. »

D'autant plus dévoué à sa patrie que cette sainte cause se hérissait de périls, et gémissant de l'abandon honteux auquel l'impéritie du ministère français condamnait la Pologne, Mokronowski courut à Berlin.

Il trouva le roi de Prusse mal informé des affaires de la Pologne, ou feignant de l'être[1]. « Vous êtes les plus faibles, lui dit ce prince, après un long entretien, il faut céder. — Sire, répondit le général, ce n'est pas là l'exemple que Votre Majesté nous a donné ; seule, Elle a résisté à toute l'Europe. — Sans un événement, j'étais perdu. — Il est arrivé, et les talents de Votre Majesté ont donné le temps à la fortune. — Vous êtes accoutumé à recevoir vos rois de la Russie. — Elle nous en a donné un seul, et nous n'en voulons plus de

[1] Rulhière, *Histoire de l'anarchie de Pologne*, tome II.

1762-1772 sa main ; mais Votre Majesté ne paraîtra-t-elle jamais chez nous que pour jouer un second personnage ? Quand vous étiez allié de la France, votre ministre en Pologne se joignait à l'ambassadeur de France, et répétait les mêmes choses que lui. Aujourd'hui, que vous êtes allié de la Russie, votre ministre ne paraît qu'à la suite de son ambassadeur. Emparez-vous enfin du rôle qui convient à votre gloire ; donnez-nous un roi, donnez-nous votre frère, le prince Henri. — Mon frère ! il ne veut pas se faire catholique, » Le général n'ayant répliqué que par un sourire[1] : « Non, il ne le veut pas, reprit le monarque, et son parti est si bien pris, qu'il est inutile que vous lui parliez ; je vous défends de le voir. — Sire, au moins sauvez notre liberté. »

Après plusieurs questions sur l'état réel de la République, et des assurances d'une bienveillante intervention : « Qu'est-ce qu'un bruit généralement répandu sur le mariage de l'Impératrice avec Poniatowski ? demanda le Roi. Je ne le leur conseille ni à l'un ni à l'autre, reprit-il d'un visage sévère ; je viens de leur écrire à tous deux de ne pas faire cette folie-là. »

Mokronowski quitta Berlin, emportant peu d'espoir, et répondant aux offres bienveillantes de Frédéric qu'il n'accepterait d'asile qu'après la délivrance de sa patrie.

On pénètre facilement les motifs qui portèrent le Roi à refuser la couronne pour son frère. Trop habile pour s'engager dans quelque nouvelle guerre en contrariant les plans de Catherine, il ne voulait point commettre

[1] Rulhière, *ibid.*

aux hasards des batailles son repos, sa puissance et sa gloire. 1764-1772

Cependant, Poniatowski essayait la couronne.

Mais telle était sa fausse position, que, suspect à tous les partis, il ne pouvait obtenir la confiance de ses sujets, ni regagner l'appui des Russes, ses redoutables bienfaiteurs. Jeté sur le trône, malgré l'immense majorité des citoyens, la main puissante qui l'avait élevé se retira, au moment même où son secours lui devenait le plus nécessaire. Sans troupes nationales contre les Turcs, qui le menaçaient, après avoir protesté contre son élection; sans crédit auprès des puissances européennes, qui ne le reconnaissaient point encore; sans administration, sans force intérieure, Stanislas-Auguste avait, de plus, à lutter contre des sectes religieuses.

Parmi tant de dangers, quelles étaient ses ressources? Une armée étrangère, commandée par un étranger, disséminée çà et là dans la République, et qui, loin de servir la cause du prince, exaspérait de jour en jour davantage, par son insolence et par des excès de tout genre, les citoyens contre le nouvel ordre de choses.

Malheureusement, Stanislas empirait lui-même sa position. Homme aimable et voulant le bien, mais nullement roi, il resta sur le trône ce qu'il avait été dans la vie privée, le docile instrument de Catherine. Cette princesse, renversant d'un souffle son fragile ouvrage, l'en fit descendre comme elle l'y avait élevé. Avant de se séparer de sa couronne, un Sobieski l'eût brisée sur le front de ses ennemis.

Tout peuple qui perd son indépendance perdra bien-

1764-1772 tôt sa liberté. Les nouveaux sujets de Stanislas ne tardèrent pas à le sentir.

Depuis longtemps, la République nourrissait dans son sein deux germes de mort : l'*Éligibilité royale* et le *Liberum veto* [1], droit absurde, mensonge funeste, qui, en promettant la liberté, n'entretenait que l'anarchie. Aussi, les sabres moscovites, sous prétexte de maintenir le respect dû aux anciennes lois de l'État, repoussèrent-ils toute innovation. Le parti républicain ne fut que trop longtemps dupe de ce machiavélisme; la nation entière finit par en être la victime.

Tant que les mœurs du peuple polonais se maintinrent dans leur pureté primitive, et qu'un incorruptible patriotisme repoussa toute influence étrangère, le *Liberum veto* entraîna moins d'abus. Toutefois, les meilleurs esprits, prévoyant ses funestes conséquences, en réclamaient instamment l'abolition. On leur répondait avec de l'enthousiasme; mais l'enthousiasme, qui parfois sauve une patrie, parfois aussi la tue.

Longtemps même avant Sobieski, la réforme eût dû être consommée, car c'est vers cette brillante époque que l'influence du dehors commença à s'introduire dans la République. Alors des souverains étrangers, candidats à la couronne, se mirent sur les rangs; avec eux,

[1] Dès que le gouvernement d'un seul eut remplacé le système aristocratique, il eût fallu modifier les *Pacta conventa*. Les institutions surannées ont cela de particulièrement funeste, qu'elles appliquent aux maladies du corps social des remèdes qui ne leur conviennent plus.

l'or et la séduction assiégèrent les ministres, le Sénat, les Nonces [1]. 1764-1772

Pour annuler l'expression de la volonté publique, et plonger l'État dans l'anarchie, il suffisait d'une seule voix vénale. C'était se forger soi-même des fers, c'était mettre continuellement en péril l'existence nationale.

Au reste, il y aurait erreur à n'attribuer qu'à la seule ambition des conquêtes l'impitoyable acharnement avec lequel Catherine déchira la Pologne. Sans doute, cette princesse était jalouse de renverser le grand obstacle que lui opposait la République du côté de l'empire ottoman : il lui tardait, asseyant sa domination au centre de l'Europe, d'occuper sur la Baltique tous les points favorables à son commerce, et de s'emparer du Sund pour régner sur cette mer; mais d'autres considérations concoururent à sa politique. Déjà, Élisabeth et ses prédécesseurs n'avaient vu qu'avec inquiétude la civilisation du peuple polonais, et sa tendance vers un gouvernement plus libéral [2]. Ce menaçant voisinage les gênait. Aussi, depuis longtemps, l'arrêt de mort de la République [3] était-il prononcé à Saint-Pétersbourg.

[1] *Défense de la Pologne*, par Georges de Despotz, de Zenowicz.

[2] *Ibid.*

[3] Une sorte de fatalité poursuivait ce noble et malheureux pays. En 1658, le comte de Stippenbach, ambassadeur de Suède, dressa secrètement les articles d'un traité en vertu duquel l'Autriche, la Suède et le Brandebourg devaient se partager les dépouilles de la Pologne. Heureusement, le cabinet de Versailles, qui découvrit cette trame, en informa la cour de Varsovie, et l'attitude imposante de la nation, jointe à plusieurs circonstances imprévues, détourna pour cette fois l'orage. Bientôt le traité d'Oliva bannit toutes les craintes, et le dix-septième

1764-1772 Pour l'exécution, il ne fallait plus qu'un prétexte; or, la force n'en manqua jamais.

Catherine connaissait bien la véritable situation de la Pologne; elle y suivait d'un œil attentif le progrès des idées nouvelles. Une noblesse, assez éclairée pour entrevoir tout l'odieux de l'esclavage des paysans[1], blessait ses regards; elle s'indignait des heureux essais de quelques seigneurs, qui, en rendant ces infortunés au vœu de la nature, en restituant à l'homme cette dignité originelle, noble présent de Dieu, avaient reconnu que des bras affranchis fertilisent mieux la terre que des bras esclaves. Plus amie des philosophes, qui dispensaient la renommée et la gloire, que de la vraie philosophie, qui ordonne avant tout d'être juste, l'altière autocrate redoutait la contagion de l'exemple.

Exciter les alarmes ou la cupidité d'un puissant voisin, sans avoir assez de force pour lui résister, c'est être bien à plaindre : telle était la position des Polonais. A demi sauvages et bons pour la servitude, ils eussent

siècle n'eut point à rougir d'un attentat qui ternit la splendeur de l'âge suivant.

[1] « Regardés comme des êtres qui ne sont bons qu'à porter le joug de la servitude, déchus par état du droit que l'humanité réclame en leur faveur, ces malheureux font la richesse des nobles; ils travaillent cinq jours de la semaine pour leur seigneur, et n'ont qu'un seul jour pour procurer à leur famille l'absolu nécessaire. Quelqu'indispensable que soit la conservation de ces individus pour le bien de la société, les lois autorisent ces maîtres vains et fastueux à tuer leur esclave, moyennant quinze livres d'amende, applicables au fisc, ou à remplacer simplement celui d'un autre seigneur, lorsqu'un de ces tyrans a eu la fantaisie de le tuer. » (*Histoire des révolutions de Pologne*, par l'abbé Desfontaines, tome I, *Introduction*.)

peut-être trouvé grâce ; fiers et dignes de la liberté, on les écrasa sans pitié. 1764-1772

Déjà, par Stanislas, Catherine était maîtresse de la République, quand une déplorable querelle, que ses intrigues fomentèrent, lui fournit l'occasion de fondre sur sa proie. Longtemps, une protection égale avait été accordée en Pologne aux différents cultes ; tels même y avaient été les progrès de la religion réformée, sous le règne de Sigismond Ier, que les Protestants ne tardèrent point à jouir des mêmes priviléges que les Catholiques. Néanmoins, pour se distinguer, les sectateurs des communions autres que la communion romaine s'appelaient entre eux *Dissidents*. Depuis Sigismond, les rois de Pologne, à leur couronnement, juraient de maintenir la concorde religieuse, comme ils juraient l'observation des *Pacta conventa*. C'est un Français, Henri de Valois, qui le premier voulut porter atteinte à cette sage tolérance. Obligé cependant de choisir entre un sceptre et son opinion, il aima mieux sacrifier l'une que de renoncer à l'autre.

Les Grecs et les Protestants, après avoir aidé les Catholiques à persécuter les Ariens, furent persécutés à leur tour ; bientôt même, on les priva du droit de suffrage. Indignés de cette spoliation, ils réclamèrent hautement l'exécution du traité d'Oliva. Pour étouffer leurs plaintes, les Catholiques, c'est-à-dire l'immense majorité des Diètes, rendirent un décret déclarant coupables de haute trahison les *Dissidents* qui invoqueraient l'intervention des puissances étrangères. Loin de contenir les esprits, cette rigueur porta l'exaspération à son

1764-1772 comble. Les Grecs s'adressèrent à Saint-Pétersbourg, les Protestants à Londres et à Berlin.

Sous prétexte d'appuyer la demande de ses co-religionnaires, Catherine fit marcher des troupes sur Varsovie, lorsque la Diète de 1766, sans égard pour la médiation des cabinets anglais et prussien, eut confirmé les lois rigoureuses portées contre les *Dissidents*. A l'approche des Russes, l'assemblée fléchit, et fit quelques concessions. Enhardis par ce succès, les *Dissidents* exigèrent une pleine satisfaction.

Cependant les agents russes, tout en échauffant l'ardeur des réclamants, exaspéraient sourdement le zèle des Catholiques. A les entendre, la religion romaine était menacée ; une vigoureuse résistance pouvait seule détourner les maux prêts à fondre sur l'autel. Répandus dans les villes, parcourant les campagnes, ils appelaient à une sainte guerre les nobles et le peuple.

Bientôt, dans la nuit du 13 au 14 octobre 1767, l'évêque de Cracovie, Gaëtan Soltick, citoyen plus illustre encore par son patriotisme que par sa naissance, est enlevé violemment et traîné au fond de la Moscovie; l'évêque Zaluski, Winceslas Rzéwuski et son fils, subissent le même sort ; la noblesse dissidente rentre dans ses droits ; elle ne reste exclue que de la royauté.

Alors éclate toute la fureur des Catholiques. Arborant, pour étendards, les images de la Vierge et de l'Enfant Jésus, ils courent aux armes ; de même qu'aux temps des Croisades, le signe de la Rédemption brille sur leurs habits.

C'était le piége où Catherine attendait l'imprévoyante

Pologne. Elle jette le masque ; un de ses lieutenants, 1764-1772
Repnin, commande en maître dans Varsovie. Il n'est point d'outrages que ne subisse Stanislas, point de vexations qui ne pèsent sur ses sujets. Pour mieux écraser ce peuple infortuné, mais toujours fier, la Tzarine déchaîne contre lui des nuées de Zaporogues[1], hordes féroces qui égorgent plus de cinquante mille victimes. Désespérés, les patriotes organisent la célèbre confédération de Bar[2]. A leur tête est Joseph Pulawski; ses deux fils, ses deux neveux, combattent à ses côtés.

Cependant, par une singulière fatalité, ce même prince Henri, que le vertueux Mokronowski avait honoré de son suffrage et demandé pour roi à Frédéric, réglait, avec la Tzarine, les bases du partage. Lors du voyage qu'il fit en Russie, à son retour de Suède, où il était allé visiter sa sœur (voyage concerté d'avance entre les cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg, mais dont il fallait déguiser le vrai motif), Catherine lui avait dit : « J'épouvanterai la Turquie, je flatterai l'Angleterre; chargez-vous de gagner l'Autriche, pour qu'elle endorme la France. »

La France, hélas ! ne demandait alors qu'à *dormir !* Deux ans après, le traité de partage était signé à Saint-Pétersbourg.

[1] Ainsi nommés, parce qu'ils habitaient d'abord près des cataractes du Dnieper, appelées en russe *Porogie*. Ces Cosaques, branche de ceux de l'Ukraine, avaient servi, tour à tour, Polonais, Russes, Suédois. Sous Pierre le Grand, leur hetman était le fameux Mazeppa. Vaincus, façonnés à l'obéissance, privés de leur hetman, ils se fondirent peu à peu dans la masse des autres Cosaques.

[2] Bar est un petit bourg de Podolie, à cinq lieues de Caminieck.

1764-1772 Frédéric crut lire un rêve, lorsque son frère lui transmit le premier avis de la négociation ; mais, bientôt, les détails qu'il fit demander, par son ministre à Saint-Pétersbourg, le rassurèrent complétement. L'ombre même du doute disparut, quand il se vit pressé par cette cour de faire expliquer, le plus tôt possible, celle de Vienne, relativement au partage[1]. « Ah ! mon frère, dit-il au prince Henri lors de son retour, vous aviez raison ; un dieu vous inspirait. »

Il est des arguments auxquels la conscience des cabinets ne résiste pas. La pieuse Marie-Thérèse elle-même laissa vaincre ses scrupules. Lors de l'invasion de Frédéric en Silésie, cette princesse avait rempli l'Europe du bruit de ses plaintes ; des flots de sang avaient coulé, et, durant ces débats homicides, les mots de *justice outragée*, de *droits méconnus*, de *spoliations sans exemple*, s'étaient mêlés au tumulte des armes. Quelques années s'écoulent, et la même impératrice associe son glorieux nom à un attentat bien autrement coupable. N'avait-on même pas vu, dès le mois d'août 1770, c'est-à-dire deux années avant la signature du traité de partage, un corps autrichien envahir la Starostie de Sips (Spiz), dans la chaîne des monts Carpathes ?

Ingrate autant qu'injuste, elle oublie qu'un siècle auparavant la Pologne a sauvé Vienne et l'Empire.

Pour motiver l'entrée de ses troupes jusqu'au cœur de la Prusse polonaise, Frédéric avait allégué la nécessité d'opposer un cordon sanitaire aux progrès de la

[1] *Vie du prince Henri de Prusse*, publiée à Paris en 1809.

peste, qui s'était introduite en Pologne à la suite des 1764-1772
armées russes et ottomanes, combattant alors sur les rives du Danube. Mais, hélas! la peste n'est pas toujours, pour les peuples, le pire des fléaux.

Dans ces graves circonstances, la France joua un bien pauvre rôle. Le duc de Choiseul, il est vrai, qui, le premier, pénétra les desseins secrets de Catherine, s'était efforcé, pour les entraver, d'allumer la guerre entre la Porte et la Russie; mais, bientôt, la disgrâce de ce ministre changea l'état des affaires. Au lieu de l'armée nombreuse promise aux Confédérés, quinze ou seize cents Français seulement vinrent fraterniser de courage, d'infortune, de gloire avec les Polonais, nobles liens que, sur tant de champs de bataille, devaient resserrer un jour de communes victoires. Dumouriez, si fameux depuis, commandait ces braves.

Telle fut l'inexplicable insouciance du cabinet de Versailles, que le prince Louis de Rohan, ambassadeur de France à Vienne, ne se doutait même pas de la négociation, et pourtant le fatal traité venait d'être conclu à Saint-Pétersbourg. Bientôt trahie par son roi, par ses alliés, par la fortune, cette noble nation succombe: l'œuvre inique est consommée. « Ah! si Choiseul eût existé, s'écria Louis XV en l'apprenant, le partage n'aurait pas eu lieu. » Et c'était le gendre de Stanislas Lezczynski, un roi de France, qui tenait ce langage!

Non contents d'arracher au territoire polonais plus de cinq millions d'habitants, les spoliateurs convoquèrent une Diète, où, soit terreur, soit corruption, tout fut ratifié. Dans cette convention, Catherine n'oublia

1764-1772 que les malheureux *Dissidents*, qui n'obtinrent pas même le droit de suffrage dans les Diètes. Ils sentirent, mais trop tard, qu'appeler l'étranger sur le sol de la patrie, fût-ce même pour la plus juste des causes, c'est à la fois crime et folie.

A ne considérer que l'étendue territoriale, Frédéric gagna le moins au partage; mais, si l'on examine attentivement la position topographique de ses États, on verra que tout l'avantage fut de son côté, puisque, joignant la Poméranie à la Prusse royale, il devenait maître de la Vistule, et, par suite, du commerce de la Pologne. Sous le point de vue militaire, l'acquisition n'était pas moins importante. On aura remarqué[1], en lisant l'histoire de la dernière guerre, que ce prince avait été obligé d'abandonner toutes les provinces isolées ou trop éloignées du corps de l'État; c'étaient celles du Bas-Rhin et de la Westphalie, surtout la Prusse royale. Cette dernière se trouvait non seulement séparée, mais coupée de la Poméranie et de la Nouvelle-Marche par un fleuve large et profond. Pour soutenir la Prusse royale, il fallait devenir maître de la Vistule. Le partage donna au Roi les moyens d'élever des places sur les bords de ce fleuve, et de s'assurer des passages, à sa convenance. Non seulement il pouvait défendre le royaume contre l'ennemi, mais se servir, en cas de malheur, de la Vistule et de la Netze, comme de bonnes barrières, pour garantir, soit la Silésie, soit la Poméranie, soit la Nouvelle-Marche.

[1] Œuvres de Frédéric, *Mémoires de* 1763 *à* 1775.

Ce n'est point au roi de Prusse qu'on doit attribuer la première idée du partage; mais l'empressement de son adhésion l'enveloppe dans l'arrêt sévère prononcé par l'histoire. Il est triste qu'un pareil souvenir poursuive la renommée d'un tel homme. 1764-1772

Voilà, en peu de mots, l'esquisse de cette conjuration, dont tout un peuple fut la victime, où les coupables étaient les trois plus illustres monarques du dix-huitième siècle.

Une première proie n'avait fait qu'irriter la convoitise des ravisseurs, et, plus tard (Frédéric du moins était dans la tombe), l'Europe vit deux nouveaux partages accélérer l'héroïque agonie de la Pologne. Alors, se renouvelèrent ces déplorables scènes dont le dénouement fut l'horrible boucherie de Varsovie. Teint du sang polonais, ivre de carnage, Souwaroff, digne instrument de tant de barbarie, osa, par une dérision sans exemple, proclamer, sur des monceaux de cadavres, la *clémence* de son auguste souveraine et l'*oubli* du passé.

A ce souvenir, que de noms illustres se pressent sous ma plume! Malachowski, Ignace Potocki, Kolontay, Mokronowski, Dzialinski, Jasinski, et tant d'autres glorieux martyrs de la liberté. Ah! je ne saurais passer le tien sous silence, magnanime Kosciuszko! Noble soldat de l'indépendance américaine, noble martyr de la cause polonaise, tu courus offrir à ta patrie les précieux restes de ton sang, pour tomber bientôt, percé de coups, dans les plaines de Maceiowice, en t'écriant : *Finis Poloniæ!* Ce cri sublime, échappé de ton cœur, a retenti dans la postérité!

1764-1772 Peu de temps avant cette détestable conquête, en 1770, Catherine, déguisant sous de glorieux dehors sa haine pour la Porte, avait proclamé, en Europe, ces mots consolants : *Affranchissement de la Grèce.*

Un de ses projets favoris était de refouler en Asie l'Islamisme, qui, depuis l'an 1453, campait, le cimeterre à la main, dans l'antique patrie des arts, de l'héroïsme et du génie. Le nom de *Constantin*, donné à son petit-fils; les nourrices, les domestiques grecs dont on environna l'enfance du prince; l'inscription fastueuse : *C'est ici le chemin qui conduit à Byzance*, tout annonçait que le colosse moscovite aspirait à étendre, de Saint-Pétersbourg au Bosphore, ses redoutables bras.

A la nouvelle de cette croisade hypocritement sainte, le peuple grec avait frémi d'allégresse; tous, bénissant le nom de Catherine, les yeux fixés sur l'escadre russe qui cinglait vers le Péloponèse, saluaient avec transport l'heure de la vengeance. Les premiers, comme pour prouver leur origine guerrière, les Maïnotes, fils des Spartiates, coururent aux armes. Quelle ivresse, que d'acclamations éclatèrent, lorsqu'à l'horizon les vaisseaux libérateurs apparurent! On eût dit cette mémorable journée où, lisant un décret parti de Rome, le héraut proclama l'indépendance de la Grèce devant la Grèce assemblée aux fêtes d'Olympie. Même enthousiasme, même erreur.

L'illusion fut de courte durée. Toute cette pompeuse entreprise ne servit pas même à la gloire des Orloff, qui la dirigeaient; car l'incendie de la flotte turque à Tchesmé fut l'ouvrage de l'Écossais Elphinston; seulement, quel-

ques milliers de têtes chrétiennes allèrent orner les 1764-
portes du sérail, et la Grèce, sous le fer des bourreaux, 1772
sentit se resserrer les anneaux de sa chaîne sanglante.

C'était à d'autres mains que la Providence réservait l'honneur de cette grande régénération, une des gloires du dix-neuvième siècle.

L'année 1772 devait être signalée par de mémorables événements : tandis que la Pologne semblait près d'expirer, une révolution éclatait en Suède.

L'humeur pacifique de Frédéric-Adolphe ne lui avait permis de rien entreprendre pour reconquérir son autorité tombée aux mains du Sénat; mais il n'en fut pas de même du génie impatient du prince royal. Prévoyant que son père cesserait bientôt de régner et de vivre, Gustave s'était rendu en France, afin d'y préparer, avec le cabinet de Versailles, le succès de ses hardis desseins. Le Roi mourut en effet au mois de février 1771.

Les *Chapeaux*, c'est-à-dire le parti français[1], jouissaient dans le royaume d'immenses avantages, toute l'administration résidant entre leurs mains; mais l'opinion publique ne les secondait pas. Les Suédois étaient d'autant plus mécontents de la France qu'ils ne touchaient point les subsides convenus. Aussi le nouveau roi ne quitta-t-il pas Louis XV, sans en avoir formellement obtenu le secours annuel d'un million cinq cent mille francs.

Il importe de relever ici une assertion tout à fait

[1] La première alliance de la France avec le Nord date de 1542. Gustave Wasa régnait alors.

1764-1772 fausse : on a prétendu que le roi de Prusse avait vivement encouragé son neveu dans ses projets de révolution. Loin de là, lorsque Gustave, revenant de Paris, vint visiter son oncle, ce prince lui recommanda, expressément et sans arrière-pensée, de ne point troubler le nouvel ordre de choses; telles étaient aussi les intentions qu'annonçait le jeune monarque[1].

A peine arrivé, Gustave, afin de détourner les soupçons, s'empressa de rassurer le Sénat : il protestait hautement de son attachement à la Constitution, de son respect pour les États. A l'entendre, nul citoyen n'était moins avide de pouvoir; aucune de ses actions ne démentait ses paroles.

On s'étonne, en voyant un prince de vingt-cinq ans remplir, avec autant d'art et de persévérance, un rôle si difficile. Mais la nature lui avait donné cette force de tête qui conçoit et mûrit un projet en silence. Doué d'une élocution facile et brillante, il alliait à la bonté de son père le courage de son oncle; en un mot, il portait en lui tout ce qui prépare, obtient, consolide le pouvoir absolu.

Le peuple l'avait accueilli avec enthousiasme.

Habile à profiter de cette heureuse disposition des esprits, Gustave écoutait toutes les plaintes, compatissait à tous les maux; ceux mêmes de ses sujets dont le jeune roi n'exauçait point les désirs n'osaient l'accuser; et, s'ils murmuraient, ce n'était point contre lui, mais contre un ordre de choses qui limitait l'autorité d'un si bon prince.

[1] *Révolution de Suède*, par Shéridan, tome III.

Cependant, la nomination de M. de Vergennes à l'ambassade de Stockholm éveilla les soupçons des ministres d'Angleterre et de Russie : un tel choix ne semblait-il pas annoncer que des relations plus intimes encore allaient s'établir entre la France et la Suède? Ces diplomates essayèrent donc de renouer les négociations relatives à la grande ligue du Nord, depuis longtemps projetée entre l'Angleterre, la Russie, la Suède; mais toute l'administration, dévouée à la France, arrêtait leurs efforts. 1771-1772

Tandis que Gustave fomentait la division entre la Chambre des Nobles et les autres Ordres, il affectait, aux yeux du peuple, le rôle désintéressé de conciliateur. « Si, disait-il à la fin de ses discours[1], si mes intentions étaient moins pures, moins innocentes, moins sincères; si mon cœur n'était rempli du plus tendre amour pour mon pays, pour son indépendance, sa liberté et sa gloire, je pourrais épier tranquillement l'occasion de tirer avantage, comme quelques-uns de mes prédécesseurs, de la désunion de mes sujets, aux dépens de leur liberté et de leurs lois. »

En même temps, des émissaires secrets, répandus dans les provinces, y semaient le mécontentement.

Terrible auxiliaire, une disette de grains affligeait le royaume. La cour ne manqua pas d'attribuer ce fléau à la coupable négligence des États, tandis qu'elle seule arrêtait les secours ordonnés par la Diète.

Enfin, le 19 août 1772, après s'être assuré de la garnison de Stockholm, Gustave jette le masque : trente

[1] *Révolution de Suède*, par Sheridan, tome III.

1771-1772 grenadiers marchent au palais du Sénat; vainement les Sénateurs, attirés par le tumulte, veulent sortir : une consigne sévère les retient, et, en deux heures, sans avoir versé une goutte de sang, un roi esclave est redevenu le plus absolu des rois de l'Europe.

Les deux frères du monarque, les princes Charles et Frédéric, avaient eu soin de lui assurer d'avance l'obéissance des troupes répandues sur les divers points du royaume[1].

Ainsi périt un gouvernement corrompu par l'or de l'étranger. Il est vrai que cet ordre de choses avait reçu les serments du monarque; le renverser fut donc un parjure. La seule excuse de Gustave, en détruisant la liberté, fut qu'il sauvait l'indépendance. Mais, l'une reconquise, il aurait dû reconstituer l'autre. C'est ce même prince qu'atteignit mortellement au milieu d'un bal, le 16 mars 1792, le plomb d'un assassin : vengeance toute aristocratique dont Ankastroëm ne fut que l'instrument.

[1] Signalons ici un trait glorieux pour son auteur. Tous les officiers avaient déjà prêté serment au Roi; un seul, nommé Céderstron, s'y refusa, alléguant qu'il avait juré fidélité aux États. « Songez à ce que vous allez faire, lui dit Gustave d'un ton sévère. — J'y songe, répliqua Céderstron, et ce que je pense aujourd'hui, je le penserai demain; si j'étais capable de violer le serment qui me lie aux États, je serais capable de manquer à celui qu'exige de moi Votre Majesté. » Le Roi lui ordonna de remettre son épée et de garder les arrêts. Mais, craignant l'impression que la fermeté de Céderstron pourrait produire sur les autres officiers : « Pour preuve de ma confiance en vous et de mon estime, ajouta-t-il d'une voix douce, je vous rends votre épée, et vous dispense du serment, vous priant seulement de me suivre aujourd'hui. » L'inébranlable Céderstron supplia le monarque de l'exempter du service : « Sire, lui dit-il, je ne répondrais point à votre confiance. »

Transporté d'un ardent enthousiasme, Gustave s'était 1772-1776
hautement déclaré l'antagoniste de la révolution française, et comme le chevalier de la coalition. Sa gloire n'y a rien gagné.

Tout près de la Suède, un procès d'une nature scandaleuse venait d'occuper l'attention de l'Europe; le palais du roi de Danemarck en avait été le théâtre. A la suite d'une enquête judiciaire, la reine Caroline-Mathilde fut privée de ses droits d'épouse; on l'accusait d'entretenir un commerce criminel avec le comte de Struensée; celui-ci et le comte de Brandt, son ami, perdirent la tête sur l'échafaud[1].

Né à Halle, en 1737, d'une famille bourgeoise, Struensée, attaché d'abord à Christian VII, en qualité de médecin, s'était élevé, par de rares talents, à la plus intime confiance de son maître. Bientôt, revêtu du titre de premier ministre, il fut plus roi que le roi lui-même. On put lui reprocher de l'orgueil et trop d'ambition; mais il abolit la censure, et le Danemarck lui dut la liberté de la presse, bienfaits inappréciables qui honorent à jamais sa mémoire.

Au reste, ce ne furent pas les seuls. Homme d'État dans la véritable acception du mot, Struensée travailla constamment à la prospérité publique. Économe des deniers du peuple, il diminua les appointements, supprima les sinécures, mit la cour sur un pied moins élevé,

[1] « Struensée est un sot, dit Frédéric en apprenant cette nouvelle; il ne faut coucher avec les reines que lorsqu'elles règnent, et qu'on est généralissime de leurs troupes. »

1772-1776 réforma l'amirauté, les chancelleries allemande et danoise, allégea le poids des impôts, et réduisit le nombre des corvées, préparant ainsi l'affranchissement de la servitude en Danemarck, affranchissement décrété plus tard par une loi générale.

Le nombre et surtout le rang de ses ennemis attestent combien d'abus il avait déjà déracinés dans sa courte administration. Certaines haines sont pour un ministre la mesure des bénédictions du peuple.

Depuis l'arrêt qui le priva de la vie, les passions contemporaines se sont calmées; cette justice, qui commence au tombeau, a réhabilité le nom de Struensée.

A la même époque, et pendant presque toute la dernière moitié du dix-huitième siècle, on vit la nation danoise marcher rapidement dans les voies de la civilisation; sa reconnaissance embrasse dans un même amour les noms de Frédéric V, de son digne ministre Hastwig Bernstorff, de Christian VII, ami du peuple tant que des breuvages donnés par sa belle-mère, Julie-Marie de Brunswick-Wolfenbutel, n'eurent point altéré sa raison, et d'André Bernstorff, neveu du précédent, vrai bienfaiteur de sa patrie, mort, en 1797, environné des respects de l'Europe entière.

Tandis que la Porte et la Russie traitaient de la paix, et qu'un prétendu Pierre III, le cosaque Pugatscheff menaçait Catherine sur son trône, une vaste corporation religieuse, dont le monde entier a senti la puissance, s'écroulait, vaincue à son tour. Les Jésuites étaient bannis de l'Espagne, des Philippines, du Pérou, du Mexique, du Paraguai, du Portugal, du Brésil, et,

peu après, de la France, des Deux-Siciles, du duché 1772-1776
de Parme, de Malte, de la Hongrie, de la Pologne, de l'Allemagne; enfin, un pape, Clément XIV, avait signé la fameuse bulle de suppression.

Jugée sans haine, sans récrimination et sans le cortége obligé des plus absurdes calomnies, cette société célèbre offre à l'esprit humain, comme aux investigations de l'histoire, un phénomène des plus remarquables. Ne serait-il pas intéressant de déterminer, dans un examen impartial, quelle influence la politique jésuitique exerça sur les décisions des cabinets européens depuis le seizième siècle jusqu'à la chute de la Société; cette politique qui avait pour bases principales l'ascendant des idées religieuses, la direction des consciences, l'attentive étude des personnes et des choses, l'emploi judicieux des hommes, suivant leurs talents, une infatigable direction vers le but prescrit; qui, variant, selon les lieux, à Rome, à Pékin, à Madrid, à Versailles, à Lisbonne, se modifiait aussi à l'égard des grands, du haut clergé, de la classe mitoyenne et du peuple, s'emparait des esprits, réglait, à son gré, la diffusion des lumières, dominait les trônes, et enfin s'attacha, dans toutes les classes, des partisans enthousiastes, d'ardents sectateurs[1]? Certes, peu d'institutions sur la terre furent douées d'une aussi prodigieuse vitalité.

Par un singulier concours de circonstances, le Parlement de Paris, ce corps antique qui venait de détruire,

[1] Flassan, *Histoire de la diplomatie française*, tome VII.

1772-1776 en France, la Compagnie de Jésus, ne tarda pas à succomber lui-même ; il fut cassé, le 13 avril 1771.

Un contre-coup de cette commotion violente frappa les parlements de province; tout l'édifice judiciaire était bouleversé ; le désordre des finances avait jeté l'alarme dans les familles; de toutes parts, s'élevaient, contre l'abbé Terray, des cris de haine, éloquents témoignages de la misère publique.

A la cour, une comtesse Du Barry ajoutait au scandale de sa vie passée le scandale de sa faveur présente.

Quand Louis XV cessa de vivre, à l'âge de soixante-quatre ans, après un règne de plus d'un demi-siècle, ce fut sans regrets du passé, sans honte du présent, sans préoccupation des menaces de l'avenir. Pour un roi de France, quelle entrée au tombeau !

Aussi la joie du peuple insulta-t-elle à sa cendre : depuis longtemps, ce prince avait abdiqué le surnom de *bien-aimé*, ou plutôt il avait rendu un titre qui ne lui appartenait pas.

La nation accueillit son jeune successeur avec enthousiasme ; l'ivresse publique fut au comble, lorsqu'on vit un Turgot, un Malesherbes, s'asseoir dans les Conseils du monarque. Une jeune reine, brillante de grâces et de beauté, partageait le premier trône du monde ; tout semblait enfin promettre à la France le terme de ses maux, et des jours sereins avec un long bonheur.

Cependant les commissaires des puissances copartageantes ne s'accordaient ni entre eux, ni avec les Polonais, relativement aux nouvelles démarcations de la malheureuse république.

Frédéric le savait. 1772-1776

Afin de prévenir ou de terminer les différends que l'Autriche, selon le plan favori de Kaunitz, provoquait entre les cours de Russie et de Berlin, il pria son frère de se rendre auprès de l'Impératrice. Le prince Henri vint donc, une seconde fois, à Saint-Pétersbourg.

C'était la veille de Pâques. Toujours attentive à flatter l'esprit de la multitude [1], Catherine, avec sa cour, passa la plus grande partie de la nuit à l'église; arrivé fort tard, le prince ne put la voir que le lendemain. Quelques conférences aplanirent toutes les difficultés.

Henri était depuis peu de jours dans cette capitale, lorsque mourut, en couches, la Grande-Duchesse, fille du landgrave de Hesse-Darmstadt, sœur de la princesse, depuis reine de Prusse [2]. La Tzarine avait, dit-on, cherché à rendre suspecte, au grand-duc Paul, la vertu de sa jeune épouse; et, soit que celle-ci eût déjà en effet quelque penchant pour Razumoffski, soit que les obstacles qu'on lui opposait fissent naître cette préférence, elle entretint, avec lui, une correspondance secrète. Bientôt même, pour se venger du mal que la Tzarine avait voulu lui faire, la Grande-Duchesse se jeta dans des intrigues politiques; tels furent du moins les bruits contemporains. Sa mort fit imputer à Catherine un crime de plus [3].

[1] *Vie de Catherine II*, tome II.

[2] Épouse de Frédéric-Guillaume II, et mère de Frédéric III, aujourd'hui régnant.

[3] *Vie de Catherine II*, tome II; — *Résumé de l'histoire de Russie*, par M. Alph. Rabbe.

1772-1776 Témoin de ce triste événement, qui avait altéré la santé du Grand-Duc, le prince Henri rendit à Paul des soins affectueux; il parvint même à réconcilier la mère et le fils, entre lesquels ce mariage avait sensiblement augmenté la mésintelligence [1]. Un service de cette nature les pénétra tous deux de reconnaissance, et le crédit du prince y gagna beaucoup. Catherine ne tarda même pas à lui donner un gage de ses nouveaux sentiments pour la Prusse. Manifestant un jour, en sa présence, l'intention de remarier promptement son fils, Henri lui proposa la princesse de Wurtemberg, sa petite-nièce, qui fut aussitôt agréée [2].

C'était un coup de politique fort adroit que de placer si près de ce trône périlleux, où les femmes seules semblaient en sûreté, une princesse étroitement unie à la Maison de Brandebourg.

Dorothée de Wurtemberg avait été promise à l'héritier présomptif de Hesse-Darmstadt; mais Frédéric, tirant habilement parti de son ascendant sur l'esprit de ce prince, lui montra sa gloire intéressée au sacrifice de son amour. Il invita ensuite le Grand-Duc à venir à Berlin, pour y voir sa future compagne avant de

[1] *Vie privée, politique et militaire du prince Henri de Prusse*, Paris, 1809.

[2] Sophie-Dorothée de Wurtemberg, née le 25 octobre 1759, de Frédéric-Guillaume, frère du duc régnant et grand-père du roi actuel de Wurtemberg, et de Frédérique-Dorothée de Brandebourg-Schwedt, qui était fille de Sophie-Dorothée-Marie de Prusse, sœur de Frédéric II. Avant le mariage, célébré le 13 octobre 1776, la nouvelle grande-duchesse embrassa la religion grecque et prit le nom de Marie Fœdorowna.

rien conclure; le Roi désirait personnellement le connaître. 1772-1776

Paul arriva dans cette capitale le 21 juillet 1776, accompagné du maréchal de Romanzoff. Frédéric, si simple, si modeste dans sa vie privée, reçut l'illustre voyageur avec magnificence. Des fêtes brillantes eurent lieu à Charlottembourg[1], à Postdam, à Sans-Souci. Le monarque prussien, qui ne manqua jamais l'occasion d'une attention délicate, fit manœuvrer ses troupes par bataillons carrés, rappelant ainsi, au général russe, sa victoire de Kayal sur les Turcs[2].

Tranquille du côté de la Russie, assez fort pour ne plus craindre l'Autriche, Frédéric, respecté de l'Europe entière, poursuivait, avec une ardeur toujours croissante, le cours de ses pacifiques travaux. Le bien-être de la Prusse occupait toute son attention.

Déjà, en 1765, il avait encouragé la création d'une Banque nationale, établie d'abord à Berlin, et, bientôt après, dans les principales villes du royaume; une avance, à titre de prêt, de huit millions de thalers en espèces, pour servir de capital, des priviléges particuliers et une complète indépendance de toute autorité administrative, furent accordés par le Roi. La même année vit s'élever, sous les auspices du monarque, une Chambre d'assurance maritime, avec un privilége pour trente ans et un capital de dix-sept millions de thalers, fourni par quatre mille actionnaires.

[1] En 1838, j'ai trouvé, vivant encore, et toujours attaché au service du même château, un vieux serviteur contemporain de cette circonstance.

[2] *Vie de Catherine II*, tome II.

1776-1778 Impatient du tribut que payait la France aux manufactures étrangères, Frédéric portait toute l'énergie de son âme, toutes les ressources de son génie vers le développement de l'industrie nationale. Les laines, les toiles, les soieries, les porcelaines, les quincailleries s'amélioraient tous les jours. Pour n'avoir plus à dépendre des Hambourgeois, on encouragea non moins vivement les raffineries de sucre de Berlin. Des cours publics furent consacrés à l'enseignement des sciences exactes, mères des applications industrielles, à la physique, à la chimie, à la minéralogie, à l'économie forestière, etc. Confiés au zèle éclairé du baron de Heinitz, les fonderies et l'art d'exploiter les mines firent de rapides progrès[1].

Mais nulles mesures n'exercèrent une influence plus puissante sur la prospérité agricole du royaume que les ordonnances qui réglèrent enfin les rapports des paysans avec leurs seigneurs, et la création d'une *Caisse hypothécaire*. Jusqu'alors, les malheureux habitants de la campagne, surtout dans les nouvelles provinces prussiennes, avaient été victimes des plus criants abus : dans le comté de Glatz surtout, et dans le duché de Silésie, rien de plus vague, rien de plus incertain que la position relative des seigneurs et de leurs vassaux ; d'un côté, exigeances tyranniques, de l'autre, quelquefois refus de corvées légalement dues ; partout, procès sans nombre, procès sans fin. Une ordonnance de 1773 précisa dans quels cas et à quelles conditions le serf pourrait réclamer

[1] *Histoire politique, administrative, civile et militaire de la Prusse, depuis la fin du règne de Frédéric le Grand jusqu'au traité de 1815.* Paris, 1828.

son affranchissement; elle allégeait, mais pas assez pourtant, le prix de son rachat. 1776-1778

On a vu plus haut les inconvénients de la multiplicité des fêtes, et les immenses avantages que produisit la suppression de quelques-unes; libre de toute corvée ces jours-là, le paysan travaillait pour lui-même. Mais l'ordonnance qui améliora davantage sa situation fut celle du 12 septembre 1784 : elle statuait qu'à l'avenir, afin de pouvoir distinguer qui, du seigneur ou du vassal, était fondé dans ses prétentions, des contrats de labeur seraient passés entre eux, par-devant un agent préposé à cet effet dans chaque district; de plus, ces contrats devaient être vérifiés et confirmés par une Agence Générale résidant à Breslau.

Quant à l'organisation d'une *Caisse hypothécaire*, ce fut un immense service rendu aux propriétaires fonciers, qui, écrasés de dettes dans presque tout le royaume, mais en Silésie surtout, se trouvaient livrés à la merci de leurs créanciers. Ce triste état de choses frappa vivement un négociant berlinois dont le nom mérite une place dans l'histoire, Baring : voulant y porter remède, il présenta, en 1767, au baron de Carmer un projet qui, trois ans après, fut exécuté : c'était de réunir, en une société de garantie solidaire, tous les propriétaires de domaines seigneuriaux. Des mandataires spéciaux furent chargés d'emprunter tous les capitaux qu'ils pourraient trouver, et, après une estimation exacte des biens des sociétaires pressés d'argent, de leur en avancer jusqu'à concurrence de moitié de la valeur de ces biens; en échange, ils recevaient des reconnais-

1776-1778 sances nommées *Mandats hypothécaires*, susceptibles d'être mis en circulation comme numéraire. La société percevait, d'avance, un semestre d'intérêts pour le rembourser aux porteurs de ces inscriptions. De cette manière, le propriétaire foncier pouvant emprunter à un taux modéré, et le capitaliste trouvant par ses fonds un placement sans danger, la confiance revint, les terres reprirent valeur, l'argent put circuler, le malaise disparut.

Heureux des bienfaisants résultats de cette institution, Frédéric s'efforça d'y associer toutes les provinces de la monarchie [1].

La guerre de 1756, et les désastres qu'elle entraîna, avaient éloigné une foule de malheureux : rassurés à l'aspect de la prospérité publique, plus de cent mille Prussiens revinrent dans leur patrie. Aussi, dès l'année 1773, la population, comparée à ce qu'elle était en 1756, avait-elle augmenté de plus de deux cent mille âmes.

Obligé, par sa position financière, à une rigide économie, Frédéric savait rendre ses libéralités doublement utiles. Voulait-il soulager les gentilshommes d'une province ruinée, il leur concédait de forts capitaux à perpétuité, sous l'unique condition de payer un ou deux pour cent d'intérêt; ce produit servait à pensionner des veuves d'anciens militaires ou à salarier des maîtres d'école. Nul service n'était dédaigné; des récompenses pécuniaires, des médailles, de flatteuses distinctions

[1] *Histoire politique, civile, administrative et militaire de la Prusse, etc.* — Voir aussi *Monarchie prussienne*, tome I.

allaient chercher le plus obscur citoyen, si, dans son étroite sphère, il se rendait utile. L'institution de prix et de gratifications annuelles secondaient efficacement les intentions du monarque. 1776-1778

Après avoir relevé les forteresses détruites, on en construisit de nouvelles. Les magasins furent remplis pour une campagne; au besoin, ses finances eussent permis au roi de Prusse de soutenir seul la guerre durant plusieurs années. De sanglantes défaites, des victoires non moins coûteuses, avaient dévoré l'armée. En peu de temps, grâce au salutaire usage des congés semestriels, et, sans que l'industrie ou l'agriculture en souffrissent, deux cent mille hommes furent sous les armes.

La navigation des États prussiens ne pouvait rester étrangère à ce vaste plan d'améliorations; Frédéric eut bientôt rendu respectable le pavillon de sa nation. Sous lui, la marine marchande (le royaume n'en comportait pas d'autre) occupait douze mille matelots environ.

Par sa nature, par la simplicité du service, par la précision des rouages, le gouvernement de ce prince était tout militaire; mais jamais administration n'activa plus puissamment la vie sociale.

Voilà ce que peut faire un roi n'ayant ni favori ni maîtresse, et qui, selon ses propres expressions, « vit comme un particulier, pour ne point manquer à ses principaux devoirs[1]. »

Tant de soins graves ne détournaient point Frédéric de ses occupations littéraires; le palais de Sans-Souci

[1] *Mémoires depuis la paix de Hubertsbourg* (1763) *jusqu'à la fin du partage de la Pologne* (1775).

1770-1778 était toujours la retraite paisible, où le philosophe venait se reposer de ses royales fonctions; repos digne de lui, car ce n'était qu'un nouvel exercice de sa pensée. Là, entouré de livres chéris, il goûtait le bonheur d'une vie simple et privée. Tantôt, un livre à la main, suivi de ses trois chiens fidèles[1], il errait sous de solitaires ombrages; tantôt, au milieu d'une société choisie, il se plaisait à interroger les grands siècles de l'histoire ou les beaux jours de la littérature. Dans ces doctes combats de l'esprit, nul autre que Voltaire ne put jamais lui disputer la victoire. Mémoire prodigieuse, élocution brillante, urbanité exquise, tout donnait à sa conversation un charme séduisant.

Quel que fût son rang ou sa profession, tout étranger, s'il avait quelque mérite, trouvait à Sans-Souci un accueil flatteur. Ce n'était point de ces politesses banales, apprises par cœur et répandues avec indifférence, mais des questions bienveillantes annonçant un intérêt éclairé, de ces mots heureux qui émeuvent et que l'on n'oublie jamais.

Sans-Souci était devenu le rendez-vous de toutes les réputations de l'Europe. Publicistes, militaires, poëtes, savants, philosophes, historiens, artistes, tous dirigeaient leurs pas vers cet asile du génie. On était jaloux de contempler de près ce monarque grand dans la guerre,

[1] Frédéric plaisantait en voyant ses meubles, d'ailleurs si simples, rongés par ses levrettes : « Mes petits chiens, disait-il, déchirent mes fauteuils; mais qu'y faire? Si je les faisais raccommoder aujourd'hui, ce serait à recommencer demain. Il faut bien prendre patience. Au bout du compte, une marquise de Pompadour me coûterait bien davantage, et me serait moins fidèle. »

plus grand encore dans la paix, auquel il ne manqua que 1776-1780
d'être assis sur un trône plus élevé pour donner son nom à son siècle.

En approchant de ces demeures augustes, quelques soldats sans armes, un petit nombre d'utiles serviteurs, indiquaient seuls la présence du maître. Loin de lui ces vaines somptuosités des cours qui contrastent si péniblement avec la misère du peuple, et ces légions de valets de toutes les classes, honteuses sinécures où l'homme perd sa dignité, et l'État une partie de ses forces.

Que de fois Frédéric, vêtu d'un simple habit bleu, sans cordons, sans insignes, ouvrit lui-même au voyageur les portes de ces jardins tout pleins de sa renommée! Un seul indice aurait pu le trahir, c'était cette affabilité de bon goût, si gracieuse dans un particulier, si touchante dans un puissant monarque. Ne se contentant point d'être un grand homme, il voulait encore être homme aimable; ce mérite, qui n'ôte rien à la majesté du trône, le roi de Prusse le posséda au suprême degré.

A Sans-Souci, selon la spirituelle expression d'un éminent académicien, Frédéric semblait faire, avec la modestie d'un sage, les honneurs de sa gloire[1].

Mais, si le génie donne aux souverains la gloire; si les dons de l'intelligence les décorent d'un nouvel éclat, la bonté seule les rend populaires et les entoure de bénédictions. Voici un fait qui peint à merveille Frédéric dans ses relations familières et bienveillantes avec ses sujets : un étudiant en théologie, ne trouvant point à se placer en

[1] M. Alfred de Vigny, *Servitude et grandeur militaire.*

Thuringe, sa patrie, vint à Berlin, dans l'année 1766.
1776-1780 Visité à la douane de cette ville, on trouva sur lui pour quatre cents écus de *Batzen*, monnaie prohibée; c'était toute sa fortune. Le pauvre étranger eut beau protester de son ignorance à ce sujet, les *batzen* furent impitoyablement confisqués. Bien triste, l'étudiant se dirigea vers une hôtellerie dont le maître, rassuré par une malle remplie de linge, consentit à le recevoir. Il était là depuis deux mois, nourri à crédit, car on ne lui avait pas laissé une obole, quand arriva l'avocat B... Enhardi par l'air engageant du jurisconsulte, le Thuringien lui conte sa mésaventure; B... prend feu, déclare que c'est une révoltante injustice, et promet de recouvrer l'argent moyennant un salaire convenu. « Nous allâmes (c'est l'étudiant qui parle) chez le ministre. Dès que l'avocat eut exposé sa requête: « Monsieur, lui répondit le « fonctionnaire, veut sans doute critiquer la dureté de « mon roi! Je le vois, vous avez envie d'aller à la prévôté de l'hôtel; continuez à parler ainsi, cet honneur « vous sera accordé.» Que fait l'avocat? il sort. Je veux le suivre; il avait disparu. Enfin quelqu'un me conseilla de présenter une supplique au Roi; je la fis courte, précise, et, sans avoir un denier dans ma poche, je m'acheminai vers Postdam, en me recommandant à Dieu.

« C'est là que, pour la première fois, j'eus le bonheur de voir ce grand monarque. Il était sur la place du château, exerçant ses soldats. Quand cela fut fini, il rentra dans le jardin, et les soldats se retirèrent; quatre officiers seulement restèrent à se promener sur la place. Et moi, de frayeur, je demeurais immobile. Enfin pour-

tant, je sortis mes papiers de ma poche ; c'était ma pé- 1776-1780
tition et un passeport de Thuringe. Les officiers, m'ayant aperçu, s'approchèrent : « Quels sont ces pa-« piers? » me demandèrent-ils. Je les leur montrai volontiers. « Écoute, reprirent-ils, nous voulons te don-« ner un bon conseil : le Roi est aujourd'hui des plus « gracieux ; suis-le, et tu seras content. »

« Par respect, je m'y refusais ; voilà que l'un me prenant par un bras, l'autre par une épaule, tous m'entraînent : « Au jardin, au jardin, » disent-ils. Là, ils cherchent le Roi.

Frédéric causait avec un jardinier, et, baissé vers un arbuste, nous tournait le dos. Les officiers, m'ayant ordonné de m'arrêter, me firent faire, à voix basse, l'exercice suivant : « Le chapeau sous le bras gauche ! le pied « droit en avant ! sors la poitrine ! la tête haute ! la main « droite en l'air avec les papiers ! et ne remue pas. » Puis ils s'éloignèrent, se retournant de temps à autre pour voir si je gardais bien ma position. Comprendre qu'ils s'amusaient à mes dépens était chose facile ; mais je n'en restais pas moins roide comme une statue, tant j'avais peur !

« Bientôt le Roi se releva ; surpris d'une attitude aussi peu usitée, il me regarda fixement : je crus alors que le soleil dardait d'aplomb sur ma figure. Bientôt, le jardinier vint prendre mes papiers ; Frédéric, les tenant à la main, passa dans une autre allée, et disparut.

« Quelques moments après, il revint à l'arbuste, mes papiers ouverts dans la main gauche, et me fit signe d'approcher. Enhardi, j'allai droit à lui. Oh ! avec quelle bonté il me parla ! « Mon cher Thuringien, me

1776-1780 « dit-il, tu es venu chercher du pain à Berlin en en-
« seignant la jeunesse; et les douaniers, en te visitant,
« t'ont pris le pain que tu apportais de Thuringe. Il
« est vrai que les *Batzen* sont défendus ici; mais ils au-
« raient dû te dire : Vous êtes étranger, et ne con-
« naissez point la défense ; nous allons cacheter votre
« petit sac; reprenez-le, et renvoyez-le en Thuringe
« pour avoir une autre monnaie en place. Mais c'est
« mal de l'avoir pris. Sois tranquille, tu retrouveras
« ton argent avec l'intérêt. Mais, mon ami, le pavé de
« Berlin est brûlant; on n'y donne rien pour rien;
« avant que tu ne sois connu, ce peu d'argent sera
« mangé. Que faire alors? »

« Je comprenais à merveille, mais la timidité ne me permit pas de dire : « Votre Majesté daignera-t-elle « prendre soin de moi? » Voyant que je ne demandais rien, le Roi ne m'offrit rien, et me quitta. Mais, se retournant après avoir fait sept ou huit pas, il me fit signe de le suivre; j'approchai, et il commença ainsi mon examen : « Où as-tu étudié? — A Iéna, Sire. — Sous « quel professeur as-tu été inscrit? — Sous le professeur « de théologie Fœrtsch. — Quels étaient les autres pro- « fesseurs de la faculté de théologie? — Buddée, Dantz, « Weissenborn, Walch. — As-tu bien étudié la Biblique? « — Oui, Sire, sous Buddée. — Est-ce le même qui a « tant disputé avec Wolff? — Oui, Sire, et.... — Quels « autres cours as-tu encore suivis? — Sire, j'ai fait la « Thétique et l'Exétique, sous le docteur Fœrtsch; « l'Herméneutique polémique, sous le docteur Walch; « l'Hébraïque, sous le docteur Dantz; l'Homélétique,

« sous le docteur Weissenborn; la Pastorale et la Mo- 1770-1780
« rale, sous Buddée. — Les étudiants se battent-ils
« toujours à Iéna, comme autrefois? — Ces désordres
« sont passés de mode, et, pourvu qu'on ne heurte point
« les usages établis, on y peut vivre aussi tranquillement
« que dans toute autre université. Quand j'entrai à Iéna,
« quelques-uns de ces *Renomistes* furent chassés et mis en
« prison à Eisenach; cette leçon modéra leur courage. »

« Alors une heure sonna. « Il faut que je m'en aille, « dit le Roi; on m'attend pour dîner. » Au sortir du jardin, les quatre officiers, encore sur la place, le suivirent. Et moi, je restai tristement devant le château, n'ayant rien dans l'estomac depuis vingt-sept heures, rien dans la poche pour acheter un morceau de pain, après avoir fait quatre milles[1] à pied, dans le sable, par une chaleur affreuse. Il y avait du courage à ne pas pleurer. J'étais là, le cœur serré, quand un hussard, valet de chambre du château, vint sur la place, demandant : « Où est la personne qui a parlé dans le jardin « à Sa Majesté? — C'est moi, » répondis-je.

« Alors, il me conduisit au château dans une grande salle où étaient des pages, des laquais, des hussards, et, me faisant approcher d'une table copieusement servie, où se trouvait un couvert, il me présenta une chaise, et me dit : — Tous ces plats, c'est pour vous que le « Roi les a commandés; il vous invite à bien dîner, « sans vous laisser intimider par personne, et j'ai l'ordre « de vous servir.

[1] Huit lieues, ou environ trente-deux kilomètres.

1776-1780 « Confondu, je ne savais que faire; comment concevoir que le hussard du Roi allait me servir? je le priai donc de s'asseoir à mon côté; il ne voulut pas, et, alors, prenant bravement mon parti, je mangeai de tout cœur. Le hussard avait grand soin de bien me servir à boire. Après le dessert, il enveloppa dans du papier tout ce qui restait de cerises et de poires confites, et me le donna pour me rafraîchir en route.

Comme je me levais de table, bénissant Dieu et le Roi, un secrétaire entra, et me remit, avec mes papiers et une lettre pour la douane, cinq ducats et un frédéric que m'envoyait le Roi pour retourner à Berlin. Ensuite, il m'accompagna à la porte du château, où vint s'arrêter un fourgon, attelé de six chevaux. — « Le Roi, dit aux « gens le secrétaire, vous ordonne de conduire ce jeune « homme à Berlin, et de n'accepter de lui aucune « étrenne. » — Après avoir très-humblement remercié le secrétaire de tant de bontés, me voilà en route.

« Dès mon arrivée, je vais droit à la douane. A peine le chef eut-il ouvert la lettre du Roi qu'il devint blanc comme neige, puis rougit, ne dit mot, et passa le fatal papier à un autre employé; celui-ci, après s'être fortifié d'une prise de tabac, toussa, mit ses lunettes, lut et remit à un troisième. Ce dernier enfin retrouva la parole, et me dit de signer une quittance portant que j'avais reçu, sans aucune retenue, quatre cents écus de Brandebourg pour mes *Batzen*. La somme m'ayant été aussitôt comptée, un employé fut chargé de m'accompagner à mon hôtellerie, et d'y payer toute ma dépense passée. Pour cela, on lui remit vingt-quatre écus, avec

injonction d'en venir chercher d'autres si cet argent ne suffisait pas. C'est ce que le Roi entendait par ces mots : « Tu retrouveras ton argent avec l'intérêt. » Mais l'employé n'eut point à revenir, car je n'avais dépensé que dix écus dans les huit semaines. Telle fut l'heureuse issue de ma triste aventure[1]. » 1776-1780

Nulle classe de ses sujets n'inspira à Frédéric une aussi tendre sollicitude que les paysans. En tout temps, ils pouvaient lui parler directement de leurs affaires, et remettre eux-mêmes leurs placets entre ses mains. Dès qu'un homme de la campagne arrivait à Postdam, on lui demandait s'il venait pour s'adresser au Roi; sur sa réponse affirmative, on inscrivait son nom, et il entrait à son tour. Frédéric voyait-il, d'après le rapport, qu'un paysan avait déclaré à la porte vouloir lui parler, et que néanmoins il ne s'était pas présenté, aussitôt un hussard courait à cheval après lui, avec l'ordre de lui demander pourquoi il n'avait pas paru, et, si c'était par timidité, de l'encourager à revenir.

Aussi ces braves gens ne quittaient-ils leur roi qu'avec une profonde émotion d'amour et de reconnaissance : un refus même, quand leur demande était injuste, ne les blessait pas; tant Frédéric avait pris soin de l'adoucir! Anoblis à leurs propres yeux par cette touchante protection, et fiers d'un tel appui, ils étaient prêts à tous les sacrifices : leurs femmes, leurs enfants parta-

[1] *Denkwurdigkeiten meiner Zeit, oder Beitrage zur Geschichte vom lezten Viertel des achzehnten und vom Anfang des neunzehnten Jahrhunderts* 1778 *bis* 1806. Von Christian Wilhelm von Dohm.

1776-1780 geaient cet enthousiasme, et le nom de Frédéric, redouté dans les salons dorés des ministres, était béni dans les chaumières.

Jamais ce prince, d'humeur si railleuse, n'embarrassa un paysan par une plaisanterie, ou seulement même en paraissant comprendre la plaisanterie d'un autre. Deux Poméraniens s'étant présentés à Postdam pour remettre un placet au Roi, un grenadier de garde leur persuada, sans grande peine, qu'on ne pouvait paraître devant le souverain sans une haute et large frisure : en même temps, il leur indiqua le perruquier du régiment. Celui-ci, enchanté d'une mystification qui va fournir à son habileté l'occasion de se déployer avec éclat, relève l'épaisse chevelure des Poméraniens, la dresse en une énorme pyramide qu'il enduit de poudre et de graisse, et consolide le tout à force d'épingles. Ainsi accommodés, avec des figures que la hauteur de leurs toupets gigantesques rabaisse aux deux tiers de la taille, avec leurs pelisses de peaux de moutons, et leurs bottes garnies de paille, les deux solliciteurs entrent au château. A cet aspect grotesque, les domestiques, ne pouvant modérer le rire qui s'empare d'eux, s'éloignent ou cachent leur visage; la même disposition se communique au Roi, mais il la comprime, écoute, avec une sérieuse et bienveillante attention, les doléances des Poméraniens, prend le placet, leur promet justice contre leur bailli, les renvoie enchantés, et attend qu'ils soient loin pour s'abandonner librement aux éclats d'un rire qu'une longue contrainte ne rend que plus impétueux. Frédéric connut les auteurs de cette irrévérencieuse

facétie, mais nulle punition ne vint troubler la joie de leur succès. 1776-1780

Une pauvre paysanne lui avait offert des fruits à Breslau; ravie de l'accueil du Roi, elle lui en envoya d'autres l'année suivante, avec une lettre où elle lui souhaitait bien des années de vie, pour qu'il vînt souvent encore les visiter. « Bonne mère, lui répondit Frédéric, je vous remercie de votre beau fruit. Si Dieu m'accorde santé et vie, je reviendrai dans un an. Gardez-moi quelque chose pour ce temps-là. Quant à ce que vous me dites, que votre petit héritage est chargé d'une dette de cent vingt écus dix gros six fenins, cela n'est pas bon vraiment. Il faut de l'économie; autrement, vous reculeriez, au lieu d'avancer. Je vous envoie ici deux cents écus, que j'ai aussi bien empaquetés[1]; payez donc vos dettes, et dégagez votre petit héritage. Mais ayez soin de bien économiser; c'est un conseil que je vous donne sérieusement comme votre bon roi, Frédéric. »

L'usage était que le Roi nommât à toutes les cures de ses domaines; et ce droit, le Grand-Consistoire l'exerçait au nom du monarque. Mais, toujours bienveillant pour les campagnes, Frédéric, dès qu'une commune refusait le curé élu par le Consistoire, obtempérait à sa réclamation. Vainement, le Consistoire insistait; la commune avait toujours raison. « Sa Majesté (ordre

[1] La bonne femme faisait naïvement remarquer au Roi, dans sa lettre, avec quel soin son mari et elle avaient enveloppé de paille les fruits.

1776-1780 du cabinet, 17 juillet 1764) ne veut point du tout empêcher les communes de choisir le pasteur qu'elles préfèrent, et qui leur inspire le plus de confiance; car c'est pour elles qu'il prêche; mais pourvu qu'elles choisissent un homme de bonnes mœurs et d'une conduite irréprochable. »

Il en était de même pour les maîtres d'école. « Je ne veux absolument pas (ordre du cabinet, 15 novembre 1783) que l'on chicane les paysans au sujet de leurs prêtres et de leurs maîtres d'école; mais j'entends, au contraire, qu'on leur donne ceux qu'ils veulent avoir, pourvu qu'il n'y ait rien à dire contre leur conduite. »

Au reste, on ne peut prendre une idée exacte des sollicitudes de Frédéric pour le bien-être des paysans, qu'en examinant avec soin les instructions données par lui aux agents qui visitaient, deux fois l'année, les bailliages de ses domaines. Malheureusement, les bornes de cet ouvrage ne permettent point d'exposer ici tous ces détails.

Frédéric entretenait moins de domestiques qu'un particulier opulent. Le luxe des fruits était le seul qu'il connût. Le soleil exerçait sur toute sa personne une très-vive influence. «J'ai manqué ma vocation, disait-il un jour; j'étais né pour être espalier. »

« Si la nature, disait-il une autre fois à Mirabeau, m'eût fait naître un de ces hommes qu'on appelle conquérants, j'aurais entrepris la conquête du royaume de Naples, parce que j'aurais vécu infiniment plus longtemps dans ce climat que partout ailleurs; et, croyez-

moi, beaucoup de conquêtes ont été entreprises pour 1776-1780
des motifs moins raisonnables. »

Jamais ce prince n'autorisa chez lui l'usage des galas, des tables de cour. A moins que le rang de certains voyageurs ne le condamnât à déployer un faste royal, il abandonnait volontiers aux princes et aux princesses de sa famille le soin des réceptions. Chacun d'eux avait ses revenus en apanages fixes, que jamais la dépense ne devait excéder. Un édit de 1769 défendit de prêter aux princes de la Maison royale, déclarant nulles à l'avenir toutes les dettes de ce genre [1].

Après la guerre de *Sept-Ans*, le Roi, s'imposant une économie plus rigoureuse encore, renonça à ses acquisitions de tableaux; il était, au reste, fort peu connaisseur en ce genre. Le nombre de ses musiciens fut également réduit. Sa chapelle était excellente, mais l'Opéra italien médiocre; encore n'y jouait-on qu'en hiver.

Malgré l'éclat fâcheux de la rupture avec Voltaire, une irrésistible sympathie, venant au reste chez eux beaucoup plus de l'esprit que du cœur, eut bientôt réconcilié le monarque et le philosophe. Frédéric, comme on l'a déjà vu, fit les premiers pas. Tous deux avaient donc renoué cette mémorable correspondance, où brillent tant de mérites divers. Jamais encore les plus hautes questions soumises à l'entendement humain n'avaient été posées, sinon résolues, avec un égal mélange de sérieux et d'enjouement, de badinage caustique et

[1] Mirabeau, *Monarchie prussienne*, tome IV.

1770-1780 de gravité. Ce commerce épistolaire, où revivent, d'une façon si originale, l'esprit et la tendance du dix-huitième siècle, ne cessa qu'en 1778; la dernière lettre de Voltaire est datée de Paris, où il allait triompher et mourir.

Peu de rois ont pensionné des républicains : Frédéric se déclara hautement le protecteur de Jean-Jacques. Tandis que le parlement de Paris faisait brûler *Émile* par la main du bourreau, et décrétait Rousseau de prise de corps; tandis que Genève adoptait les mêmes mesures, offrant ainsi le déplorable exemple d'une république marâtre qui s'associe contre un de ses fils à d'ineptes vengeances, le monarque prussien tendait les bras à l'illustre proscrit.

C'était en 1762 : la guerre durait encore, et Frédéric respirait à peine des terribles épreuves qui l'assiégeaient depuis six ans. Au milieu de tant de dangers personnels, l'intérêt qu'il prenait au sort de Jean-Jacques n'en devenait que plus méritoire.

Pour témoigner de sa gratitude, Rousseau sembla faire un appel à toute la fierté de son âme, à toute sa rude indépendance. « Sire, écrivit-il de Motiers-Travers[1], vous êtes mon protecteur, mon bienfaiteur, et je porte un cœur fait pour la reconnaissance; je veux m'acquitter envers vous, si je puis.

« Vous voulez me donner du pain. N'y a-t-il aucun de vos sujets qui en manque?

« Otez de devant mes yeux cette épée qui m'éblouit

[1] Le 30 octobre 1762.

et me blesse; elle n'a que trop bien fait son service, et le sceptre est abandonné. La carrière des rois de votre étoffe est grande, et vous êtes encore loin du terme. Cependant, le temps presse, et il ne vous reste pas un moment à perdre pour y arriver. Sondez bien votre cœur, ô Frédéric! Pourrez-vous vous résoudre à mourir sans avoir été le plus grand des hommes? 1776-1780

« Puissé-je voir Frédéric, LE JUSTE ET LE REDOUTÉ, couvrir enfin ses États d'un peuple heureux dont il soit le père! et Jean-Jacques Rousseau, l'ennemi des rois, ira mourir de joie aux pieds de son trône.

« Que Votre Majesté daigne agréer mon profond respect. »

Au milieu de ses prospérités, Frédéric eut plus d'une fois des larmes à répandre. En avançant en âge, il voyait disparaître ses meilleurs amis. D'Argens venait de mourir en Provence, où il était allé respirer l'air natal. Quatre ans plus tard, en 1775, le colonel Guichard, surnommé par le Roi *Quintus Julius*[1], cessa de vivre. Peu après, milord Maréchal le suivit. Cet aimable et noble vieillard avait inspiré au Roi un attachement mêlé de respect. Issu d'une des plus anciennes familles

[1] Frédéric, qui avait appelé Guichard de Leyde, où il était professeur, échangea sa chaire contre un régiment de chasseurs à pied, croyant que cet homme, qui avait rêvé science militaire toute sa vie, serait un excellent officier. Vers cette époque, le Roi, causant un jour avec lui, lui demanda qui avait été le meilleur des aides-de-camp de Jules-César. « *Quintus Julius,* répondit Guichard — Eh bien, je vous donne son nom, répliqua le prince, ne doutant pas que vous ne le sachiez mériter. »

1776-1780 d'Écosse, Georges Keith, si connu depuis sous le nom de milord Maréchal (ou Marshall), et dont un des ancêtres avait fondé le collége de New-Aberdeen, embrassa chaudement la cause des Stuarts, et se vit enveloppé dans les infortunes de la dynastie vaincue. Privé de ses biens, condamné à mort, il ne conserva que son titre de Maréchal d'Ecosse. « Pour celui-là, écrivait-il à l'un de ses amis, avec un enjouement que l'adversité n'altéra jamais, je le garderai sous le bon plaisir du roi Georges, qui n'est pas maître de me l'ôter; car j'en jouis, ne lui en déplaise, à meilleur droit qu'il ne possède sa couronne, puisque ce titre était celui de mes pères; et, si je ne puis l'empêcher de signer, comme il fait, GEORGES, ROI, au moins je signerai toujours, avec sa permission, LE MARÉCHAL D'ÉCOSSE. »

Après avoir habité l'Espagne plusieurs années, milord Maréchal vint rejoindre, à Berlin, son frère, qu'il aimait tendrement. Ce frère, ce brave Keith si cher à Frédéric, et qui, le 14 octobre 1758, trouva une mort glorieuse à Hochenkirchen, venait de quitter le service de Russie. Frédéric, ayant bientôt remarqué milord Maréchal, le nomma son envoyé près la cour de France, ensuite gouverneur de Neufchâtel, et plus tard son ministre en Espagne. Mais la diplomatie ne convenait point à milord Maréchal : « Il faut, disait-il, pour ce métier-là une finesse que je n'ai pas, et que je ne me soucie pas d'avoir. »

Dégoûté du rôle d'ambassadeur, il aspira bientôt aussi à se débarrasser du fardeau de son gouvernement. A cette époque, Neufchâtel était en proie aux querelles

théologiques. Ne pouvant, à force de tolérance, triompher de l'esprit persécuteur des Prédicants, milord Maréchal sollicita, comme une grâce, d'être rappelé à Berlin; Frédéric y consentit. Bientôt ce prince, tirant parti de son alliance avec l'Angleterre, obtint, à l'insu même de milord Maréchal, sa réhabilitation; celui-ci se rendit en Écosse, et arracha, non sans peine, des mains des ravisseurs, le peu de biens qui lui restait encore. De retour à Berlin, le souvenir de l'accueil qu'il avait reçu de ses compatriotes et la douce image de la patrie le poursuivaient sans cesse; enfin, il résolut d'aller finir ses jours là où il avait reçu la vie. « Souvenez-vous, lui dit le Roi en l'embrassant les larmes aux yeux, que, si vous ne vous plaisez pas en Écosse, vous avez ici un ami à qui vous manquerez toujours, et dont vous ferez cesser les regrets quand vous voudrez. » 1776-1780

Frédéric recouvra bientôt l'homme excellent, l'homme aimable dont la présence était devenue un besoin pour lui. En effet, plus que septuagénaire, milord Maréchal ne tarda pas à sentir que le soleil d'Écosse, si cher à son cœur, ne convenait plus à son âge. A ce motif de santé se joignaient des considérations d'un autre genre; presque tous ses amis avaient disparu; de plus, le loyal vieillard, craignant de provoquer les soupçons de la cour de Londres, et sentant bien d'ailleurs que sa réhabilitation avait rompu tout lien politique entre lui et son ancien parti, voyait avec peine des réunions fréquentes de Jacobites chez lui. Il ne savait point, comme tant d'autres, accepter d'une main le bienfait, et, de l'autre, trahir le bienfaiteur.

1776-1780 Milord Maréchal reprit donc le chemin de la Prusse, où Frédéric le reçut à bras ouverts, et, depuis, environna constamment sa vieillesse des attentions les plus délicates.

« Aussi, disait le maréchal, faisant allusion à cette vie douce et paisible, notre père abbé est l'homme du monde le plus aisé à vivre; cependant, si j'étais en Espagne, je me croirais obligé de le dénoncer à la Sainte-Inquisition, comme coupable de sortilége; car, s'il ne m'avait pas ensorcelé, resterais-je ici, où je ne vois que l'image du soleil, pendant que je pourrais aller vivre et mourir dans le beau climat de Valence? »

Près d'expirer, le 25 mai 1778, il envoya chercher M. Elliot, ministre d'Angleterre à Berlin. « Je vous ai fait appeler, lui dit le lord avec sa gaieté ordinaire, parce que je trouve plaisant qu'un ministre du roi Georges reçoive les derniers soupirs d'un vieux jacobite. D'ailleurs, vous aurez peut-être quelques commissions à me donner pour milord Chatham[1], et, comme je compte le voir demain ou après, je me chargerai avec plaisir de vos dépêches. »

Ne concevant pas que l'on perdît en dépenses puériles un argent que les malheureux ont droit d'attendre, il fixa à trois louis tous les frais de ses funérailles[2].

C'est entre les bras de Frédéric, sa place naturelle, que ce vrai philosophe eût cessé de vivre, si la guerre

[1] Mort quelques jours auparavant.

[2] Voyez l'*Éloge de milord Maréchal*, par D'Alembert, et l'intéressant article que M. Dezos de La Roquette lui a consacré dans la *Biographie universelle*, tome XXII.

pour la succession de Bavière n'eût alors retenu le Roi loin de la capitale. Le marquis de Lucchesini hérita de la confiance que le monarque témoignait à milord Maréchal; mais, dans son cœur, personne ne remplaça le vieil ami. 1776-1780

La même année, mourut, à Postdam, un autre homme cher à Frédéric, le vieux comte morave Hoditz, si célèbre par cette délicieuse retraite de Roswald, où, à chaque pas, l'art semblait embellir la nature de tous les prestiges de la féerie. Leur connaissance avait commencé d'une façon singulière : le Roi, revenant du blocus d'Olmultz, était venu lui demander l'hospitalité, sous simple uniforme d'officier prussien. L'aimable et brillant seigneur accueillit son hôte avec une grâce charmante; mais, tout à coup, le Roi devint soucieux : un transparent avec ces mots : *Vive Frédéric le Grand!* lui disait assez qu'on l'avait reconnu : or Roswald était en Autriche, et son propriétaire, sujet de Marie-Thérèse. Le comte ayant bientôt deviné la cause de ce changement soudain, une explication, loyale comme sa conduite, rassura pleinement l'hôte royal. Frédéric quitta Hoditz plein d'estime pour son caractère, et enchanté de son esprit.

Plus tard, quand l'Allemagne fut rendue à la paix, il voulut revoir Roswald, et arriva sans être attendu. Cette fois, c'était le roi de Prusse. En quelques heures, l'ingénieux et magnifique Hoditz improvisa une fête dont l'Europe entière a parlé.

Avec de telles habitudes, avec l'amour des arts, le goût des voyages et de vives passions, son patrimoine

1776-1780 eut bientôt disparu; et sa position devint critique.

Une illustre alliance le tira d'affaire : vivement éprise du comte Hoditz, la landgrave douairière de Bareith, tante de Frédéric, lui donna sa main, avec une fortune considérable. Mais, devenu veuf, vieux et infirme sans rien retrancher de son luxe de sybarite, le comte se trouvait souvent embarrassé. Longtemps, un expédient singulier lui avait réussi : comme, dans le cas où la Maison d'Hoditz viendrait à s'éteindre, Roswald devait appartenir à l'évêque et au chapitre d'Olmütz, le comte, qui n'avait point d'enfants, menaçait quelquefois ses futurs survivanciers de se remarier, s'ils ne lui envoyaient pas, dans un délai fixé, telle somme d'argent. A la fin, fatigués de ces exigences devenues de plus en plus fréquentes, l'évêque et son chapitre réclamèrent auprès de l'autorité. Furieux, le comte ne songea plus qu'à tenir parole. Mais, Frédéric étant intervenu, tout s'arrangea à l'amiable; l'évêque et les chanoines régirent Roswald au nom du comte, moyennant une pension annuelle et viagère, et Hoditz vint achever ses jours à Postdam, où Frédéric ne cessa de lui prouver combien il était reconnaissant de l'accueil fait autrefois à l'officier prussien[1].

C'est peut-être le cas de rappeler ici le nom d'un personnage fameux alors, non par ses fêtes, mais par ses infortunes. Quoi de plus heureux, de plus brillant que le début de Trenck dans le monde ! beau, instruit, spirituel, intrépide, devant lui la vie ne s'ouvrait que

[1] Thiébault, *Mes souvenirs*, etc.

comme un jour de fête; il s'y élança avec enthousiasme, et but, sans mesure, à la coupe trompeuse; on sait quel réveil suivit sa douce ivresse. 1776-1780

Frappé des remarquables dispositions du jeune baron de Trenck, Frédéric, en 1743, l'avait nommé lieutenant dans ses gardes; bientôt même, il l'attacha à sa personne comme aide-de-camp, l'admit dans l'intime société de *Sans-Souci*, et le traitait en père plutôt qu'en roi.

Telle était la position de Trenck à la cour, quand la Suède demanda, pour le prince royal, la main d'une princesse de Prusse. Comme il y en avait deux encore, Ulrique et Amélie, le ministre chargé de cette négociation avait ordre, avant de tenter aucune démarche officielle, de bien étudier le caractère des princesses et de ne paraître à la cour que comme voyageur. Mais bientôt le vrai motif de son arrivée ne fut plus un secret; Amélie sut même qu'à Stockholm on penchait en sa faveur. Zélée calviniste, et tremblant d'être contrainte à se faire luthérienne pour devenir reine de Suède, elle confia ses scrupules à Ulrique. Celle-ci, beaucoup moins timorée, et assez tentée de monter sur un trône, lui conseilla de rebuter l'envoyé suédois par une affectation de dédain et d'humeur capricieuse. Amélie, charmée du moyen, remercia beaucoup sa sœur, et commença son rôle; un contraste si subit avec son habituelle douceur frappa d'abord tout le monde; mais comment en deviner le véritable motif? La princesse obtint donc bientôt, auprès du Suédois, le singulier succès qu'elle s'était promis; pendant ce temps, Ulrique,

1776-1780 se parant de toute l'amabilité dont se dépouillait sa crédule sœur, jouait la contre-partie du rôle, et fit si bien que, peu de jours après, son mariage avec le prince de Suède fut célébré.

Détrompée alors, Amélie accabla de reproches la nouvelle reine. Une âme ainsi tourmentée a soif de vengeance et de consolation. Telle était la disposition de la princesse, lorsque Trenck s'offrit, pour la première fois, à ses regards ; c'était pendant les fêtes du mariage : comme officier de garde, la police du bal lui avait été confiée. Tandis qu'il passait d'une salle à l'autre, on lui enleva les franges de son écharpe; bientôt, tout le monde parla de ce petit accident; Frédéric plaisanta son jeune officier, et, comme la cour est le pays du monde où les riens ont le plus d'importance, chacun voulut voir Trenck.

Après le souper, une dame, qui l'avait examiné attentivement, s'approcha et lui dit à l'oreille : « Venez demain chez moi à telle heure, je vous rendrai votre écharpe. »

C'était la princesse Amélie. Trenck vola au rendez-vous ; de là tous ses malheurs.

Jusqu'à la guerre de 1744, un profond mystère enveloppa cette liaison; en marche, au feu, toujours près du Roi, Trenck, par sa bravoure, par son zèle, sa haute intelligence, s'était rendu de plus en plus cher à son maître. Mais de bien autres dangers que ceux des combats l'attendaient à la paix; comment tromper longtemps le pénétrant regard de Frédéric? Tout fut bientôt connu de lui. Mais telle était la nature de cette découverte que le monarque lui-même ne pouvait l'a-

vouer. Quel parti prit-il donc? Celui de maltraiter Trenck 1776-1780
jusqu'à ce qu'il eût deviné ce qu'on ne pouvait lui dire[1].

Mais, avant d'employer la rigueur, le Roi voulut tenter des voies plus douces : « Monsieur, lui dit-il, un Dimanche, à la parade, en passant près de lui, le tonnerre et la tempête s'amassent; prenez garde à vous. » L'imprudent n'ayant tenu aucun compte de cet avis, dès lors chaque visite fut punie des arrêts; au ton bienveillant, aux paroles affectueuses, succéda un accueil sévère. Mais, heureux de souffrir pour celle qu'il aimait, Trenck ne changeait rien à sa conduite.

Frédéric voulut alors essayer de l'absence. Une mission pour Vienne fut donnée à Trenck; mais quels miracles ne fait pas l'amour? Trenck triompha promptement des lenteurs autrichiennes, et, quand on le croyait encore éloigné pour longtemps, il reparut à Postdam. « Où étiez-vous avant de partir? lui demanda le Roi. — Aux arrêts, Sire. — Eh bien, retournez-y. »

Enfin, d'imprudence en imprudence, Trenck entretint, pendant la guerre, un commerce de lettres avec son cousin François de Trenck, ce fameux commandant des Pandours. C'était donner à ses ennemis de puissantes armes : accusé d'avoir livré à la cour de Vienne le plan des forteresses prussiennes, Trenck fut enfermé à Glatz, comme prisonnier d'État[2].

Frédéric ne voulait l'y retenir qu'une année; mais Trenck ignorait ces bienveillantes dispositions : à l'aide de l'argent que lui faisait passer la princesse Amélie,

[1] Thiébault, *Mes souvenirs*, etc.
[2] Voici la manière dont Thiébault explique l'incarcération de Trenck :

guerre entre Sa Majesté et la Russie ou la Pologne, par ses machinations et intrigues secrètes.

« On ne doit donc pas être surpris si le traité de Pétersbourg a été le pivot sur lequel a roulé toute la politique autrichienne, depuis la paix de Dresde jusqu'à présent, et si les principales négociations de la cour de Vienne ont eu pour but d'affermir cette alliance par l'accession d'autres puissances.

« La cour de Saxe fut la première qu'on invita à cette accession, au commencement de l'année 1747. Cette cour s'y prêta d'abord avec empressement; elle munit, pour cet effet, ses ministres à Pétersbourg, le comte de Vicedom et le sieur Pezold, des pleins pouvoirs nécessaires, et les chargea de déclarer qu'elle était prête d'accéder non-seulement au traité même, mais aussi à l'article secret contre la Prusse, et de concourir aux arrangements pris par les deux cours, pourvu qu'on prît mieux ses mesures que par le passé, tant pour sa sûreté et sa défense, que pour en être dédommagé et récompensé à proportion des efforts et des progrès qu'on ferait. Par rapport au dernier point, la cour de Saxe fit déclarer que si l'Impératrice-Reine, de nouveau attaquée par le roi de Prusse, parvenait, moyennant son assistance, à reconquérir non-seulement la Silésie et le comté de Glatz, mais aussi à le resserrer dans des bornes plus étroites, le roi de Pologne, comme électeur de Saxe, se tiendrait au partage stipulé entre Sa Majesté polonaise et l'Impératrice-Reine, par la convention signée à Leipzick, le 18 mai 1745. Le comte de Loss, ministre de Saxe à Vienne, fut chargé en même temps d'y entamer une négociation particulière, pour convenir sur le partage éventuel des conquêtes à faire sur la Prusse, en posant pour base ledit traité de partage de Leipzick, du 18 mai 1745.

« On verra tout cela en détail, dans les pièces justificatives, par l'instruction donnée, le 23 mai 1747, aux ministres saxons à Pétersbourg[1]; par le mémoire que ces ministres délivrèrent en conséquence au ministère de Russie, le 25 septembre 1747[2], et par l'instruction donnée au comte de Loss à Vienne, le 21 décembre 1745[3].

« Il est donc clair et constaté, par toutes ces pièces authentiques, que la cour de Saxe s'est montrée prête d'entrer dans toutes les liaisons offensives du traité de Pétersbourg; que c'est elle qui, depuis la paix, a fait revivre le traité de partage fait contre le Roi pendant la dernière guerre,

[1] Numero III. — [2] Numero IV. — [3] Numero V.

et qu'elle a mis par là Sa Majesté en droit de ressentir ce traité contre Elle, malgré l'amnistie établie par la paix de Dresde.

« On a, à la vérité, affecté de supposer, dans toute cette négociation, que le Roi était l'agresseur contre la cour de Vienne; mais quel droit en peut-il résulter pour le roi de Pologne de faire des conquêtes sur le Roi? ou, si Sa Majesté polonaise, en qualité de partie auxiliaire, veut aussi être partie belligérante, on ne pourra pas trouver étrange que Sa Majesté la traite comme telle, en réglant sa conduite sur celle de la cour de Saxe. C'est une vérité qui a été reconnue par le Conseil Privé du roi de Pologne même, lorsque, consulté sur l'accession au traité de Pétersbourg, il a donné son avis, témoin les deux extraits qui se trouvent parmi les pièces justificatives[1], où ledit Conseil Privé fait sentir à Sa Majesté polonaise que le principe, établi dans le quatrième article secret du traité de Pétersbourg, allait au delà des règles ordinaires, et que si Sa Majesté polonaise l'approuvait par son accession, Sa Majesté prussienne pourrait le regarder comme une violation de la paix de Dresde.

« Le comte de Brühl, pénétré sans doute lui-même de cette vérité, fit tout son possible pour cacher l'existence des articles secrets du traité de Pétersbourg; car, dans le temps qu'il négociait, avec chaleur, en Russie sur l'accession de sa cour au traité de Pétersbourg et aux articles secrets dudit traité, il fit solennellement déclarer à Paris « Que le traité « de Pétersbourg, auquel Sa Majesté polonaise avait été invitée d'ac- « céder, ne contenait rien de plus que ce qui était porté dans la copie « allemande qu'on avait communiquée à la cour de France, sans « qu'aucun article secret et séparé ait été communiqué au roi de Po- « logne; et, au cas que tel article séparé et secret existât, Sa Majesté « polonaise n'entrerait en rien qui puisse tendre à offenser Sa Majesté « Très-Chrétienne; » comme cela paraît par la lettre du comte de Brühl au comte de Loss, écrite le 18 juin 1747, et par le mémoire que le comte de Loss remit en conséquence au ministère de Versailles[2].

« Il est vrai que la cour de Saxe a encore différé, d'un temps à l'autre, d'accéder formellement au traité de Pétersbourg; mais elle n'a pas laissé de témoigner, en mille occasions, à ses alliés qu'elle était prête à y accéder sans restriction, dès qu'elle le pourrait faire sans un danger trop évident, et après qu'on lui aurait assuré la part qu'elle devait avoir aux avantages qu'on pourrait remporter.

[1] Numéros VI et VII. — [2] Numéros VIII et IX.

« Ce principe se trouve clairement énoncé dans l'instruction donnée, le 19 février 1750, au général d'Arnim, allant en qualité de ministre de Saxe à Pétersbourg[1], et l'on pourrait produire cent dépêches, s'il était besoin, pour prouver que les ministres saxons se sont toujours expliqués dans le même sens.

« La cour de Saxe, invitée de nouveau, en 1751, d'accéder au traité de Pétersbourg, déclara sa bonne volonté à cet égard, par un mémoire qui fut remis au ministre de Russie à Dresde[2], et munit même pour cet effet son ministre à Pétersbourg, le sieur Funk, des pleins pouvoirs et autres pièces nécessaires; mais elle exigea en même temps que le roi d'Angleterre, comme électeur de Hanovre, accédât préalablement aux articles secrets du traité de Pétersbourg; et, comme Sa Majesté britannique ne voulut jamais participer à ce mystère d'iniquité, le comte de Brühl se vit forcé d'attendre l'issue du projet qu'on avait formé de faire une autre alliance assez innocente pour qu'on pût la produire, ainsi que cela se trouve développé dans une lettre du comte de Brühl au sieur Funk, du 2 mai 1753.

« Les cours de Vienne et de Saxe crurent devoir se parer de ces dehors de modération, pour ne pas blesser trop la délicatesse de ceux de leurs alliés qui étaient révoltés par les vues secrètes de l'alliance de Pétersbourg; mais, dans leur particulier, elles n'ont jamais perdu de vue leur plan favori, de partager d'avance les dépouilles du roi de Prusse, en mettant toujours pour base le quatrième article secret dudit traité. Cela paraît clairement par une lettre du comte de Flemming, du 28 février 1753[3], dans laquelle il rend compte au comte de Brühl :

« Que le comte d'Uhlefeld l'avait chargé de représenter de nouveau « à sa cour qu'on ne pouvait pas prendre assez de mesures contre les « vues ambitieuses du roi de Prusse, et que surtout la Saxe, comme la « plus exposée, ne pouvait pas user d'assez de précaution pour s'en « garantir; qu'il importait donc beaucoup de renforcer leurs anciens « engagements, sur le pied proposé par le feu comte de Harrach, en « 1745, et que cela pouvait se faire à l'occasion de l'accession au « traité de Pétersbourg. »

« Le comte de Brühl répondit à cette dépêche le 8 mars 1753[4] :

« Que Sa Majesté polonaise n'était pas éloignée de s'entendre par la suite, dans le dernier secret, avec la cour de Vienne sur un secours,

[1] Numero X. — [2] Numéro XI. — [3] Numéro XII. — [4] Numéro XIII.

par des déclarations particulières et confidentielles, relatives au quatrième article secret du traité de Pétersbourg, moyennant de justes conditions et avantages, qu'en ce cas on devait aussi lui accorder. « Je pense d'avance, ajoute-t-il, que ce qui nous fut promis par la « déclaration de l'Impératrice-Reine, du 3 mai 1745, pourra servir de « base[1]. »

« Enfin, pour achever de mettre le système de la cour de Saxe sur cette accession dans tout son jour, on n'a qu'à rapporter les propres termes d'une dépêche du comte de Flemming au comte de Brühl, du 16 juin, dans laquelle le premier s'exprime fort naturellement, en disant :

« Votre Excellence connaît les grandes difficultés que la cour de Pé« tersbourg nous fit lorsque nous réclamâmes, dans la dernière guerre, « le cas de l'alliance, et la réponse que son ministère nous a donnée, « comme Votre Excellence s'en souviendra encore, lorsqu'on nous « pressait d'accéder au traité de Pétersbourg de 1746, et que nous té« moignâmes de vouloir le faire, à condition qu'on ne nous ferait pa« raître sur la scène qu'après qu'on aurait attaqué le roi de Prusse et « partagé ses forces, pour que nous ne risquions pas, par la situation « de notre pays, d'être sacrifiés les premiers. »

« Les alliés de Saxe sont enfin entrés dans ce plan de la cour de Dresde, témoin, entre autres preuves, un trait singulier, contenu dans la dépêche du sieur Funk, du 7 juin 1753, où il mande :

« Qu'ayant été question à Pétersbourg si la cour ne lèverait pas « aussi le bouclier en cas d'une guerre contre la Prusse, et ayant ré« pliqué que la situation de la Saxe ne lui permettait pas d'entrer en « lice avant que son puissant voisin ne fût mis hors de combat, on « lui avait répondu qu'il avait raison, que les Saxons devaient atten« dre jusqu'à ce que le chevalier fût désarçonné. »

« Il est donc évident, par toutes les preuves qu'on vient d'alléguer, que la cour de Saxe, sans avoir formellement accédé au traité de Pétersbourg, n'en est pas moins complice de tous les desseins dangereux que la cour de Vienne a fondés sur ce traité, et que, dispensée par ses alliés du concours formel, elle n'a attendu que le moment où elle pourrait, sans s'exposer trop, y concourir effectivement, et partager la dépouille de son voisin.

[1] C'est le traité de partage, l'exemplaire de la cour de Vienne étant daté du 3 mai, et celui de la cour de Saxe, du 18 mai 1745.

« En attendant cette époque, les ministres autrichiens et saxons ont travaillé de concert, et sous main, avec d'autant plus d'ardeur, pour préparer les moyens qui pourraient faire exister le cas de l'alliance secrète de Pétersbourg. On avait établi dans ce traité pour principe que toute guerre entre le Roi et la Russie autoriserait l'Impératrice-Reine à reprendre la Silésie. Il ne fallait donc qu'exciter une pareille guerre. Pour parvenir à ce but, on n'a pas trouvé de moyen plus propre que de brouiller le Roi sans retour avec Sa Majesté l'impératrice de Russie, et d'irriter cette princesse par une infinité de fausses insinuations et par les impostures et les calomnies les plus atroces, en prêtant au Roi toutes sortes de desseins, tantôt contre la Russie et la personne de l'Impératrice même; tantôt sur la Pologne. Et, à l'égard de la Suède, le public jugera de la vérité de ce qu'on vient d'examiner, par les échantillons suivants.

« On verra par la dépêche du comte de Vicedom, ministre de Saxe à Pétersbourg, datée du 18 avril 1747 [1] :

« Que le baron de Bretlack, ministre de Vienne, se félicite d'avoir trouvé moyen, par des communications confidentielles de la part de sa cour, au sujet de plusieurs menées du roi de Prusse, désavantageuses à Sa Majesté impériale, de lui inspirer des sentiments qui avaient poussé son inimitié au suprême degré, et que les deux ministres de Vienne et de Saxe se concertaient sur les moyens de faire un accommodement entre l'Impératrice-Reine et la France, pour que la première puisse faire tête au roi de Prusse.

« Dans une dépêche du 6 juillet 1747, le comte de Bernes marque à l'Impératrice-Reine le raisonnement qu'il avait tenu au ministre de Russie, le comte Kayserling, pour l'animer à mettre plus de vivacité dans ses rapports et à exagérer les arrangements militaires du roi de Prusse.

« Le sieur de Weingarten, secrétaire d'ambassade de la cour de Vienne à Berlin, mande au comte d'Uhlefeld, le 24 août 1748, qu'à la réquisition du comte de Bernes, résidant alors à Pétersbourg, il avait engagé le ministre de Russie à Berlin d'écrire à sa cour que le roi de Prusse faisait de nouveaux préparatifs de guerre, qui ne tendaient qu'à procurer la souveraineté au prince, successeur de Suède [2].

« Le 12 décembre 1749, le comte de Bernes écrivit de Pétersbourg au comte de la Puebla à Berlin :

[1] Numéro XIV. — [2] Numéro XV.

« Qu'il devait faire glisser au ministre de Russie, le sieur Gross, qu'il se tramait quelque chose en Suède contre la vie et la personne de l'impératrice de Russie, à quoi la cour de Prusse avait sa bonne part, et que, lorsque le sieur Gross lui en ferait la confidence, il devait lui confirmer la vérité de cette découverte [1].

« Les ministres saxons ont manœuvré dans cette carrière, avec tout autant d'activité que ceux de Vienne, et l'on peut dire même qu'ils l'ont emporté sur eux.

« L'instruction que la cour de Saxe donna en 1750 au général d'Arnim, allant en qualité de son ministre plénipotentiaire à Pétersbourg, porte un article exprès par lequel on le charge d'entretenir adroitement la défiance et la jalousie de la Russie contre la Prusse, et d'applaudir à tous les arrangements qu'on pourrait prendre contre cette couronne [2].

« Personne ne s'est mieux acquitté de ces ordres que le sieur de Funk, ministre de Saxe à Pétersbourg, qui était l'âme et le mobile de tout le parti.

« Ce ministre ne laissa passer aucune occasion d'insinuer que le Roi formait des desseins sur la Courlande, la Prusse polonaise et la ville de Dantzick; que les cours de France, de Prusse et de Suède couvaient de vastes projets dans le cas d'une vacance du trône de Pologne, et une infinité d'autres faussetés pareilles, que Sa Majesté a suffisamment démenties par la conduite pleine d'amitié et de modération qu'Elle a constamment observée envers la république de Pologne, et par le soin qu'elle a eu de ne point s'ingérer dans les affaires domestiques de la Pologne et de la Courlande, malgré l'exemple que lui en avaient donné d'autres puissances.

« Il serait ennuyeux de rapporter toutes les insinuations de cette nature répandues dans les correspondances des ministres saxons; il suffira d'en alléguer un trait remarquable contenu dans la dépêche du sieur Funk, du 6 décembre 1753 [3].

« Le comte de Brühl a été toujours fort exact à fournir souvent aux ministres saxons des matériaux pour de pareilles insinuations.

« C'est ainsi que, par les dépêches du 6 et du 13 février 1754 [4], il donne des avis aux ministres de Pétersbourg, des arrangements de commerce, de l'établissement des cours de monnaie et des armements en Prusse,

[1] Numéro XVI. — [2] Numéro XVII. — [3] Numéro XVIII. — [4] Numéro XIX.

en ajoutant la réflexion qu'on connaissait l'ambition du roi de Prusse, ses vues d'agrandissement sur la Prusse polonaise, et son projet de ruiner le commerce de Dantzick.

« Par la dépêche du 28 juillet 1754, il insinue un dessein du Roi sur la Courlande, puisque la gazette de Berlin avait annoncé la mort de Biren [1], et dans celle du 2 août [2], il prétend faire croire que la France et la Prusse travaillaient depuis longtemps la Porte Ottomane pour susciter une guerre à la Russie, et que, si elles y parvenaient, le roi de Prusse ne manquerait pas d'exécuter son dessein sur la Courlande.

« Dans la dépêche du premier décembre 1745 [3], le comte de Brühl fait parvenir en Russie le prétendu avis que le roi de Prusse, pour faire goûter son alliance à la cour de Danemarck, lui avait offert son assistance pour parvenir à la possession du duché de Holstein, sous prétexte que le grand-duc de Russie avait embrassé la religion grecque, qui n'était point tolérée dans l'Empire. C'est une chose à laquelle Sa Majesté n'a jamais pensé, et sur la fausseté de laquelle Elle peut hardiment provoquer le témoignage de la cour de Copenhague même.

« Le sieur de Funk écrivit au comte de Brühl, le 9 juillet 1755, que le sieur Gross, ministre de Russie à Dresde, rendrait un bon service à la cause commune, s'il mandait à sa cour que le roi de Prusse avait trouvé un canal en Courlande, par lequel il apprenait tous les secrets de la cour de Russie, et qu'on comptait faire bon usage d'un pareil visa auprès de l'Impératrice [4].

« Le comte de Brühl répondit, le 23 juillet, qu'il en avait informé le sieur Gross, qui ne manquerait pas d'agir en conséquence [5].

« Par le concours d'un si grand nombre de calomnies et d'impostures, on est enfin parvenu à surprendre la religion de l'impératrice de Russie, et à prévenir cette princesse contre le Roi, au point que, par le résultat des assemblées du sénat de Russie, tenues les 14 et 19 mai 1753, il fut établi, pour maxime fondamentale de cet empire, de s'opposer à tout agrandissement ultérieur du roi de Prusse, et de l'écraser par des forces supérieures, dès qu'il se présenterait une occasion favorable de réduire la Maison de Brandebourg à son premier état de modicité.

« Cette résolution fut renouvelée dans un grand conseil tenu au mois d'octobre 1755, et elle fut même étendue si loin, qu'on se détermina « à

[1] Numéro XX. — [2] Numéro XXI. — [3] Numéro XXII. — [4] Numéro XXIII. — [5] Numéro XXIV.

« attaquer le roi de Prusse, sans aucune discussion ultérieure, soit « que ce prince vînt à attaquer quelqu'un des alliés de la cour de « Russie, soit qu'il fût entamé par un des alliés de ladite cour[1]. »

« Pour juger de la joie que le comte de Brühl eut de cette résolution de la cour de Russie, et combien il était disposé d'y faire concourir la sienne, on rapportera les deux traits suivants. Dans la dépêche du 11 novembre 1755, il répond au sieur Funk :

« Les délibérations du Grand Conseil sont d'autant plus glorieuses « pour la Russie, qu'il ne saurait y avoir rien de plus profitable à la « cause commune que d'établir d'avance les moyens efficaces pour « ruiner la trop grande puissance de la Prusse et l'ambition non dou- « teuse de cette cour. »

« Dans la dépêche du 23 novembre 1755, il s'explique ainsi :

« Le résultat du grand conseil de Russie nous a donné une grande « satisfaction ; la communication confidentielle que la Russie veut « bien en faire mettra tous ses alliés, *comme aussi notre cour*, en « état d'entrer en explication sur les arrangements et les mesures à « prendre en conséquence. Mais on ne saurait vouloir du mal à la « Saxe, si, eu égard au pouvoir prépondérant de son voisin, elle pro- « cède avec la dernière précaution, et attend avant toute chose sa « sûreté de ses alliés et le secours des moyens pour agir. »

« La convention de neutralité de l'Allemagne, signée à Londres le 16 janvier, ayant détruit toutes les calomnies du comte de Brühl et ébranlé son système d'iniquité, il redoubla ses efforts en Russie pour empê- cher le rétablissement d'une bonne intelligence entre le Roi et la cour de Pétersbourg. Voici comment il s'en explique dans sa dépêche du 23 juin 1756 :

« La réconciliation entre les cours de Berlin et de Pétersbourg serait « l'événement le plus critique et le plus dangereux qui pourrait arriver ; « il faut espérer que la Russie ne prêtera pas l'oreille à des propositions « aussi odieuses, et que la cour de Vienne trouvera bien le moyen de « contrecarrer une aussi funeste union. »

« La cour de Vienne ayant parfaitement réussi à cet égard, et s'ima- ginant, après les nouvelles liaisons qu'elle a contractées dans le cou- rant de cette année, d'avoir attrapé le moment où elle pourrait en pleine liberté reprendre la Silésie, elle n'a pas perdu de temps pour prendre ses mesures en conséquence. Tout le monde sait les grands

[1] Numéro XXV.

armements par mer et par terre que la cour de Russie fit faire au mois d'avril, sans aucun but apparent, la cour d'Angleterre, qu'on voulut bien prendre pour prétexte, n'ayant point réclamé de secours. Peu de temps après, on vit la Bohême et la Moravie inondées de troupes, des camps assemblés, des magasins érigés, et tous les préparatifs d'une guerre prochaine.

« Ce n'est pas sur de simples soupçons ni sur de faux avis que le Roi a attribué ces armements à un concert secret fait contre ses États, et différé après pour certaines raisons jusqu'à l'année prochaine. Sa Majesté en a eu des indices qui approchent de la démonstration. En voici quelques échantillons :

« Le sieur Prasse, secrétaire d'ambassade de la cour de Saxe à Pétersbourg, écrivit au comte de Brühl, en date du 12 avril 1756 :

« On m'a chargé de marquer à Votre Excellence qu'on souhaiterait « beaucoup que, pour favoriser certaines vues, elle voulût bien faire « parvenir à Pétersbourg, par différents canaux, l'avis suivant : Que le « roi de Prusse envoyait, sous prétexte du commerce, des officiers et « ingénieurs déguisés en Ukraine, pour reconnaître le pays et pour « exciter une rébellion; que cet avis ne devait venir ni de la cour « de Saxe, ni par l'envoyé Gross, mais par main tierce, afin qu'on ne « s'aperçoive pas du concert, et qu'on avait donné la même commis- « sion à d'autres ministres, afin que cette nouvelle vienne de plus d'un « endroit; on m'a aussi requis d'en écrire au baron de Sack en Suède, « ce que je ne manquerai pas de faire, et l'on m'a assuré que le bien « de notre cour y était également intéressé, en ajoutant : Que le roi de « Prusse avait porté à la Saxe un coup dont elle se ressentirait pendant « cinquante ans; mais qu'on allait lui en porter un qu'il ressentirait « pendant cent ans. »

« Le comte de Brühl, toujours prêt à agir contre le Roi, et peu délicat sur le choix des moyens, promit, dans sa dépêche du 2 juin, de s'acquitter de cette commission [1]. Voilà donc le prétexte de la rupture tout trouvé.

« Le secrétaire Prasse écrit dans une autre dépêche du 10 mai :

« Étant allé voir un certain ministre, il me dit qu'il attendait avec « empressement l'effet de l'avis suggéré, et il me donna à entendre « qu'on ne balancerait pas longtemps à commencer une guerre contre « le roi de Prusse, pour mettre des bornes à la puissance d'un voisin si

[1] Numéro XXVI.

« incommode. Je pris la liberté de représenter que je ne voyais pas pour « l'amour de quel allié on voudrait faire une si puissante diversion, « surtout après la convention de neutralité signée entre les rois de « Prusse et d'Angleterre. Sur quoi l'on me répondit : Ces engagements « ne nous regardent en rien, nous allons notre chemin en suivant le « sens du traité de subsides; l'Impératrice ayant remis au Grand Con- « seil le soin d'exécuter le traité, on a trouvé à propos de prendre les « mesures les plus propres à la gloire de la couronne et à la sûreté de « nos alliés. Il ajouta que l'Impératrice, ayant donné au Grand Conseil « un pouvoir illimité de faire ce que les conjectures exigeraient, il en « avait profité pour attacher le grelot à la bête; c'était son expression.»

« Le même secrétaire marque, en date du 21 juin :

« Qu'à juger de la position présente des affaires à la cour de Russie, « celle-ci approuverait beaucoup les nouvelles liaisons de la cour de « Vienne avec la France; qu'elle pourrait même étendre ses engage- « ments avec la cour de Vienne, jusqu'à la soutenir dans ses entrepri- « ses contre la Prusse, dont on parlait publiquement à Pétersbourg; « que le comte Esterhazi négociait beaucoup, mais avec le dernier se- « cret. Il ajoute qu'il avait appris, par des personnes bien instruites, « que l'ordre de contremander les armements de mer et de terre pro- « venait de ce qu'on manquait également de bons officiers et de mate- « lots pour la marine, ainsi que de magasins et de fourrage pour les « troupes de terre. »

« Les avis de Vienne se combinent parfaitement avec ceux de Russie. Le comte de Flemming, ministre de Saxe à Vienne, écrit au comte de Brühl, le 12 de juin, en propres termes :

« Ayant mené le fil de mon entretien avec le comte de Kaunitz in- « sensiblement sur l'armement de la Russie, je lui en ai demandé la « raison, et, quoique ce ministre ne s'en soit pas clairement expliqué, « il n'a cependant pas contredit, quand je lui ai fait connaître qu'il sem- « blait que ces grands préparatifs se faisaient plutôt contre le roi de « Prusse que pour remplir les engagements envers l'Angleterre. Je fis, « là-dessus, entendre au comte de Kaunitz que je ne voyais pas trop « bien comment la Russie pourrait entretenir des armées si nombreu- « ses hors de ses frontières, si les subsides d'Angleterre devaient ces- « ser; qu'il fallait donc que l'Impératrice-Reine fût intentionnée de les « remplacer, sur quoi il me répondit qu'on ne regretterait point l'ar- « gent, pourvu qu'on le sût bien employer; c'étaient ses propres paro-

« les. Et, lorsque je lui fis remarquer qu'il serait à craindre que ce « prince, rusé et pénétrant, venant à pénétrer à cet égard un concert « avec cette cour-ci, ne tombât tout d'un coup sur elle, il me repartit « qu'il n'en était pas beaucoup en peine, qu'il trouverait à qui parler, « et qu'on était préparé à tout événement. »

« Dans la dépêche du 14 juillet, le comte de Flemming s'exprime ainsi :

« Le comte de Kayserling a reçu une lettre d'un certain ministre de « Russie, dans laquelle il règne tant d'obscurité, qu'on a de la peine « à juger des sentiments de sa cour sur la détermination qu'elle voudra « prendre dans la crise présente. Ladite lettre est datée du 15 de juin, « et elle renferme en substance qu'il n'aurait pas manqué de le mettre « au fait de la connexion des affaires présentes, si le grand secret « qu'on était convenu de garder ne l'en empêchait et ne lui imposait la « loi de se servir d'un style aussi laconique que mystérieux ; qu'il n'é- « tait point surpris que lui, Kayserling, voyait devant ses yeux un chaos « qu'il ne savait point débrouiller; mais que, pour le présent, il ne pou- « vait que le renvoyer au proverbe *sapienti sat*, se flattant que lui, aussi « bien que Kaunitz, pourraient mettre fin à leur retenue; que le traité « de l'Angleterre avec la Prusse avait fait une grande altération dans « les affaires, et que, comme la correspondance entre l'Angleterre et « la Prusse continuait son train, il devait être sur ses gardes avec M. de « Keith. »

« Les dépêches du comte de Flemming sont remplies d'un grand nombre de traits pareils. Il rapporte, entre autres, que le comte de Kayserling avait reçu ordre de n'épargner ni peines ni argent, pour parvenir à une connaissance exacte de l'état des revenus de la cour de Vienne, et il assure que celle-ci avait fait passer un million de florins à Pétersbourg. Il témoigne fort souvent être lui-même persuadé du concert établi entre les deux cours de Vienne et de Russie ; que celle-ci, pour masquer d'autant mieux les véritables raisons de son armement, le faisait sous le prétexte apparent de se trouver par là en état de satisfaire à ses engagements contractés avec l'Angleterre, et, quand tous les préparatifs seraient achevés, de tomber inopinément sur le roi de Prusse[1]. Cette persuasion règne dans toutes ses dépêches, et l'on a lieu de s'en rapporter à un ministre aussi éclairé, aussi bien instruit et aussi à portée de l'être.

[1] Numéro XXVII.

« En combinant toutes ces circonstances, le traité de Pétersbourg, qui autorise la cour de Vienne à reprendre la Silésie, dès qu'il y a une guerre entre la Prusse et la Russie ; la résolution solennellement prise en Russie d'entamer le Roi à la première occasion, soit qu'il fût l'agresseur ou qu'il fût attaqué ; les armements des deux cours impériales dans un temps où ni l'une ni l'autre n'avait aucun ennemi à craindre, mais où les conjonctures paraissaient favoriser les vues de la cour de Vienne sur la Silésie ; l'aveu formel des ministres de Russie, que ces armements étaient destinés contre le Roi ; l'aveu tacite du comte de Kaunitz, l'empressement des ministres russes de se procurer un prétexte pour accuser le Roi d'avoir voulu susciter une rébellion en Ukraine : en combinant, dis-je, toutes ces circonstances, il en résulte une espèce de démonstration d'un concert secret pris contre le Roi, et le public impartial jugera si Sa Majesté, informée de longue main de toutes ces particularités, a pu refuser toute créance aux avis positifs qui Lui sont venus de bonne part d'un concert pareil, et si, par conséquent, Elle n'a pas eu de raison de demander à la cour de Vienne des explications et des assurances amicales sur l'objet de ses armements.

« Au lieu de répondre, par un juste retour, à cette façon d'agir également pleine d'amitié et de franchise, l'Impératrice-Reine a trouvé à propos de fortifier les justes soupçons du Roi, par une réponse aussi sèche que captieuse et obscure, en disant au sieur de Klinggraff « qu'elle avait pris ses mesures pour sa sûreté et pour celle de ses « alliés et amis. »

« On ne comprend rien à ce prétendu danger ; l'Impératrice-Reine n'avait rien à craindre pour elle-même, surtout après sa nouvelle alliance avec une des plus respectables puissances de l'Europe ; et il n'y avait aucun de ses alliés qui eût besoin de son secours : mais l'énigme disparaît, quand on rapporte à cette réponse les circonstances sus-alléguées, et surtout l'article secret de l'alliance de Pétersbourg, en vertu duquel l'Impératrice-Reine se croit en droit de revendiquer la Silésie toutes les fois que le Roi serait en guerre avec un de ses alliés. C'est en vain qu'on opposerait que cette alliance ne portait que sur la défensive.

« Le pas n'est pas difficile de la défensive à l'offensive, quand deux alliés se prêtent mutuellement les prétextes de la guerre, et que la partie auxiliaire croit pouvoir faire des conquêtes sur l'ennemi de la partie belligérante. Le prétexte qu'on a recherché fait d'ailleurs voir suffisamment de quelle façon on a voulu interpréter l'offensive.

« Enfin, on est à même de montrer au public le véritable but de cette réponse, par les propres paroles du comte de Kaunitz, rapportées dans une dépêche fort intéressante du comte de Flemming, du 28 juillet. Cette dépêche, qui se trouve *in extenso* parmi les pièces justificatives [1], met le système de la cour de Vienne dans tout son jour. Le comte de Flemming, après avoir détaillé le récit que le comte de Kaunitz lui avait fait de la déclaration du sieur de Klinggraff, continue ainsi :

« Ce ministre m'a ajouté, qu'étant allé immédiatement après à Schœn-
« brunn, il avait, chemin faisant, réfléchi sur la réponse qu'il conseille-
« rait à sa souveraine de donner à M. de Klinggraff; et qu'ayant cru
« entrevoir que le roi de Prusse avait deux objets en vue, qu'on voulait
« également éviter ici, savoir, d'en venir à des pourparlers et éclaircis-
« sements qui pourraient d'abord causer une suspension des mesures
« qu'on jugeait nécessaire de continuer avec vigueur; et, en second lieu,
« d'amener les choses plus loin, et à d'autres propositions et engage-
« ments plus essentiels, il avait jugé que la réponse devait être d'une
« nature qui éludât entièrement la question du roi de Prusse, et qui, en
« ne laissant plus lieu à des explications ultérieures, fût en même temps
« ferme et polie, sans être susceptible d'aucune interprétation ni sinistre
« ni favorable. Qu'en conformité de cette idée, il lui avait paru suffire
« que l'Impératrice se contentât de répondre simplement, que, dans la
« forte crise générale où se trouvait l'Europe, il était de son devoir et
« de la dignité de sa couronne de prendre des mesures suffisantes
« pour sa propre sûreté, aussi bien que pour celle de ses amis et al-
« liés. »

« On voit clairement par là que le comte de Kaunitz, en dictant à sa souveraine la réponse susmentionnée, s'est proposé de fermer la porte à toute voie d'éclaircissement et de conciliation, et de poursuivre en même temps les préparatifs de ses desseins dangereux, dans l'attente que le Roi, poussé à bout, ferait quelque démarche dont il pourrait se servir pour le faire passer pour agresseur.

« Sa Majesté, sans se laisser rebuter par le mauvais succès de sa première démarche, et ne voulant rien oublier pour conserver la paix, a fait réitérer encore deux fois ses instances auprès de la cour de Vienne, pour avoir simplement une assurance qu'Elle ne serait point attaquée; mais, sur la seconde proposition, ladite cour a éludé cette demande, en

[1] Numéro XXVIII.

se contentant de nier l'existence du concert contre Sa Majesté; et, à la troisième réquisition, elle a entièrement refusé toute explication ultérieure.

« Ce refus constant de se prêter à une assurance aussi innocente, donne le dernier degré d'évidence à la réalité des desseins dangereux de la cour de Vienne; et Sa Majesté, ne pouvant plus avoir le moindre doute là-dessus, s'est vue forcée de prendre le seul parti qui Lui restait, pour prévenir les dangers dont elle était menacée, en allant au-devant d'un ennemi irréconciliable qui avait juré sa perte.

« Le public impartial décidera lequel des deux doit être censé l'agresseur; celui qui prépare tous les moyens pour écraser son voisin, ou celui qui, voyant le bras levé sur sa tête pour lui porter les coups les plus dangereux, tâche de les parer en les portant dans le sein de son ennemi.

« La conduite du Roi envers la cour de Saxe est fondée sur le même principe d'une nécessité indispensable, de pourvoir à sa propre sûreté contre les desseins les plus dangereux.

« Dès le commencement des troubles qui viennent de s'élever, le comte de Brühl a pris le rôle dont il était convenu depuis longtemps avec les alliés de sa cour, en empruntant le masque de la neutralité; mais, en attendant qu'il pût se montrer à visage découvert, il n'a pas laissé d'entrer d'abord personnellement dans le dernier concert formé contre Sa Majesté. On n'en saurait donner de preuve plus forte qu'en répétant ici ce qu'on a détaillé ci-dessus, que ce ministre n'a pas balancé de prêter son ministère pour répandre la calomnie d'une révolte que le Roi voulait exciter en Ukraine.

« Le trait suivant répandra encore plus de jour sur le système que le comte de Brühl s'est proposé de suivre dans la présente guerre. Le comte de Flemming ayant discuté, dans une de ses dépêches, s'il convenait mieux aux intérêts de la Saxe que la Silésie restât entre les mains du Roi, ou qu'elle retournât à la cour de Vienne, le comte de Brülh lui répondit, le 26 juillet 1756:

« Je ne fais qu'une seule remarque sur le doute où vous paraissez « être, s'il nous serait plus avantageux que le roi de Prusse restât dans « la tranquille possession de la Silésie, ou de voir retourner cette pro- « vince à la maison d'Autriche, sans que nous pussions profiter d'une « partie de cette acquisition. Je conviens d'abord que les succès que la « cour impériale pourrait avoir ne la rendront pas d'abord plus facile

« et accommodante envers nous; mais du moins nous ne courrons pas
« avec elle les risques que l'expérience fâcheuse nous a appris à crain-
« dre de la part de la Prusse et de sa grande puissance, tant pour la
« Saxe qu'à l'égard de la Pologne. Aussi ne désespéré-je point que
« nous ne puissions profiter des événements favorables qui se présen-
« teront peut-être dans la suite, et pour lesquels nous ne manquons
« point de ménager surtout l'amitié de la Russie. »

« Le comte de Brühl n'a point perdu de temps à arranger son système de neutralité en conséquence de pareils principes.

« Ce premier ministre écrivit au comte de Flemming, le 1er juillet, par conséquent deux mois avant que l'armée du Roi se fût mise en marche :

« Qu'il devait proposer à la cour de Vienne de prendre des mesures
« contre le passage de l'armée prussienne par la Saxe, en rassemblant
« une armée dans les cercles de Bohême limitrophes de cet électorat,
« et de donner des ordres au maréchal de Braun de se concerter secrè-
« tement avec le maréchal comte de Rutowski [1]. »

« Le comte de Flemming répondit à cela, le 7 juillet :

« Que le comte de Kaunitz l'avait assuré qu'on nommerait incessam-
« ment les généraux qui devaient commander, après quoi l'on en dési-
« gnerait aussi un qui aurait à se concerter avec le comte de Rutowski;
« que ce ministre avait ajouté que la cour de Saxe ne devait laisser
« remarquer aucun embarras ni inquiétude, mais tenir plutôt bonne
« contenance, en se préparant sous main à tout événement, comme il
« apprenait avec plaisir que le roi de Pologne y avait déjà songé, en
« donnant des ordres en conséquence au susdit comte Rutowski. »

« On peut juger de ce concert par le conseil que le comte de Flemming donne au comte de Brühl, dans sa dépêche du 14 juillet :

« D'accorder le passage aux troupes prussiennes, et de prendre après
« cela les mesures qui conviendraient le mieux. »

« Selon une dépêche du comte de Flemming, du 18 août, l'Impératrice-Reine s'est ouverte envers ce ministre dans les termes suivants :

« Qu'elle ne désirait pour le présent rien du roi de Pologne, com-
« prenant fort bien la délicatesse de sa situation; qu'elle espérait ce-
« pendant qu'il se mettrait en attendant en bonne posture, pour être
« préparé à tout événement; et que Sa Majesté, dans la suite du

[1] Numéro XXIX.

« temps, en cas qu'il arrivât quelque éclat entre Elle et le roi de Prusse, « ne se refuserait pas, dans le besoin, à concourir aux mesures néces- « saires pour leur sûreté mutuelle. »

« On n'a qu'à repasser succinctement tous les faits qu'on vient d'exposer pour se former un tableau fidèle de la conduite de la cour de Saxe envers le Roi, et pour juger de la justice de celle que Sa Majesté tient actuellement à l'égard de cette cour.

« La cour de Dresde a eu part à tous les desseins dangereux qu'on a formés contre le Roi; ses ministres en ont été les auteurs et les principaux promoteurs, et, si elle n'a pas formellement accédé au traité de Pétersbourg, elle est pourtant convenue avec ses alliés de n'attendre, pour y concourir effectivement, que le moment où les forces du Roi seraient affaiblies et partagées, et qu'elle pourrait lever le masque sans danger.

« Sa Majesté polonaise a adopté pour principe que toute guerre entre le Roi et un de ses alliés lui fournissait un titre de faire des conquêtes sur Sa Majesté; et c'est en conséquence qu'elle a cru pouvoir partager en pleine paix les États de son voisin.

« Les ministres saxons ont sonné le tocsin contre le Roi dans toute l'Europe, et ils n'ont épargné ni calomnies, ni mensonges, ni insinuations sinistres, pour augmenter le nombre de ses ennemis.

« Le comte de Brühl est entré expressément dans le dernier complot de la cour de Vienne, par le bruit injurieux qu'il s'est chargé de répandre, et l'on a fait voir qu'il existe déjà un concert secret entre les cours de Vienne et de Saxe, d'après lequel la dernière a voulu laisser passer l'armée du Roi, pour agir ensuite selon les événements, soit en se joignant à ses ennemis, soit en faisant une diversion dans ses États dégarnis de troupes.

« Voilà la situation dans laquelle le Roi s'est trouvé vis-à-vis de la cour de Saxe, en voulant marcher vers la Bohême, pour prévenir le danger qui lui était préparé. Sa Majesté n'a donc pu s'abandonner à la discrétion d'une cour dont Elle a connu toute la mauvaise volonté; mais Elle s'est vue forcée de prendre les mesures que la prudence et la sûreté de ses États ont exigées et auxquelles Elle s'est trouvée autorisée par la conduite de la cour de Saxe à son égard. »

Numéro I. *Traité de partage éventuel (du 18 mai 1745).*

L'expérience n'ayant que trop fait connaître à quel point le roi de Prusse pousse ses mauvaises intentions pour troubler le repos de ses voisins, et ce prince ayant, d'un côté et réitérativement envahi et dévasté les États de Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême, et inquiété, de l'autre, Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, par plusieurs menaces, préparatifs de guerre et passages violents, sans qu'on en ait pu obtenir la satisfaction due pour le passé, ni sûreté suffisante pour l'avenir, il a été considéré que ce double but ne saurait être obtenu, tant que ledit voisin redoutable ne sera pas resserré dans des bornes étroites. C'est pourquoi, Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, comme allié auxiliaire, et Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême, comme partie attaquée et belligérante, sont convenus, par le présent acte séparé et secret, d'employer leurs efforts communs, non-seulement à pleinement remplir l'acte passé entre Leurs Majestés, le 6 (13) mai 1744, et les mesures concertées sur les engagements pris par leur traité d'alliance conclu le 8 janvier 1745 avec les puissances maritimes, mais encore de ne pas poser ni l'une ni l'autre bas les armes, qu'outre la conquête de toute la Silésie et de la comté de Glatz, on n'ait encore plus étroitement réduit le roi de Prusse.

Et, pour qu'on se soit entendu ensemble d'avance sur le partage des conquêtes à faire, pendant que le huitième article dudit traité de Varsovie n'établit qu'en gros que Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, doit participer aux avantages par des convenances, il a paru nécessaire de distinguer les cas qui pourraient arriver dans la suite et de s'entendre sur chacun d'eux.

Supposez donc qu'outre la réacquisition de toute la Silésie et le comté de Glatz, on parvînt à conquérir sur ledit roi le duché de Magdebourg, le cercle de Saal, y compris la principauté de Crossen avec le cercle de Zullichau y appartenant, et les fiefs de Bohême possédés par ce roi et situés dans la Lusace, nommément Cotbus, Peitz, Storkau, Beeskau, Sommerfeld et d'autres endroits et districts qui y appartiennent : en ce cas, toute la Silésie et le comté de Glatz, à Schwibus près, devront revenir à Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême, laquelle cède en échange tout le reste qu'on vient d'énoncer, avec le district de Schwibus appartenant d'ailleurs à la Silésie, à Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe.

Supposez, au contraire, qu'outre la réacquisition de toute la Silésie et du comté de Glatz, on ne parvînt à conquérir sur l'agresseur que le cercle de Saal, la principauté de Crossen avec le cercle de Zullichau et les sus-nommés fiefs de Bohême lui appartenant en Lusace; alors, Sa Majesté polonaise, électeur de Saxe, se contentera de ce dernier partage et du district de Schwibus, en laissant pareillement à Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême toute la Silésie et le comté de Glatz, à Schwibus près. Mais, supposez enfin que, contre toute attente, et nonobstant les efforts communs susdits, on ne parvînt qu'à conquérir, outre le comté de Glatz, toute la Silésie, de même que la principauté de Crossen avec le cercle de Zullichau et les susdits fiefs de Bohême, possédés par ledit roi en Lusace : en ce cas, Sa Majesté polonaise aura, outre la principauté, le cercle et les fiefs qu'on vient de nommer, le district de Schwibus, appartenant autrement à la Silésie.

Et, pour que Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, soit d'autant plus assuré, du moins et pour le pis aller, de ces dernières acquisitions, Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême s'engage, de la manière la plus forte et la plus solennelle, que Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, doit avoir précisément les mêmes sûretés pour ces nouvelles acquisitions, qu'Elle aura ou pourra avoir pour la réacquisition de ses anciens États patrimoniaux, c'est-à-dire la Silésie et le comté de Glatz; de sorte que tout doit aller à pas égaux, et qu'Elle ne saurait se prévaloir plutôt de la possession de toute la Silésie, que lorsque Sa Majesté le roi de Pologne se trouvera pareillement dans la possession de sa quote-part aux conquêtes.

A cette fin, les troupes saxonnes de Sa Majesté polonaise resteront dans la Silésie reconquise, jusqu'à ce que sa quote-part soit effectuée, du moins selon le dernier des cas ci-dessus énoncés.

Après quoi, les hauts contractants se garantiront réciproquement, pour eux et pour leurs héritiers et successeurs à perpétuité, tout ce qu'à l'un et à l'autre sera tombé en partage, en tâchant d'en obtenir aussi la garantie de leurs alliés.

En foi de quoi Leurs Majestés ont signé, chacune de sa propre main, un exemplaire de la même teneur de cet acte séparé et secret, pour être échangé l'un contre l'autre, et y ont fait apposer leurs sceaux royaux.

Fait à Leipzick, ce 18 mai 1745.

AUGUSTE, *roi*.

(L. S.)

N. II. *Traduction du quatrième article séparé et secret du traité de Pétersbourg, du 22 mai 1746.*

Sa Majesté l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême déclare qu'Elle observera religieusement et de bonne foi le traité de paix conclu entre Elle et Sa Majesté le roi de Prusse, à Dresde, le 25 décembre 1745; et qu'Elle ne sera point la première à se départir de la renonciation qu'Elle a faite de ses droits sur la partie cédée du duché de Silésie et de la comté de Glatz.

Mais si, contre toute attente et les vœux communs, le roi de Prusse fut le premier à s'écarter de cette paix, en attaquant hostilement, soit Sa Majesté l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême, ou ses héritiers et ses successeurs, soit Sa Majesté l'impératrice de Russie ou bien la république de Pologne; dans tous lesquels cas, les droits de Sa Majesté l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême sur la partie cédée de la Silésie et la comté de Glatz; par conséquent aussi les garanties renouvelées dans le second et troisième article, de la part de Sa Majesté l'impératrice de Russie, auraient de nouveau lieu et reprendraient leur plénier effet, ; les deux hautes parties contractantes sont convenues expressément que, dans ce cas inespéré, mais pas plus tôt, ladite garantie sera remplie entièrement et sans perte de temps, et elles se promettent solennellement que, pour détourner le danger commun d'une pareille agression hostile, elles uniront leurs conseils, qu'elles enjoindront la même confidence réciproque à leurs ministres dans les cours étrangères, qu'elles se communiqueront confidemment ce que, de part ou d'autre, on pourrait apprendre des desseins de l'ennemi; et enfin Sa Majesté l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême tiendra prêt, en Bohême et en Moravie, et dans les comtés adjacentes de Hongrie, un corps de vingt mille hommes d'infanterie et de dix mille hommes de cavalerie, et que Sa Majesté l'impératrice de Russie tiendra prêt un corps pareil en Livonie, Esthonie et autres provinces voisines, de façon qu'en cas d'une attaque hostile de la part de la Prusse, soit contre l'une, soit contre l'autre partie, ces trente mille hommes pourront et devront aller au secours de la partie attaquée, en deux, ou tout au plus en trois mois, à compter du jour de la réquisition faite.

Mais, comme il est facile à prévoir que soixante mille hommes ne suffiront pas pour détourner une pareille attaque, pour recouvrer les provinces cédées par la paix de Dresde, et pour assurer en même temps la tranquillité générale pour l'avenir, les deux parties contractantes sont

en outre engagées d'employer pour cet effet, le cas existant, non-seulement trente mille hommes, mais même le double, savoir : soixante mille hommes de chaque côté, et d'assembler ce corps avec autant de célérité que la distance des provinces les moins éloignées le permettra. Les troupes de Sa Majesté impériale de toutes les Russies seront employées par terre ou par mer, selon ce qui sera trouvé le plus convenable ; mais celles de l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême ne seront employées que sur terre ; chaque partie commencera à faire du côté de ses propres États une diversion dans ceux du roi de Prusse, mais ensuite on tâchera de se joindre et de poursuivre les opérations conjointement ; mais, avant que cette jonction se fasse, il se trouvera un général, de part et d'autre, dans les deux armées respectives, tant pour concerter les opérations que pour en être témoin oculaire et pour se communiquer, par ce canal, les avis qu'on aura à se donner.

Sa Majesté l'impératrice de Russie, en promettant un si puissant secours à Sa Majesté l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême, n'a aucun dessein de faire des conquêtes à cette occasion ; mais, comme Elle veut bien faire agir son corps de soixante mille hommes, tant par mer que par terre, et que l'équipement d'une flotte causerait des dépenses considérables, de sorte qu'en partageant ainsi les forces de l'ennemi, on aurait lieu de regarder le corps russe comme fort excédant le nombre de soixante mille hommes, Sa Majesté l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême s'engage et promet que, pour témoigner d'autant plus efficacement sa reconnaissance, elle payera à Sa Majesté l'impératrice de Russie la somme de deux millions de florins du Rhin dans un an, à compter du jour qu'elle aura la Silésie en son pouvoir, sans pouvoir en décourter quelque chose, sous titre de ce qu'on aura tiré du pays ennemi.

Ce quatrième article séparé et secret aura la même force que s'il était inséré mot pour mot au corps du traité défensif, et doit être ratifié en même temps. En foi de quoi les ministres sus-mentionnés y ont apposé leur signature et cachet. Fait à Saint-Pétersbourg, le 22 mai 1746.

(L. S.)	(L. S.)
ALEXY comte BESTUCHEFF RUMIN.	JEAN FRANÇOIS DE PRETLACK.
(L. S.)	NICOLAUS SEBASTIN, *noble de Hohenholzt.*

N. III. *Résolutions et instructions pour le comte de Vicedom et le sieur de Pezold à Saint-Pétersbourg.*

Rapport circonstancié ayant été dûment fait au Roi, du contenu des dernières dépêches du 18, 19 et 23 d'avril de son conseiller privé et ministre plénipotentiaire à la cour impériale de Russie, le comte de Vicedom, et de son résident à la même cour, le conseiller privé d'ambassade, sieur de Pezold, apportées ici de Pétersbourg par le courrier Consoli, le 6 décembre, et Sa Majesté y ayant surtout pris en considération l'affaire d'accession que lui demandent avec instance les deux cours impériales, à leur nouveau traité d'alliance défensive, et à ses articles séparés et secrets, signés à Pétersbourg le 22 mai 1746, et ratifiés ensuite de part et d'autre, Sa Majesté a trouvé bon de faire pourvoir là-dessus ses susdits deux ministres en Russie, des points de résolution et d'instruction suivants, qui leur doivent servir de règle pour y diriger leur négociation et conduite dans cette affaire aussi importante que délicate.

1. Sur ce que le grand-chancelier de Russie leur a fait connaître, et l'a fait témoigner aussi par son frère le grand-maréchal ici, que les deux cours impériales seraient bien aises que l'affaire de l'accession du Roi se traitât et conclût préférablement à Pétersbourg, comme à l'endroit où le traité d'alliance défensive, renouvelé entre elles, dont il s'agit, a été négocié, conclu et signé, Sa Majesté, pour y complaire, fait pourvoir à cet effet le comte de Vicedom et le sieur de Pezold du ci-joint plein pouvoir avec la clause de *samt und sonders*, afin qu'en cas d'absence, d'indisposition ou d'autre empêchement de l'un, l'autre puisse continuer la négociation, en communiquant néanmoins ensemble et agissant dans un parfait concert.

2. Ils feront valoir cet empressement du Roi auprès du grand-chancelier et de l'ambassadeur Pretlack, comme une preuve certaine du penchant d'attachement sincère de Sa Majesté pour les deux impératrices, préférablement à toutes autres considérations qui pourraient l'engager à aller plus bride en main, dans une affaire de cette étendue et conséquence.

3. Le résident Pezold, connaissant le mieux ce qui s'est passé, il y a près de deux ans, entre les deux cours, lorsque le Roi se trouva dans le cas de nécessité de réclamer les secours de la Russie, en vertu de leur traité d'alliance défensive renouvelé contre le roi de Prusse,

et ledit résident ayant été témoin oculaire de l'indifférence, lenteur et insuffisance avec lesquelles on répondit à la cour de Pétersbourg aux réquisitions réitérées de Sa Majesté, procédé auquel la Saxe doit principalement attribuer ses derniers malheurs, il fera bien d'en faire souvenir en particulier le grand-chancelier, comte de Bestucheff, non pas tant sur le pied de reproches à lui en faire, mais plutôt sur un pied de réflexions confidentielles, et pour le faire convenir que c'est une résolution bien généreuse du Roi de se prêter si promptement aux désirs des deux cours impériales, et qu'après ce qui lui est arrivé en dernier lieu avec celle de Russie, il n'y a que la grande confiance que Sa Majesté met en lui, grand-chancelier, et dans son présent crédit et pouvoir, qui ait pu La déterminer si tôt pour l'accession, dans l'espérance que ce ministre principal songera à réparer le passé, en prenant de loin assez bien ses mesures, pour qu'à l'avenir le Roi soit, en cas de besoin, non-seulement secouru à temps et suffisamment, mais qu'aussi Sa Majesté, dans les occasions d'une assistance réciproque, trouve son compte, dédommagement et avantage réel.

4. Quant au traité principal des deux cours impériales, le Roi est tout disposé d'y accéder sans autre restriction que celle du nombre des troupes qu'elles s'y sont stipulé réciproquement pour les cas ordinaires d'un secours à prêter, et il est nécessaire que les plénipotentiaires de Sa Majesté proposent et insistent à ce que son assistance soit réglée dans l'acte d'accession sur le double du secours promis de l'électorat de Saxe, d'autant plus que la cour de Vienne envoie au Roi et entretient à ses propres frais, dans tous les cas, les secours réciproques de six et douze mille hommes.

5. Après que le comte de Vicedom et le sieur de Pezold en seront d'accord avec les ministres des deux cours contractantes, ils procèderont aussi à traiter sur l'accession du Roi aux six articles séparés, dont cinq sont secrets, et qui demandent beaucoup plus de réflexions et d'ajustement pour les convenances du Roi.

6. Comme cependant Sa Majesté, par inclination et zèle pour l'intérêt commun et pour le bien public, n'est pas éloignée de s'y joindre aussi au possible et à proportion de ses forces, ses plénipotentiaires prendront un soin particulier de s'expliquer là-dessus plus spécialement avec ceux des deux cours impériales, afin que leurs demandes et la condescendance du Roi à chaque article soient combinées aux intérêts de Sa Majesté.

7. Y ayant parmi les articles des points d'engagement qui ne regardent proprement que les deux cours impériales, principalement contractantes, ils tâcheront d'obtenir que le Roi en soit dispensé, ou qu'ils soient tempérés pour Sa Majesté, comme aussi que toute guerre future entre l'Italie soit exceptée, ainsi qu'elle l'est déjà dans le traité avec la cour de Vienne.

8. Le premier et le quatrième des articles secrets étant les plus difficiles et onéreux, si le Roi y accède dans leur sens et étendue, les deux cours impériales ne sauraient trouver à redire que Sa Majesté demande, outre plus de proportion dans les engagements, qu'ils renferment des conditions et avantages réciproques.

9. A l'égard du premier article secret, qui concerne la garantie des possessions du grand-duc de Russie, comme duc de Holstein Sleswick et de sa maison ducale, l'impératrice de Russie voudra bien considérer les grands ménagements que le Roi a à garder pour la cour de Danemarck, à cause de son parentage et droit de succession éventuelle; et ainsi ladite souveraine, aussi bien que l'Impératrice-Reine et l'Empereur, son époux même, ne refuseront pas en échange, au Roi et à postérité, la garantie de la succession due avec le temps à un prince de la Maison électorale de Saxe sur le trône de Danemarck.

10. Pour ce qui est enfin du quatrième article secret, qui regarde des mesures éventuelles et plus fortes contre une nouvelle attaque soudaine et inopinée du roi de Prusse, le Roi reconnait en cela la sage prévoyance des deux impératrices, en songeant de loin à se concerter et s'entr'aider avec force, si, contre meilleure attente, et malgré la plus scrupuleuse attention de leur part pour l'observation de leurs traités avec ledit prince, celui-ci se portait à envahir les États de l'une ou de l'autre, et le Roi est assez porté à concourir en ce cas aux mêmes mesures; mais, comme il est le plus exposé au ressentiment d'un voisin si redoutable et inquiet, témoin la triste expérience que Sa Majesté en a eue en dernier lieu, Leurs Majestés impériales ne pourront pas trouver étrange que le Roi, avant d'entrer dans un pareil engagement nouveau, éventuel et étendu, prenne mieux ses précautions, tant pour sa sûreté et défense mutuelle que pour en être dédommagé et récompensé à proportion de ses efforts et progrès contre un tel agresseur.

11. A cette fin, le comte de Vicedom et le sieur de Pezold demanderont aux ministres plénipotentiaires impériaux, 1° quel nombre de

troupes leurs souveraines désirent, pour tel cas, du Roi, et lui offrent en échange pour l'assister de part et d'autre; et 2° que ce secours désiré du Roi ne soit pas disproportionné aux forces de son armée; 3° que les deux cours impériales en promettent le double au Roi; 4° que les deux impératrices s'engagent à tenir chacune pour le moins un tel corps de leurs troupes en état mobile et prêt à marcher au secours de Sa Majesté, d'un côté sur les frontières de Prusse et de l'autre en Bohême; qu'elles s'obligent à faire participer le Roi des prisonniers, dépouilles et conquêtes qu'elles feront ensemble ou séparément sur l'agresseur, et par là ennemi commun.

12. Par rapport à ce dernier point et partage de conquêtes à faire, les ministres plénipotentiaires du Roi auront à demander au ministre de Russie les offres de sa souveraine et à déclarer, relativement à l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême, qu'en tout cas, et si cette princesse, de nouveau attaquée par le roi de Prusse, parvenait à reconquérir non-seulement la Silésie et le comté de Glatz, mais aussi à resserrer cet agrésseur dans des bornes plus étroites; le roi de Pologne, comme électeur de Saxe, s'en tiendrait au partage stipulé entre elle et Sa Majesté, par la convention signée à Leipzick, le 18 mai 1745, dont le résident Pezold a reçu la copie par une lettre ministérielle du 14 novembre de la même année, excepté le troisième degré de partage y défini, dont Sa Majesté ne saurait se contenter, puisque, en cas que l'Impératrice-Reine ne pût parvenir qu'à conquérir, outre le comté de Glatz, toute la Silésie, de même que la principauté de Crossen avec le cercle de Züllichau et les fiefs de Bohême possédés par le roi de Prusse en Lusace, il faudrait accorder éventuellement au Roi, électeur de Saxe, une part plus considérable à ces conquêtes que ladite principauté, le cercle et les fiefs; sur quoi, Sa Majesté attendra les offres de la cour de Vienne, et y fera négocier par le comte de Loss, souhaitant seulement que celle de Russie s'emploie à faire obtenir pour ce cas de l'Impératrice-Reine un meilleur partage au Roi, et en assure et garantisse ensuite à celui-ci l'acquisition.

13. Sur ce que dessus le comte de Vicedom et le sieur de Pezold prendront tout *ad referendum*, et ne concluront rien, avant que sur leurs rapports ils y soient autorisés par des ordres et résolutions finales du Roi.

14. Le reste est remis à leur prudence, dextérité et zèle pour le service et les intérêts et la gloire de Sa Majesté, qui les assure de sa pro-

tection et de ses bonnes grâces, lorsqu'ils s'appliqueront à remplir avec toute l'exactitude dont ils sont capables les points de cette instruction. Écrit à Dresde, ce 23 mai 1747.

AUGUSTE, roi.

(L. S.)

C. DE BR.

DE WALTHER.

N. IV. *Traduction du mémoire présenté par les ministres de Saxe à Pétersbourg, le 14 (25) septembre 1747.*

Dans la conférence tenue avec nous soussignés, les 8 et 19 du courant, nous avons à la vérité déjà produit nos pleins pouvoirs, aussi bien que les déclarations et conditions sous lesquelles Sa Majesté le roi de Pologne, notre gracieux maître, comme électeur de Saxe, est prêt d'accéder au traité d'alliance défensive conclu entre les deux cours impériales à Pétersbourg, le 22 mai 1745, aussi bien qu'aux articles secrets et séparés du même traité, selon les ordres et instructions que nous avons reçus là-dessus.

Mais, comme Leurs Excellences messieurs les ministres des deux cours impériales, autorisés pour conférer avec nous, ont souhaité de recevoir de nous quelque chose par écrit, nous n'avons pas voulu manquer de récapituler ce qui suit :

1. Sa Majesté polonaise reconnaît avec autant de gratitude que d'empressement l'amitié que les deux cours impériales ont voulu lui témoigner, en lui faisant communiquer ledit traité avec les articles séparés et secrets, et en la faisant inviter d'y accéder; mais Elle se flatte en même temps qu'ayant tant de raisons importantes de s'abstenir, dans la crise présente, de tous nouveaux engagements, les deux hautes parties contractantes regarderont la facilité, que Sa Majesté témoigne dans cette occasion, comme une nouvelle marque de son amitié sincère et de sa parfaite confiance, et qu'elles en seront d'autant plus portées à régler ladite accession sur un pied que Sa Majesté soit non-seulement secourue sans perte de temps et suffisamment dans le cas existant, mais qu'elle puisse aussi jouir d'un dédommagement convenable et d'avantages réels pour sa concurrence réciproque et réelle.

2. Dans cette confiance, Sa Majesté est prête d'accéder purement au corps du traité, en y ajoutant la seule restriction, qu'en retour du nombre de troupes auxiliaires que Sa Majesté, comme électeur de Saxe, s'obligera de fournir, les deux cours impériales lui stipulent le double, selon l'exemple des engagements qui subsistent déjà entre elles et Sa Majesté l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême. Pour ce qui regarde le nombre même des troupes auxiliaires à fournir par notre cour, nous avons ordre d'attendre là-dessus les premières ouvertures des deux hautes parties contractantes. Cependant nous croyons, vu que le secours qu'on aurait à se fournir dans les cas ordinaires, sur lesquels roule le corps du traité, est déjà déterminé par les traités que Sa Majesté a déjà avec les deux cours, qu'on pourrait s'y tenir aussi dans la présente accession et se contenter de faire servir celle-ci à la confirmation des engagements précédents.

3. Les circonstances étant fort différentes à l'égard des articles séparés et secrets, dont le premier et le quatrième méritent surtout une attention beaucoup plus sérieuse, nous sommes instruits par rapport au premier article, qui regarde la garantie des possessions présentes de Son Altesse Impériale le grand-duc de Russie, comme duc de Holstein-Sleswig, en Allemagne, de représenter les grands ménagements que Sa Majesté est obligée de garder envers la cour de Danemarck en considératoin des liens du sang et de la succession éventuelle qui lui compète, et de proposer par cette raison, qu'en retour de ladite garantie dont Sa Majesté doit se charger, on lui accorde la garantie des deux hautes parties contractantes, aussi bien que de l'Empereur sur le susmentionné droit de succession éventuelle au trône de Danemarck, et qu'on reconnaisse en attendant ce droit.

4. Quant au quatrième article, Sa Majesté approuve parfaitement les mesures sages et efficaces que les cours impériales ont prises éventuellement pour le cas que Sa Majesté le roi de Prusse, malgré l'exacte observation de la paix conclue avec Elle, vînt attaquer de nouveau hostilement les États de l'une ou de l'autre partie, et elle est prête d'y concourir. Mais, comme Sa Majesté a encore plus de raisons que les deux cours impériales d'y penser mûrement, et qu'Elle doit surtout considérer que, selon la triste expérience qu'elle en a eue en dernier lieu, le roi de Prusse a pris le secours qu'elle était obligée de fournir à Sa Majesté l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême, pour prétexte de lui déclarer la guerre; qu'en outre, l'électorat de

Saxe, par sa situation, est si fort exposé à son ressentiment, que, si Elle n'était pas secourue sur-le-champ, il ne lui serait pas possible de se garantir par ses propres forces, contre les attaques subites qu'on a vu exécuter au roi de Prusse; et enfin que, si l'on ne pourvoit pas, avant toute chose, à la sûreté et à la conservation dudit électorat, les deux hautes parties contractantes souffriraient elles-mêmes un préjudice infini par la ruine de cet État; en conséquence de ces considérations, Sa Majesté se flatte que les deux hautes parties contractantes reconnaîtront elles-mêmes la nécessité et la justice des conditions et modifications que nous sommes chargés de proposer, savoir: 1° Que le nombre des troupes auxiliaires qu'on exigera de Sa Majesté ne soit pas disproportionné aux forces de son armée; 2° que chacune des deux cours impériales promette le double à Sa Majesté; et, si cela ne suffisait pas, une assistance encore plus forte; 3° que les deux impératrices s'engagent à retenir chacune pour le moins un tel corps de leurs troupes mobile et prêt à marcher au secours de Sa Majesté, d'un côté sur les frontières de Prusse, et de l'autre en Bohême; 4° que ces corps de troupes fassent une diversion dans les pays les plus proches, dès le moment que les États de Saxe seront attaqués, ou que la guerre sera déclarée contre ces États; et cela, sans qu'on puisse exiger un concert préalable, malgré ce qui est statué à cet égard dans le corps du traité, aussi bien que dans l'article secret.

5° Que, dans le cas qu'une des deux cours impériales fût attaquée, Sa Majesté ne soit pas obligée de commencer les opérations avant que la seconde cour impériale n'ait commencé effectivement à agir pour détourner l'effet de la prépondérance de l'ennemi; ou que du moins le danger évident d'être écrasé tout d'un coup soit venu à cesser; 6° qu'on fasse participer Sa Majesté, en conséquence de l'article 10 du traité, non-seulement au butin et aux prisonniers, mais aussi aux conquêtes qu'on pourra faire sur l'ennemi. Et enfin 7° « que, comme Sa Majesté l'impératrice de Russie a déclaré dans le quatrième article secret, que, dans le cas d'un secours à prêter, ou d'une diversion à faire, elle n'avait aucun dessein de faire de nouvelles conquêtes, et que, par conséquent, il lui sera indifférent de quelle façon Sa Majesté s'arrangera avec la cour de Vienne sur le partage éventuel et un dédommagement convenable, Sadite Majesté Impériale de Russie veuille bien approuver d'avance cette convention et se charge de la garantie. »

Pour ce qui regarde (V) l'article séparé, et le second, troisième et cinquième article secret, l'accession de Sa Majesté à ces articles doit cesser par soi-même; d'un côté, parce que lesdits articles roulent sur des engagements qui ne regardent que les deux cours impériales; et d'un autre côté, parce que, en n'ayant pas communiqué à Sa Majesté l'article secrétissime allégué dans le troisième article secret, elles ont donné par là à connaître elles-mêmes qu'on ne demande pas la concurrence du Roi pour ces engagements, et que, pour le reste, on veut s'en tenir à ce qui a été stipulé antérieurement dans les traités qui subsistent entre Sa Majesté et l'une aussi bien que l'autre des deux cours impériales. Mais, comme dans le troisième et cinquième article secret, on a encore répété l'exception du *casus fœderis*, déjà établi dans le traité même, à l'égard des guerres futures d'Italie, et qu'on y a ajouté que, de la part de l'Impératrice-Reine, la guerre présente avec la maison de Bourbon, et de la part de Sa Majesté l'impératrice de Russie une agression hostile de son empire du côté du Nord, ne doivent pas être censées des cas qui puissent empêcher ce qui a été statué dans le quatrième article secret, à l'égard d'une rupture de la part de la Prusse; ainsi les deux hautes parties contractantes ne refuseront pas de faire aussi comprendre Sa Majesté dans cette stipulation.

Au reste, le Roi ne doute pas que les deux cours impériales ne trouvent dans toute cette proposition autant de preuves de son équité, de sa confiance et de son amitié sincère, et Elle se flatte d'autant plus de recevoir une réponse favorable, qu'Elle a mérité, par les malheurs qu'elle a encourus pour la cause commune, qu'à l'avenir on pourvoie d'autant mieux à sa sûreté et à son dédommagement. Nous soussignés, attendons ladite déclaration et réponse, pour pouvoir aller outre dans l'affaire de l'accession. Saint-Pétersbourg, le 14 (25) septembre 1747.

Louis Sigefroi, *comte Vitzthum d'Eckstadt.*
Jean Sigismond de Pezold.

N. V. *Dépêche du roi de Pologne au comte de Loss, à Vienne, du 21 décembre* 1747.

Monsieur le comte de Loss, vous vous souviendrez indubitablement de ce que, dès que les deux cours impériales de Vienne et de Péters-

bourg m'ont fait inviter par les comtes d'Esterhazy et de Bestucheff d'accéder au traité d'alliance défensive, renouvelé entre les deux impératrices le 22 mai 1745, je vous ai fait donner information de l'instruction envoyée là-dessus à mes ministres plénipotentiaires à la cour de Russie, où l'on était convenu que l'affaire de mon accession serait traitée. Ce fut le 23 mai dernier que je vous en fis donner part; et, sur ce que la cour où vous êtes tardait de vous communiquer le traité en question, j'ordonnai de vous en faire tenir au mois de juillet suivant une copie, de même que de tous les articles séparés et secrets qui m'avaient été communiqués par les ministres impériaux ici, à l'occasion de leur invitation. Les miens à Pétersbourg, après avoir déclaré en gros mes dispositions favorables pour l'accession et produit leur plein pouvoir, se sont tenus toujours prêts à entrer en matière là-dessus avec les ministres autorisés pour cela par les deux impératrices, sans avoir pu y parvenir plus tôt que le 8 (19) septembre dernier, dans une conférence; et, ayant été requis de donner leurs ouvertures par écrit, ils s'y sont encore prêtés moyennant un *pro memoria*, signé le 19 (23) septembre, dont je vous fais joindre ici une copie *sub* A.

« Comme, en attendant que les deux cours impériales y fassent réponse par leurs ministres à Pétersbourg, et avant que je me détermine finalement là-dessus par mon acte d'*accession*, il m'importe de m'être entendu avec l'Impératrice-Reine sur le partage éventuel qui doit me revenir pour ma portion, en cas que cette princesse, de nouveau attaquée, contre meilleure attente, par le roi de Prusse, fasse, par le concours de mon assistance, des dépouilles et conquêtes sur lui, ainsi que cela se trouve expliqué plus en détail dans le douzième article de l'instruction susmentionnée, dont mes ministres à Pétersbourg furent munis le 23 mai a. c. Je vous charge de cette négociation, et vous autorise par le présent ordre; et mon intention est que ma convention, signée ci-devant à Leipzick le 18 mai 1745 avec la reine de Hongrie, dont vous trouverez ci-joint *sub* B la copie, pouvant servir de partage éventuel à l'avenir, excepté le troisième degré, ou en cas que la cour de Vienne ne pût reconquérir, outre le comté de Glatz, que toute la Silésie, avec la principauté de Crossen, le cercle de Züllichau et les fiefs de Bohême que le roi de Prusse possède en Lusace, vous demandiez pour moi à l'Impératrice-Reine une part plus considérable à ces conquêtes que ladite principauté, le cercle et les fiefs; et que vous insistiez à ce que cette princesse m'en fasse l'offre, pour que je puisse

voir ensuite si ce serait de ma convenance d'y acquiescer. » En faisant l'ouverture à l'Impératrice-Reine et à son ministère confident de ma demande à cet égard, vous leur exposerez la justice et l'équité qu'il y a qu'on m'accorde une portion un peu plus avantageuse, pour me dédommager et consoler du sort malheureux et des pertes que j'ai essuyés à mon secours antérieurement prêté de toutes mes forces à Sa Majesté Impériale. Sur les rapports que vous me ferez successivement des progrès de votre négociation, je vous ferai parvenir mes ordres ultérieurs, priant en attendant Dieu qu'il, etc. Écrit à Dresde, ce 21 décembre 1747.

AUGUSTE, *roi.*
Comte DE BRÜHL.

Au ministre de conférence et d'État,
comte de Loss, à Vienne.

N. VI. *Extrait de l'avis du Conseil Privé de Sa Majesté polonaise au sujet de l'accession au traité de Pétersbourg, donné le 15 août 1747.*

Nous sommes aussi du sentiment que le quatrième article secret va au delà des règles ordinaires, en ce qu'il y est déclaré que non-seulement le cas d'une agression hostile de la part de Sa Majesté prussienne contre Sa Majesté l'Impératrice-Reine, mais aussi le cas d'une pareille agression contre l'empire de Russie ou contre la république de Pologne doit être regardé comme une violation de la paix de Dresde, et doit mettre Sa Majesté l'Impératrice-Reine en droit de revendiquer le duché de Silésie et le comté de Glatz. Si Votre Majesté approuvait cette stipulation par son accession, nos appréhensions de Sa Majesté prussienne augmenteraient beaucoup, et nous reconnaîtrions par là le principe, que nous avons d'ailleurs toujours combattu, « qu'une puissance auxiliaire doit être regardée sur le même pied que la puissance belligérante, etc. »

N. VII. *Extrait de l'avis du Conseil Privé de Sa Majesté polonaise, du 17 septembre 1748.*

On a stipulé, dans l'article secret, qu'on regardera pour une violation de la paix de Dresde, non-seulement le cas où le roi de Prusse

attaquerait Sa Majesté l'Impératrice-Reine, mais aussi toute agression contre l'empire de Russie ou contre la république de Pologne.

Si Votre Majesté approuvait donc, par son accession, *un principe si opposé aux règles ordinaires*, le roi de Prusse, s'il venait à l'apprendre, pourrait lui imputer une violation de la paix de Dresde, etc.

N. VIII. *Extrait d'une apostille du comte de Brühl au comte de Loss, à Paris, de Dresde, le 12 juin 1746.*

Quant aux deux points mentionnés dans la lettre de Votre Excellence, du 8 décembre, sur lesquels elle demande les ordres du Roi, je dois lui dire, au nom de Sa Majesté, que, quoique la prétention de la déclaration qu'on exige soit un peu extraordinaire, le Roi permet cependant que Votre Excellence donne une déclaration pour assurer que le traité dont il s'agit ne contient rien de plus que ce qui est porté dans la copie allemande qu'on a communiquée, et que nous ne savons rien d'aucun article séparé ou secret; mais que, supposé aussi qu'il en existât, qu'on nous les communiquât et qu'on nous invitât à y accéder pareillement, la France pouvait être sûre que nous n'entrerions dans aucun engagement qui tendît à son offense, ou qui fût contraire en façon quelconque à ceux que nous avons avec cette couronne.

N. IX. *Déclaration du comte de Loss au ministre de France, 1747.*

Le soussigné, ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, est autorisé de déclarer, au nom du Roi, son maître, que le traité entre la cour de Vienne et celle de Pétersbourg, auquel Sa Majesté a été invitée d'accéder, ne contient rien de plus que ce qui est porté dans la copie allemande que l'ambassadeur susmentionné a eu l'honneur de remettre à M. le marquis de Puyzieux, sans qu'aucun article séparé ou secret ait été communiqué au roi de Pologne de la part des cours susdites. A quoi il a ordre d'ajouter que, en cas que cet article séparé ou secret existât, et qu'on invitât Sa Majesté polonaise à y accéder; qu'en ce cas, Sadite Majesté n'entrera en rien qui puisse tendre à offenser le Roi Très-Chrétien, ou qui puisse être contraire, en façon quelconque, aux engagements qui subsistent entre le roi de Pologne et Sa Majesté Très-Chrétienne, par le traité qui a été

conclu entre eux le 21 avril 1746. En foi de quoi, j'ai signé cette déclaration, et y ai apposé le cachet de mes armes. Fait au camp de la Grande-Commanderie, ce, etc.

N. X. *Extrait de l'instruction du général d'Arnim pour sa mission de Pétersbourg, datée du* 19 *février* 1750.

(*b*) Après cela, le général d'Arnim peut insinuer qu'on se souviendrait de quelle façon Sa Majesté avait fait déclarer depuis longtemps, par ses ministres à Pétersbourg, le comte de Vicedom et le sieur de Pezold, son inclination d'accéder au traité de Pétersbourg, du 22 mai 1756, et qu'on avait trouvé que la question *An?* était si étroitement liée à celle du *Quomodo?* qu'on ne pouvait pas décider l'une sans l'autre.

(*c*) Que, dans la négociation sur la question *Quomodo?* on avait rencontré toutes sortes de difficultés, comme cela paraît plus amplement par le mémoire du ministre russe, en date du 3 janvier 1748, servant de réponse au mémoire des ministres du Roi, du 14 (25) septembre 1747, mais que Sa Majesté se flattait de l'amitié de Sa Majesté l'impératrice de Russie, et des bonnes intentions du ministère de Russie ; qu'on n'exigerait rien d'elle qui surpassât ses forces, et qu'on ne demanderait pas autrement son accession, que sous la condition qu'on ne la chargerait de rien qu'elle ne fût pas capable d'effectuer; qu'on lui promette, d'un autre côté, de la part des deux cours impériales, dans les cas d'une invasion hostile dans ses États patrimoniaux en Allemagne, une assistance prompte, sûre et suffisante, moyennant deux armées à tenir toujours prêtes sur les frontières respectives, et qui puissent d'abord la secourir ou faire une diversion selon l'exigence du cas, « et enfin, qu'on détermine positivement la part qu'elle doit avoir aux avantages qu'on pourrait remporter par un heureux succès des armes. »

N. XI. *Mémoire remis au ministre de Russie, comte de Kayserling, à Dresde, le* 26 *juin* 1756.

Le Roi n'a pas hésité de déclarer déjà de bouche à Son Excellence M. le comte de Kayserling les bonnes dispositions dans lesquelles Sa Majesté se trouve relativement au traité définitif d'alliance et de garantie conclu à Pétersbourg, le 22 mai 1746, entre Leurs Majestés Impériales

de Russie et l'impératrice-reine de Hongrie, auquel traité le Roi a été invité d'accéder.

Cette déclaration, jointe à tout ce qui a été donné à connaître en même temps audit ministre de Russie, lui sera encore en fraîche mémoire.

Tout comme on réitère expressément la même déclaration amicale, qui tend, entre autres vues salutaires, principalement à prouver la haute considération que Sa Majesté porte à Leurs Majestés Impériales et aux autres alliés, et le cas qu'elle fait de leur amitié.

Ainsi Sa Majesté ne met non plus le moindre doute dans les assurances si souvent données et réitérées de la précieuse amitié de Sa Majesté l'impératrice de Russie qu'elle ne veuille, en échange, à l'occasion de l'accession dont il s'agit, pourvoir préalablement et suffisamment à la sûreté des États héréditaires de Sa Majesté, et effectuer la même chose près des autres alliés.

Dans cette attente, Sa Majesté fera pourvoir au plus tôt son ministre à la cour de Russie des instructions nécessaires pour entrer plus avant en matière, et conduire la négociation dont il s'agit à une heureuse fin.

C'est de quoi l'on n'a pas voulu manquer de faire part à Son Excellence le comte de Kayserling, pour qu'il en puisse informer sa cour, etc.

Dresde, ce 26 juin 1751.

C. DE BRUHL.

N. XII. *Extrait d'une lettre du comte de Flemming au comte de Brühl de Vienne, du 28 février 1753.*

En conformité de la dépêche dont Votre Excellence m'a honoré, du 19 décembre, j'ai témoigné à M. le comte d'Uhlefeld la satisfaction du Roi, notre maître, de la déclaration claire et nette de Sa Majesté l'Impératrice-Reine sur l'agnition du traité qui subsiste entre les deux cours, et sur l'application au cas dont il s'agit avec le roi de Prusse.

J'ajoutai en même temps qu'il serait bon, et que le Roi, mon maître, s'y attendait, qu'à l'exemple de la Russie, l'on autorisât aussi éventuellement les ministres respectifs qui subsistent aux cours principalement intéressées au maintien de la paix à pouvoir dans son temps, et supposé que le besoin parût l'exiger, avant quoi nous ne le demande-

rions pas nous-mêmes, déclarer de quel œil les cours impériales envisageraient toute avanie qui nous serait faite de la part du roi de Prusse.

Le comte d'Uhlefeld me répondit qu'il n'y aurait point de difficulté sur les ordres à envoyer à cet égard à leurs ministres, si nous l'exigions; mais qu'il me donnait derechef à considérer à quoi nous pourrait servir, et quelle impression ferait sur l'esprit du roi de Prusse une pareille déclaration, qu'on donnerait dans le sens du traité de 1743, vu l'insuffisance du secours y stipulé; qu'il me chargeait de représenter de nouveau, à cette occasion, à ma cour qu'on ne pouvait pas prendre assez de mesures contre les vues ambitieuses du roi de Prusse, et que surtout la Saxe, comme la plus exposée, ne pouvait pas user d'assez de précaution pour s'en garantir: « qu'il importe donc beaucoup de renforcer nos anciens engagements sur le pied proposé par le feu comte Harrach en 1748; que cela pouvait se faire à l'occasion de notre accession au traité de Pétersbourg, ou de telle autre façon qui nous paraîtrait la plus convenable pour notre sûreté, et la plus propre pour garder le secret; » qu'il croyait qu'il n'y avait point de temps à perdre pour se mettre en bonne posture et état de défense, les conjonctures présentes lui paraissant exiger absolument que les cours alliées s'unissent plus étroitement ensemble que jamais, et que chacune d'elles regardât les intérêts de son allié comme les siens propres.

N. XIII. *Extrait de la lettre du comte de Brühl au comte de Flemming, à Vienne, de Dresde, le* 8 *mars* 1753.

Je profite en même temps de l'excursion de M. le chevalier de Williams et de cette occasion sûre, pour vous communiquer, monsieur, un rapport du Conseil Privé du 3 décembre, contenant le sentiment de ce conseil sur des engagements plus étendus, auxquels la cour de Vienne nous invite à l'occasion de notre prochaine accession au traité de Russie. Cette communication ne doit vous servir que pour que vous soyez informé comment on envisage la chose, et des difficultés qu'on y trouve. Mais d'ailleurs le Roi n'approuve pas l'expédient proposé, d'insérer d'abord dans notre acte d'accession l'engagement réciproque de s'entre-secourir de toutes ses forces. « Sa Majesté n'est cependant pas éloignée de s'entendre par la suite, dans le dernier secret avec la cour de Vienne, sur un tel secours, par des déclarations particulières et confidentielles, relatives au quatrième article secret du traité de

Pétersbourg, moyennant de justes conditions et avantages, qu'en ce cas, on doit aussi nous accorder, et à l'égard desquels vous pourrez prendre *ad referendum* tout ce qu'on voudra vous proposer. Je pense d'avance que ce qui nous fut promis par la déclaration de l'Impératrice-Reine, du 3 mai 1745, pourra servir de base. »

N. XIV. *Extrait d'une dépêche du comte de Vicedom au comte de Brühl, de Saint-Pétersbourg, le 18 avril 1747.*

J'ai l'honneur de dire à Votre Excellence que Pretlack m'a confié que, dans une entrevue secrète qu'il a eue avec l'Impératrice et le grand-chancelier, il avait trouvé moyen, par des communications confidentielles de la part de sa cour au sujet de plusieurs menées de ce prince, désavantageuses à Sa Majesté Impériale, d'inspirer des sentiments qui ont poussé l'inimitié au suprême degré et au point que cet ambassadeur s'imagine qu'il ne faudrait plus que très-peu pour que sa colère éclatât par quelque voie de fait, etc.

J'ai donc commencé par m'adresser à l'ambassadeur de Pretlack, après lui avoir détaillé tous les avantages qui pourraient résulter de nos démarches amicales pour sa cour, et même pour celle de Russie, en procurant, par un accommodement avec la France, plus de facilité à l'Impératrice-Reine de faire tête au roi de Prusse, etc.

N. XV. *Traduction de la lettre du secrétaire d'ambassade de Weingarten au comte d'Uhlefeld. Berlin, du 24 août 1748.*

Avant-hier il passa ici un courrier du lord Hyndfort, qui m'a apporté une dépêche de la part du comte de Bernes, laquelle donne au comte de Kayserling et à moi de grandes lumières sur les préparatifs militaires d'ici, puisque le comte de Bernes marque que les partis français et prussien en Suède travaillaient à toute force pour procurer la souveraineté au prince successeur; qu'en considération de ces circonstances on souhaitait d'empêcher le voyage de l'Impératrice à Moscou; et que, comme personne ne pourrait y plus contribuer que le comte Kayserling, eu égard aux préparatifs et desseins dangereux de la cour de Berlin, il devait animer ce ministre pour cet effet. Celui-ci étant déjà assez prévenu contre la cour d'ici, il ne m'a pas été difficile

d'obtenir mon but, puisqu'il m'a fait lire hier sa relation dressée selon les désirs du comte de Bernes, en promettant de continuer sur ce ton toutes les semaines.

N. XVI. *Lettre du comte de Bernes au comte de la Puebla, datée de Pétersbourg, le 12 décembre 1749.*

J'ose vous faire, dans le plus grand secret, la réquisition qui suit :

On souhaite que vous fassiez glisser à l'oreille de M. de Gross, ministre de Russie, mais cela avec tant de précaution, qu'on ne puisse jamais soupçonner que la chose vient de vous, qu'il se machine en Suède des choses contre la personne de l'Impératrice, auxquelles la cour de Prusse a sa bonne part ; et, comme ledit ministre ne manquera probablement pas de vous faire confidence de cette découverte, vous êtes prié de lui répondre que, n'en sachant rien, vous feriez des recherches, et de la lui confirmer ensuite comme chose que vous auriez apprise par perquisition.

N. XVII. *Extrait de l'instruction donnée au général d'Arnim. Dresde, le 19 février 1750, traduit.*

Le général d'Arnim aura aussi soin d'entretenir la défiance de l'Impératrice et de ses ministres bien intentionnés contre la puissance prussienne, l'agrandissement et l'abus qu'on en fait ; en conséquence, il ne manquera pas de louer et d'applaudir à l'attention et à toutes les mesures que l'Impératrice pourrait y opposer, etc.

N. XVIII. *Extrait d'une lettre du sieur de Funk au comte de Brühl, datée de Saint-Pétersbourg, le 6 décembre 1753, traduit.*

En racontant les motifs que lui, Funk, et le baron Pretlack, ministre de Vienne, avaient allégués aux ministres de Russie, pour tenir toujours une forte armée sur les frontières de la Prusse, il dit leur avoir représenté, entre autres :

Que cette précaution était d'autant plus nécessaire, eu égard aux vues notoires des cours de France, de Prusse et de Suède, dans le cas de la vacance du trône de Pologne, que le roi de Prusse ne tarderait

alors pas d'exécuter ses desseins sur la Prusse polonaise, sur l'embouchure de la Vistule; qu'il fallait imiter l'exemple du roi de Prusse, qui ne regrettait aucunes dépenses qui pouvaient le rendre plus redoutable, venant de former encore trois nouveaux régiments; que la cour de Russie ne devait pas craindre d'être abandonnée par ses alliés, lorsqu'elle en viendrait aux mains; qu'ils connaissaient trop bien leurs propres intérêts, etc.

N. XIX. — *Extrait de la dépêche du comte de Brülh au sieur Funk, à Pétersbourg, le 6 février 1754, traduit.*

Je ne doute pas que la cour de Russie ne soit déjà informée des différents mouvements et arrangements que le roi de Prusse fait faire dans le royaume de ce nom, avec la plus grande célérité et dans le dernier secret, par rapport au commerce et aux monnaies, et surtout pour des préparatifs militaires; j'espère aussi que cette cour y sera d'autant plus attentive, qu'on a remarqué ces préparatifs, surtout après la grande augmentation de troupes que l'impératrice de Russie a fait faire en dernier lieu dans ses provinces limitrophes, et qu'ils paraissent y avoir rapport; j'ai pourtant cru devoir vous communiquer les avis qui nous en sont parvenus successivement, afin que vous en puissiez faire usage dans vos entretiens avec le ministère de la cour où vous êtes. Nous y sommes fort attentifs, d'autant que nous connaissons l'envie du roi de Prusse de se mêler des affaires domestiques de la Pologne; que ses projets pour ruiner le commerce de la Pologne, et surtout celui de Dantzick, se manifestent de plus en plus; et que ses vues d'agrandissement, de ce côté-là, font sûrement un des objets les plus flatteurs de ses projets.

La dépêche du comte de Brülh, du 13 février 1754, ne roule que sur le détail des préparatifs militaires que le Roi faisait faire en Prusse.

Extrait de la lettre du sieur Funk au comte de Brülh, du 31 juin 1754.

Selon le rapport de M. l'envoyé de Gross, Votre Excellence l'a informé elle-même de la prochaine levée de sept nouveaux régiments prussiens. On remercie Votre Excellence de ces avis, en l'assurant qu'on ne manquera pas d'en faire bon usage, comme de toutes les autres nouvelles de cette nature.

N. XX. — *Extrait de la dépêche du comte de Brülh au sieur Funk, de Varsovie, le 28 août 1754, traduit.*

Les desseins que quelques puissances malintentionnées couvent à l'égard de la Courlande se manifestent, entre autres indices et préparatifs, par les gazettes publiques de Berlin, qui annoncent tantôt la mort, et tantôt l'état désespéré de la santé du malheureux duc, pour préparer ainsi le public aux événements futurs, etc.

N. XXI. — *Extrait de la dépêche du comte de Brülh au sieur Funk, de Varsovie, le 2 août 1754, traduit.*

En parlant de l'ombrage que la Porte Ottomane prenait au sujet de la forteresse que la cour de Russie faisait bâtir sur les frontières de la Turquie, il ajoute :

Comme les cours de France et de Prusse ont jusqu'ici constamment travaillé à entraîner la Porte Ottomane dans une guerre contre la Russie, cette affaire leur donnerait beau jeu, le roi de Prusse ne tarderait plus longtemps à se démasquer et à faire paraître le but de ses armements continuels, dans lequel cas la Courlande pourrait bien devenir le premier sacrifice de son ambition.

N. XXII. — *Extrait d'une dépêche du comte de Brülh au sieur Funk, du 1er décembre 1754, traduit.*

Je ne saurais vous cacher un avis qui m'est parvenu, touchant un nouveau dessein du roi de Prusse, pour faciliter ses vues d'agrandissement. On sait que ce prince travaille, depuis longtemps, à entraîner les deux cours de Suède et de Danemarck dans ses intérêts. La tentative qu'il en a faite en Danemarck, à l'occasion de la prolongation du traité de subsides entre cette cour et celle de France ne lui ayant pas réussi, il pense à d'autres moyens de gagner la cour de Copenhague.

La naissance du jeune grand-duc de Russie doit lui avoir paru une occasion favorable pour parvenir à ce but. Car, comme il s'imagine qu'après cet événement qui affermit la succession dans le duché de Holstein, la négociation touchant l'échange de ce duché contre la comté d'Oldembourg deviendra plus difficile, et que la cour de Dane-

marck sera fort fâchée de renoncer à un arrondissement si désiré, on prétend qu'il a fait proposer un autre plan à la cour de Danemarck, pour réussir dans ses vues. On n'a pas encore pu approfondir en quoi consiste ce plan, de quelle façon il a promis de le seconder, s'il vise même à des moyens violents, et ce qu'il se veut stipuler en retour. Cependant mes avis font conjecturer que, dans ce projet, on n'aura pas oublié le prétexte de la religion grecque, que le grand-duc a embrassée, et qui n'est pas une des religions tolérées dans l'Empire, et qu'on se flatte d'y mêler par ce moyen l'Empire et les garants de la paix de Westphalie.

Quoique je ne prétende rien décider sur ce projet, d'ailleurs si conforme au génie du roi de Prusse, et que je ne sois aussi d'opinion que la cour de Danemarck n'en sera pas la dupe, l'idée seule d'un pareil projet paraît pourtant être assez importante pour que vous en fassiez confidence au ministère de Russie, quoique avec le ménagement nécessaire, etc.

N. XXIII. — *Extrait d'une lettre du sieur Funk au comte de Brühl, de Pétersbourg, le 9 juin 1755, traduit.*

On rendrait un bon service à la cause commune, si l'on suppéditait en confiance à M. de Gross, qu'il fasse mention dans un de ses rapports en termes généraux, uniquement pour avoir l'occasion de l'insinuer adroitement à l'Impératrice, que le roi de Prusse devait avoir trouvé un canal en Courlande, pour être exactement informé des secrets de cette cour, etc.

N. XXIV. — *Extrait de la dépêche du comte de Brühl à M. de Funk, du 23 juillet 1755, traduit.*

En accusant votre dépêche du 30 passé, je vous dirai que je n'ai pas manqué de m'acquitter, envers M. de Gross, de la commission contenue dans votre lettre du 9 passé. Il a reçu avec reconnaissance l'avis qu'on lui a donné, qu'il ne pourrait pas mieux faire sa cour qu'en faisant dans ses rapports souvent et adroitement mention des vues pernicieuses et des artifices de la cour de Prusse, qui ne sont que trop vrais, et il ne manquera pas de profiter de ce conseil, etc.

N. XXV. — *Extrait de la lettre du sieur Funk au comte de Brühl, de Pétersbourg, le 20 octobre 1755.*

Ce que je puis dire de positif de l'objet des délibérations du dernier Grand Conseil consiste en ceci : qu'en prenant pour base le résultat connu du Grand Conseil de Moscou, on a établi de nouveau, comme une maxime fondamentale pour le futur, de s'opposer de toutes ses forces à l'agrandissement ultérieur de la maison de Brandebourg et de se mettre pour cet effet en si bon état, qu'on puisse profiter de la première occasion qui se présentera, « et l'on est résolu d'attaquer le roi de Prusse sans aucune discussion ultérieure, non-seulement dans le cas que ce prince vînt à attaquer un des alliés de cette cour-ci, mais cela doit aussi avoir lieu si le roi de Prusse venait à être entamé par un desdits alliés de cette cour. » On veut établir pour cet effet des magasins pour cent mille hommes à Riga, Mittau, Liebau et Windau, et l'on a trouvé pour cela un fonds de deux millions et demi de roubles et un autre fonds annuel d'un million et demi pour entretenir ces arrangements.

N. XXVI. — *Extrait de la dépêche du comte de Brühl au secrétaire Prasse, à Pétersbourg, du 2 juin 1756.*

Pour ce qui regarde la commission secrète, de faire parvenir à Pétersbourg, par des canaux cachés, l'avis des machinations prussiennes en Ukraine, nous sommes encore occupés à trouver un bon et sûr canal, et l'on s'apercevra bientôt de façon ou d'autre de l'effet de mon inclination personnelle à seconder une si bonne intention, quoique un peu *artificieuse.*

N. XXVII. — *Extrait de la lettre du comte de Flemming au comte de Brühl, de Vienne, le 5 juin 1756.*

Je dois encore ajouter qu'il a été enjoint à M. le comte de Kayserling, par le dernier rescript, de ne ménager ni peines ni argent pour parvenir à une connaissance exacte de l'état des revenus de cette cour-ci. Il y a apparence qu'on en veut être informé, pour savoir au juste si l'on est ici à même de pouvoir soutenir par ses propres fonds, et sans le secours de l'Angleterre, les frais d'une guerre, et si elle peut en outre fournir des subsides, etc.

Du même, en date du 9 juin.

On a lieu de présumer qu'il a été concerté entre les deux cours impériales de Vienne et de Russie que celle-ci, pour masquer d'autant mieux les véritables raisons de son armement, le fasse sous le prétexte apparent de se trouver par là en état de satisfaire à ses engagements, contractés dans la dernière convention subsidiaire avec l'Angleterre, en cas qu'il en fût besoin, et quand tous les préparatifs seront achevés, de tomber inopinément sur le roi de Prusse, etc.

Du même, en date du 19 juin.

Par les ouvertures générales et obscures qu'un certain ministre a faites au sieur Prasse touchant l'armement de la Russie, et que Votre Excellence a bien voulu me communiquer par ladite dépêche, j'ai remarqué que ce ministre commence à devenir plus réservé et mystérieux sur les intentions de sa cour. Cette retenue me paraît être conforme à celle qu'on garde ici, où l'on se contente également de donner à entendre qu'on a d'autre dessein que de se tenir en repos, et se préparer en attendant à tout événement qui pourrait arriver dans les présentes conjonctures, etc.

N. XXVIII. — *Lettre du comte de Flemming au comte de Brühl. Vienne, ce 28 juillet 1756.*

Monseigneur,

M. de Klinggraff reçut, samedi passé, un exprès de sa cour, en conséquence duquel il envoya, le lendemain, un billet à M. le comte de Kaunitz, pour le prier, avec beaucoup d'empressement, de lui marquer une heure où il pourrait lui parler. Ce billet fut remis à ce chancelier d'État, justement lorsqu'il se trouvait en conférence avec les maréchaux comtes de Neuperg et de Brown, et avec le général prince Piccolomini. Et, comme il était intentionné de se rendre d'abord après la conférence auprès de l'Impératrice-Reine, pour lui en faire son rapport, il fit répondre à M. de Klinggraff qu'il était à la vérité obligé d'aller à Schœnbrunn, mais qu'il lui ferait cependant plaisir s'il voulait se hâter de venir dans l'instant même; ce que le ministre prussien

n'a pas manqué de faire. M. le comte de Kaunitz m'a dit confidemment, dans un entretien que j'eus hier matin avec lui, que M. de Klinggraff, d'abord en entrant chez lui, avait donné à connaître, avec un certain embarras mêlé d'inquiétude, qu'il venait de recevoir un exprès de sa cour, qui lui avait apporté des ordres dont il devait exposer en personne le contenu à l'Impératrice-Reine, et que, pour cet effet, il lui était enjoint de demander une audience particulière de Sa Majesté, qu'il le priait de vouloir bien lui procurer. Que lui, comte de Kaunitz, avait répondu qu'étant sur le point de se rendre à Schœnbrunn, il se chargeait volontiers de demander pour lui l'audience qu'il désirait, mais qu'il ne pouvait se dispenser de lui faire entendre qu'il était à propos de le mettre en état de pouvoir, du moins en général, prévenir l'Impératrice sur la nature des insinuations qu'il avait ordre de faire à Sa Majesté. Que, là-dessus, M. de Klinggraff lui avait dit qu'il était chargé de demander *amicalement* et par voie d'éclaircissement, au nom du Roi, son maître, à quoi aboutissaient les armements et préparatifs guerriers qu'on faisait ici, et si peut-être ils le regardaient; ce qu'il ne saurait cependant s'imaginer, ne sachant point y avoir donné occasion en la moindre chose. Que lui, Kaunitz, avait répliqué qu'il ne pouvait lui répondre d'avance sur cette ouverture; qu'il ne manquerait pas d'en faire incessamment son rapport à l'Impératrice, et de lui procurer l'audience qu'il désirait. Que cependant il ne pouvait s'empêcher de lui dire qu'il était surpris de l'explication que le Roi, son maître, demandait au sujet des mesures qu'on prenait dans ce pays, après que de ce côté-ci on n'avait témoigné à ce prince aucune inquiétude ni ombrage des grands mouvements et préparatifs qu'on avait remarqués dans son armée. « Ce ministre m'a ajouté qu'étant allé immédiatement après à Schœnbrunn, il avait, chemin faisant, réfléchi sur la réponse qu'il conseillerait à sa souveraine de donner à M. de Klinggraff, et qu'ayant cru entrevoir que le roi de Prusse avait deux objets en vue, qu'on voulait également éviter ici, savoir, d'en venir à des pourparlers et à des éclaircissements qui pourraient d'abord causer une suspension des mesures qu'on jugeait nécessaire de continuer avec vigueur, et, en second lieu, d'amener les choses plus loin, et à d'autres propositions et engagements plus essentiels, il avait jugé que la réponse devait être d'une nature qui éludât entièrement la question du roi de Prusse, et qui, en ne laissant plus lieu à des explications ultérieures, fût en même temps ferme et polie, sans être sus-

ceptible d'aucune interprétation ni sinistre ni favorable. Qu'en conformité de cette idée, il lui avait paru suffire que l'Impératrice se contentât de répondre simplement que, dans la forte crise générale où se trouvait l'Europe, il était de son devoir et de la dignité de sa couronne de prendre des mesures suffisantes pour sa propre sûreté, aussi bien que pour celle de ses amis et alliés. » Que l'Impératrice-Reine avait approuvé cette réponse, et que, pour montrer que la démarche et demande du roi de Prusse ne causait pas ici le moindre embarras, Sa Majesté avait fait fixer l'heure pour l'audience de M. de Klinggraff d'abord pour le lendemain, qui fut avant-hier, et, après avoir écouté la proposition de ce ministre, comme il l'avait exposée la veille à M. le comte de Kaunitz, Elle lui avait précisément répondu dans les termes mentionnés, et avait rompu, par un signe de tête, tout d'un coup l'audience, sans entrer dans un plus grand détail. Il est vrai que tout Vienne, qui était alors assemblé dans l'antichambre de l'Impératrice-Reine, à cause du jour de gala, a vu entrer et sortir, le moment d'après, M. de Klinggraff avec un air assez étonné. Je tiens toutes ces circonstances de la bouche de M. le comte de Kaunitz, qui m'a, dans cette rencontre, parlé avec plus d'ouverture et de confiance qu'il n'a fait jusqu'à présent, me chargeant même d'en faire usage dans mes dépêches à Votre Excellence, se réservant néanmoins là-dessus un secret des plus exacts.

On doute d'autant moins que cette réponse, aussi énergique qu'obscure, ne jette le roi de Prusse dans un grand embarras; et l'on prétend ici que ce prince doit être dans de grandes inquiétudes, et qu'il a déjà tiré de son trésor près de trois millions d'écus, que ses préparatifs et augmentations lui ont coûté.

On présume que le but qu'il s'est proposé, par la demande sus-alléguée, a été probablement, que, si l'on avait répondu que c'était lui qui avait occasionné les armements qu'on faisait ici, il aurait tâché de s'en disculper, en donnant pour preuve que, par cette raison, il n'avait pas même assemblé les camps qu'il avait fait déjà tracer pour exercer les soldats, mais qu'il avait ordonné aux régiments de se séparer, imaginant peut-être de mettre cette cour dans la nécessité de suivre son exemple, en discontinuant également ses préparatifs. Je crois cependant qu'il aurait de la peine à la détourner de son dessein par ces sortes d'illusions.

On a su par un exprès, dépêché par le comte de Puebla, arrivé ici

rences de paix par les plénipotentiaires nommés de part et d'autre. Sa Majesté l'impératrice-reine apostolique de Hongrie et de Bohême a nommé et autorisé à traiter et conclure en son nom, le sieur Henri Gabriel de Collenbach, son conseiller aulique actuel et trésorier de l'ordre militaire de Marie-Thérèse; et Sa Majesté le roi de Prusse a nommé et autorisé de son côté, pour la même fin, le sieur Ewald-Frédéric de Hertzberg, son conseiller privé d'ambassade; et l'esprit de conciliation qui a présidé à cette négociation lui ayant donné tout le succès désiré, les susdits plénipotentiaires, après s'être dûment communiqué et avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants d'un traité de paix.

Art. 1er. Il y aura désormais une paix inviolable et perpétuelle, de même qu'une sincère union et parfaite amitié, entre Sa Majesté l'impératrice-reine apostolique de Hongrie et de Bohême, d'une part, et Sa Majesté le roi de Prusse de l'autre, et entre leurs héritiers et successeurs, et tous leurs États et sujets, de sorte qu'à l'avenir, les deux hautes parties contractantes ne commettront ni ne permettront qu'il se commette aucune hostilité secrètement ou publiquement, directement ou indirectement, et n'entreprendront quoi que ce soit, et sous quelque prétexte que ce puisse être, l'une au préjudice de l'autre; mais elles apporteront plutôt la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs États et sujets une amitié et correspondance réciproques; et, évitant tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement rétablie, elles s'attacheront à se procurer, en toute occasion, ce qui pourra contribuer à leurs gloire, intérêts et avantages mutuels.

2. Il y aura, de part et d'autre, un oubli éternel et une amnistie générale de toutes les hostilités, pertes, dommages et torts commis pendant les derniers troubles des deux côtés, de quelque nature qu'ils puissent être, de sorte qu'il n'en sera jamais plus fait mention ni demandé aucun dédommagement, sous quelque prétexte ou nom que ce puisse être. Les sujets de part et d'autre n'en seront jamais inquiétés, mais ils jouiront, en plein, de cette amnistie et de tous ses effets, malgré les avocatoires émanés et publiés. Toutes les confiscations seront entièrement levées, et les biens confisqués ou séquestrés seront restitués à leurs propriétaires, qui en étaient en possession avant ces derniers troubles.

3. Sa Majesté l'impératrice-reine apostolique de Hongrie et de Bohême renonce, tant pour Elle que pour ses héritiers et successeurs

généralement, à toutes les prétentions qu'Elle pourrait avoir ou former contre les États et pays de Sa Majesté le roi de Prusse, et sur tous ceux qui lui ont été cédés par les articles préliminaires de Breslau et le traité de paix de Berlin, comme aussi à toute indemnisation des pertes et dommages qu'Elle et ses États et sujets pourraient avoir soufferts dans la dernière guerre.

Sa Majesté le roi de Prusse renonce également pour Elle, et ses héritiers et successeurs généralement, à toutes les prétentions qu'Elle pourrait avoir ou former contre les États et pays de Sa Majesté l'impératrice-reine apostolique de Hongrie et de Bohême, comme aussi à toute indemnisation des pertes et dommages qu'Elle et ses sujets pourraient avoir soufferts dans la dernière guerre.

4. Toutes les hostilités cesseront entièrement de part et d'autre dès le jour de la signature du présent traité de paix. A cet effet, on dépêchera incessamment les ordres nécessaires aux armées et troupes des deux hautes parties contractantes, en quelque lieu qu'elles se trouvent; et, au cas que, par cause d'ignorance de ce qui a été stipulé à cet égard, il arrivât qu'il se commît quelques hostilités après le jour de la signature du présent traité, elles ne pourront être censées y porter aucun préjudice, et l'on se restituera fidèlement, en ce cas, les hommes et effets qui pourraient avoir été enlevés.

5. Sa Majesté l'impératrice-reine apostolique de Hongrie et de Bohême retirera ses troupes de tous les pays et États de l'Allemagne qui ne sont pas de sa domination, dans l'espace de vingt-un jours après l'échange des ratifications du présent traité, et dans le même terme Elle fera entièrement évacuer et restituer à Sa Majesté le roi de Prusse le comté de Glatz, et généralement tous les États, pays, villes, places et forteresses, que Sa Majesté prussienne a possédés avant la présente guerre, en Silésie ou autre part, et qui ont été occupés par les troupes de Sa Majesté l'impératrice reine apostolique de Hongrie et de Bohême ou par celle de ses amis et alliés, pendant le cours de la présente guerre. Les forteresses de Glatz, de Wesel et de Gueldre seront restituées à Sa Majesté prussienne dans le même état, par rapport aux fortifications, où elles ont été, et avec l'artillerie qui s'y est trouvée lorsqu'elles ont été occupées.

Sa Majesté le roi de Prusse retirera, dans le même espace de vingt-un jours après l'échange des ratifications du présent traité, ses troupes de tous les pays et États de l'Allemagne qui ne sont pas de sa domination,

et Elle évacuera et restituera, de son côté, tous les États et pays, villes, places, forteresses de Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, conformément au traité de paix qui a été conclu, ce même jour, entre Leurs Majestés les rois de Prusse et de Pologne, de sorte que la restitution des provinces, villes et forteresses occupées réciproquement doit être faite en même temps et à pas égaux.

6. Les contributions et livraisons, de quelque nature qu'elles soient, ainsi que toutes demandes en recrues, pionniers, chariots, chevaux, etc., et en général toutes les prestations de guerre, cesseront du jour de la signature du présent traité; et tout ce qui sera exigé, pris ou perçu depuis cette époque, sera restitué sans délai et de bonne foi.

On renoncera, de part et d'autre, à tous les arrérages des contributions et prestations quelconques; les lettres de change ou autres promesses par écrit qu'on a données de part et d'autre sur ces objets seront déclarées nulles et de nul effet, et seront restituées gratuitement à ceux qui les ont données. L'on relâchera aussi sans rançon les otages pris ou donnés par rapport à ces mêmes objets, et tout ce que dessus aura lieu immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité.

7. Tous les prisonniers de guerre seront rendus réciproquement et de bonne foi, sans rançon et sans égard à leur nombre ou à leur grade militaire, en payant toutefois préalablement les dettes qu'ils auront contractées pendant leur captivité. L'on renoncera réciproquement à ce qui leur aura été fourni ou avancé pour leur subsistance et entretien, et l'on en usera en tout de même à l'égard des malades et blessés, d'abord après leur guérison. On nommera pour cet effet, de part et d'autre, des généraux ou commissaires qui procèderont d'abord, après l'échange des ratifications, dans les endroits dont on conviendra, à l'échange de tous les prisonniers de guerre.

Tout ce qui est stipulé dans cet article aura également lieu à l'égard des États de l'Empire, en conséquence de la stipulation générale exprimée à l'art. 19. Cependant, comme Sa Majesté le roi de Prusse et les États de l'Empire ont eux-mêmes fourni à l'entretien et à la subsistance de leurs prisonniers de guerre respectifs, et qu'à cette fin des particuliers pourraient avoir fait des avances, les hautes parties contractantes n'entendent point déroger, par les stipulations ci-dessus, aux prétentions desdits particuliers à cet égard.

8. Comme l'on est d'accord de rendre mutuellement les sujets de

l'une des hautes parties contractantes, qui pourraient avoir été obligés d'entrer dans le service de l'autre, l'on s'entendra, après la paix, amiablement sur les mesures nécessaires à prendre pour exécuter cette stipulation avec l'exactitude et la réciprocité convenables.

9. Sa Majesté l'impératrice-reine apostolique de Hongrie et de Bohême fera fidèlement restituer à Sa Majesté le roi de Prusse tous les papiers, lettres, documents et archives, qui se sont trouvés dans les pays, terres, villes et places de Sa Majesté prussienne, qu'on lui restitue par le présent traité de paix.

10. Il sera libre aux habitants du comté et de la ville de Glatz, qui voudront transférer leur domicile ailleurs, de pouvoir le faire pendant l'espace de deux ans, sans payer aucun droit.

11. Sa Majesté le roi de Prusse confirmera et maintiendra la collation de toutes les prébendes et bénéfices ecclésiastiques, qui a été faite pendant la dernière guerre *in Turno Clivensi* au nom de Sa Majesté l'impératrice-reine apostolique de Hongrie et de Bohême, ainsi que la nomination qu'Elle a faite aux places de Drossard, qui sont devenues vacantes pendant cette guerre, dans le pays de Clèves et de Gueldre.

12. Les articles préliminaires de la paix de Breslau, du 11 juin 1742, et le traité définitif de la même paix, signé à Berlin le 28 juillet de la même année, le recès des limites de l'année 1742, et le traité de paix de Dresde du 25 décembre 1745, pour autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent traité, sont renouvelés et confirmés.

13. Sa Majesté l'impératrice-reine apostolique de Hongrie et de Bohême, et Sa Majesté le roi de Prusse, s'engagent mutuellement de favoriser réciproquement, autant qu'il est possible, le commerce entre leurs États, pays et sujets respectifs, et de ne point souffrir qu'on y mette des entraves ou chicanes; mais Elles tâcheront plutôt de l'encourager et de l'avancer de part et d'autre fidèlement pour le plus grand bien de leurs États réciproques. Elles se proposent de faire travailler, pour cet effet, à un traité de commerce aussitôt que faire se pourra; mais, en attendant, et jusqu'à ce qu'on ait pu convenir sur cet objet, chacune d'Elles arrangera dans ses États, selon sa volonté, tout ce qui a du rapport au commerce.

14. Sa Majesté le roi de Prusse conservera la religion catholique en Silésie dans l'état où elle était au temps des préliminaires de Breslau et du traité de paix de Berlin, ainsi qu'un chacun des habitants de ce pays dans les possessions, libertés et priviléges qui lui

appartiennent légitimement, sans déroger toutefois à la liberté entière de conscience de la religion protestante et aux droits de souverain.

15. Les deux hautes parties contractantes renouvellent les engagements qu'elles ont pris dans l'article 9, et dans l'article séparé du traité de Berlin, du 28 juillet 1742, relativement au payement des dettes hypothéquées sur la Silésie.

16. Sa Majesté l'impératrice-reine apostolique de Hongrie et de Bohême, et Sa Majesté le roi de Prusse, se garantissent mutuellement, de la manière la plus forte, leurs États, savoir : Sa Majesté l'impératrice-reine, tous les États de Sa Majesté prussienne sans exception; et Sa Majesté le roi de Prusse, tous les États que Sa Majesté l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême possède en Allemagne.

17. Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, doit être comprise dans cette paix sur le pied du traité de paix que Sadite Majesté a conclu ce même jour avec Sa Majesté le roi de Prusse.

18. Sa Majesté le roi de Prusse renouvellera la convention faite, en 1741, entre Elle et l'électeur palatin, au sujet de la succession de Julliers et de Bergue, sous les mêmes conditions sous lesquelles elle a été conclue.

19. Tout l'Empire est compris dans les stipulations des articles 2, 4, 5, 6 et 7; et, moyennant cela, tous ses princes et États jouiront en plein de l'effet desdites stipulations; et ce qui y est arrêté et convenu entre Sa Majesté l'impératrice - reine apostolique de Hongrie et de Bohême et Sa Majesté le roi de Prusse aura également et réciproquement lieu entre Leurs dites Majestés et tous les princes et États de l'Empire. La paix de Westphalie et toutes les autres constitutions de l'Empire sont aussi confirmées par le présent traité de paix.

20. Les deux hautes parties contractantes sont convenues de comprendre dans le présent traité de paix leurs alliés et amis, et elles se réservent de les nommer dans un acte séparé, qui aura la même force que s'il était inséré, mot à mot, dans ce traité, et il sera également ratifié par les deux hautes parties contractantes.

21. L'échange des ratifications du présent traité de paix se fera à Hubertsbourg, dans quinze jours, à compter du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires de Sa Majesté l'impératrice-reine apostolique de Hongrie et de Bohême et de Sa Majesté le roi de Prusse, en vertu de nos pleins pouvoirs qui ont été

échangés de part et d'autre, avons signé le présent traité de paix, et y avons fait apposer les cachets de nos armes. Fait au château de Hubertsbourg, ce 15 février de l'année 1763.

(L. S.) EWALD-FRÉDÉRIC DE HERTZBERG.

L'exemplaire de la cour de Vienne est signé :

(L. S.) HENRI-GABRIEL DE COLLENBACH.

Traité de paix entre Sa Majesté le roi de Prusse et Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, conclu et signé au château de Hubertsbourg, le 15 février 1763.

Sa Majesté le roi de Prusse et Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, animées du désir réciproque de mettre fin aux calamités de la guerre, et de rétablir l'union et la bonne intelligence entre Elles, et le bon voisinage entre leurs États respectifs, ayant réfléchi sur les moyens les plus propres pour parvenir à un but si salutaire, et Son Altesse Royale le prince royal de Pologne et électoral héréditaire de Saxe, s'étant employée à concerter une assemblée de plénipotentiaires qui fût suivie d'une négociation, pour l'avancement de laquelle, et pour écarter les retardements que l'éloignement aurait pu faire naître, Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, lui a confié le soin d'y ménager ses intérêts, on est convenu de faire tenir au château de Hubertsbourg des conférences de paix.

En conséquence de quoi, Leurs Majestés ont nommé et autorisé des plénipotentiaires, savoir : Sa Majesté le roi de Prusse, le sieur Ewald-Frédéric de Hertzberg, son Conseiller Privé d'ambassade; et Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, le sieur Thomas, baron de Fritsch, son Conseiller Privé, lesquels, après s'être dûment communiqué et avoir échangé leurs pleins pouvoirs en bonne forme, ont arrêté, conclu et signé les articles suivants d'un traité de paix.

Art. 1er. Il y aura une paix solide, une amitié sincère et un bon voisinage entre Sa Majesté le roi de Prusse et Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, et leurs héritiers, États, pays et sujets; en conséquence de quoi, il y aura une amnistie générale, et un oubli éternel de tout ce qui est arrivé entre les hautes parties contractantes à l'occasion de la présente guerre, de quelque nature que cela puisse avoir été, et il ne sera point demandé de dédommagement de part et

d'autre, sous quelque prétexte ou nom que ce puisse être; mais toutes les prétentions réciproques occasionnées par cette guerre demeureront entièrement éteintes, annulées et anéanties.

Les hautes parties contractantes et leurs héritiers cultiveront à l'avenir entre elles une bonne harmonie et parfaite intelligence, en tâchant d'avancer leurs intérêts réciproques, et d'écarter tout ce qui leur pourrait préjudicier ou y donner la moindre atteinte.

Sa Majesté le roi de Prusse promet, en particulier, que, dans les occasions qui se présenteront de pouvoir procurer des convenances à Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, ou à sa Maison, sans que ce soit aux dépens de Sadite Majesté prussienne, Elle y contribuera avec le plus grand zèle, et se concertera à cet effet avec Sa Majesté polonaise et avec leurs amis communs.

2. Toutes les hostilités cesseront entièrement, à compter du 11 février inclusivement; et, depuis le même jour, Sa Majesté prussienne fera cesser entièrement et pleinement toutes contributions ordinaires et extraordinaires, toutes livraisons de provisions de bouche, fourrages, chevaux et autre bétail, ou autres effets, toutes demandes de recrues, valets, travailleurs et voitures, et généralement toutes sortes de prestations, de quelque nature et dénomination qu'elles puissent être, et sous quelque titre ou prétexte qu'elles pourraient être demandées et exigées; comme aussi toute coupe de bois et autres endommagements dans tout l'électorat de Saxe, et toutes ses parties et dépendances, y compris la Haute et Basse-Lusace. Si les ordres que Sa Majesté le roi de Prusse a donnés là-dessus n'arrivaient pas, ledit jour, en tous les endroits occupés par les troupes de Sa Majesté prussienne, et que, par cette raison ou sous d'autres prétextes, il dût arriver qu'on eût pris ou exigé encore quelqu'argent, ou quelqu'autre prestation, de quelque nature ou prix qu'elle pourrait être, des caisses ou des sujets de Sa Majesté polonaise, ou qu'on eût causé d'autres dommages, Sa Majesté prussienne fera restituer sans délai tout ce qui aurait été pris ou exigé, et bonifier tout dommage et perte. En conséquence de cette cessation générale de toutes sortes de prestations, Sa Majesté prussienne renonce également à tous les arrérages des contributions, livraisons, et autres prestations antérieurement demandées et exigées, et déclare que toutes les prétentions y relatives seront et demeureront entièrement éteintes, annulées et anéanties; de sorte qu'il n'en sera jamais plus fait mention.

3. Sa Majesté le roi de Prusse promet de commencer les dispositions nécessaires pour une prompte évacuation de la Saxe, dès que le présent traité sera signé, et d'effectuer et achever l'évacuation et la restitution de tous les États et pays, villes, places et forts de Sa Majesté polonaise, et généralement de toutes parties et dépendances desdits États que Sa Majesté polonaise a possédées avant la présente guerre, dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de l'échange des ratifications; bien entendu que les troupes de Sa Majesté l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême évacueront toute la Saxe dans le même espace de temps.

Dès le 11 février, Sa Majesté le roi de Prusse fera nourrir ses troupes de ses propres magasins, sans qu'elles soient à charge au pays, et l'on procédera incessamment au règlement des routes que lesdites troupes prendront en quittant les États de Sa Majesté le roi de Pologne, dans lesquelles elles seront conduites et logées par des commissaires nommés par Sa Majesté polonaise, qui auront parfaitement soin des *Vorspann* dont les troupes auront besoin pour leurs marches, et qui leur seront fournis gratuitement, à condition que ces *Vorspann* ne soient obligés de passer les frontières de Saxe que jusqu'au premier gîte.

4. Sa Majesté le roi de Prusse renverra, sans rançon et sans délai, tous les généraux, officiers et soldats de Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, qui sont encore prisonniers de guerre, et les autres sujets de Sadite Majesté polonaise qui ne voudront pas rester dans le service et dans les États de Sa Majesté prussienne; bien entendu que chacun d'eux paye préalablement les dettes qu'il aura contractées.

Sadite Majesté le roi de Prusse rendra aussi toute l'artillerie appartenant à Sa Majesté le roi de Pologne, qui se trouve encore en Saxe, et qui est marquée aux armes de Sadite Majesté polonaise.

En particulier, les villes de Leipsick, Torgau et Wittemberg seront restituées, par rapport aux fortifications, dans le même état où elles sont à présent, et avec l'artillerie qui s'y trouve marquée aux armes de Sa Majesté polonaise.

Sa Majesté prussienne mettra aussi en liberté les otages et autres personnes qui ont été arrêtées à l'occasion de la présente guerre, et fera rendre tous les papiers qui appartiennent aux archives de Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, ou autres bureaux du pays;

et, à l'avenir, il n'en sera rien allégué ou inféré contre Sa Majesté le roi de Pologne, ni contre ses héritiers et États.

5. Le traité de paix conclu, à Dresde, le 25 décembre 1745 est expressément renouvelé et confirmé dans la meilleure forme, et dans toute sa teneur, autant que le présent traité n'y déroge pas, et que les obligations y contenues sont de nature à pouvoir encore avoir lieu.

6. Pour redresser réciproquement tous les abus qui se sont glissés dans le commerce au préjudice des pays, États et sujets respectifs des hautes parties contractantes, il est convenu que, d'abord après la paix conclue, on nommera, de part et d'autre, des commissaires qui règleront les affaires de commerce sur des principes équitables et réciproquement utiles.

Il sera aussi réciproquement administré bonne et prompte justice à ceux des sujets respectifs qui auront des procès et des prétentions liquides dans les États de l'une ou de l'autre partie : et, quand il y en aura qui auront changé, ou voudront encore changer de domicile, et le transférer de la domination de l'une sous celle de l'autre des hautes parties contractantes, on ne leur fera point de difficulté à cet égard.

7. Sa Majesté le roi de Prusse consent d'accéder et fera accéder ses sujets, créanciers de la *Steuer* de Saxe, aux arrangements qu'on prendra incessamment, par rapport aux intérêts à payer, et pour l'établissement d'un fonds d'amortissement solide et durable, sans aucune préférence.

Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, assure et promet, d'un autre côté, que, conformément auxdits arrangements, tous les sujets de Sa Majesté prussienne, qui ont ou auront des capitaux dans la *Steuer* de Saxe, recevront leurs intérêts exactement, et que les capitaux leur seront aussi remboursés en entier, sans la moindre réduction ni diminution, et dans un espace de temps raisonnable.

8. L'échange de la ville et du péage de Furstemberg, et du village de Schidlo, contre un équivalent *an Land und Leuten*, stipulé dans l'article 7 de la paix de Dresde, ayant rencontré beaucoup de difficulté dans l'exécution, on est ultérieurement convenu que, pour le faciliter, la ville de Furstemberg, avec ses dépendances situées en deçà de l'Oder, ne sera pas comprise dans ce troc, et restera à Sa Majesté polonaise; mais que, d'un autre côté, Sadite Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, cèdera à Sa Majesté prussienne, non-seulement le péage de l'Oder, qu'elle a perçu jusqu'ici à Furstemberg, et le village

36.

de Schidlo, avec ses appartenances au delà de l'Oder, mais aussi généralement tout ce qu'elle a possédé jusqu'ici des bords et rives de l'Oder, tant du côté de la Lusace que de celui de la Marche, de sorte que la rivière de l'Oder fasse la limite territoriale, et que la supériorité des deux rives et bords de l'Oder, et de tout ce qui est au delà de l'Oder, du côté de la Marche, appartienne désormais, en entier et exclusivement, à Sa Majesté le roi de Prusse, ses successeurs et héritiers, à perpétuité.

Il est aussi convenu que l'équivalent à donner à Sa Majesté polonaise ne pourra être évalué qu'à proportion du revenu réel qu'elle a tiré jusqu'ici des possessions qu'elle cèdera à Sa Majesté prussienne : en conséquence de quoi, Sa Majesté polonaise se contentera d'un équivalent *an Land und Leuten*, dont le revenu réel sera égal au revenu réel des possessions qu'elle cèdera à Sa Majesté prussienne.

Au reste, dans tous les autres points relatifs à cet échange, l'article 7 de la paix de Dresde sera exactement observé et exécuté.

9. Sa Majesté le roi de Prusse accorde à Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, le libre passage, en tout temps, par la Silésie en Pologne, et renouvelle en particulier ce qui a été stipulé là-dessus dans l'article 10 du traité de paix conclu, à Dresde, en 1745.

10. Les hautes parties contractantes se garantissent réciproquement l'observation et l'exécution du présent traité de paix, et tâcheront d'en obtenir la garantie des puissances avec lesquelles elles sont en amitié.

11. Le présent traité de paix sera ratifié de part et d'autre, et les ratifications seront expédiées en bonne et due forme, et échangées dans l'espace de quinze jours, ou plus tôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi, les soussignés, plénipotentiaires de Sa Majesté le roi de Prusse et de Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, en vertu de leurs pleins pouvoirs, ont signé le présent traité de paix, et y ont fait apposer les cachets de leurs armes.

Fait au château de Hubertsbourg, le 15 février 1763.

(L. S.) Ewald-Frédéric de Hertzberg.

(L. S.) Thomas, baron de Fritsch.

Articles séparés.

ARTICLE 1er. On est convenu que, dans les arrérages ou autres prestations arriérées, qui devront cesser du 11 février 1763, ne sera pas compris ce qui est encore dû sur les lettres de change et autres engagements par écrit, énoncés dans la spécification ci-jointe, que Sa Majesté le roi de Prusse se réserve expressément, et que Sa Majesté le roi de Pologne promet de faire acquitter exactement, et selon la teneur desdites lettres de change, et autres engagements par écrit donnés là-dessus, sans le moindre rabais ou défalcation, et dans les monnaies y promises.

2. Pour ne laisser aucun doute sur la nature et la solidité des arrangements à prendre sur les affaires de la *Steuer*, dont il a été fait mention dans l'article 7 du traité de paix, Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, déclare qu'elle prendra des arrangements pour qu'aucun des créanciers de la *Steuer* ne perde la moindre partie de son capital;

Qu'il est impossible de payer les intérêts arriérés, après que tous les revenus du pays ont été notoirement absorbés par les calamités de la guerre;

Que la même raison doit valoir pour l'année présente, après toutes les charges auxquelles le pays a déjà été obligé de fournir;

Mais que, pour le futur, Sa Majesté prendra incessamment avec les États de la Saxe, assemblés en diète, les arrangements nécessaires pour établir un fonds préalable sur les revenus les plus clairs du pays, lequel sera :

1° Principalement employé pour payer exactement les intérêts, qui ne pourront pas être fixés au-dessous de trois pour cent, tout comme ils ne pourront pas passer lesdits trois pour cent;

2° Que le reste fera le fonds d'amortissement pour l'acquit successif des capitaux, qui augmentera à proportion de l'acquit des capitaux et de la diminution des intérêts, et dont la distribution se fera annuellement par le sort, sans aucune préférence pour qui, ou à quel titre que ce soit;

3° Que l'administration dudit fonds total, destiné au payement des intérêts et au remboursement des capitaux, sera fixée en la susmentionnée diète prochaine des États de Saxe, de façon que plénière sûreté

s'y trouve, Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, promettant de donner là-dessus toutes les assurances convenables.

3. Il a été convenu et arrêté, que les titres employés ou omis de part et d'autre, à l'occasion de la présente négociation, dans les pleins pouvoirs et autres actes, ou partout ailleurs, ne pourront être cités ou tirés à conséquence, et qu'il ne pourra jamais en résulter aucun préjudice pour aucune des parties intéressées.

Les présents trois articles séparés auront la même force que s'ils étaient mot à mot insérés dans le traité principal, et ils seront également ratifiés des deux hautes parties contractantes.

En foi de quoi, les soussignés, plénipotentiaires de Sa Majesté le roi de Prusse, et de Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, ont signé ces présents articles séparés, et y ont fait apposer les cachets de leurs armes.

Fait au château de Hubertsbourg, le 15 février 1763.

(L. S.) Ewald-Frédéric de Hertzberg.

(L. S.) Thomas, baron de Fritsch.

Tous ces documents, d'un haut intérêt historique, furent recueillis par les soins de M. le comte de Hertzberg : on les trouve dans ses *Œuvres politiques*, avec une foule d'autres précieux détails, soit sur le gouvernement intérieur de Frédéric, soit sur les transactions de la politique contemporaine.

Les citations suivantes tempéreront un peu l'aridité des pièces diplomatiques ci-dessus rapportées : tout ce qui touche à l'économie politique est de saison aujourd'hui.

« Je me contenterai de dire que nous avons presque toutes les fabriques possibles, et que non-seulement nous pourvoyons exclusivement les États prussiens, mais aussi des pays fort éloignés, comme l'Espagne et l'Italie, en toiles et lainage, et jusqu'à la Chine, où nos petits draps de Silésie passent par la Russie. Nous exportons tous les ans pour six millions d'écus en toiles et pour quatre millions de draps et de lainage, ce qui, joint aux ouvrages de fer et de quincaillerie du comté de la Mark, qui roulent sur un million d'écus, aux bois du Brandebourg et de la Poméranie, aux blés, lins et bois de la Prusse, et au commerce important de la Pologne que nous faisons par Kœ-

nigsberg, Memel, Elbing, Dantzick et Stettin, nous assure une balance très-favorable pour le commerce. Nous avons dans tous les États du Roi jusqu'à cent vingt-trois mille ouvriers qui travaillent en soie, en laine, en toiles, en coton, en cuir et autres matières, des marchandises pour la valeur de seize millions d'écus, dont il y en a huit pour le débit étranger. En comptant seulement quatre personnes par chaque famille d'ouvriers, nos fabriques donnent la subsistance à un demi-million d'ouvriers, et, par conséquent, à la douzième partie de la population. On peut juger par là s'il est vrai que l'État prussien soit purement militaire. »

Et plus loin (page 246) : « La partie des mines, qui n'existait autrefois que pour le cuivre, devient de jour en jour plus importante sous la direction d'un ministre habile et éclairé. Elle donne déjà un produit national d'un demi-million, et doit naturellement procurer la subsistance d'un grand nombre d'ouvriers, ce qui augmentera surtout et deviendra de la plus grande importance par les vastes carrières de charbon que l'on exploite dans le comté de la Mark, pour en faire un grand débit en Hollande, et dans le duché de Silésie, où on les emploie avec avantage dans les grandes fabriques de toiles de ce pays et à leur blanchissage; et l'on a lieu d'espérer aussi qu'en les transportant à Berlin, on pourra s'en servir pour suppléer au terrible manque de bois qui se manifeste presque dans toute l'Europe. »

Ces données doivent inspirer une entière confiance; M. de Hertzberg est un des ministres les plus éclairés, un des meilleurs citoyens qu'ait eus la Prusse. Pendant plusieurs années, il lut dans le sein de l'Académie, et pour l'anniversaire de la naissance du Roi, quelques dissertations historiques, littéraires et morales, à la suite desquelles il plaçait un tableau rapide de l'administration publique; ces mémoires devaient être et furent toujours écrits par lui en langue française. Il y règne un ton de franchise, une chaleur de patriotisme, une bonne foi vraiment remarquables.

« On reconnaît de plus en plus, » y dit-il (tome I, page 268), « que la grande politique ne consiste pas dans le mystère dont les gouvernements se couvraient jadis, mais que ceux qui agissent à découvert, avec publicité et franchise, gagnent beaucoup plus la confiance des sujets et des voisins.

« Voilà, puisqu'il faut justifier quelquefois les actions les plus innocentes, les véritables et seules raisons qui m'ont engagé à publier ces

mémoires. Mon premier but est de conserver ainsi, dans les fastes de l'Académie du moins, une partie des excellents arrangements que le Roi fait chaque année dans l'intérieur de son gouvernement, qui ne sont connus que d'un certain nombre de personnes, et dont le souvenir peut se perdre aisément. C'est ainsi que le public est peu instruit de presque tout ce que le Roi a fait dans cette partie avant la guerre de *Sept-Ans*. Mon second but est de faire voir à d'autres souverains et à la postérité, par des exemples aussi rares qu'instructifs, ce qu'un bon prince peut et doit faire pour procurer et pour assurer à sa nation toute la prospérité dont elle est susceptible. Mon troisième et mon principal but est de faire connaître aux patriotes et à tous ceux qui s'y intéressent par quels moyens notre grand roi est parvenu à donner à son État, aussi médiocre en étendue et pour la qualité du terroir, un degré de puissance qui le met de niveau avec les premières monarchies de l'Europe, à lui assurer une consistance permanente aussi longtemps qu'on observera les mêmes règles de gouvernement, et à lui faire jouer ce rôle brillant, quoique dangereux et difficile, qu'il est obligé de soutenir dans la position locale de la monarchie prussienne, pour sa propre conservation, et pour celle de l'équilibre de l'Allemagne et de l'Europe. Je crois que des observations de ce genre, faites et publiées d'une manière qui ne blesse ni les intérêts ni la délicatesse de personne, peuvent contribuer à élever l'âme des patriotes prussiens, et à leur inspirer, ainsi qu'aux amis de la Prusse, de la confiance en une puissance qui ne veut et ne peut même, par son intérêt et sa position, employer ses forces que pour soutenir la justice et la sûreté générale. »

Frédéric avait une haute estime pour M. de Hertzberg. Lors du traité d'Hubertsbourg, qui mit fin, après des négociations aussi bien dirigées que rapides, à la guerre de *Sept-Ans* : « Vous avez fait la paix, lui dit ce prince, comme j'ai fait la guerre, un contre trois. »

(C) Si M. de Vergennes n'a pas droit à la réputation d'un grand ministre, du moins fit-il constamment preuve de sagesse et d'habileté. Entre ses mains, le département des affaires étrangères prospéra ; la guerre d'Amérique eut une heureuse issue. Vivement attaqué par les partisans d'un système de protection prohibitive, son traité de commerce avec l'Angleterre a pour lui les trois ou quatre années de son exécution. Sous ce ministère, la France commença à se relever de l'a-

baissement de la guerre de *Sept-Ans;* son intervention dans les différends nés de la succession de Bavière; le traité de Teschen, conclu sous ses auspices, la ligue des puissances neutres pendant la guerre d'Amérique, le traité de commerce avec la Russie; l'assistance donnée à la Hollande contre les prétentions de Joseph II : voilà des titres qui honorent M. de Vergennes [1].

. . . .

(D) « Dans son respect sincère pour la nature humaine, il regardait toute tentative de corruption comme un attentat; aussi ne fit-il jamais de l'or qu'un usage pur, irréprochable. Il savait que le plus grand crime du pouvoir, c'est de dépraver les cœurs, de fausser les consciences, et qu'avilir les hommes, c'est blasphémer Dieu.

« Toujours fidèle à cette noble conviction, Joseph s'est fait en cela un rôle à part, une gloire à lui.

« De son vivant, ce prince eut pour ennemis les privilégiés de toute espèce; race implacable contre quiconque ose réduire son immense curée. D'une extrémité de l'Empire à l'autre, ils organisèrent le mécontentement, semèrent la haine et la calomnie, préparèrent les résistances. Aussi, quand des réformes prématurées soulevèrent imprudemment les peuples, tout était prêt; un des souverains qui ont le plus honoré le trône, fut combattu comme un tyran farouche.

« Ces mêmes ennemis ont poursuivi Joseph au tombeau [2].

« Mais la mémoire de ce monarque est sous la sauvegarde du genre humain.

« Si l'histoire a dû relever et déplorer ses fautes, elle doit aussi justice entière au souverain longtemps méconnu; elle peut, sans adulation, inscrire le nom de Joseph parmi ces noms d'élite que bénit la postérité.

« Aujourd'hui, à l'heure qu'il est, l'Autriche vit des mêmes idées qu'elle repoussa : tout imprégnée de l'esprit de Joseph, elle prospère avec calme, à l'ombre de ses réformes. Un homme d'État, dont nul ne peut récuser la longue expérience et la haute autorité, a dit qu'en inoculant ce germe salutaire au corps de la monarchie, Joseph l'a préservé, pour longtemps, de toutes révolutions.

[1] *Lettres et instructions de Louis XVIII au comte de Saint-Priest, précédées d'une Notice par M. de Barante.*

[2] Voir *Pièces justificatives*, lettres N et O.

« Heureux les peuples que leurs rois dispensent de recourir à ces terribles ressources. »

(*Histoire de Joseph II*, livre IV.)

(E) « Sire, plein de respect et de crainte pour l'Être-Suprême, je ne puis m'empêcher de rappeler à Votre Majesté le plus grand et le plus nécessaire des trésors, qui peut seul vous rendre heureux. Ce trésor, c'est la foi qui vient de Dieu Le plus sage lui-même ne saurait se la donner; Dieu seul le peut. Mais la haute intelligence de Votre Majesté sentira bien que, s'il s'agissait d'avoir une chose de cette importance, et qu'elle pût conduire avec certitude à la vie éternelle, il serait nécessaire de la demander à Dieu par la prière, les bonnes œuvres et la méditation de la parole de Dieu. Cette certitude, Dieu, le père des miséricordes, la donnera à Votre Majesté, si Elle veut reconnaître la médiation de son fils Jésus-Christ, cette médiation d'amour et de charité; si Elle veut adopter les sentiments qu'elle inspire, et désirer sincèrement d'avoir son saint esprit pour guide. Le bonheur éternel vaut bien la peine qu'on y pense. On l'obtient de la grâce de Dieu en s'humiliant devant lui. « Si vous ne vous convertissez, dit Jésus, et ne devenez semblables à des petits enfants, vous n'entrerez point dans le royaume des cieux. » La chose est sans doute difficile à Votre Majesté; mais, avec l'aide de Dieu, tout est possible! Puisse son divin Fils avoir pitié de vous!

« Je suis avec le plus profond respect et une charité toute chrétienne, etc.

« Le chrétien simple et fidèle,

O. F. »

FIN DU TOME DEUXIÈME ET DERNIER.

TABLE DES SOMMAIRES.

LIVRE V.

LIVRE VI.

LIVRE VII.

LIVRE VIII.

LIVRE IX.

LIVRE X.

FIN DE LA TABLE DU TOME DEUXIÈME ET DERNIER.

Imprimerie de Gustave Gratiot, 11, rue de la Monnaie.